

## Le paradoxe basque

Où ne peut pas dire que les élections du dimanche 30 novembre au Pays basque aient contribué à clarifier une situation que les editorialistes de la presse madrilène s'accordaient lundi matin à trouver « préoccupante ».

Certes, tous les partis en lice, à l'exception de la droite « espagnole » ont trouvé dans les résultats matière à se réjouir : le PSOE de M. Gonzalez devient le principal parti de la province, pour la première fois depuis l'instauration d'élections libres ; les nationalistes modérés conservent leur influence malgré la scission intervenue au sein du plus important parti basque, le PNV ; enfin, Herri Batasuna, la formation indépendantiste proche de l'ETA militaire, progresse en voix et en sièges...

Il n'empêche que le verdict des urnes suscite, une fois de plus, des clameurs de victoire, plus d'interrogations que de certitudes.

Fort de sa première place, le Parti socialiste entend bien jouer un rôle moteur dans la formation du prochain gouvernement de Vitoria. Mais M. José Maria Benegas, tête de liste du PSOE, parviendra-t-il à amener les nationalistes modérés à le rejoindre au sein d'une coalition ? Rien n'est moins sûr si l'on considère les divergences entre les positions socialistes et nationalistes qui se sont manifestées au cours de la campagne électorale. Les principaux points de désaccord portent en effet sur le rôle de la police autonome basque et sur l'enseignement de l'euskera, la langue nationale, deux points sur lesquels l'opinion publique est particulièrement sensibilisée.

Autre inconnue : l'attitude que va adopter la formation nationaliste extrême Herri Batasuna. Jusqu'à présent, les élus de ce parti ont refusé de siéger au Parlement de Vitoria, contestant les institutions et jugeant insuffisante l'autonomie accordée aux provinces basques.

Or Herri Batasuna s'est déclaré prêt à siéger « sous certaines conditions ». La présence de ses treize députés renforcerait certes le camp nationaliste mais rendrait plus délicate la formation d'un gouvernement d'union entre les socialistes et le PNV, le seul de la majorité absolue étant alors relevé.

Mais la confusion politique issue du scrutin de dimanche ne devrait pas masquer un élément qui, à moyen terme, peut se révéler porteur d'évolution. On a remarqué avec intérêt et soulagement, à Madrid comme au Pays basque, que, pour la première fois, l'ETA militaire a laissé se dérouler les élections sans commettre d'attentats. Parallèlement, Txomin, un dirigeant de l'ETA réfugié en Algérie, avait explicitement appelé à voter pour Herri Batasuna.

Cela signifie-t-il pour autant que les « modérés » de l'organisation terroriste ont pris le dessus au sein de la direction de l'ETA militaire ? Il conviendrait en la matière d'être prudent : le dernier attentat meurtrier revendiqué par l'organisation clandestine, qui a coûté la vie au gouverneur militaire de Salazar, ne date que d'un mois et demi, et la longue histoire du conflit basque a montré que les trêves étaient bien fragiles...

(Lire nos informations page 8.)

## Rebondissement de la crise à Washington

### Les républicains demandent la convocation du Congrès

De retour à la Maison Blanche après quelques jours de vacances en Californie, le président Reagan fait face à une vive agitation parlementaire. Le chef du groupe républicain au Sénat, M. Dole, a proposé que le Congrès se réunisse dès cette semaine en session extraordinaire pour examiner les conséquences de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. D'autres voix se font entendre pour que soit nommé un procureur spécial indépendant, comme dans l'affaire du Watergate.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Visage crispé malgré quatre jours passés dans son ranch, M. Reagan a retrouvé, dimanche 30 novembre, une capitale de plus en plus secouée par les révélations sur le financement de la guérilla antisandiniste grâce aux ventes d'armes à l'Iran. En effet, l'un des principaux figures de son propre parti, M. Robert Dole, chef de la majorité républicaine sortante du Sénat, a publiquement appelé M. Reagan à convoquer, dès cette semaine, le Congrès en session extraordinaire pour que soit désignée une commission d'enquête parlementaire spéciale.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)



## M. Chirac et la réforme de l'enseignement supérieur

### Les étudiants se prononcent dans chaque université sur l'avenir du mouvement de contestation

Etablissement par établissement, étudiants et lycéens devaient se prononcer lundi 1<sup>er</sup> décembre sur l'avenir de leur mouvement, après les déclarations de M. Chirac et le renvoi de la loi Devaquet en commission. Toutefois, samedi, le collectif des étudiants avait décidé de maintenir la manifestation nationale prévue pour jeudi.

(Lire pages 13 à 15, les articles de B. FRAPPAT, P. JARREAU, J.-F. LACAN, R. LE GENDRE, R. SOLÉ et, page 2, « Débats ».)

Que veut M. Chirac ? Les points de la loi Devaquet contestés par les étudiants seront-ils simplement présentés différemment ou abandonnés ? On ne peut pas dire que l'intervention du premier ministre permette de répondre clairement à ces questions.

S'il s'est attaché à expliquer que l'esprit de la loi se serait en rien modifié, les commentateurs dont il a accompagné cette affirmation incitent plutôt à penser le contraire. Les droits d'inscription ? On pourrait très bien revenir à un tarif unique, si les étudiants y tiennent.

FREDÉRIC GAUSSEN.  
(Lire la suite page 13.)

## Grave tension à New-Delhi

Après le massacre de vingt-quatre des leurs par des sikhs au Pendjab, des milliers d'hindous se sont heurtés à la police dans la capitale indienne.

PAGE 12

## Le Monde

### ÉCONOMIE

Les paradoxes de l'industrie des neiges. Malgré leurs performances techniques, les constructeurs français de remontées mécaniques n'obtiennent pas de bons résultats financiers. Face aux exigences des stations de sports d'hiver, ils cassent les prix au risque de déficits.

La chronique de Paul Fehra  
Pages 39 à 42

## Les livres politiques

Par André Laurens.

PAGE 17

## L'avenir du Plan

Le rapport Rualt propose la création d'un haut comité de la planification.

PAGE 43

## Les grincements de la coopération

Au Cameroun, les « cousins » français sont jugés un peu envahissants.

PAGE 4

Le sommaire complet se trouve page 48

## Les tergiversations du pouvoir et de l'opposition en Pologne

### Dépression d'automne à Varsovie

Situation incertaine en Pologne : si les armes de l'opposition semblent épuisées, le pouvoir, quant à lui, ne paraît pas avoir de prise sur la réalité. Ses projets tournent court, et l'avenir s'annonce chargé de graves difficultés, comme vient de le laisser entendre le premier ministre lors du congrès des syndicats officiels (lire page 8).

VARSOVIE  
de notre correspondant

Après des années d'efforts infructueux, le général Jaruzelski a-t-il fini par trouver la formule magique, la pierre philosophale de la normalisation, qui permettrait à la hiérarchie du parti de gouverner — enfin — tranquillement ? Jusqu'à présent, en tout cas, le premier secrétaire n'a que des raisons de se féliciter de la décision, pour une fois nette et sans bavure, prise au début de

septembre : la libération des prisonniers politiques.

Certes, à ce geste audacieux, les dirigeants de Solidarité ont répondu par une audace plus grande encore : la constitution d'un « conseil provisoire » du syndicat, agissant au grand jour, c'est-à-dire violant en toute sérénité la « loi ». Mais depuis, plus rien, ou presque rien. Des avertissements — pour l'instant sans frais adressés aux membres de ce conseil, qui sont tous d'anciens prisonniers politiques et d'anciens dirigeants clandestins connus pour leur détermination. Quelques manifestations — à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, le 1<sup>er</sup> novembre dernier. Quelques condamnations adoptées entre-temps et qui permettent aux autorités de décriminaliser — si elles le souhaitent — certains délits politiques. Pas de

quoi fonder un chat, et à peine de quoi mériter une mention dans la presse occidentale.

Résultat : à la mi-novembre, la télévision de Varsovie a pu faire état d'un succès de taille. Pour la première fois depuis des années, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, est cours de sa conférence de presse hebdomadaire, n'ayant pas été interrogé sur les activités de l'opposition.

Pourtant, « Solidarité ne dort pas », comme le proclame malicieusement une inscription brodée sur un oreiller offert à Zbigniew Bujak après sa sortie de prison. Elle ne dort pas, c'est vrai, mais elle ne rêve pas non plus. Si certains ont pu croire un instant que la libération des prisonniers politiques signifiait qu'un nouveau tout devenait possible, ils ont bien vite déchanté. Saluée, bien entendu, comme une victoire, cette libération a — aussi — créé une jolie pagaille. Ainsi le nouveau « con-

seil provisoire » de Solidarité a bien été formellement constitué par Lech Walesa, mais ce n'est plus un secret que le président du syndicat, en fait, ne souhaitait pas cette création. Ce n'est certes pas la première fois que l'électrique des chantiers de Gdansk applique le principe bien connu : « Je suis votre chef, donc je vous suis ». Mais force est de constater que pour l'instant l'activité de ce nouveau conseil semble bloquée, tandis que se manifeste à nouveau un autre organe de direction qu'on avait cru appelé à disparaître : la commission (clandestine) de coordination de Solidarité (TKK) qui, après s'être réunie en présence de M. Walesa, a publié une résolution ne faisant qu'à peine allusion au nouveau « conseil » et aux tentatives d'action « au grand jour ».

JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 9.)



## Tempête aux archives Freud

Par Janet Malcolm

La psychanalyse a imposé un embargo sur sa propre histoire. Les « Archives Freud » deviennent alors un trésor qui excite autant de convoitise que l'or du Rhin.

Collection « Bibliothèque de Psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche, 160 pages - 65 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## La mort de Cary Grant

### Le gentleman-cabrioleur

L'acteur américain Cary Grant, d'origine britannique, est mort samedi 29 novembre à Davenport (Iowa) d'une congestion cérébrale. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Il a tourné plus de soixante-dix films avec les plus grands réalisateurs.

Un sans-faute. Mourir — vite — à quatre-vingt-deux ans, au moment où l'on s'apprête, tel un Narcisse triomphant, à donner un spectacle intitulé *Conversation avec Cary Grant*, lorsqu'on est Cary Grant, c'est la juste récompense d'un homme dont le charme désinvolte et l'égoïsme ingénument tressé se scellaient la trame d'une vie en tout point réussie et la chaîne d'une carrière parfaitement accomplie qu'on ne peut plus les distinguer.

Mais, comme un arbre ne doit pas cacher la forêt, la fossette au menton d'Alexander Archibald Leach, né à Bristol dans une famille pauvre, ne doit pas dissimuler les dons incontestables de

Cary Grant, mort à Hollywood dans la peau encore fraîche d'un milliardaire appétissant.

« Jamais un acteur n'avait aussi bien porté l'habit dans des décors radieux », a déclaré Charlton Heston. C'est un raccourci hémieux du « rêve américain » et de l'héritage de Cary Grant.

Collectionnant les partenaires de rêve et les épouses spectaculaires, sans y gagner le statut vulgaire d'un Barbe-Bleue en smoking, il fut, à la ville comme à l'écran, le séducteur minuscule, celui qui rend les ames, provisoirement, qui ne sera jamais qu'un mari de passage, un oiseau migrateur, un gentleman-cabrioleur.

De son adolescence d'acrobate et de jongleur dans les cirques, en Angleterre, il a observé l'agilité sans ostentation d'un corps entraîné. Et si on l'a beaucoup vu courir au cinéma, et fuir des poursuivants déterminés, jusqu'au fameux avion de la *Mort aux trousses*, rarement l'a-t-on surpris casotté, décoiffé, abîmé.

Intact, inchange, impeccable, il plaisait aux hommes comme aux femmes, il était idéal. Et c'est sans doute fort étonnant sans l'opacité hypnotique d'un regard très noir, qui jurait en douceur avec l'ensemble. Regard qu'en quatre films Alfred Hitchcock sut si bien exploiter, offrant à Cary Grant des rôles infiniment subtils, de faux coupables sans innocence...

Lorsque ses cheveux furent devenus blancs, assez brusquement, en 1966, Cary Grant jugea qu'il devait divorcer une fois de plus. Du cinéma cette fois. A l'amiable. A l'amable. Pour devenir un voyageur de commerce de luxe, représentant des parfums, des lignes aériennes, des hôtels...

La promenade du retraité magnifique aura duré vingt ans. Il restera dans les mémoires comme celui qui a su partir avant de commencer à vieillir. Éléphant.

DANIEL HEYMANN.

(Lire page 22 l'article de JACQUES SIGLIER.)

JPV 10.12.86

# Débats

## Contradictions

### LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

*Le renvoi en commission du projet de loi Devaquet a pour but de réduire la tension entre les étudiants, les lycéens et le gouvernement. Mais l'épreuve de la rue pèsera lourd sur le nouveau débat. Hélène Sabbah analyse les causes de l'inquiétude des lycéens et de leurs professeurs. Quant aux « choses vues » par Pierre Bourgeade, elles sont le reflet d'une société paradoxale.*

### Lassitude généralisée

*La réapparition des grèves lycéennes est un révélateur du malaise qui affecte aussi les enseignants*

EN tant que formateurs de futurs bacheliers, les enseignants du second cycle sont concernés à la fois par le projet Devaquet et la réforme Monory. Auront-ils, dans les années à venir, la possibilité matérielle de former, à un bon niveau, et dans de bonnes conditions, ceux à qui les universités (certaines le font déjà) imposeront des critères supérieurs à celui du bac ?

L'impossibilité de donner une réponse acceptable conduit à analyser les causes d'une lassitude généralisée et d'une inquiétude largement partagée. Car enfin :

- Comment accepter, sans ironie, l'affirmation qu'il n'y aura pas de réforme et l'officialisation simultanée de modifications qui risquent de passer sur l'enseignement secondaire comme une lame de fond ?

- Comment, sans se sentir nié, accepter le semblant de consultation qui a provoqué récemment des réunions en catastrophe pour que chacun « donne son sentiment de responsable et de praticien » (documents remis le 15 novembre pour une réponse à rendre le 20 novembre) ?

- Comment accepter sans inquiétude une réduction de l'horaire des élèves - bonne en théorie, - lorsqu'elle entraîne d'aberrantes disparitions de disciplines (sciences naturelles en seconde, seconde langue en première S, troisième langue en première littéraire, langues anciennes), des suppressions de postes et une surcharge de travail (plus de classes pour un même enseignant) ?

- Comment accepter sans amertume, après avoir passé un concours de recrutement dans une discipline (CAPES), de devoir en enseigner deux, ce qui revient à considérer l'enseignant comme *a priori* polyvalent lorsqu'il s'est engagé sciemment et par goût dans une voie unique : à dévaler l'une et l'autre des disciplines en laissant croire qu'enseigner une langue vivante

par HÉLÈNE SABBACH (\*)

ou la littérature française, c'est la même chose, en niant ainsi la spécificité de la formation, celle de l'enseignant et celle de la discipline ?

- Comment accepter sans angoisse la charge de conduire, dans des conditions difficiles (elles le sont actuellement, le projet Monory les aggrave), une classe d'âge au baccalauréat (80 % en l'an 2000) sans admettre, inéluctablement, l'abaissement général du niveau et la dévaluation de ce qui reste la seule référence solide de l'enseignement secondaire ?

- Comment accepter de lourdes surcharges de travail (classes de trente-cinq à qua-

(\*) Professeur de lettres.

L E 27 novembre, 16 heures. Je remonte le cortège étudiant, qui s'étend alors de Saint-Michel au Carrefour Bac-Saint-Germain. Une chose me frappe. La fraîcheur. Fraîcheur des visages. Fraîcheur des sentiments. Ce n'est pas 68, ce côté hirsute et pandémonium. Ça ignore la revendication gauchiste,

raute élèves dans le second cycle, heures supplémentaires imposées, multiplication des bilans, analyses, réunions et recherches... sans le moindre espoir d'une revalorisation de la fonction d'enseignant ?

- Comment accepter que certaines indemnités correspondant à un travail effectivement réalisé soient versées avec cinq ou six mois de retard parce qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses ?

- Comment accepter, enfin, d'être les instruments d'une réforme dont la finalité à long terme n'est ni clairement ni officiellement précisée ?

Les grèves lycéennes avaient disparu depuis longtemps. Leur réapparition est un signe. De bas en haut, il y a décidément quelque chose qui ne va pas dans l'éducation nationale.

Par PIERRE BOURGEADE (\*)

ça n'en veut qu'à l'humble Devaquet. Hier : « *Changer la vie !* ». Aujourd'hui : « *Devaquet au piquet !* »

Palabre faite, ici et là, deux revendications dominent, exprimant deux peurs. Peur 1 : l'inégalité des diplômes délivrés. Il n'y aura donc de travail que pour les meilleurs. Avenir des autres : chômage. Peur 2 : l'augmentation des « droits » à acquitter. Monory dit : 800 F maxi, mais on sait que ces 800 F ne sont qu'une partie d'un tout. D'où : inégalité des diplômes par l'argent. Equations : argent, meilleurs diplômes, travail. Moins d'argent, moins bons diplômes, chômage. Carrefour Bac-Saint-Germain, deux rangs de CRS. La tête du cortège vient au contact. Contact bon enfant d'abord, puis houleux. Dans le premier temps, les jeunes scandent un slogan que je n'avais encore jamais entendu : « *CRS ! Vos enfants aussi sont lycéens !* ». « *CRS ! Vos enfants aussi sont lycéens !* »

Par ce cri, la foule étudiante explique comment la société française a fini par digérer la révolution, de la Commune à 68. Pendant un siècle, le prolétariat avait engendré le prolétaire. Depuis 68, la digestion est faite. Le fils d'OS devient instit. Le fils de paysan, garde mobile. Le fils de CRS, étudiant. Il sera médecin, prof. Le

(\*) Ecrivain.

*La multitude rêve d'une vie « à l'américaine » qu'elle voudrait obtenir par des procédures « à la française »*

prolétariat disparaît. Il fond littéralement dans la société embourgeoisée, comme l'iceberg fond dans les eaux tièdes (conséquence, le Parti communiste fond avec lui : c'est une autre face de l'histoire). La confrontation actuelle cortège-CRS, autrement dit contestation-Etat a donc quelque chose d'irréel : tous bourgeois.

### Tous en jeans

Ce qui frappe, chez ces jeunes, outre leur fraîcheur, c'est comment ils sont habillés : *tous en jeans*. La multitude montre comment une part de l'industrie française (l'industrie du vêtement, dans cet exemple) a été frappée à mort par l'industrialisation de la jeunesse au modèle culturel américain, et comment cette multitude nourrit, par son choix, donc par ses achats, l'ogre qu'elle dénonce. Il n'y a pas que les jeans. Il y a les blousons, les sacs, les cigarettes, les appareils de photo, les walkmans, les motos, la musique, en un mot le « look » : l'image de soi et du monde. Plus rien n'est d'origine. Tout, absolument tout, vient du complexe anglo-saxon-japonais, désormais fournisseur du rêve culturel, et des produits qui matérialisent ce rêve.

Le drame est là. La multitude rêve d'une vie « à l'américaine » qu'elle voudrait obtenir par des procédures « à la française ». Elle crie son individualité, son désir de liberté, son besoin d'un nouveau monde (né de l'intervention, de la compétition, de l'effort), elle exige l'égalitarisme, le nivellement, les garanties.

Dans son innocence, elle refuse, sans même s'en douter, la société française tout entière (majorité et opposition confondues), société de fonctionnaires, de subventionnés et d'assistés, engluée dans les « rentes » de toutes sortes, incapable de suivre le monde qui va de l'avant.

En cela, l'imposante manifestation du 28 novembre laisse sur une impression de pessimisme. Tandis que nos universités font grève avec pour mot d'ordre : « *Egalité* ». Princeton, Harvard, Yale, Columbia, Berkeley (fortes de leurs différences, et prétendant chacune former l'élite de l'élite, ce que le monde sait), sont au travail.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Nous n'entrons pas dans la carrière

La grève de l'enseignement supérieur qui, née dans les universités parisiennes, s'est étendue à tout le territoire, n'a pas été le fait d'un quelconque syndicat d'étudiants proche de l'opposition parlementaire. Elle n'a pas été due, non plus, aux seules dispositions du projet de loi Devaquet, que le désir d'apaisement de son promoteur pourrait aboutir à vider totalement de sa maigre mais contestable substance. La volonté, certes encore confuse d'une majorité d'étudiants et de lycéens de classes terminales, est d'exprimer leur angoisse face à l'avenir. La grève générale a permis d'être entendue, les manifestations tiennent lieu d'exutoire.

Le moment est en effet venu pour les 18-25 ans de dénoncer les contradictions de la classe politique qui, à droite comme à gauche, fixe pour but au système scolaire national d'amener 80 % des effectifs d'une classe d'âge au baccalauréat, alors que nul n'ignore dans le même temps la difficulté qu'il y a à trouver un emploi avec ce seul diplôme en poche. Chacun de ceux qui, après quatre, cinq, voire dix ans d'études supérieures, se trouvent obligés

d'accepter - quand il leur en est proposé - des emplois pour lesquels ils sont normalement surqualifiés, savent ce qu'un défilé entend par « inflation des diplômés ». A quel point devenir médecin, architecte ou professeur pour ne jamais entrer dans la « carrière », à laquelle on a pourtant tout sacrifié ?

CHRISTOPHE SANSON, étudiant en doctorat de droit à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

#### De la politique sans le savoir

En guise d'analogue, M. Monory ressassait deux petites phrases qui en disent long quant au rictus qui les accompagne souvent. Ces deux petites phrases sont : « je ne fais pas de politique, je ne suis pas un violent » ; « cette loi ne change rien, ça existe déjà ».

Un ministre qui ne fait pas de politique, ne s'occupe donc pas des affaires de la cité ? Quel est donc son ministère ? Flou artistique : le pragmatisme mon cher ! Au fait, si une loi ne change rien, à quel service ? Le ministre de l'éducation fait le bonhomme, mais sous la table les pieds s'agitent et gare à ceux d'en face !

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 45 05 72 F  
Tél. MONDIPR 45 23 46 51  
Tél. : (1) 42 47 97 27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Lemaire

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45 55 91 52 ou 45 55 91 71  
Tél. MONDIPUB 296 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42 47 98 72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changement d'adresse : délégués ou provinciaux : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous l'obligement d'écarter tous les sous-projets en capitale d'impression.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 785-510 la publication hebdomadaire, excepté dimanche et jours fériés, est classée en 2e catégorie de la liste des journaux. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A. P.O. Box 40-00 59th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

### L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'IDÉE D'UNIVERSITÉ d'Alain Bienaymé

#### L'enjeu de luttes politiques

Au lieu d'être suivi que de loin l'évolution de l'institution universitaire dans le dernier quart de siècle, Alain Bienaymé propose un retour, où je reconnais tout à fait ce que j'ai vécu, d'une période qui fut décisive pour notre enseignement supérieur : il note fort justement que peu d'institutions ont connu en un si court délai aussi profonde transformation. L'ampleur du changement explique le décalage entre l'image qui persiste dans l'opinion et les réalités. Affrontées à ces bouleversements, les universités ont fait preuve d'une capacité d'adaptation et déployé une faculté d'initiative qui ne le cèdent pas à celles des organismes les plus efficaces.

Je partage son sentiment que l'année 1976, pour plusieurs raisons concurrentes, a marqué une césure et porté un coup d'arrêt à l'apprentissage par les universités de leur jeune et fragile autonomie. Depuis, elles sont devenues l'enjeu de luttes politiques qui les dépassent, un objet symbolique de l'affrontement droite-gauche : les deux moitiés de la France, exploitant les connivences qu'elles trouvent au cœur de l'institution, faute de pouvoir agir sur les résistances qui leur résistent et modifier la conjoncture, s'en prennent, au lendemain de chaque constitution électorale, au statut de l'enseignement supérieur : les universités comme la télévision font les frais de nos divisions idéologiques.

Alain Bienaymé met en évidence le problème relativement nouveau que pose à l'Université la diversité croissante de ses finalités, du fait de la société qui lui assigne de nouvelles missions sans les hiérarchiser ni lui allouer les moyens supplémentaires qui correspondraient à l'extension de ses fonctions. Je retrouve, en particulier, sous sa plume l'expression d'une inquiétude qui me tenaille depuis longtemps, à propos de l'écartèlement entre la préparation à la vie active et à un métier et la mission permanente de toute université, qui consiste dans l'éducation du jugement, la formation du sens critique, le développement de la réflexion et l'enrichissement d'un savoir par nature désintéressé.

#### Peu d'intérêt pour cette mission

En dépit d'une réputation plus flatteuse que méritée, l'opinion en France ne s'est jamais beaucoup intéressée à cette dernière mission : elle a toujours réservé sa préférence à la formation professionnelle : à prouver la faveur accordée traditionnellement aux écoles. L'explosion démographique qui a dirigé un million d'adolescents vers l'enseignement supérieur puis l'impact de la crise économique ont transformé ce qui n'était qu'une inclination en impératif social. Le risque est grand que ne se rompe tout à fait l'équilibre entre les tâches. La référence à l'idée d'université, qui fournit au livre son titre, signifie pour Alain Bienaymé le refus de sacrifier la long terme aux nécessités du moment et de subordonner la mission essentielle de tout enseignement supérieur aux besoins immédiats, faute de quoi l'Université ne serait plus qu'une école professionnelle et la société tout entière une vaste entreprise.

Puisse la lecture de ces pages attirer l'attention et susciter la réflexion de tous ceux qui auront à se prononcer sur le statut des universités ! Elles suggèrent que l'ampleur du problème est telle que sa solution ne dépend pas du succès de quelques expériences pilotes. Elles dénoncent aussi l'illusion qu'il suffise d'un changement de statut : ce n'est pas d'une loi de plus que nos universités ont besoin. Seul si les pouvoirs publics sont sincèrement résolus à leur donner, enfin, l'autonomie qui leur permettra d'exercer leur responsabilité, et si la société ne leur refuse pas l'estime que mérite la fonction qui leur incombe en propre.

RENÉ REMOND

\* Economica, 328 p., 125 F.

**DANIEL LAGACHE**

**ŒUVRES**

Préface de Didier Anzieu.  
Édition établie et présentée par Eva Rosenblum.

Volume 1 : Les hallucinations verbales et travaux cliniques (1932-1946)  
Volume 2 : Le psychologue et le criminel (1947-1952)  
Volume 3 : Le transfert et autres travaux psychanalytiques (1952-1956)  
Volume 4 : Agressivité. Structure de la personnalité et autres travaux (1956-1962)  
Volume 5 : De la fantaisie à la sublimation (1962-1964)  
Volume 6 : La Folie du Logis. La psychanalyse comme science exacte (1964-1968)

Collection "Bibliothèque de Psychanalyse" dirigée par Jean Laplanche.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## L'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran

### Téhéran : les critiques se multiplient contre M. Rafsandsjani

L'affaire des livraisons d'armes américaines à l'Iran n'a pas seulement « jeté le trouble » à Washington, ce dont s'est réjoui ouvertement le hadjatollah Rafsandsjani, mais a également fait couler beaucoup d'encre au sein du Parlement. Il ressort, en effet, des informations parvenues de Téhéran, que les huit députés qui, au début de novembre, avaient soumis le gouvernement de s'expliquer sur ses contacts avec Washington, avaient pour objectif essentiel de mettre M. Rafsandsjani en minorité au Parlement.

Les huit députés s'étaient assurés, avant de déposer leur question écrite, le concours de la majorité des députés du Majlis. Ils avaient obtenu l'accord aussi bien d'une bonne partie des députés PRI, majoritaires au Parlement, que de ceux groupés autour du journal *Resalat* (droite religieuse conservatrice) et des représentants favorables à la politique de l'ayatollah Montazeri (dampin désigné de l'imam Khomeini).

Il était donc quasi certain que si les huit députés avaient maintenu leur question écrite, M. Rafsandsjani aurait été mis en minorité au cours du débat qui aurait suivi la réponse du gouvernement et aurait été

contraint de présenter sa démission. C'est précisément pour éviter une telle éventualité que, sortant de son silence, l'imam Khomeini, tout en condamnant les Etats-Unis, avait déclaré, le 20 novembre, en s'adressant à des familles de « martyrs », un « satisfait » presque sans réserve au président de Majlis. En même temps, il avait menacé de ses foudres ceux qui critiquaient ce dernier, allant jusqu'à les assurer de vouloir diviser la nation, de compliquer la République islamique et d'agir contre l'Islam.

C'est à la suite de cette grave mise en garde que les huit députés sont revenus sur leur initiative et ont retiré leur question écrite. L'agitation contre le numéro deux du régime s'est cependant poursuivie sous forme de tracts et de pamphlets, et parfois de manifestations dans les rues, dirigées contre ceux qui avaient pris l'initiative du voyage, en septembre, de M. McFarlane à Téhéran. Parmi les textes distribués, le plus percutant est celui rédigé par le MLI (Mouvement de libération de l'Iran), présidé par M. Mehdi Bazargan, qui fut le premier chef de gouvernement de la République islamique. M. Bazargan avait été, comme de l'ironie, obligé de démissionner de son poste de premier ministre, le 6 novembre 1979, parce qu'il avait engagé à Alger des contacts avec M. Zbigniew Brzezinski — mais au vu et au su de tout

le monde, — qui occupait alors les fonctions de conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité nationale. Dans sa déclaration, M. Bazargan critique sans ambages (sous le titre « L'histoire du col et du cake », référence au cadeau que M. McFarlane avait offert aux Gardiens de la révolution à l'aéroport de Téhéran), le comportement de M. Rafsandsjani, dont les explications, souligne-t-il, ont augmenté la confusion au lieu d'éclaircir la vérité. L'ancien chef du gouvernement met en cause la visite même de M. McFarlane.

#### Une déclaration de M. Bazargan

Il affirme sa conviction que M. Rafsandsjani n'aurait souffert mot de toute cette affaire si des révélations intempestives n'avaient pas été faites à ce sujet à l'étranger par l'hebdomadaire libanais *Al Shiraa* (pro-syrien). Il ajoute que le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Ali Akbar Velayati, a affirmé n'avoir entendu parler du voyage de M. McFarlane que plusieurs semaines après son séjour à Téhéran. Il révèle que le chef du gouvernement, M. Moïse Hosseini Mousavi, a affirmé au cours du conseil des ministres du 5 novembre, qu'il était contre tout contact et négociations avec les Etats-Unis qui se déroulaient en dehors du cadre des accords d'Alger (qui ont mis fin à

l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran), et de celui institué par le tribunal d'arbitrage de La Haye pour résoudre les litiges concernant le contentieux iranien-américain. « Il s'avère donc, poursuit M. Bazargan, que seul un nombre limité de dirigeants iraniens sont au courant de ce qui s'est réellement passé, et on est en droit de se demander pourquoi le peuple iranien et ceux qui font le sacrifice de leur vie en se jetant sur les champs de mines n'ont pas le droit de connaître toute la vérité. »

M. Bazargan met aussi en question le rôle primordial joué par M. Rafsandsjani dans les affaires du pays. « Quand un Etat, écrit-il, a un président de la République, un premier ministre, un chef de la diplomatie, qui sont tous membres d'un parti qui est majoritaire dans le pays et jouissent de l'entière confiance du guide de la révolution, de quel droit le président du Parlement intervient-il dans les affaires qui ne relèvent pas du législatif et de sa propre compétence ? Il s'agit d'une pratique contraire à la Constitution et au serment qu'a prêté M. Rafsandsjani en tant que député et en tant que président du Parlement. Cela veut dire que le pouvoir se trouve entre les mains de celui qui n'en porte pas la responsabilité. »

JEAN GUEYRAS.

### Washington : les républicains demandent la convocation du Congrès

(Suite de la première page.)

Cette demande a fait sensation : ce serait la première fois depuis 1948, sous la présidence de Harry Truman, que les élus seraient ainsi appelés à siéger extraordinairement. La commission spéciale qu'ils mettraient alors en place serait l'exacte réplique de celle qui avait été créée pendant l'affaire du Watergate.

« C'est une nouvelle idée que nous n'avons simplement pas eu le temps d'examiner », a prudemment déclaré le porte-parole adjoint de la Maison Blanche, alors que les démocrates (qui constituent la nouvelle majorité sénatoriale depuis les élections du 4 novembre) se donnaient les gants de ne pas vouloir, eux, bousculer le mouvement. La convocation d'une session extraordinaire susciterait « une atmosphère d'hystérie et de crise », a ainsi estimé leur futur chef de file, le sénateur Robert Byrd, qui s'est en revanche prononcé en faveur non seulement d'une commission spéciale mais aussi de la nomination — comme pendant le Watergate — d'un procureur spécial chargé de mener l'enquête en dehors de l'autorité du département de la justice.

Cette dernière proposition semble avoir de grandes chances d'être retenue car le malaise ne cesse de grandir en raison de la situation ambiguë de M. Edwin Meese. Comme ministre de la justice, l'attorney général a en effet, pour l'instant, l'entière responsabilité de l'établissement des faits, alors qu'il est un des plus proches amis de M. Reagan et que c'est lui qui avait donné le feu vert juridique au décret secret par lequel le président avait, en janvier dernier, autorisé les ventes d'armes à la République islamique.

#### Des documents détruits

Le malaise est d'autant plus grand que, alerté dès le 20 novembre sur la possibilité d'un renversement aux « contras » des bénéfices de ces ventes d'armes, le département de la justice n'avait fait placer sous scellés les dossiers du lieutenant-colonel North que le mardi 25 le jour même où le président annonçait

le limogeage de l'homme officiellement désigné comme ancien cerveau de toute cette opération. Or, entre-temps, le lieutenant-colonel aurait détruit plusieurs documents d'importance.

Parallèlement, les commissions et sous-commissions des deux Chambres rivalisent dans l'organisation d'auditions sur l'affaire et convoquent à tour de bras, et sur un ton de plus en plus menaçant, tous les témoins possibles. Une mécanique a commencé à tourner d'elle-même dont plus personne ne peut dire où elle s'arrêtera.

Seul M. Reagan pourrait arrêter les frais en venant présenter au pays, comme l'en pressent à l'unisson démocrates et républicains, les faits et tous les faits.

#### « Quarante-huit heures pour agir »

« Vous avez quarante-huit heures pour agir ou la partie sera perdue », lui a, par exemple, publiquement lancé, dimanche, M. Patrick Moynihan, sénateur démocrate de New York, mais M. Reagan n'en paraît pas, pour l'instant, convaincu.

Lundi, le magazine *Time* publie ainsi une stupéfiante interview du président dans laquelle, sur un ton d'écolier accusant son voisin, il désigne — sans les nommer — les Israéliens comme seuls responsables des versements de fonds à la guérilla antisémitaire. « Ils gonflaient les prix (demandés aux Iraniens) et plaçaient apparemment l'argent sur des comptes en banque des dirigeants des contras (auxquels) ce n'est pas nous qui avons fait passer l'argent. C'est un autre pays. »

Cette information n'empêche pas M. Reagan de dire que la « seule critique » qu'il fasse au lieutenant-colonel North (« un héros national ») est de ne pas l'avoir « informé de tout ». Pour le reste, le président se montre on ne peut plus combatif. Le Congrès ? « L'agitation n'y a rien d'habituel (et) cela ne va pas paralyser le gouvernement. » La presse ? « Tout cela se ramène à un grand degré d'irresponsabilité de (sa) part (...). Ce qui ne fait grimper aux murs est que ce n'était pas un échec jusqu'à ce que la presse reçoive ce tuyau de ce torchon de Beyrouth. Je leur ai dit que la publicité pourrait détruire l'affaire et faire tuer des gens. Ils y sont allés droit. »

« Je dois dire que j'ai un goût d'amertume et de colère dans la bouche », dit encore M. Reagan en décrivant « les requins qui font des ronds dans les eaux ensanglantées ». Et il conclut : « Franchement, je pense qu'au fur et à mesure que la vérité sortira, les gens verront que ce que nous essayons de faire était juste. Je ne vais pas reculer. Je ne vais pas me faire tout petit. Je vais aller de l'avant. J'ai beaucoup de choses à faire dans cette fonction. »

#### Un train de retard

Cette interview a été recueillie mercredi dernier. L'état d'esprit présidentiel a-t-il changé depuis ? Peut-être, puisque M. Reagan a crié dimanche aux journalistes, sous les réacteurs de son avion : « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour découvrir la vérité et nous la rendrons alors publique. » Pour l'instant, le président a au moins un train de retard, puisque la seule chose qu'il devait faire ce lundi était de mettre au courant la commission d'enquête sur le fonctionnement du Conseil national de sécurité.

Lorsqu'il avait fait annoncer, la semaine dernière, la composition de cette commission, le monde politique avait favorablement réagi, mais l'initiative semble dérisoire aujourd'hui. « Je ne veux pas croire (...) qu'un secteur très important de la politique étrangère américaine était effectivement dirigé par un lieutenant-colonel », déclarait, dimanche, le sénateur Dole, tandis que, sur une autre chaîne de télévision, le sénateur Lugar, républicain lui aussi et président sortant de la commission des affaires étrangères, ajoutait : « Le pays doit être gouverné », le président « doit prendre les rênes comme vient de le faire M<sup>re</sup> Aquino ».

L'allusion au remaniement auquel vient de procéder la présidence philippine était limpide.

BERNARD GUETTA.

### Israël affirme tout ignorer des transferts en faveur des « contras »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Certains Israéliens savaient-ils ? Etait-ce au courant du financement clandestin de la guérilla antisémitaire au Nicaragua grâce aux bénéfices des ventes d'armes à l'Iran ? Vue d'ici, l'affaire des livraisons secrètes au régime de Téhéran tourne maintenant autour de cette question-clé.

La position du gouvernement est claire : Israël ignore tout des transactions financières ayant profité aux « contras ». Plus précisément, indique-t-on à Jérusalem, les autorités ont en connaissance des transferts en question quelques heures seulement avant qu'ils ne deviennent publics. Au cours d'un déjeuner avec le comité des directeurs de journaux, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est revenu sur cet aspect de l'affaire, en soulignant qu'« aucun dollar n'avait transité entre des mains israéliennes ».

« Nous avons envoyé des armes américaines à une adresse qui nous avait été donnée », a déclaré M. Shamir. En retour, les acheteurs ont envoyé l'argent payé pour ces armes à une adresse fournie par les Américains. Il ne fut absolument pas question de réaliser le moindre profit. L'implication d'Israël dans cette opération concernait de faibles quantités d'armes, ne pouvant rien influencer sur le cours de la guerre. Nous avions été contactés par un responsable de l'administration américaine hautement autorisé et dont je ne peux révéler l'identité ».

Les protagonistes israéliens de l'opération, notamment MM. David Kimche, ancien directeur général du ministère des affaires étrangères, et Amiram Nir, conseiller du premier ministre pour les problèmes de terrorisme, ont suivi à la lettre les instructions ministérielles, laisse-t-on entendre ici, et n'ont pris aucune initiative personnelle. Ils ne firent qu'exécuter fidèlement ce qu'avait décidé le triumvirat Pères-Shamir-Rabin. Israël, ajoute-t-on, ne pouvait pas ne pas croire que toute l'opération avait l'assentiment total de M. Reagan. « Lorsqu'un haut personnage de l'administration américaine vient vous trouver avec un plan d'action détaillé, note une source citée par le *Jerusalem Post*, vous en discutez nécessairement qu'il est couvert par le président. »

On souligne dans les milieux gouvernementaux qu'Israël n'aurait jamais pris le risque de s'aliéner un Congrès américain hostile au soutien financier des « contras » et largement favorable à l'Etat juif, en se faisant complice d'une opération visant à le court-circuiter. L'ennemi dans tout cela, c'est que les enquêteurs américains doutent fortement que les marchands d'armes ou les intermédiaires engagés dans la « contreconnection » aient pu aller de l'avant sans avoir reçu le feu vert préalable de leurs gouvernements. Pour la première fois dimanche, le cabinet israélien dans son ensemble a été informé par le trio Pères-Shamir-

Rabin. Rien n'a filtré de ce conseil des ministres, au terme duquel le porte-parole du gouvernement a qualifié de « sans fondement » toutes les informations circulant actuellement sur le rôle d'Israël dans les transactions irano-américaines.

#### Un homme d'affaires parle

Un personnage-clé, en revanche, a rompu le silence. Il s'agit de M. Yaacov Nimrod, soixante ans, ancien attaché militaire israélien à Téhéran sous le règne du chah, officier du Mossad, devenu un marchand de canots propulseurs installés à Londres et à New-York. Dans une déclaration solennelle en sept points au quotidien *Haaretz* — en forme de plaidoyer *pro domo* — M. Nimrod relate les circonstances de son implication dans une affaire dont il fut, côté israélien, l'un des maillons essentiels.

Il assure d'abord n'avoir conclu aucun contrat, direct ou non, avec l'Iran depuis l'avènement de l'imam Khomeini. Confirmant ensuite que l'idée d'un marchandage armes-otages avait bien été lancée à Jérusalem, M. Nimrod poursuit : « Après l'enlèvement d'otages américains, une réunion eut lieu dans le bureau d'un haut responsable gouvernemental israélien au cours de laquelle on suggéra d'utiliser mes contacts avec certains éléments à Téhéran pour examiner s'il y avait un moyen d'obtenir la libération de ces otages. J'ai agi comme on me l'avait demandé et en coopération avec d'autres. Il en résulta la libération de Benjamin Weir le 19 septembre 1985. Les circonstances de cette libération ont été décrites avec exactitude par M. Reagan lorsqu'il indiqua que les livraisons d'armes approuvées par lui remplissaient à peine un avion. J'ai agi en tant qu'émissaire national sans recevoir aucune rémunération. Après la libération de Benjamin Weir, les Américains ont sans doute conclu qu'ils pouvaient poursuivre leurs efforts sans mon aide. (...) Ma seule récompense fut la gratitude que m'exprimèrent MM. Pères et Rabin. »

C'est le mutisme des autorités qui a incité M. Nimrod à parler, tout comme M. Al Schwimmer, autre intermédiaire dont le nom est toujours cité dans cette affaire. Président-fondateur de la Société des industries aéronautiques d'Israël — laquelle produit notamment le chasseur-bombardier Kfir — ami personnel de M. Pères, M. Schwimmer aurait souhaité que le gouvernement clarifie les choses et le « dédouane » en expliquant le rôle qu'on lui avait fait jouer.

Quoi qu'il en soit, MM. Shamir et Pères affirment attendre la conscience tranquille l'arrivée prochaine d'un groupe d'enquêteurs du FBI. On souligne dans l'entourage du premier ministre que ni l'un ni l'autre n'ont « rien à cacher ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Selon le « New York Times »

#### L'Arabie saoudite serait impliquée


Selon le *New York Times*, l'Arabie saoudite aurait joué un rôle important non seulement dans les ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran, mais aussi dans la fourniture de fonds et d'équipements militaires aux rebelles antisémites au Nicaragua. L'un des intermédiaires dans ces opérations aurait été le milliardaire saoudien Adnan Khashoggi. En favorisant ces transactions, Ryad aurait voulu renforcer ses relations stratégiques avec Washington et ouvrir un dialogue avec l'Iran.

Plusieurs banques en Europe et en Arabie saoudite ayant des liens avec les milieux dirigeants de Ryad auraient mis des fonds à la disposition de M. Khashoggi, à la demande du lieutenant-colonel North.

Outre M. North, M. Khashoggi aurait eu des contacts avec le général Richard Secord, qui a occupé des fonctions au Pentagone jusqu'en 1983, et un homme d'affaires iranien du nom de Albert Hakim. A partir du début de 1984, il aurait travaillé en étroite collaboration avec un certain Charles Tyson, un ancien collègue du colonel North au Conseil national de sécurité. M. Tyson aurait introduit l'homme d'affaires saoudien auprès de M. McFarlane, l'ancien conseiller de M. Reagan, s'est rendu à Téhéran en mai à bord d'un avion rempli d'armes.

L'Arabie saoudite a démenti, samedi, toute participation aux livraisons d'armes américaines à l'Iran, et le fait que M. Khashoggi ait agi en relation avec les autorités.

# PRIX MEDICIS ETRANGER JOHN HAWKES

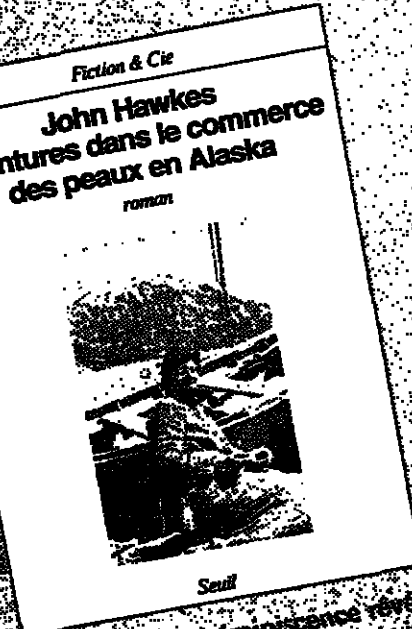


Fiction & Cie

**John Hawkes**

Aventures dans le commerce  
des peaux en Alaska

roman



Un très important éditeur de la littérature américaine présente ce roman d'un des plus grands auteurs du Grand Nord. Le roman le plus impressionnant et le plus classique qui ait traversé l'Amérique depuis longtemps. Gilles Barbodère / Magazine littéraire. Océan, Fiction & Cie dirigés par D. Nache - 99 F.

S E U I L

صدا من الامم

# Afrique

## CAMEROUN : les grincements de la coopération

### Quand les « cousins » sont jugés un peu envahissants...

YAOUNDE  
de notre envoyé spécial

Une villa blanche, coquette, dans le centre-ville. Autour de la piscine, quelques fauteuils de jardin. Repas camerounais, arrosé de vin de Bordeaux. Les convives, deux hauts fonctionnaires et deux hommes d'affaires, ont dépassé la cinquantaine. Leur discours est le même : « Nous sommes les derniers remparts de la France en Afrique. Beaucoup de nos jeunes cadres ont été formés ailleurs qu'en France : c'est à eux que vous aurez affaire. Les mentalités changent. Il faudra bien qu'un jour la France nous considère comme des partenaires à part entière. Croyez-moi, nous sommes en train de nous y employer : la France n'est plus notre seul interlocuteur. Pendant longtemps, vos entreprises ont eu ici une situation de monopole. Pas un contrat, pas un marché n'échappait aux intérêts français. Il faut que vous vous persuadiez que le temps est révolu où on déroulait le tapis rouge pour n'importe lequel de vos ministres. Tel ou tel homme d'affaires se rendait chez un ministre et lui disait tout de go : « Si vous m'obtenez ce marché, je saurais vous témoigner ma reconnaissance », ce sont des pratiques qui ne sont plus admissibles. Les jeunes générations ne supportent plus votre arrogance, votre volonté de faire du Cameroun votre « chasse gardée ».

Point de vue marginal ? Ces quatre hommes ne sont ni des « progressistes » ni des opposants politiques au président Paul Biya. Certes, dans sa grande majorité, la population camerounaise, notamment rurale (65 %), reste très attachée à une

étroite coopération avec la France. Il n'empêche : même si les relations franco-camerounaises n'ont jamais été faciles, un malaise existe. Car ce discours reflète des convictions qui sont partagées au plus haut niveau de l'Etat.

Contrairement à ce que pensent les dirigeants camerounais, un faible écho à été donné en France à l'affaire Tillier, du nom de ce reporter du *Journal du Dimanche* appointé par les services de la Sûreté nationale camerounaise, notamment pour surveiller les agissements de l'ancien président Ahmadou Ahidjo (*le Monde* du 12 juillet). Pendant un mois, les médias camerounais, ainsi que tout l'appareil du parti, se sont mobilisés. Des dizaines de motions de « soutien » ont été adressées au président Biya. « La présence française, écrit alors le *Journal du Libéral*, n'arrive toujours pas à se dégarer des relents de paternalisme, voire d'arrogance et de mépris ». En réalité, cette affaire, outre qu'elle a permis un réflexe d'unanimité autour du président, constitue une excellente occasion pour Yaoundé de réaffirmer une volonté de non-alignement... à l'égard de Paris.

Qu'il s'agisse des visites du président Biya en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, ou du séjour de l'ancien premier ministre israélien Shimon Pérès au Cameroun, à chaque fois le message fut le même : le Cameroun n'est pas la « chasse gardée » d'un « certain pays industrialisé ». Au-delà de cette allusion — transparente — à la France, M. Biya a vivement encouragé la coopération bilatérale et les investissements privés dans son pays. Comme il était prévisible,

la France a peu apprécié cette volonté de diversification.

Le constat ne vaut pas seulement pour le Cameroun : Paris ne sait pas toujours prendre la mesure de la montée des sentiments nationalistes en Afrique, et de ce qu'ils impli-

battailon parachutiste de Koutaba, unité d'élite de l'armée.

La coopération avec Israël est à la fois militaire (deux avions de transport Arava ont été achetés, et Yaoundé envisage l'acquisition de

**Fin, pour la France, le temps de la « chasse gardée » ! Yaoundé fait tout désormais pour diversifier ses relations...**

quent. Les autorités de Yaoundé emploient, il est vrai, les grands moyens : la presse locale privilégie manifestement les dons ou projets de coopération émanant d'autres partenaires que la France. L'Allemagne colonisatrice, bénéficie d'un préjugé extrêmement favorable. De leur côté, les industriels français mettent en cause la propension de l'administration à fausser le jeu de la concurrence en utilisant, à leur détriment, la pratique des « appels d'offres restreints ».

#### La présence israélienne

Outre le souci — bien compréhensible — du Cameroun de ne pas dépendre d'un seul partenaire, les autorités de Yaoundé n'ont pas oublié l'attitude, jugée ambiguë, de Paris au moment de la tentative de coup d'Etat d'avril 1984 (1). Aussi n'est-ce pas un hasard si Israël dirige (avec environ vingt-cinq conseillers militaires) et équipe entièrement les quelque huit cents hommes de la garde présidentielle, supervisant également la protection rapprochée de M. Biya, ainsi que le

huit intercepteurs Kfir) et commerciale. Les plus grands groupes israéliens sont présents au Cameroun, notamment dans les secteurs des BTP et de l'agro-industrie. Si la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, le 26 août dernier, était attendue, en revanche le luxe d'égards accordé à M. Shimon Pérès a surpris, tout comme le vif intérêt porté par M. Biya au judaïsme, dont témoignent ses entretiens avec le rabbin israélien Léon Ashkenazi. Ce faisant, le président camerounais a pris le risque de s'aliéner les sympathies du monde arabe, et surtout d'irriter la majorité musulmane de la population.

Volontairement absent des sommets franco-africains (son bilinguisme n'explique pas tout), pro-occidental mais prudemment non aligné, le Cameroun n'a jamais eu, sur le continent noir, l'influence que lui aurait pourtant autorisée son poids économique et sa réputation de pays « sage ». Une acceptation à se rendre en visite officielle à Jérusalem, un voyage à Washington, un autre à Bonn, une volonté maladroite de réaffirmer de renforcer les liens avec ces différents pays, il n'en faut pas plus, aux yeux de certains diplo-

mates, pour estimer que le chef de l'Etat s'est « marqué » ostensiblement, sans qu'une telle orientation entraîne d'évidents bénéfices sur le plan commercial, tout en provoquant la méfiance, voire l'irritation des milieux français. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

« Une érosion, lente mais continue », tel est le constat dressé par les spécialistes, à propos des positions commerciales françaises au Cameroun. Si la France reste le premier fournisseur, le premier client et aussi le premier investisseur étranger (67 % des capitaux non camerounais en 1985), elle subit néanmoins les effets d'une concurrence internationale d'autant plus rude qu'elle est encouragée par les autorités. En termes de « parts de marché », le repli est sensible, bien que, avec 42,2 % du marché, la France reste largement en tête (le Japon se situe au second rang, avec 8,4 % du marché). Bien souvent, les autres partenaires du Cameroun (Japon, Allemagne fédérale, Italie, Etats-Unis, Canada) offrent des conditions de financement beaucoup plus intéressantes que celles proposées par les institutions financières françaises. Il est vrai que pour le Canada et l'Allemagne fédérale, le Cameroun est le « pays cible » par excellence en Afrique subsaharienne.

#### Le retrait des banques américaines

Il y a parfois, dans certains milieux camerounais, une sorte d'aveuglement à cet égard. Si les Américains ont vendu une cinquantaine de milliards de dollars au Cameroun, et si la firme ouest-allemande Dornier a construit la base aérienne de Garoua, il faut aussi constater que, sur les trois banques américaines — Chase Manhattan Bank, Boston Bank et Bank of America — les deux dernières s'appressent à retirer massivement leurs capitaux. De même, si une entreprise anglaise, la Marples, a été choisie pour la construction de l'aéroport de Bafoussam (province de l'Ouest), celle-ci a sous-traité plus de 70 % des travaux à des entreprises françaises. La société canadienne Collavio a emporté un important marché d'adduction d'eau, mais... les tuyaux ont été fournis par Pont-à-Mousson. On pourrait multiplier les exemples, qui tendent à relativiser les efforts des Camerounais pour s'adresser à d'autres partenaires que la France.

Avec ses 16 000 expatriés, dont 600 coopérants directs, la présence française, bien qu'en régression, reste importante, pour des raisons historiques, culturelles et d'efficacité. Les Français (« nos cousins », disent ironiquement les Camerounais), outre qu'ils connaissent les hommes et les rouages de l'administration, acceptent des pratiques et des contraintes que les industriels allemands ou américains supportent mal. Ce n'est donc pas un hasard si les sociétés étrangères installées au Cameroun font parfois appel à des cadres français. On comprend que les Camerounais soient agacés d'avoir affaire à des Français dans tous les secteurs de la vie économique mais les assistants techniques ne sont-ils pas parfois un peu de gentillesse face aux pratiques tribalistes ? Enfin, bien qu'en diminu-

tion, l'aide française a atteint 33,6 milliards de francs CFA (2) en 1985.

Les pays sollicite par Yaoundé sont-ils prêts à accorder au Cameroun une aide et des investissements comparables, et les Camerounais ne risquent-ils pas de laisser la proie pour l'ombre ? La situation économique du pays ne permet pas beaucoup d'erreurs.

#### L'épuisement du pétrole

Dès cette année, mais plus encore à partir de 1987, la baisse des prix pétroliers, conjuguée à celle du dollar, entraînera le Cameroun vers la récession économique. Près de 80 % des 340 milliards de francs CFA consacrés aux opérations d'investissement dans le budget de l'Etat pour 1986-1987 (800 milliards) sont constitués par les recettes pétrolières. Or celles-ci ont chuté de 40 % entre 1985 et 1986, entraînant une baisse de 2,6 % du PIB. Pour la même période, on estime que les recettes totales de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) atteindront environ 230 milliards de francs CFA, contre 380 milliards au cours de l'exercice précédent. Pour faire face à la dégradation de la balance des paiements, les autorités camerounaises ont commencé à rapatrier une part importante de leurs avoirs extérieurs. Ceux-ci, indique-t-on de source financière internationale, sont aujourd'hui de 400 millions de dollars, contre 900 millions de dollars en 1985 ! A l'évidence, un recours accru à l'endettement extérieur est inévitable. Jusque-là modérée, la dette extérieure — 2,2 milliards de dollars, mais 4 milliards avec la dette intérieure — risque, dans les années à venir, de croître dangereusement.

La production pétrolière camerounaise — environ 9 millions de tonnes en 1985 — devra nécessairement baisser dans les prochaines années. Au rythme actuel d'extraction, les réserves seront en effet pratiquement épuisées dans moins de dix ans, et rien ne permet encore de tabler sur la rentabilité d'autres gisements. Bref, l'après-pétrole « devrait avoir commencé depuis longtemps. Or s'agissant de l'agriculture, réputée prendre le relais du pétrole (quoi d'autre ?), les réels efforts entrepris sont cependant trop limités pour que le « pétrole vert » assure rapidement la poursuite du développement camerounais.

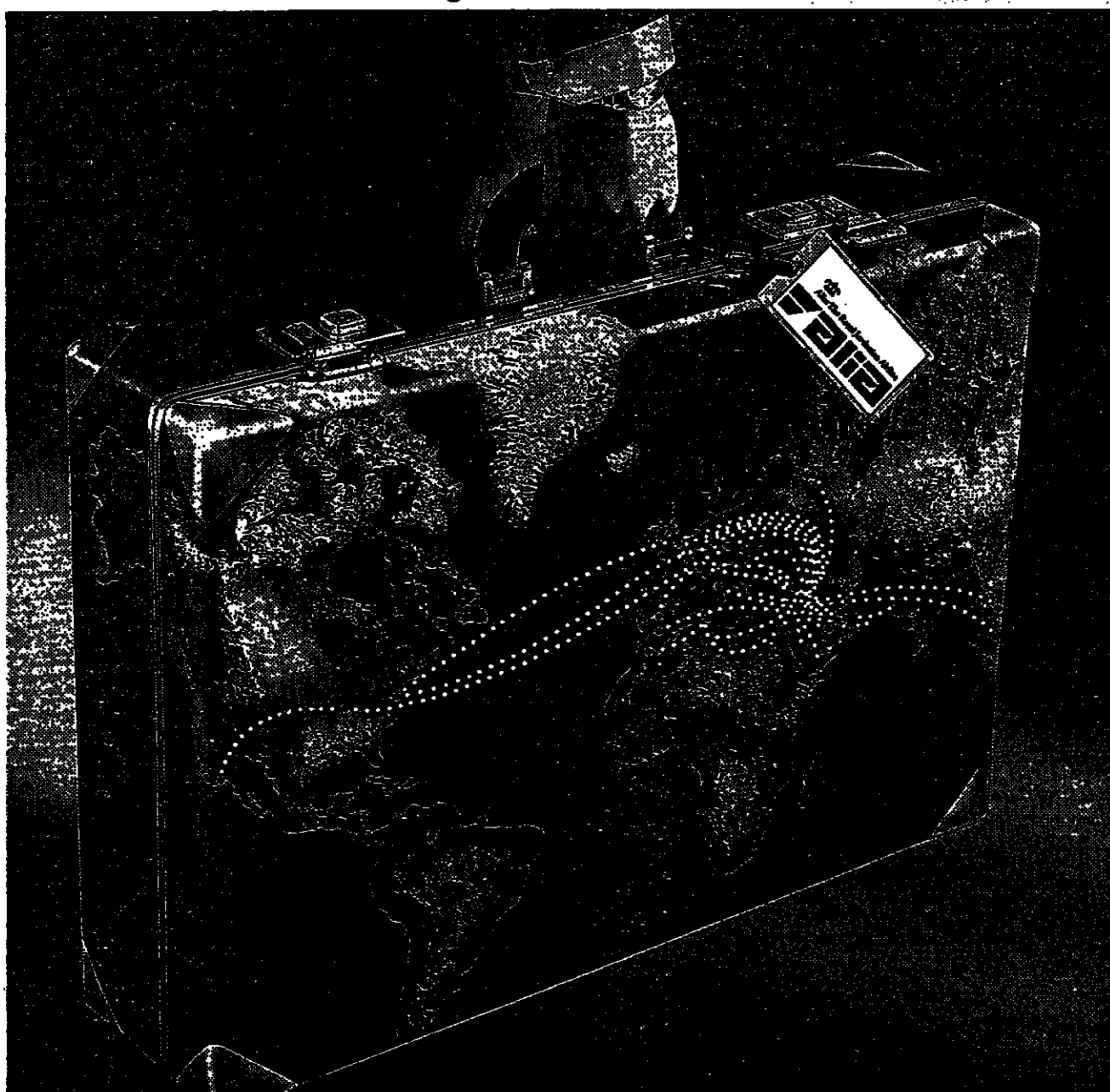
Dans une conjoncture si aléatoire, le Cameroun aura besoin de tous ses partenaires, notamment de la France, mais pas seulement d'elle. Les Camerounais, au même titre que leurs « cousins », devront bien faire quelques concessions...

LAURENT ZECCHINI

(1) De nombreux responsables camerounais sont persuadés que lors de la tentative de coup d'Etat du 6 avril 1984, dans laquelle l'ex-président M. Ahidjo, Paris n'était pas hostile à cette action et que, pour le moins, les autorités françaises ont beaucoup tardé, attendant l'issue de la tentative du putsch, pour réaffirmer leur soutien au président Biya.

(2) Un franc CFA vaut 0,02 franc français.

## La meilleure liaison entre vous et le Moyen-Orient.



"Royal Jordanian", c'est d'abord une liaison aérienne directe avec Amman et le Moyen-Orient — trois fois par semaine au départ de Paris.

Mais aussi avec l'Extrême-Orient.

La vaste gamme d'appareils de notre flotte, la traditionnelle hospitalité Jordanienne à bord de nos avions aménagés en 3 classes, ainsi que des horaires adaptés aux besoins de chacun, créent un lien entre vous et plus de 40 points du globe — et cela, tous les jours de la semaine.

Ainsi, lors de votre prochain voyage d'affaires au Moyen-Orient — ou à peu près partout ailleurs dans le monde — vous pouvez compter sur de bonnes communications.

**Alia**  
Alia-The Royal Jordanian Airline  
Votre moyen de communiquer avec le monde entier.

AMMAN • ABU DHABI • AMSTERDAM • AQABA • ATHÈNES • BAGDAD • BAHEJIN • BANGKOK • BELGRADE • BEYROUTH • BRUXELLES • BUCAREST • CASABLANCA • CHICAGO • COPENHAGUE • DABEEN • DAMAS • DOHA • DUBAI • FRANCFORT • GENÈVE • ISRAËL • JEDDAH • KARACHI • KOWEIT • KUALA LUMPUR • LAHORE • LE CAIRE • LONDRES • LOS ANGELES • MADRID • MASCATE • MOSCOU • NEW YORK • PARIS • RIYAD • ROME • SANA'A • SINGAPOUR • TRIPOLI • TUNIS • VIENNE

## L'ÉDUCATION

### ECONOMIE

## LES LYCÉENS FLOUÉS

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1986  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# DECROCHEZ L'AMERIQUE



Le fil du téléphone vous aide à resserrer les liens avec vos partenaires outre-Atlantique. Le téléphone, c'est la ligne la plus directe

entre hommes d'affaires, et businessmen. Appelez l'Amérique ! C'est facile, grâce à la coopération entre les Télécoms et AT&T,

leaders mondiaux des Télécommunications. Appelez l'Amérique et faites plus souvent votre numéro aux Américains.



**AT&T**



Young & Rubicam 88

صوتنا من الامم

## Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : un test de la volonté de réforme de Pretoria

### La province du Natal est favorable à l'adoption du suffrage universel

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Après huit mois de travaux, les participants à l'*Indaba*, un terme zoulou qui signifie réunion, sont parvenus à la fin de la semaine dernière, à se mettre d'accord sur la création d'un nouveau système de gouvernement provincial. Un système qui concerne l'une des quatre provinces du pays, le Natal et le homelands du KwaZulu qui en fait partie (le Monde du 8 avril).

L'aboutissement des pourparlers pour la mise en place d'une nouvelle entité administrative est considéré par les modérés comme une étape dans la recherche des solutions aux problèmes politiques de l'Afrique du Sud.

Cette formule n'est cependant qu'un projet. Reste surtout à savoir si le gouvernement donnera son aval à ce qui pourrait être considéré par certains comme une amorce de renouveau, à une échelle réduite certes, à une situation bloquée au niveau national. La réponse du pouvoir constituera indubitablement un test de sa volonté de réforme politique. L'originalité des propositions formulées par l'*Indaba* réside dans l'adoption du principe du suffrage universel pour l'élection d'une Assemblée multiraciale de cent membres. Ce qui en soi est un progrès non négligeable dans le pays de l'apartheid.

#### Gouvernement multiracial

Une autre chambre de cinquante membres, représentant les différents groupes ethniques de la région, aura un pouvoir de contrôle au moyen du droit de veto.

Elle aura pour mission de préserver les droits des minorités. Ces structures s'appuieront sur une charte des droits de l'homme qui a déjà été adoptée il y a quelques mois.

Le Natal-KwaZulu, ou KwaNatal, aura à sa tête un premier ministre qui devrait être le dirigeant du homelands des Zoulous, M. Gatsiba Buthezi, puisque les Zoulous sont majoritaires dans la province. Le cabinet sera composé de dix ministres, dont cinq seulement seront désignés par le premier ministre. Les autres seront des représentants de chaque groupe racial. Les assemblées et le gouvernement seront donc multiraciaux, même s'ils sont dominés par l'ethnie zoulou. L'Etat aura un gouverneur désigné

par le président de la République, sur proposition de l'Assemblée.

Les pouvoirs de ce nouveau système provincial seront limités à des domaines tels que l'éducation, la santé, le tourisme, l'économie locale. Les principales fonctions ministérielles de la police, de l'armée, des affaires étrangères, des prisons et des transports resteront de la compétence du gouvernement central.

Malgré tout, l'Assemblée législative pourra légiférer dans les domaines qui sont de sa compétence, et pourra abroger les lois nationales tombant dans son domaine réservé.

Les textes régissant l'apartheid pourront-ils donc être supprimés ? Telle est la question que chacun se pose, bien que l'*Indaba* ait manifesté l'intention de se débarrasser des règles discriminatoires.

Ce nouveau modèle, dont les tenants ne sont pas complètement dévoués, a été salué comme un progrès, un aboutissement sur la voie d'un possible système fédéral ou confédéral. Le gouvernement n'a pas encore réagi. Officiellement, bien que M. Stoffel Botha, ministre des affaires intérieures, ait estimé, dimanche soir, que ce système conduirait à une « domination » de certains groupes raciaux et introduirait le principe « un homme, une voix » qui a toujours été condamné par les autorités sud-africaines. Certaines organisations africaines l'ont rejeté. Les nationalistes noirs aussi. Prônant la recherche d'une solution à l'échelon national, ils avaient refusé de participer aux travaux.

Quelles sont les chances de succès de cette nouvelle formule ? Le gouvernement acceptera-t-il un empêchement sur ses prérogatives, au risque de perdre une partie de son électorat conservateur ? Le modèle proposé à l'échelon local a en tout cas pour conséquence de mettre le pouvoir au pied du mur.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Précision. — Dans l'article de notre correspondant à Johannesburg consacré aux incarcérations d'enfants en Afrique du Sud, publié dans nos éditions datées 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre, un surtitre « Huit mille incarcérations depuis l'état d'urgence » — prêtait à confusion.

Il s'agit de 8 000 incarcérations d'enfants depuis l'état d'urgence. Le nombre total d'incarcérations est, en effet, de plus de 20 000, comme le précisait le texte de cet article.

PERTH  
de notre envoyé spécial

Jean-Paul II a réussi à distraire un après-midi l'Australie Occidentale de ce qui est l'unique passion du moment : les éliminatoires de la Coupe de l'Amérique, dont la plus récente épreuve (1983) avait remporté par l'Australie II, la barbe de son adversaire américain Liberty — un événement sans précédent depuis cent trente-deux ans. La proximité de Fremantle, l'avant-port de Perth où se jouera la finale à la mi-février, n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes de participer à la dernière messe australienne du pape célébrée sur l'hippodrome de Belmont (1).

Ville-oasis : ainsi pourrait-on décrire Perth, où vivent 70 % de quelque 1 365 000 habitants de l'Australie-Occidentale, grande comme cinq fois la France. Un vibrant appel en faveur de la famille sur qui repose l'avenir du monde et de l'Eglise — lors de l'homélie de Belmont — l'annonce d'une renaissance « de la foi et de la foi de Dieu » face au « matérialisme et à la poursuite du plaisir » à l'occasion de l'inauguration du centre catholique pour l'éducation de Leederville : tels ont été les ultimes messages lancés par le pape le dimanche 30 novembre.

Il s'était arrêté, le samedi, à Adélaïde, capitale de l'Etat d'Australie-Méridionale. Jean-Paul II y a pris la parole devant deux mille personnes venues de toute l'Australie pour représenter le monde rural. Dans ce pays où l'agriculture (blé, viande et laine, essentiellement) fournit près de 40 % du montant des exportations, cette rencontre était très attendue — d'autant que ce secteur est affecté par la montée du protectionnisme international. Le président de la Fédération nationale des fermiers, M. Ian MacLachlan, a émis devant Jean-Paul II un véritable *credo* libéral, estimant que c'était « la concurrence et la relative absence d'interférence politique » qui avaient permis à chaque fermier australien de « produire plus de nourriture et de fibres textiles que partout ailleurs ».

Deux autres intervenants dressent un tableau beaucoup moins optimiste de la situation : les fermiers modestes ne peuvent plus suivre la croissance mécanisation indispensable à la rentabilité et doivent donc vendre leurs terres à de plus puissants qu'eux et partir à la ville.

Cette décevante indifférence s'était même muée, lors du conseil des ministres de l'Union, en avril dernier à Venise, en une opposition à peine voilée. Les gouvernements

## Diplomatie

La fin du voyage de Jean-Paul II

### Le message pontifical n'a pas reçu en Australie l'accueil espéré

Embarrassé, comme il l'est fréquemment, face aux questions économiques, le pape a admis que beaucoup de problèmes frappent le monde paysan « échappent à son contrôle ». Il replaça la question sur le plan moral. « Les fermiers produisent aujourd'hui assez de nourriture pour le monde entier et, pourtant, des millions de nos frères et sœurs sur cette terre souffrent encore de la faim. Pourquoi ? » Pour Jean-Paul II, cette situation est « la plus grande scandale de notre époque » et mérite « de sérieux ajustements de l'ordre économique international ».

#### Des foies peu nombreuses

A la fin de la semaine australienne du pape, une certaine déception est perceptible. D'une part, en effet, les foules n'ont pas toujours atteint les chiffres annoncés par les organisateurs, même s'il est vrai que Jean-Paul II aura été vu par un million d'Australiens au moins.

La plus profonde déception pour le pape aura sans doute été la présence plus que modeste des aborigènes à la rencontre d'Allice-Springs au cœur du continent. C'est par conséquent seulement ceux-ci

s'étaient déplacés. Il ne fallait pas attendre, il est vrai, des autorités locales qu'elles facilitent aux indigènes l'accès d'un discours pontifical à moins égaré révolutionnaire en leur faveur (le Monde daté 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre). D'où cette pénible impression que la sollicitude du chef de l'Eglise catholique arrivait trop tard pour redonner un élan à la plus vieille culture aujourd'hui représentée sur terre.

Jean-Paul II aura-t-il convaincu la société australienne parfaitement sécularisée, fréquemment qualifiée même de « post-chrétienne », qu'une « vie éloignée de Dieu » est « vide » ? Le pape a raillé aujourd'hui dédié au culte du corps sous toutes ses formes, la passion pour le sport étant la plus apparente. A la stupeur, d'autre part, de certains ecclésiastiques, les nouveaux émigrants originaires de pays catholiques (y compris de jeunes Polonais) ne sont guère empressés à maintenir vivante la foi de leurs ancêtres. La déstructuration en cours des campagnes contribue, enfin, à l'appauvrissement spirituel d'un secteur de la population traditionnellement catholique.

La relative déception, à propos de ce voyage aura sans doute enrichi l'atmosphère du discours du pape sur les thèmes politiques et sociaux

— hormis, bien entendu, le très vigoureux discours sur la question aborigène d'Allice-Springs, ainsi qu'un appel à une plus active participation de l'Australie en faveur du tiers-monde.

Jean-Paul II a en effet, pour l'essentiel, repris des thèmes qui sont certes au cœur de la doctrine, mais qui, dans un pays tel que l'Australie (imprégné par ailleurs de culture protestante jusqu'à ses populations catholiques), ne valaient guère faire recroquer : « Ainsi va la famille, ainsi vont la nation et le monde » ; « L'opposition de l'Eglise à la contraception et à la stérilisation n'est pas arbitraire » ; « L'avortement est un crime abominable », et aussi « Priez, confessez-vous ».

L'impression prévient que, dans une société où de graves problèmes sociaux ne sont plus apparents, le pape ne pouvait guère que rappeler ses fidèles au sens et même à la fierté de leur propre identité, dans l'espoir que la petite flamme préservée puisse à nouveau, les jours difficiles, réchauffer, sinon embraser la communauté.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) A la fin de la messe, le pape a salué les représentants des équipes engagées dans la Coupe de l'Amérique.

La session parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale

### L'UEO estime que l'évolution des rapports Est-Ouest devrait favoriser un renforcement de son rôle

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sont réunis en session d'automne depuis ce lundi 1<sup>er</sup> décembre à Paris (1). Cette session, qui doit durer quatre jours, sera marquée, mardi, par un discours de M. Jacques Chirac. Dès la première séance, ce lundi, Lord Carrington, secrétaire général de l'Otan, a tenu une conférence de presse où il a souligné l'importance de la session.

Ces retrouvailles des parlementaires de l'UEO s'ouvrent dans un climat un peu moins morose que lors des précédentes réunions, même si l'organisation — seul forum strictement ouest-européen consacré aux questions de défense — souffre toujours d'une certaine crise d'identité (des notamment au peu d'intérêt que lui portent tant les différentes opinions publiques nationales que les gouvernements). La « réaction » de l'UEO, lancée il y a deux ans, n'a pas jusqu'à présent remporté auprès des capitales des Etats membres le succès escompté, et c'est un euphémisme.

Cette décevante indifférence s'était même muée, lors du conseil des ministres de l'Union, en avril dernier à Venise, en une opposition à peine voilée. Les gouvernements

avaient alors repoussé, avec quelque hauteur, le projet que leur avait soumis le président de l'Assemblée, M. Jean-Marie Caro, député CDS du Bas-Rhin, qui prônait la création d'un « groupe européen de coordination de la lutte anti-terroriste ».

Un autre motif d'inquiétude pour les parlementaires de l'UEO — au moins ceux qui souhaitent le renforcement de l'institution — avait été, après les législatives françaises de mars dernier, non pas le changement de gouvernement en soi, mais les rumeurs concordantes indiquant que l'organisation ne jouissait plus d'un grand crédit à Matignon. La venue de M. Chirac, mardi, et l'intention prêtée au premier ministre de prononcer un « vrai » discours sont appréciées dans l'entourage de M. Caro. D'autant plus que les visites d'un chef de gouvernement français à l'UEO ne sont pas monnaie courante.

#### Des raisons d'espérer

Mais c'est l'actualité internationale qui fournit à l'Union de l'Europe occidentale ses principales raisons d'espérer. L'après-Reykjavik a en effet été marqué, chez bon nombre d'alliés européens de Washington, par la crainte, à la fois rétrospective et anticipée, de voir les Américains renoncer à la défense nucléaire du Vieux Continent au nom d'un possible accord avec Moscou sur l'option zéro. Or, l'UEO se veut le « pilier européen » de l'Otan, et pourrait donc être le lieu le plus approprié, pour les prin-

cipaux membres de l'alliance atlantique du continent, à la fois d'une réflexion sur cette question et d'une démarche en direction des Etats-Unis.

Cet optimisme doit toutefois être tempéré : la tentative qui a récemment été faite en ce sens par l'UEO, lors d'une réunion organisée à Luxembourg, a plus mis en lumière les divergences qui peuvent exister entre les pays membres sur la marche à suivre que leur unité de vue : les Sept n'ont pu se mettre d'accord — notamment du fait de l'opposition britannique — sur le principe d'une déclaration qu'aurait pu faire en leur nom le président en exercice du conseil des ministres, M. Jacques Foa (Luxembourg), lors du prochain conseil atlantique, convoqué à Bruxelles les 15 et 16 décembre.

La question de l'élargissement de l'UEO à l'Espagne et au Portugal, explicitement posée depuis la réunion que les parlementaires de l'Union avaient tenue en octobre 1984 à Rome, semble de son côté avoir quelque peu avancé, bien que les élus ne montrent, là aussi, plus d'empresse que les gouvernements. On estime généralement, au siège de l'organisation, qu'un tel élargissement pourrait avoir lieu au début de 1989. En attendant, des parlementaires espagnols et portugais vont déjà être associés aux travaux qui s'ouvrent ce lundi à Paris.

BERNARD BRUGOULEIX.

(1) Au nombre de quatre-vingt-deux, ces élus sont désignés par les Parlements des sept Etats membres de l'UEO : France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, les trois pays du Benelux.

### La Croix-Rouge internationale pourra de nouveau assister les prisonniers irakiens en Iran

GENÈVE  
de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé, dimanche 30 novembre, qu'à la suite des contacts pris avec Téhéran, ses délégués pourraient à nouveau, conformément à la troisième convention humanitaire de Genève, fournir une assistance et une certaine protection à quelque soixante mille prisonniers de guerre irakiens en Iran. La reprise des visites aux prisonniers est prévue pour le 2 décembre, et les entretiens avec ces derniers doivent se dérouler selon les critères habituels du CICR, c'est-à-dire sans témoins et de manière répétitive. Une aide matérielle et médicale sera prodiguée aux intéressés.

Les relations entre l'Iran et la Croix-Rouge internationale ont été pour le moins difficiles : en juillet 1983, les visites des camps avaient été pratiquement suspendues, les délégués du CICR se trouvant dans l'impossibilité de poursuivre leur tâche. Ils avaient pu reprendre une certaine activité en mai 1984 mais, lors de la visite de Gorgan en octobre de la même année, le chef de la délégation, M. Jean-Paul Fallet, fut pris à partie

et brutalisé, au point d'être contraint de cesser son activité — et la Croix-Rouge, traitée de « nid d'espions ». L'interdiction d'activité du CICR avait en pour conséquence de priver les prisonniers de guerre irakiens de toute protection, tandis qu'ils étaient victimes de mauvais traitements, de harcèlements et de changements de toute sorte. En outre, les gardiens des camps encourageaient les bagarres entre chiftes et basistes, ce qui n'a pas manqué d'entraîner mort d'homme. Le CICR avait donc de quoi s'alarmer.

Téhéran, en acceptant après bien des difficultés que le CICR revienne sur son territoire, y trouve-t-il son compte ? On bien est-il reconnaissant à l'organisation humanitaire d'avoir, une fois de plus, précisée que l'Iran ne cesse de reprocher à l'Irak — est strictement prohibée ? Le CICR, pour sa part, se refuse à tout commentaire sur ce point, se contentant de se montrer satisfait de pouvoir venir en aide à des dizaines de milliers de prisonniers qui, selon lui, demeurent en danger de mort, et, de façon générale, de limiter dans la mesure de ses moyens les désastres de la guerre.

ISABELLE VICHNIAC.

## Volvo 740. A partir de 121.600 F\* Une limousine pour le prix d'une berline



**VOLVO**

Une nouvelle génération de Volvo qui répond aux besoins des plus exigeants. 8 versions de 8 à 11 CV. Essence, Turbo, Diesel, Turbo Diesel. \*Tarif au 15/11/88 du modèle 740 GL. Consommations : 8,8 l à 90 km/h ; 9,1 l à 120 km/h et 12,3 l en ville (normes CEE). Modèle présenté : 740 Turbo.

■ 75 - PARIS 8<sup>e</sup> - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 43.29.51.41 ■ 75 - PARIS 8<sup>e</sup> - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 42.25.60.70 ■ 75 - PARIS 18<sup>e</sup> - Ile de France s.d. - 78 bis, avenue de Suffren - Tél. : 47.83.45.22 ■ 75 - PARIS 18<sup>e</sup> - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 47.27.47.37 ■ 75 - PARIS 18<sup>e</sup> - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 45.24.43.61 ■ 75 - PARIS 17<sup>e</sup> - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 47.55.50.35 ■ 75 - PARIS 18<sup>e</sup> - Garage des Ardennes, 9-8, rue des Ardennes - Tél. : 42.03.30.75 ■ 75 - PARIS 20<sup>e</sup> - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 43.73.73.62 ■ 77 - LAIGNY-SUR-MARNE - Ex. Moussat, Pomponne, 79, rue du Général Leclerc - Tél. : 60.07.24.20 ■ 77 - MELUN - Automobiles Paris-Sud, 32, rue Saint-Léon - Tél. : 64.09.29.73 - 64.09.29.72 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 30.62.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Barts Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 34.77.12.12 ■ 78 - PORT-MAIRY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 39.58.61.13 ■ 78 - SAILLONVILLE - Rambouillet Automobiles S.A., 29, avenue du Général Leclerc - R.P. 38 - Tél. : 34.82.04.07 ■ 78 - SAINT-GERMAIN - Garage de l'Avance, 140, rue Maurice Berthelet - Tél. : 38.13.49.92 ■ 91 - ORSÈRES-LES-BAINS - Garage European, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 60.88.52.05 ■ 91 LES ULIS - Courbevoie Automobiles, Garage Gambetta S.A., 21, de Courtabouf - Tél. : 69.28.68.75 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 47.53.36.68 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAIGNES - Garage Ouest-Aube, 73, av. de Paris - Tél. : 46.55.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 47.24.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 47.47.50.05 ■ 93 - DRAMCY - D.R.A.E., 43, rue Marcelin Barthelet - Tél. : 43.31.40.32 ■ 93 - GANNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 43.30.48.78 ■ 93 - Evry - Paul-Vieljeux-Couturier, Neuilly-sur-Seine - Tél. : 43.58.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS - L.P.M., 45, bd Anatole France - Tél. : 48.20.71.57 ■ 94 - CHARENTAUX-LEZ-TOURNAI - Garage de Choisy, 73, av. d'Antonyville - Tél. : 48.90.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MAIRIE - Garage Marteau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 48.76.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 48.85.89.89 ■ 94 - VILLIERS - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 47.25.12.93 ■ 95 - MONTREUIL-LES-CORNEILLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 39.97.11.95 ■ 95 - PONTORSE - Sté Sogel, 10 rue Seré Depoin - Tél. : 30.32.55.55 ■



## Proche-Orient

LIBAN : la guerre des camps palestiniens

### Poursuite des combats et tractations à Damas

Alors que les combats se sont poursuivis dimanche 30 novembre entre Palestiniens et miliciens chiites du mouvement Amal, l'OLP a demandé, ce week-end, une convocation d'une réunion extraordinaire de la Ligue arabe pour examiner les « agressions contre les camps de réfugiés ».

Beyrouth  
de notre correspondant

Jusqu'à nouvel ordre, les Palestiniens ont emporté au sud du Liban à Magdouché, et la milice chiite Amal marque des points à Beyrouth, au camp de Chatila.

Amal n'a pas complètement décroché à Magdouché, localité chrétienne située au sud-est de Saïda, et qui domine à la fois le camp palestinien d'Al-Heloué et la route côtière menant à Tyr, mais les Palestiniens en ont bien pris le contrôle et poussent des points à partir de là vers Ankoun et les hauteurs de Ghazie. Tout en se défendant de rechercher une expansion, les Palestiniens sont pris, ici, dans l'engrenage des positions que l'on occupe pour défendre celles que l'on tient.

La « victoire » des Palestiniens est, de ce fait, à double tranchant pour eux : si leur situation militaire s'en trouve consolidée, elle donne de

au Liban. A Tunis, rapporte notre correspondant, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), un des dirigeants du Fatah, a dénoncé l'« indifférence des gouvernements arabes ».

A Damas, les efforts pour mettre au point un cessez-le-feu se sont intensifiés

la consistance à la thèse d'Amal sur leur expansionnisme et du poids à l'argumentation de la milice chiite lorsqu'elle affirme défendre, quel qu'en soit le prix, la terre du sud du Liban, « sa » terre.

A Beyrouth, en revanche, Amal s'est emparée d'une position palestinienne du camp de Chatila, sur lequel elle accentue sa pression. Les combats ont fait rage durant tout le week-end et continuent ce lundi matin. A l'évidence, Amal cherche à compenser au camp de Chatila le gain pris par les Palestiniens à Magdouché.

La nouvelle guerre chiito-palestinienne des camps a entraîné, comme les précédentes, une vague d'attentats anti-Amal dans les rues de Beyrouth-Ouest, à prédominance sunnite. Peu importants — des bombes de dynamite ou des rafales de mitrailleuses tirées sur des positions et des patrouilles d'Amal — ces attentats sont nombreux (six, dimanche) et prennent l'allure d'un

harcèlement contre la milice chiite, comme s'il s'agissait d'une force d'occupation.

De plus, avec la dimension qu'elle a prise depuis l'assaut palestinien contre Magdouché il y a huit jours, cette guerre est devenue infiniment plus meurtrière. Il avait fallu plus de cinquante jours pour atteindre une centaine de morts ; en une semaine le bilan est passé à trois cent quarante-quatre morts et mille cent quatre-vingt-cinq blessés, dont quatre-vingt-dix morts et deux cent quatre blessés durant le seul dernier week-end, pour autant que des décomptes soient possibles dans une telle situation.

Au fur et à mesure qu'elle se développe, la guerre des camps déborde le champ libanais ou même libano-syrien et s'étale sur la scène arabe. Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dont c'est un objectif majeur, y travaille activement et y réussit déjà partiellement : la Ligue arabe s'agit, la Libye se pose en

avec l'arrivée dans la capitale syrienne du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, accompagné du ministre des gardiens de la révolution, M. Mohsen Rafik Doust, tous deux venus manifester la préoccupation de Téhéran face à l'intensification des combats.

La solidarité retrouvée des Palestiniens est, sur ce plan, un élément capital. Ne voit-on pas l'ultra-pro-Libyan, M. Ahmed Jibril, lancer un avertissement à peine voilé à la Syrie en déclarant : « La chute du camp de Chatila remettrait en cause nos alliances » ?

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL : le sort de M. Vanunu. — L'ancien technicien nucléaire Mordchei Vanunu, accusé de trahison et d'espionnage pour avoir révélé à la presse britannique des détails du programme nucléaire militaire israélien, est apparu dimanche 30 novembre en public, devant un tribunal de Jérusalem, pour la première fois depuis deux mois. — (Reuters).

## Europe

SUISSE

### Victoire des autonomistes jurassiens aux élections municipales de Moutier

Berne  
de notre correspondant

Huit ans après la création de nouveau canton du Jura, les autonomistes ont nettement remporté dimanche 30 novembre les élections municipales de Moutier, l'une des principales localités des trois districts francophones demeurés au sein du canton de Berne. Leur candidat, M. Jean-Remy Chalvaret, du Parti socialiste autonome, a battu de 536 voix, sur 4 940 votants, M. Remy Berdat, du Parti socialiste du Jura bernois, en fonctions depuis dix ans.

Preuve de l'importance du scrutin, 56 % des électeurs se sont rendus aux urnes, soit une participation particulièrement élevée pour la Suisse. L'annonce des résultats a été accueillie par une explosion de joie parmi les autonomistes qui s'étaient dépensés sans compter durant la campagne pour faire basculer Moutier dans leur camp.

J.-C. B.

MALTE

### Affrontements entre militants nationalistes et travaillistes

De violents incidents ont opposé, dimanche 30 novembre, des militants du Parti nationaliste maltais (opposition) à des éléments du Parti travailliste au pouvoir.

Selon le chef des nationalistes, M. Edward Fenech Adami, un cortège de membres de son parti défilant en direction du village de Zebjun, bastion des travaillistes, est tombé dans une embuscade. Les affrontements ont duré plus d'une heure, des coups de feu ont été tirés et une vingtaine de personnes ont été blessées, dont cinq par balles. La police est alors intervenue, lançant des grenades lacrymogènes sur les manifestants, et se rangeant, selon M. Fenech Adami, « aux côtés des délinquants du Parti travailliste ».

Le dirigeant de l'opposition a imputé la responsabilité des incidents au premier ministre, M. Carmelo Mifsud Bonnici, qui assume également les fonctions de ministre de l'Intérieur.

Ces affrontements s'inscrivent dans le contexte de la campagne électorale, des élections législatives devant se dérouler au plus tard en février 1987, sans que la date exacte en ait été fixée. Un conflit concernant le redécoupage des circonscriptions

électorales prend de plus en plus d'acuité et oppose les deux principaux partis.

Le Parti nationaliste accuse le Parti travailliste de préparer un « charcutage » destiné à maintenir sa formation au pouvoir avec une minorité de suffrages. Cela avait déjà été le cas lors des élections législatives de 1981, où le premier ministre d'alors, M. Dom Mintoff, avait, grâce à un découpage adéquat, permis au Parti travailliste d'avoir trois sièges de majorité à la Chambre, bien que l'opposition ait obtenu 51 % des suffrages.

Le durcissement du débat politique maltais est de nature à embarrasser l'actuel premier ministre, M. Mifsud Bonnici s'étant en effet attaché à donner, dans son pays comme à l'étranger, l'image d'un homme politique de conciliation, tout à l'opposé du style « musclé » qu'incarnait M. Dom Mintoff, qui avait démissionné en 1984. La politique étrangère de Malte avait pris un cours moins ostensiblement favorable à la Libye du colonel Kadhafi, et cherché des ouvertures politiques et économiques en Europe occidentale.

L. R.

## Amériques

CANADA

### M. John Turner, chef du Parti libéral a déjoué une fronde au sein de sa formation

Montréal  
de notre correspondant

L'alerte a été chaude pour le chef du Parti libéral du Canada, M. John Turner, qui a finalement réussi à déjouer les manœuvres de ses adversaires au sein de sa propre formation politique. En obtenant, dimanche 30 novembre, 76,3 % des suffrages des deux mille six cent cinquante délégués libéraux réunis en congrès à Ottawa, M. Turner a mis un terme à la contestation dont il était l'objet depuis la défaite de son parti aux élections de septembre 1984.

Depuis des mois, le successeur de M. Trudeau était confronté à une véritable révolte à l'intérieur du Parti libéral. Une minorité agissante, les « révisionnistes », reprochant à M. Turner de manquer de charisme et de « vision », menait une campagne tous azimuts pour le discréditer.

S'appuyant sur une série de sondages indiquant que M. Turner était deux fois moins populaire que l'ancien ministre Jean Chrétien, les « révisionnistes » auraient souhaité faire élire ce dernier à la tête du parti dans l'espoir de remporter les prochaines élections fédérales en

1988. Sans être officiellement candidat, M. Chrétien laissait agir ses amis et attendait son heure pour se déclarer. Il s'est, en fin de compte, rallié à M. Turner à l'issue du vote.

La coalition  
des « barons »

Trois facteurs semblent finalement avoir joué en faveur de M. Turner : l'amélioration sensible de sa propre performance, l'absence de solution de rechange crédible et l'arrogance de ses adversaires.

A l'origine de la campagne de dénigrement, on trouve en effet une coalition hétéroclite animée par les « barons » de l'ancien régime, qui n'ont pas accepté de perdre le pouvoir en 1984 après l'avoir exercé pendant près de vingt ans. M. Marc Lalonde, qui occupa de nombreux postes ministériels à l'époque de M. Trudeau, est l'un des principaux animateurs de ce groupe constitué en majorité, mais pas exclusivement, de Québécois.

Face à cette offensive, M. Turner a fini par écouter les conseils de son entourage, qui a entrepris de lui construire une nouvelle image. En quelques mois, il a perdu les ties ner-

veux (petite toux sèche, agitation des mains, etc.) qui agaçaient tant les téléspectateurs. Bel homme aux cheveux grisonnants, le chef de l'opposition semble aujourd'hui plus sympathique et plus cinéaste.

Quant au contenu de son discours politique, auquel ses conseillers attachent visiblement moins d'importance, il est devenu plus démagogique pour tenir compte des nouvelles préoccupations de l'électorat. Le discours prononcé à Ottawa est un véritable catalogue de bonnes intentions sur le plein emploi, l'aide aux défavorisés, l'égalité pour les femmes, etc.

M. Turner a toutefois fait preuve de courage et de détermination sur un point : la place du Québec dans la fédération canadienne. Il a appelé les délégués à voter en faveur d'une résolution qui reconnaît « le caractère distinct du Québec comme source principale mais non exclusive de la langue et de la culture françaises au Canada ». Cet engagement pourrait, si les libéraux revenaient au pouvoir, ouvrir la voie à la création d'un statut particulier pour le Québec. Cette disposition a été approuvée massivement par les militants.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## A TRAVERS LE MONDE

Algérie

### Expulsion d'un journaliste du « Nouvel Observateur »

Alger. — Chantal de Rudder, journaliste à l'hebdomadaire le Nouvel Observateur, a été « invitée à quitter l'Algérie » pour s'être livrée « à des activités journalistiques sous le couvert d'un simple visa touristique, sans avoir au préalable accompli les formalités réglementaires d'accréditation », a-t-on appris, le samedi 29 novembre, de source officielle.

La journaliste était arrivée à Alger le 20 novembre, peu après les violentes manifestations de Constanline, avec l'intention de se rendre dans cette ville de l'Est algérien pour enquêter sur ces événements.

Le 19 novembre, la correspondante de Radio-France internationale et de Libération, en poste en Alger depuis juillet 1983, Joëlle Stolz, avait été « priée » de quitter l'Algérie pour « non-respect de la législation sur la presse ». — (AFP).

Corée du Sud

### Cinquante-et-une personnes inculpées

Séoul. — Vingt-sept opposants ont été inculpés pour violence et violation de la loi sur la sécurité nationale après avoir pris part, samedi 29 novembre, à la manifestation interdite qui a donné lieu à de

nouveaux incidents avec les forces de l'ordre dans la capitale sud-coréenne (le Monde du 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre). Vingt-quatre autres manifestants font l'objet d'une procédure pour flagrants délits et n'encourent pas plus de vingt-neuf jours de détention, ont annoncé les autorités, ce lundi.

Un porte-parole de la police a encore précisé que, sur les 2 255 manifestants interpellés, et qui ont été pour la plupart relâchés, dix-sept étudiants subissent des sanctions administratives universitaires.

Le calme est revenu dimanche dans la capitale et l'état d'alerte spéciale qui avait mobilisé, la veille, un total sans précédent de soixante-dix mille policiers, y a été levé. Les députés du nouveau Parti démocratique de Corée (NKPD), principale formation de l'opposition légale, qui avaient appelé à la manifestation interdite, ont annoncé, ce lundi, l'organisation prochaine d'un nouveau rassemblement antigouvernemental, à une date non déterminée.

Le président du NKPD, M. Lee Min-woo, qui a tenté, en compagnie de plusieurs députés, de forcer un barrage de police, avait déclaré samedi, pour la première fois, que l'opposition parlementaire envisageait, face à la répression, de mener campagne pour renverser le gouvernement. La manifestation de samedi, empêchée par les policiers qui bloquaient toutes les voies d'accès du lieu du meeting de l'opposition, constitue toutefois, de l'avis général, un échec pour l'opposition parlementaire. — (AFP, Reuters).

Sahara occidental

### Le Polisario revendique l'attaque d'un chalutier espagnol

Alger. — Dans un communiqué publié à Alger le samedi 29 novembre, le Front Polisario a revendiqué l'attaque d'un chalutier espagnol, menée dans la nuit du jeudi au vendredi précédents. L'Estrella Del Mar, selon la capitainerie maritime de Las Palmas (archipel des Canaries), avait été attaqué à la mitrailleuse et à la grenade par des individus à bord d'un canot pneumatique. Les seize membres de l'équipage du chalutier, qui avait souffert d'un début d'incendie, avaient été recueillis sains et saufs par un autre bateau espagnol.

Selon le communiqué du Polisario, le chalutier espagnol, qui se trouvait à « moins de six miles de la côte sahraouie, au sud d'El-Argoub », battait pavillon marocain et naviguait « sans autorisation sahraouie dans les eaux territoriales de la RASD » (République arabe sahraouie démocratique).

Le Front Polisario, souligne le communiqué, fait porter la responsabilité de cet incident aux gouvernements de Rabat et de Madrid qui « induisent en erreur des personnes aussi innocentes que des marins-pêcheurs et (...) contraignent les bateaux espagnols à porter les couleurs de l'agresseur marocain ». — (AFP).

ARGENTINE

### A la suite d'une décision de la Cour suprême

### Un projet de loi sur le divorce va être soumis à l'approbation du Sénat

Le gouvernement argentin a décidé de soumettre à l'approbation du Sénat, lors de la session extraordinaire qui s'ouvre le mois prochain, le projet de loi sur le divorce. Cette décision fait suite à un jugement rendu par la Cour suprême déclarant inconstitutionnelle la loi sur l'indissolubilité de mariage civil.

Buenos-Aires  
de notre correspondante

La justice argentine vient de donner un inestimable coup de pouce aux partisans du divorce, dont fait partie le président Raul Alfonsín, en autorisant récemment un couple de concubins séparés de leurs premiers conjoints à se marier légalement. Par trois voix contre deux, la Cour suprême, plus haute instance juridique du pays, a déclaré « inconstitutionnel » l'article de la loi — pourtant vieille d'un siècle — prononçant l'indissolubilité du mariage civil, sauf décès ou annulation.

L'Argentine est l'un des derniers pays où le divorce n'existe pas. Le catholicisme y est religion d'Etat, et les présidents ont l'obligation constitutionnelle d'y appartenir. Ce qui fait de l'Eglise locale — l'une des plus rétrogrades du monde — un véritable pouvoir politique. Une Eglise qui, trois ans après l'accession à la présidence de M. Alfonsín, empêche toujours le vote de la loi autorisant le divorce.

En août dernier, l'Assemblée nationale, où le Parti radical de M. Alfonsín est majoritaire, avait bien approuvé le projet de loi, mais, au Sénat, la majorité péroniste (opposition) ne l'avait même pas mis à l'ordre du jour de sa session ordinaire, terminée le mois dernier.

Une manœuvre dilatoire très contrariante pour les radicaux, qui avaient « promis » que la loi serait votée avant la fin de l'année. Mais très appréciée par le clergé qui souhaite profiter de la visite du pape en avril prochain pour faire aboutir sa campagne antidivorce.

Durant ces derniers mois, il a organisé processions et manifestations populaires. Il a même recommandé aux prêtres de refuser la communion aux députés qui ont voté en faveur du divorce et suspendu ad divinis un prêtre qui s'était publiquement opposé à l'indissolubilité du mariage civil. En déclarant inconstitutionnel l'article 64 de la loi sur le mariage civil, les juges de la Cour suprême ont suscité une réaction indignée de l'Eglise, qui considère que ce jugement « viole la Constitution ». Selon les plus récents sondages, au moins 70 % des Argentins sont favorables au divorce.

CATHERINE DERIVERY.

**L'HISTOIRE CHEZ FAYARD**

La Commune de Paris appartient à ce genre d'événements qu'il semble impossible d'évoquer objectivement. Le livre de William Serman tranche heureusement avec cette tradition... Règlement de comptes barbare qui a longtemps laissé des traces dans la mémoire nationale, au fond la Commune a terminé une époque, commencée avec la Révolution, dominée par l'exemple de cette dernière.

Cloude Jannoud - Le Figaro

**LA COMMUNE DE PARIS**

WILLIAM SERMAN

FAYARD

صكنا من الامل

## Europe

## GRANDE-BRETAGNE

Révélations  
sur la mort  
de George V

La publication récente d'une partie des notes personnelles de lord Dawson, qui fut le médecin du roi George V, a provoqué un certain émoi parmi les historiens et le corps médical britannique. On y apprend en effet que le médecin a hâté la mort du roi — qui était entré dans un coma profond — après que la reine Marie et son fils (le futur Edouard VIII) lui aient fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas que la vie du monarque fût inutilement prolongée dès lors que l'issue fatale était certaine.

On y apprend aussi que lord Dawson a décidé d'administrer au monarque deux doses de morphine le 20 janvier 1936 à 23 heures, c'est-à-dire, note-t-il dans son journal, en temps voulu pour que la mort puisse être annoncée « dans les journaux du matin, plus appropriés que les journaux du soir » à ce genre de nouvelles. Le Times, support le mieux adapté aux informations d'intérêt national, fut prévenu par la femme de lord Dawson et sortit le lendemain matin avec le titre suivant : « Une fin paisible à minuit. »

● DANEMARK : fuite en planche à voile. — Deux transfuges allemands ont réussi à gagner l'île danoise de Moen, à environ 100 kilomètres au sud-ouest de Copenhague, à bord de planches à voile munies seulement d'un compas artisanal, a annoncé vendredi 28 novembre un porte-parole de la police danoise. « Nous ne commentons jamais les fuites de transfuges de pays de l'Est, pour ne pas dévoiler les routes d'évasion et pour éviter des ennuis aux familles des intéressés, a-t-il déclaré, mais c'est la première fois que des réfugiés s'évadent par ce moyen. » Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été remis, à leur demande, à la police de RFA. — (AFP.)

## ESPAGNE : les élections régionales

## La victoire ambiguë des socialistes au Pays basque

Le Pays basque semble plus difficilement gouvernable que jamais. Telle est la seule conclusion qui fasse l'unanimité à Bilbao après les élections au Parlement autonome du dimanche 30 novembre.

MADRID  
de notre correspondant

Le nouveau Parlement régional, le troisième depuis le rétablissement de l'autonomie basque en 1980, apparaît d'une complexité sans précédent. Pour la première fois, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) obtient la majorité relative. Il récolte en effet dix-huit sièges contre dix-sept pour le PNV (Parti nationaliste basque) qui l'emporte pourtant en voix : 23,6 % contre 22 % pour les socialistes (1). La participation a été élevée : plus de 71 % des inscrits.

Si la victoire du PSOE bouleverse la scène politique basque, elle n'est pas moins ambiguë. D'une part, parce que les socialistes enregistrent un petit recul en voix et en sièges par rapport aux élections régionales de 1984. Et, de l'autre, parce que les formations qui composent la « famille » nationaliste augmentent malgré tout leur représentation globale au sein du Parlement, obtenant ensemble cinquante-trois sièges (contre quarante-neuf en 1984), soit environ 70 % du total.

C'est donc essentiellement à la rupture qui s'est produite en septembre dernier au sein du PNV que les socialistes doivent, aujourd'hui, leur victoire. La nouvelle formation nationaliste née de cette scission, Euzko Alkartasuna (Solidarité basque), dirigée par l'ancien président du gouvernement basque, M. Garai-kotxea, a en effet réussi à caler au PNV plus du tiers de ses électeurs, obtenant quatorze sièges et 15,8 % des voix.

Les deux autres formations nationalistes ont elles aussi progressé. Le parti de gauche modéré Euzkadiko Ezkerre passe de six à neuf sièges (10,8 % des suffrages), confirmant ainsi une hausse lente mais régulière

qui pourrait lui permettre, dans le futur, de faire office de « pont » entre socialistes et nationalistes modérés. La coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, passe elle de douze à treize sièges : 17,4 % des électeurs basques (2,5 % de plus qu'en 1984) se sont prononcés pour une formation qui ne cache pas son appui à la lutte armée, ce qui ne constitue certainement pas une bonne nouvelle pour le gouvernement de Madrid.

Quant aux formations de la droite et du centre « espagnolistes », elles n'ont obtenu qu'un modeste résultat, le PSOE ayant apparemment fait le plein des voix non nationalistes.

Une marge  
de manœuvre étroite

Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement basque s'annoncent particulièrement difficiles. M. Jose Maria Benegas, tête de liste du PSOE, a donné lecture dans la nuit de dimanche à lundi d'une « déclaration institutionnelle » dans laquelle, s'exprimant comme un futur chef de gouvernement, il se déclare disposé à « entamer un dialogue avec toutes les forces politiques qui acceptent les institutions démocratiques ». Il s'est prononcé pour une « politique d'accords et de pactes », seule à même de « garantir la stabilité politique du Pays basque ».

Si le PSOE se trouve désormais en position de meneur de jeu, sa

marge de manœuvre n'en est pas moins limitée. La coalition la plus stable serait sans doute celle qui l'unirait au PNV.

Mais le PSOE et le PNV divergent profondément sur des questions aussi importantes que le rôle de la police autonome basque, la lutte contre l'ETA, la place de l'enseignement, ou la création d'une sécurité sociale basque. Le président du gouvernement basque sortant et dirigeant du PNV, M. Jose Antonio Arzua, a d'ailleurs souligné, peu après l'intervention de M. Benegas, que le futur gouvernement devrait tenir compte de la force démontée par les formations nationalistes dans leur ensemble durant cette élection, et à accuser les socialistes de ne pas avoir respecté dans le passé leurs engagements.

En outre, si la coalition Herri Batasuna décidait désormais, comme l'ont laissé entendre ses dirigeants, de cesser de bloquer le Parlement autonome et d'y envoyer ses députés élus, élevant d'autant le seuil de la majorité absolue, une coalition PSOE-PNV, avec trente-cinq sièges sur soixante-quinze, ne serait pas suffisante pour contraindre le Parlement. Herri Batasuna a d'ailleurs proposé la formation d'un « front nationaliste » qui lui permettrait de sortir de son relatif isolement.

THERRY MALINIAK.

## Le nouveau Parlement autonome

Partis	Nombre de sièges	
	1986	1984
Parti socialiste ouvrier espagnol	18	19
Parti nationaliste basque	17	32
Euzko Alkartasuna	14	—
Herri Batasuna	13	11
Euzkadiko Ezkerre	9	6
Alliance populaire	2	7
Centre démocratique et social	2	—
Total	75	75

## POLOGNE : le congrès des syndicats officiels

## Des délégués mal dans leur peau

Le second congrès des syndicats officiels polonais (OPZZ), qui s'est achevé dimanche 30 novembre à Varsovie, n'a pas dissipé le malaise qui entoure ce mouvement doté du monopole de la représentation ouvrière « légale » et qui revendique désormais sept millions de membres. Son président, M. Alfred Miodowicz, a certes été réélu, mais dans des conditions étranges. L'autre candidat — un quasi-inconnu, — M. Malinowski, présenté dans un souci de « démocratie », n'a certes obtenu que 10 % des voix. Mais 28 % des délégués ont rayé le nom des deux candidats, comme pour manifester leur mauvaise humeur. Il est notoire que beaucoup de ces « syndicalistes », pourtant a priori partisans du pouvoir ou du moins du « réalisme », ont très peu apprécié la nomination, l'été dernier, de M. Miodowicz au bureau politique du parti, ce qui avait toutes les allures d'un retour au bon vieux temps du syndicat « corridor de transmission ». Trop, c'est trop, ont sans doute voulu faire comprendre les abstentionnistes. Le cas personnel de M. Miodowicz (qui est aussi membre du Conseil d'Etat) illustre d'ailleurs bien la complexité de la situation polonaise, puisque son propre fils est l'un des principaux animateurs du mouvement « pacifiste » d'opposition Liberté et Paix.

Après avoir, le congrès avait entendu le général Jaruzelski expliquer que la Pologne avait besoin « d'un syndicat socialiste puissant » qui soit à la fois « l'un des piliers du régime » et « un facteur de stabilisation », tandis que M. Miodowicz réchérchait : « En Pologne, il n'y a de place que pour un seul syndicat », et que le représentant soviétique, M. Chalabiev, lançait, sous les applaudissements : « Les travailleurs soviétiques sont profondément indignés par les activités des responsables de Solidarité », avant de faire présent au congrès d'une effigie de Lénine.

Comment concilier ces fortes paroles avec le désir d'apparaître, en dépit de tout, comme les héritiers de l'esprit de renouveau et non des vieux syndicats faillis qui s'étaient écroulés avec fracas en août 1980 ? Un carieux épisode a bien illustré cette difficulté : après avoir voté, à une très forte majorité, un texte

décrivant l'OPZZ comme le « seul représentant » du mouvement syndical en Pologne, le congrès s'est ravisé et a adopté, dans la nuit de samedi à dimanche, un texte d'où le mot « seul » a disparu, au profit d'une formulation plus ambiguë : « L'OPZZ est le représentant » des organisations ouvrières. Certains, en haut lieu, ont dû se souvenir que le pluralisme syndical était théoriquement inscrit dans une loi qu'il n'était pas opportun de violer de manière aussi flagrante.

Les interventions à la tribune ont renforcé l'impression de malaise général : certains délégués ont fait allusion à l'impuissance quasi totale d'un syndicat dont la direction est « docile et coupée de la base » ; d'autres ont expliqué « notre manque d'autorité parmi les travailleurs » par le refus d'avoir recours à la grève. Mais les délégués ont surtout dressé un impressionnant catalogue des mille plaies dont souffre le pays, des difficultés économiques, du manque de logements, et de médicaments, de la baisse constante du niveau de vie... Le premier ministre, M. Messner, a reconnu qu'un grand nombre des doléances étaient justifiées, mais il n'a guère été encourageant pour l'avenir. Il a expliqué que pour tenter de surmonter la crise le gouvernement envisageait en 1987 d'imposer la « vérité » des prix et de supprimer de nombreuses subventions, ce qui pourra conduire à certaines situations « dramatiques ». Les lendemains ne semblent pas près de chanter.

J. K.

● URSS : un poète non conformiste est interné. — Un poète non conformiste soviétique, M. Dmitri Prigov, a été arrêté mercredi 19 novembre en pleine rue à Moscou et interné dans un hôpital psychiatrique, a annoncé la lettre d'information USSR News Brief publiée à Munich. Selon cette publication spécialisée sur le problème des droits de l'homme en URSS, Dmitri Prigov avait organisé le mois dernier une soirée littéraire dans un club de Moscou et s'était vu convoquer par le comité local du parti, qui lui avait reproché cette « manifestation antisoviétique ». — (AFP.)

# LA RADIO DES CITADINS C'EST FRANCE INTER

1<sup>re</sup> radio dans les villes de plus de 100 000 habitants (19,6 %)\*. 1<sup>re</sup> radio dans les villes de plus de 200 000 habitants (28,4 %)\*. Radio des grandes villes, France Inter est aussi la radio dont l'audience est la mieux répartie sur tout le territoire national. Elle arrive notamment en tête dans le Sud-Ouest, l'Ouest et le Sud-Est. 1<sup>re</sup> radio des villes, France Inter gagne du terrain et séduit de plus en plus. France Inter la plus radio des radios.

**France inter**  
pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles.

\*Source Médiamétrie. "55 000" octobre 1986.

LEADER

LA GU  
TELES  
LA GU  
BOUTE



## Europe

### POLOGNE : les tergiversations du pouvoir et de l'opposition Dépression d'automne à Varsovie

(Suite de la première page.)

Pour ajouter à la confusion, on a vu se créer spontanément des « conseils régionaux », constitués sur le modèle du conseil provisoire national, et proclamant eux aussi leur intention de se manifester ouvertement. A l'exception notable de Varsovie, cette initiative n'est venue que des « petites » régions, essentiellement celles où les réseaux de Solidarité étaient faibles et où pour cette raison toute organisation clandestine était en tout état de cause très difficile ; les militants, frustrés d'action, ont sauté sur l'occasion. Mais, dans le même temps, on s'est bien vite rendu compte que cette action clandestine resterait indispensable, et sans doute pour longtemps. Personne n'imaginait sérieusement qu'on puisse révéler au grand jour les imprimeries où sont fabriqués les journaux « illégaux », qui sont le poumon du mouvement démocratique.

Ces hésitations et ces contradictions étaient sans doute inévitables, ne serait-ce que pour des raisons matérielles. Et des problèmes d'organisation semblent en passe d'être à peu près réglés, le syndicat ayant désormais trois instances dirigeantes. M. Walesa, la commission clandestine et le conseil provisoire.

Mais il y a peut-être plus préoccupant pour l'opposition. Solidarité n'est-elle pas en train de s'effriter par la base ? Les militants actifs, explique un responsable du syndicat, ne manquent pas, et dans les entreprises ils sont encore ceux vers lesquels on se tourne spontanément en cas de conflit. Mais pas au point de les suivre s'il fallait passer à l'acte. En un mot, il y a des officiers, mais guère de troupes. A l'usine des tracteurs d'Ursus, le montant des cotisations — clandestines, évidemment — a diminué des deux tiers depuis l'an dernier, et le nombre d'ouvriers qui versent une contribution est nettement inférieur à 10 % du personnel.

Les dirigeants du syndicat qui, jusqu'à une période récente, vivaient cachés, étaient de plus en plus conscients des risques de marginalisation : le nombre des appartements mis à leur disposition s'était par

exemple, sensiblement contracté. L'assidue, sentiment que le jeu n'en valait pas la chandelle, tant les risques étaient considérables et les perspectives douteuses. On peut beaucoup faire et beaucoup risquer, par assés du devoir, dans un pays comme la Pologne. Mais combien de temps ? Certains, qui ont sacrifié des années de leur vie à Solidarité, décrochent parfois, soit pour partir à l'étranger, soit pour s'occuper un peu de leur famille, retaper leur maison, gagner un peu d'argent — sans lequel il est de plus en plus difficile de simplement subsister.

#### Lâchage de l'Eglise

La presse « illégale », qui est la grande force de l'opposition, reste très active, les multiples petits journaux remplissent bien leur rôle d'information et d'expression d'opinion, très divers. Mais l'Eglise, autre motif traditionnel de satisfaction, souffre de la hausse du prix du papier et de tout ce qu'il faut acheter au marché noir pour fabriquer clandestinement des livres. Le prix des ouvrages, quel que soit leur intérêt, est parfois décourageant.

Il ne faut pas non plus négliger l'efficacité des « nouvelles » méthodes de répression testées actuellement par le pouvoir. Les amendes — très lourdes — peuvent être dissuasives (plus d'un condamné préfère passer trois mois en prison que payer). D'autant qu'elles peuvent s'accompagner de la saisie de l'objet du délit : par exemple, le véhicule qui a servi à transporter des tracts — une voiture, en Pologne, cela représente des années de salaire. Sans parler d'une menace nouvelle qu'on voit poindre avec inquiétude : la confiscation des logements abritant des imprimeries clandestines.

Et puis il y a autre chose, dont on régresse un peu à parler, mais qui préoccupe aussi les responsables du mouvement. L'Eglise, on en tout cas sa hiérarchie, n'est-elle pas en train de « lâcher » Solidarité, considérant désormais qu'il est inutile d'espérer et donc de résister au rétablisse-

ment du syndicat dans ses droits, qu'il faut passer à autre chose ? Un article récent du porte-parole de l'épiscopat, l'abbé Orszulik, a retenu l'attention. Il rappelait certes, en termes fort élogieux, que le droit de l'associer librement était imprescriptible — ce qui a d'ailleurs valu au texte d'être interdit par la cen-

sure ; mais les associations catholiques de travailleurs, d'agriculteurs, d'étudiants, qu'il appelle de ses vœux, dans le cadre des diocèses, ne constitueraient-elles pas l'embryon d'un syndicalisme de type confessionnel très éloigné de ce que voulait être Solidarité ? Jusqu'à présent l'Eglise avait refusé de s'engager dans cette voie jugée dangereuse par beaucoup, et il n'est d'ailleurs pas dit qu'elle le fasse. Mais la question, désormais, peut se poser.



Les motifs d'inquiétude ne manquent donc pas pour ceux qui refusent d'enterrer Solidarité. Mais on aurait tort de trop noircir le tableau. Le pessimisme un peu déabusé que l'on devine, en particulier chez les « intellectuels » du mouvement, n'est nullement synonyme de renoncement. Et il n'est pas le fait de tous. Au contraire, on ne peut qu'être frappé par l'étrange confiance, la presque joyeuse déter-

mination affichée, par certains dirigeants ouvriers.

En Silésie, dans une région où la police avait fait preuve d'une redoutable efficacité, où le syndicat semblait en miettes, un Tadeusz Jedy-nak estime aujourd'hui que la situation est bien meilleure que dans un passé récent — les militants reprennent du poil de la bête. Que lui-même, après sa sortie de prison, n'ait été embauché que pour un salaire de misère (à peine plus de 1 dollar par jour) ne l'abat pas outre mesure, tout heureux qu'il est d'avoir réussi à retrouver un travail.

La plupart de ses amis n'ont pas eu cette chance, et Zbigniew Brujak n'a jamais cru sérieusement que les grandes usines d'Ursus accepteraient de le réembaucher. Mais lui aussi estime qu'il y a beaucoup à faire. Même s'il envisage le pire — que Solidarité sèche sur pied, — il est convaincu que de toute manière ce combat n'aura pas été vain, qu'il prépare l'avenir. Il a cette étrange conviction qui est sans doute la marque de la génération de Solidarité : la certitude que le système imposé à leur pays n'est pas éternel, qu'un jour il faudra bien que tout cela change, et que ce jour, il convient de le préparer.

L'espoir fait vivre, et, en attendant, l'équipe du général Jaruzelski et, derrière lui, l'appareil du parti seraient en droit de pavoiser. Curieusement, ils ne le font pas vraiment, comme s'ils sentaient que leur avantage actuel est fragile. L'économie polonaise, loin d'être en voie de guérison, semble plutôt en état de survie artificielle. Le pays vit sur ses acquis, investit à peine ; son appareil industriel vieillit dangereusement ; le problème de la dette ne pourra pas être remis éternellement, et la fameuse « réforme », serpent de mer de ces dernières années, se mord la queue : le gouvernement, tout en affirmant sans rougir qu'il fallait se lancer dans la seconde étape d'une réforme en principe basée sur une plus grande autonomie des entreprises, vient d'annoncer un train de mesures législatives allant exactement en sens inverse, rognant sur l'autorité des directeurs d'entreprise, réduisant le rôle des organes d'antogestion à presque rien, le tout au profit des « organes centraux ».

Le coup était si gros qu'il a suscité de vives protestations, y compris dans les commissions parlementaires (dont le rôle n'est pas exactement formel) et des articles fort critiques dans la presse officielle. Devant ce tollé le premier ministre, M. Messner, a retiré une partie de ses propositions, après avoir fait ses excuses à la commission chargée de la fameuse « réforme ». On en est là.

#### Un projet mal engagé

Remettre sur pied l'économie ou au moins enrayer son inquiétant délabrement passerait de toute évidence par l'appel à de nouveaux sacrifices, de nouvelles hausses de prix et un sérieux coup de frein sur les salaires. Encore faudrait-il pour cela, si l'on veut éviter de prendre de trop grands risques, obtenir un minimum de consentement et, si possible, faire admettre par l'opposition elle-même que des médecines dures sont nécessaires. C'est à cela, entre autres, qu'aurait pu servir le « conseil consultatif » que le général Jaruzelski cherche depuis plusieurs mois à constituer auprès du Conseil

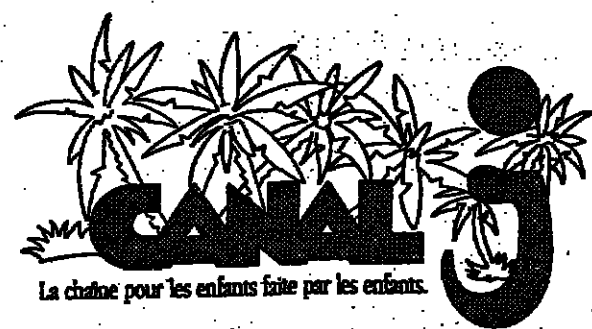
d'Etat — qu'il préside — et où seraient représentées diverses « tendances de l'opinion » ; non pas, évidemment, M. Walesa ni ses conseillers mais des hommes qui, tout en étant tolérables pour le pouvoir, ne pourraient être suspects d'être ses instruments. Un projet « prioritaire » — y compris pour l'opposition, qui aurait pu trouver dans ce conseil le cadre d'un « dialogue » qu'elle réclame vainement depuis cinq ans. Mais un projet qui lui aussi semble bien mal parti, soit que les dés aient été pipés à l'avance, soit que la maladresse dans sa mise en œuvre lui ait enlevé son intérêt.

Au cours des conversations exploratoires avec certains intellectuels catholiques indépendants, qui cherchaient à savoir sur quel terrain ils étaient invités à s'avancer, les représentants du pouvoir répondirent qu'il fallait entrer au conseil « sans poser de conditions ». De plus, sur la liste des personnalités « pressenties » pour participer à ce conseil, on a vu apparaître les noms de trois anciens responsables de Solidarité plus ou moins repentis ou retournés. De quoi éveiller la méfiance du Club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovie qui vient de décider, à une très forte majorité, qu'il refusait pour l'instant de participer au « conseil consultatif » et que, si certains de ses responsables souhaitaient tout de même y entrer, ils devraient démissionner de leurs fonctions. (Le problème se pose en particulier pour l'actuel président du KIK, M. Swiechicki, qui n'arrive pas à se décider.) Ce vote massif, de la part de la seule organisation réellement indépendante autorisée, est un véritable revers pour les autorités — et accessoirement un signal adressé au primate, Mgr Glomp, qui, sans l'avoir jamais dit publiquement, souhaitait en fait que le KIK tente l'expérience.

Personne au fond en cet automne un peu dépressif n'a vraiment de motifs de satisfaction. On tourne en rond. Les valeurs sont toujours à peu près les mêmes ; certains avancent, d'autres reculent ; et l'Occident n'entend presque plus le bruit de l'orchestre.

JAN KRAUZE.

## LA GUERRE DES TÊLÈS DEVIENT LA GUERRE DES BOUTONS



La chaîne pour les enfants faite par les enfants.

Si vous voulez la paix, un seul bouton Canal J ! Canal J, c'est la 1<sup>re</sup> et la seule chaîne thématique faite par les enfants pour les enfants : du dessin animé, du documentaire, des feuilletons et des rubriques originales.

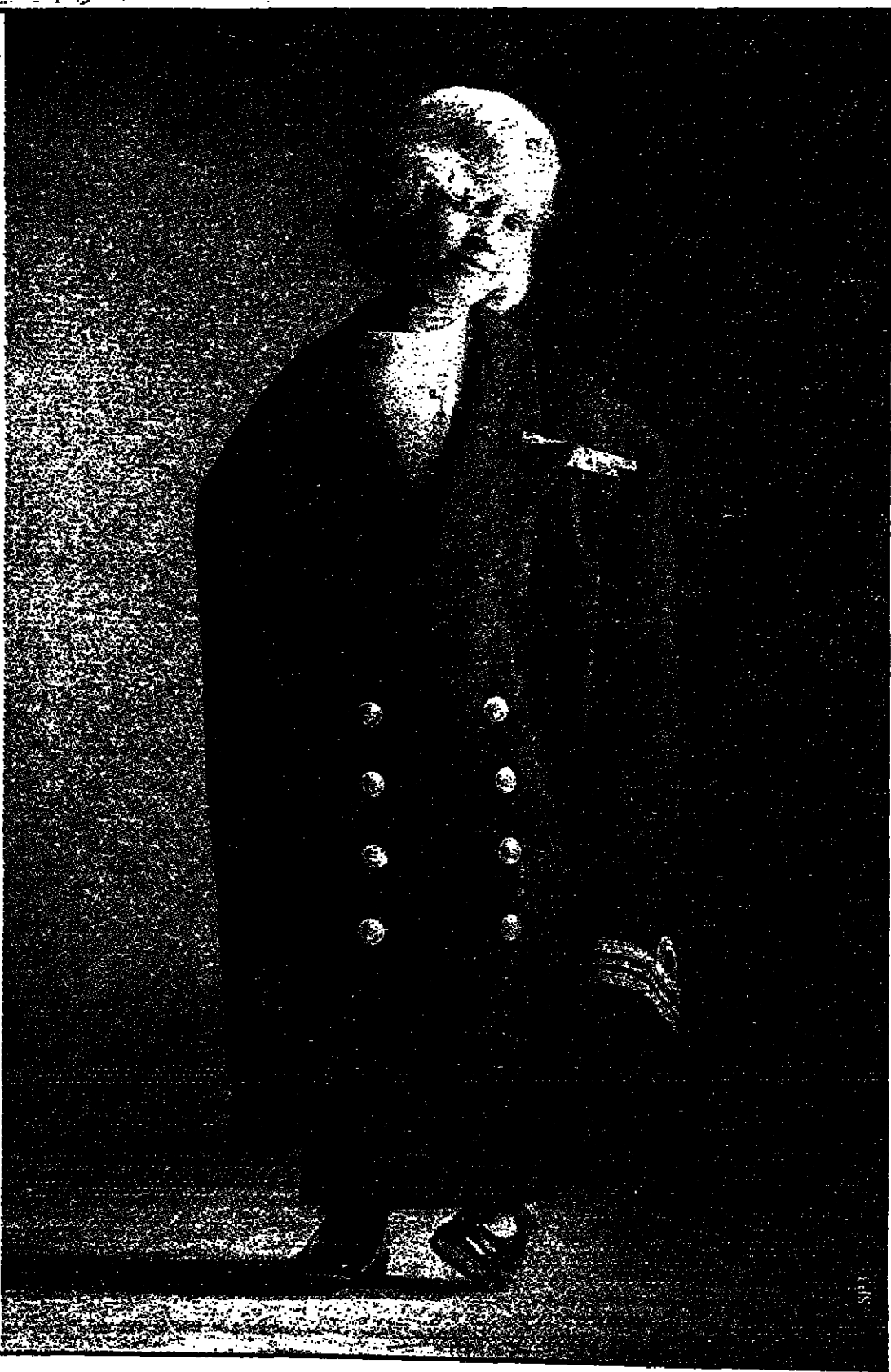
Canal J, c'est sur le câble tous les jours, de 8h du matin à 8h du soir.

Canal J, c'est 100.000 foyers en 1987, 2 millions en 1990.

Canal J, c'est un nouveau support : publicité et sponsoring.

Canal J, c'est Hachette Télévision.

Canal J, 25 rue Jean Goujon 75008 Paris, tél. : 45.62.12.96. Régie Publicitaire : France Vision, tél. : 47.23.36.50.



صوتنا من الداخل

هكذا من الأصل

10 Le Monde • Mardi 2 décembre 1986 •••



D'après Fernand Léger

NUMERO VE  
0505 22  
1986



# Le 1% logement, le plus beau matériau de construction de France!

**L**e 1% logement, une idée généreuse, un principe simple : permettre à tous les salariés de se loger avec la participation de l'entreprise.

A ce jour, 5 millions de familles ont trouvé un logement grâce à cette initiative. En effet, depuis 1953, chaque entreprise, à partir de 10 salariés, investit annuellement une somme équivalente à 1% (en réalité 0,77% aujourd'hui) des salaires bruts dans la construction. Cet investissement financier s'appuie sur trois grands principes :

- Le 1% aide le salarié dans l'achat, la location ou l'amélioration de sa résidence principale.
- Le 1% est un financement complémentaire. En aucun cas, il ne peut dépasser 50% du prix d'achat, du coût de construction ou du montant des travaux.
- Le 1% permet à l'entreprise de désigner librement le ou les bénéficiaires.

Le 1% n'est pas un impôt mais un trait d'union entre le partenaire salarié et le partenaire entreprise. C'est l'investissement du dialogue.

Depuis 30 ans, l'OCIL est le leader des organismes collecteurs. Sur les 5 millions de familles concernées, l'OCIL, à lui seul, a permis de loger plus de 300.000 familles, soit l'équivalent de la ville de Marseille.

Il a su entretenir des rapports privilégiés avec 12.000 entreprises, grandes, petites ou moyennes qui lui confient la gestion de leur 1%.

L'OCIL c'est l'expérience, l'efficacité, le service sur mesure pour l'entreprise et le salarié.

Avec l'OCIL, le 1% est le plus beau matériau de construction de France. Confiez-le à son meilleur artisan. Téléphonez aujourd'hui gratuitement au premier organisme collecteur de France.

## OCIL\*

**L'investissement constructif.**

**NUMERO VERT**  
**05 05 22 22**  
APPEL GRATUIT

\*OCIL, 1<sup>er</sup> Organisme Collecteur du 1% Logement en France. 57-59, boulevard Malesherbes - 75008 Paris. Tél. : 45 22 22 22.

صكنا من الامل

## Asie

## TAIWAN : violents incidents à Taïpeh

## L'opposition renonce à tenir des réunions électorales

Taïpeh (AFP, UPI). — Des heurts violents ont fait vingt-sept blessés dans les rangs des forces de l'ordre, dimanche 30 novembre, lors que les policiers armés de grenades lacrymogènes et de canons à eau ont empêché plusieurs milliers de manifestants d'accéder à l'aéroport international Chiang-Kai-shek de Taïpeh où ils allaient accueillir deux dissidents en vue, MM. Hsu Hsiang

liang et Hsieh Tsung-min, dont le retour d'exil était annoncé. Les deux dissidents, pour leur part, étaient restés à Tokyo après s'être vu refuser, faute de visas en règle pour Taïwan, l'embarquement dans un avion de la compagnie Cathay Pacific qui devait les ramener à Taïpeh. Selon les autorités, trois manifestants ont été arrêtés à la suite des échauffourées de dimanche, au cours desquelles trente-trois voitures de police ont été incendiées à proximité de l'aéroport.

Le Parti progressiste démocratique, fondé par l'opposition et sur l'existence de laquelle les autorités ferment les yeux bien qu'elle contrevienne à la loi martiale toujours en vigueur, a condamné, ce lundi, les violences et a interdit à ses membres, présents en nombre parmi les manifestants de dimanche, de prendre part à toute nouvelle manifestation de rue. Le parti a également annulé une série de réunions publiques cette semaine, par crainte d'un regain de tension préjudiciable aux élections législatives, prévues pour le 6 décembre, et auxquelles l'opposition semi-légale entend participer pour la première fois.

Les deux dissidents avaient annoncé qu'ils comptaient rentrer à Taïpeh « par tous les moyens » en prévision du scrutin. Tous deux vivaient en exil aux États-Unis depuis sept ans. M. Hsu avait fui l'île nationaliste chinoise en 1979 après avoir fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour sédition. M. Hsieh a, dans le passé, purgé une peine de onze ans de détention pour avoir réclamé la levée de la loi martiale imposée depuis 1949 par le régime du Kuomintang.

Environ six mille policiers demeuraient postés, ce lundi, aux abords de l'aéroport Chiang-Kai-shek.

## Grave tension à New-Delhi après le massacre au Pendjab de vingt-quatre hindous par des séparatistes

Trois mille hindous, rendus furieux par le massacre, la veille au Pendjab, de vingt-quatre des leurs par des terroristes sikhs, s'étaient rassemblés, ce lundi 1<sup>er</sup> décembre dans la matinée, dans l'ouest de Delhi. Les manifestants arrêtaient les véhicules et jetaient des pierres, incapables de les disperser à la matraque et aux gaz lacrymogènes, la police a dû recourir aux armes à feu et tirer en l'air. La situation était extrêmement tendue, en fin de matinée, dans les quartiers populaires de la capitale, mais la police affirmait avoir les choses bien en main.

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Dimanche après-midi, sur une route de campagne du nord du Pendjab, non loin de la frontière pakistanaise. Un autobus bruno-jaune chargé de victimes et de passagers, cabote paisiblement à travers les champs. Il y a, à bord, des sikhs et des hindous, des femmes, des vieux et des militaires en permission. Soudain, quatre voyageurs enturbannés sortent de leurs sacs des revolvers et des pistolets-mitrailleurs. Affollement général. Ils contraignent le chauffeur à conduire son véhicule dans un endroit isolé, puis obligent tout le monde à descendre. Les sikhs sont séparés des hindous. Ces derniers sont invités à déposer argent et bijoux dans un sac. Les hindous les prennent pour des voleurs de grands chemins. Jusqu'au moment où les bandits les forcent, sous la menace, à crier : « Vive Sukhdev Singh Sahib ! ». L'homme était un terroriste sikh connu, tué en 1985 au cours d'une

bataille rangée entre gangs séparatistes rivaux. Les hindous savent alors qu'ils vont mourir. Les tueurs ouvrent le feu. Certains passagers tentent, en vain, de fuir le défilé de mitraille. On retrouve leurs corps criblés de balles un peu plus loin dans un champ. Au total, la police relève vingt-quatre morts et huit blessés, dont trois dans un état grave.

Le Pendjab vient ainsi de vivre son dimanche le plus sanglant depuis la naissance du mouvement séparatiste sikh au début des années 80. Lundi matin, la terreur a été revendiquée par les « commandos khalistanais », un groupe-unique terroriste connu qui, la semaine dernière, dans un communiqué, a prévenu qu'il vengerait bientôt « le massacre des jeunes sikhs innocents par la police ». Ils avaient déjà tué le fils du chef de la police d'Amritsar et massacré la famille (cinq personnes) de l'un de ses lieutenants.

A New-Delhi, c'est l'angoisse. M. Rajiv Gandhi dénonce, dès dimanche soir, cette « diabolique conspiration contre l'unité et l'intégrité de l'Inde ». Il ajoute qu'il ne prendra de repos que le jour où « ces forces de haine, de violence et de division » auront été éradiquées. Toutes les forces de police de la capitale du Pendjab, de l'Haryana et du Cachemire — les États voisins — sont placées en état d'alerte rouge, moins pour retrouver les tueurs, qui, attendus par des complices, se sont enfuis à bord de scooters sans leur crime commis, que pour prévenir toute manifestation de représailles hindoues.

Le précédent massacre par des terroristes enturbannés remonte à juillet, à Mukhtar, au Pendjab. Quarante passagers d'un bus avaient alors été froidement exécutés, et les

hindous du Pendjab, réfugiés par milliers à New-Delhi pour fuir des violences quotidiennes, s'en étaient pris, par vengeance, aux sikhs de la capitale. Les affrontements avaient fait cinq morts de plus avant que l'armée ne soit encore une fois déployée dans la ville. Ce lundi, par mesure de précaution, les patrouilles de police ont été multipliées aux abords des quartiers populaires et beaucoup de sikhs se sont barricadés chez eux.

Au Pendjab même, le RSS, une organisation hindouiste de droite, a appelé pour lundi à une grève générale accompagnée de manifestations pour protester contre la terreur et l'impunité de la police. A New-Delhi, alors que les hindous réfugiés du Pendjab commencent à s'agiter, dès dimanche soir, les dirigeants de plusieurs partis d'opposition ont rendu le gouvernement central directement responsable de la situation et réclamé le déploiement immédiat de l'armée dans les trois districts du Pendjab frontaliers du Pakistan.

## Deuxième revers pour M. Gandhi

Un peu plus tôt dans la soirée, le gouverneur de cet État, M. S.S. Ray, avait été convoqué à New-Delhi par le premier ministre. Et les spéculations sur une destitution rapide du gouverneur sikh, modéré de M. Surjit Singh Barnala, ministre en chef du Pendjab et principal soutien de la politique de M. Gandhi dans la région, se multipliaient. M. Barnala devait d'ailleurs se rendre lundi soir à New-Delhi, tandis qu'un dirigeant de l'opposition estimait que ce nouveau massacre « ridiculise une fois de plus les affirmations du premier ministre selon lesquelles il a la situation bien en main ».

M. Rajiv Gandhi et ses alliés ont subi, au même moment, un échec

politique retentissant : opposé au candidat des modérés soutenu par New-Delhi, un dissident plutôt proche des extrémistes, M. Gargaran Singh Tohra (soixante-deux ans) a été élu dimanche soir président du très puissant Comité de gestion des temples sikhs (SGPC).

Créé en 1920, cette institution, généralement considérée comme une sorte de Parlement sikh (cent quarante membres élus), contrôle sept cents gurdwaras (temples sikhs) à travers le Pendjab et dispose surtout de revenus annuels évalués à 120 millions de roupies (environ 65 millions de francs). Compte tenu du clientélisme traditionnel en Inde, des fonds lui permettent de dominer virtuellement la vie politico-religieuse de la secte. Le pire est que le SGPC est également le gardien légal du Temple d'or d'Amritsar et que la première décision du nouveau président a été, dès dimanche soir, de dissoudre la milice armée formée par les modérés pour empêcher les extrémistes de s'emparer du fameux complexe religieux, siège temporel pour les sikhs de Dieu lui-même.

Emprisonné plusieurs fois sous Indira Gandhi, puis sous l'actuel premier ministre, M. Tohra avait déjà, en sa qualité de président du SGPC, c'est son quatorzième mandat annuel, — autorisé. Bhubra-wale, le grand prêtre tué à la tête de ses militants au Temple d'or en 1984, a installé puis à fortifier la Mecca du sikhisme. Généralement considéré comme un opportuniste, manœuvrier de talent et maître de l'équivoque, M. Tohra avait démissionné de son poste en février dernier sous la pression des modérés. Il avait ensuite rejoint la faction dissidente de l'Akali Dal, le parti religieux sikh, partisan d'une politique de confrontation avec M. Gandhi et de l'ouverture d'un dialogue avec les extrémistes.

PATRICE CLAUDE.

## CHINE : le pillage des sites archéologiques

## Une industrie florissante : la contrebande des objets d'art

PÉKIN  
de notre correspondant

Le marché des antiquités de Hongkong est actuellement noyé sous une avalanche d'objets d'art venus de Chine populaire en contrebande. Au point que les antiquaires s'inquiètent de voir les prix s'effondrer. Ainsi, ces derniers temps, des centaines de poteries néolithiques, appartenant originaires de la province du Gansu, dans le nord-ouest du pays, sont-elles arrivées dans la colonie britannique, cachées dans des jonques ou des camions de légumes. Pour éviter une chute trop rapide des prix, une partie ont été envoyées à Taïwan, où elles sont mises en vente dans les boutiques d'antiquités locales. Certaines pièces peuvent désormais être achetées pour quelques milliers de francs, alors qu'elles étaient, il y a quelques années encore, fort rares.

La contrebande d'antiquités a toujours existé en Chine. Mais jamais, depuis 1949, elle n'avait atteint un tel volume. Des sites archéologiques sont mis en coupe réglée par la population avec la connivence d'autorités locales et de gangs spécialisés. Au Qinghai, un millier de pillards ont saqué des centaines de tombes datant d'avant l'ère chrétienne. Les gens cessent même de travailler pour piller les sépultures. Les pertes ont été immenses, s'est plaint le quotidien *Clarif*. Au Hunan, l'ancien directeur provincial de la corporation d'État pour l'import-export d'objets d'art vient d'être mis en prison pour avoir acheté illégalement, en cinq ans, plus de cent vingt mille objets d'art, dont 21771 ont été exportés vers Hongkong.

A Beiji, au Shaanxi, vingt gangs de contrebande d'antiquités ont été démantelés par la police en deux ans. Celle-ci a confisqué dix mille objets d'or, d'argent, des poteries et des jades, 460 kilos de pièces de monnaies anciennes, des porcelaines...

## Des prix dérisoires

Certaines pièces remontaient au troisième siècle avant notre ère. Ce qui frappe, c'est non seulement la variété et la quantité des pièces volées et exportées illégalement, mais aussi la faiblesse des prix auxquels elles

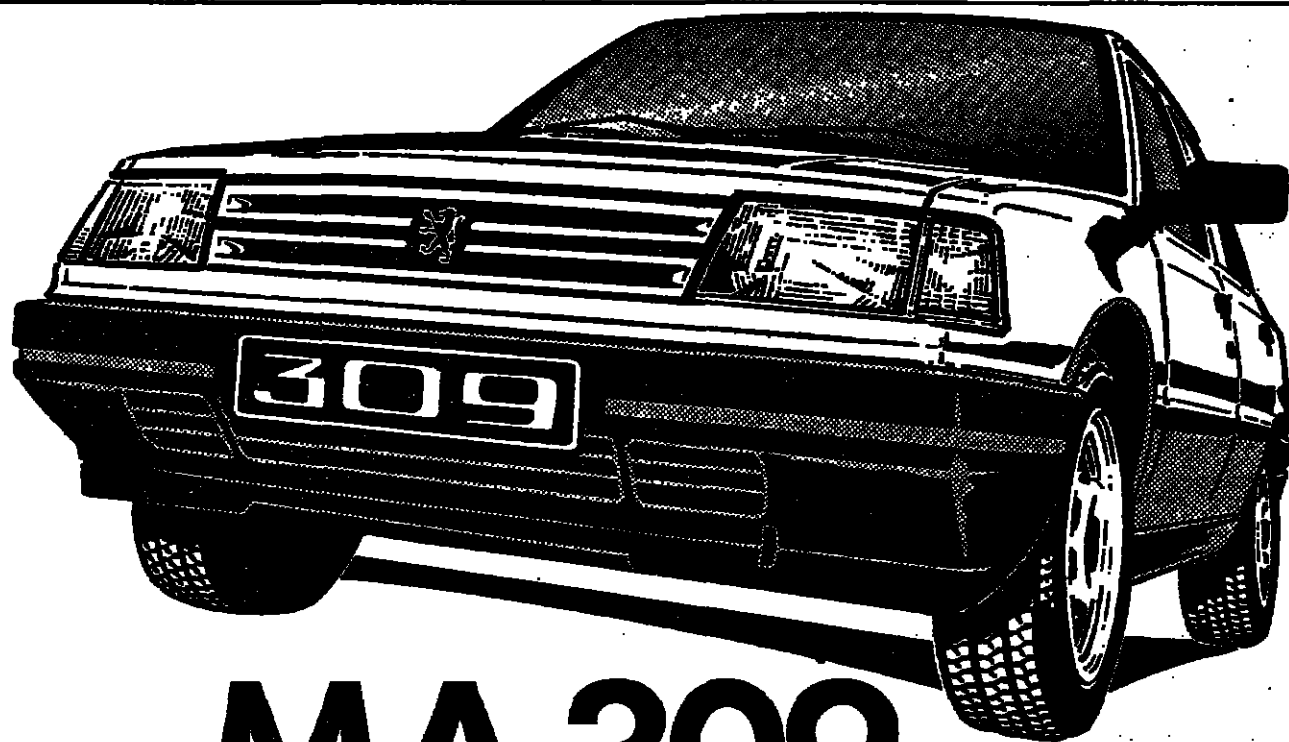
sont bradées. Les voleurs n'ont aucune idée du cours mondial, ils veulent « faire de l'argent » rapidement, pour s'acheter têtes ou motos, ou, s'ils sont fonctionnaires, pour se mettre quelque chose dans la poche. Ainsi, au Hunan, un paysan a-t-il vendu pour 1200 francs une collection de miroirs de bronze, de poteries et de cuivres subtilisés dans des tombes vieilles de mille neuf cents ans...

Ce commerce se pratique aussi, avec discrétion, à Pékin, où passent de nombreux touristes étrangers. Mais, au plan national, c'est une véritable industrie du pillage et de la contrebande qui a pris forme et acquies une telle ampleur qu'elle inquiète désormais les autorités. Celles-ci ont annoncé qu'elles prendraient les mesures les plus sévères. Ce pillage donne de la Chine une image déplorable en même temps qu'il la prive de trésors précieux inestimables. Les sites archéologiques sont saqués avant même d'avoir pu être étudiés.

Ces dégâts, s'il n'y est pas mis un terme, pourraient être comparables à ceux perpétrés durant la révolution culturelle. D'aucuns se demandent même si certaines administrations, à court de devises, n'auraient pas été tentées d'utiliser de tels moyens pour recueillir les fonds dont elles ont besoin.

Toujours est-il que les fibres sont bien organisées. En visite récemment au National Palace Museum de Taïwan, nous y avons vu de superbes instruments de musique en bronze et en pierre, vieux de deux mille ans. Le musée, qui ne disposait pas de telles pièces, nous a dit l'un des conservateurs, a passé commande à des antiquaires de Macao, ceux-ci, par leurs contacts en Chine populaire, ont trouvé en quelques mois ces pièces d'une valeur inestimable et les ont vendues, sans passer bien entendu par les circuits officiels, à Taïwan. C'est le bon moment pour acheter des poteries néolithiques. En 1984, il y en avait très peu, mais, depuis l'année dernière, il y en a plein. Elles sont en parfaite condition et ne coûtent pas très cher. Les gens les vendent parce qu'ils ont besoin d'argent. Nous en avons acheté beaucoup », a ajouté le conservateur.

PATRICE DE BEER.



**MA 309**  
**POUR 25 F** PENDANT 59 MOIS  
**PAR JOUR.**  
*C'est pas du cinéma!*

Jusqu'au 15 décembre 86, le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente\* à décrire les budgets!

Avec un dépôt de garantie de 8 520 F et un 1<sup>er</sup> loyer de 14 200 F. Et ensuite seulement 750 F par mois, pendant 59 mois, soit 25 F par jour. Valeur de rachat en fin de contrat : 11 360 F (dont 8 520 F de dépôt de garantie déjà versé). Coût total en cas d'acquisition : 69 810 F.

Faites vos comptes! Une 309 pour 25 F par jour pendant 59 mois, ça, c'est pas du cinéma!

\* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par LOCADIN.  
Modèle présenté : 309 - A.M. 87. Prix tarifé au 14.11.86 : 56 800 F.



**RÉSEAU PEUGEOT TALBOT**



## Les déclarations de M. Chirac sur TF 1



M. Chirac a répondu, le dimanche 30 novembre, pendant plus d'une heure aux questions de deux journalistes de TF 1.

Le premier ministre possède un dogme qu'il tire d'une phrase du message adressé par M. Mitterrand au Parlement après le 16 mars : « La Constitution, c'est la Constitution mais toute la Constitution... ». Il en déduit une règle d'action : « le gouvernement gouverne ». Il précise : « la majorité a défini une plate-forme, elle a remporté les élections, elle soutient le gouvernement qu'elle applique et appliquera son programme... ». Hors de cette ligne de conduite énoncée sous forme de théorie, point de salut ! Tout le M. Chirac d'affirmer avec une conviction calme et qu'il veut rendre communicative : « Je suis d'une sérénité totale ».

Dans le décor Grand Siècle du bureau de l'hôtel Matignon, l'émission « Questions à domicile », ne répondait pas à son titre. M. Chirac n'était pas dans l'intimité de son habitude. M. Chirac n'était pas dans l'intimité de son habitude. M. Chirac n'était pas dans l'intimité de son habitude.

montrant parfois cassant envers ses interrogateurs pourtant bien dévoués. Il a aussi montré — quoi qu'il en ait dit — que la situation était assez grave, les critiques assez nombreuses, les incompréhensions assez diverses et les contestations assez sérieuses pour se défaire de la moindre facilité et de toute improvisation.

M. Chirac, manifestement, savait ce qu'il voulait dire et il ne s'en est pas laissé détourner, refusant même, avec une certaine irritation, de se laisser entraîner sur d'autres terrains que ceux qu'il avait choisis.

Ainsi, sans livrer la moindre confiance sur ses relations avec M. Mitterrand — le seul fait d'être « français et au service de la France » constituerait un bien évident, — il a insisté sur le fait que les décisions du président de la République seraient sans portée pratique si elles n'étaient pas mises en application par le gouvernement. Il répondait ainsi tout à la fois aux craintes des « barbares » et à la diatribe de M. Chabandon contre la cohabitation. Le garde des sceaux se sentira-t-il désemparé par le premier ministre ? Ce dernier feint de ne pas attacher une grande importance aux états d'âme de son ministre

de la justice, laissant même entendre que de telles foudrues ne sauraient le détourner de sa résolution de poursuivre sa tâche. M. Chirac n'est donc manifestement pas à la recherche d'affrontements ni avec le président de la République, ni avec d'autres hommes ou d'autres forces.

Ainsi au terme d'une démonstration convaincue — que le gouvernement aurait sans doute dû faire plus tôt — M. Chirac a annoncé une nouvelle rédaction de la réforme universitaire et il s'est gardé d'accuser les étudiants d'être manipulés par des forces politiques, comme le font pourtant ses propres amis.

Il a également admis que les gardiens des prisons « privées » — terme qu'il refuse — soient placés sous l'autorité de la puissance publique. Il a enfin précisé que le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse serait maintenu. Le premier ministre avait le souci manifeste d'étouffer dans l'œuf tout risque de crise et de désamorcer certaines des attaques dont il est en ce moment la cible non seulement de la part de l'opposition, mais aussi d'une fraction de sa majorité et surtout d'une partie de l'électorat.

Il s'est, en revanche, montré tout à fait résolu à maintenir la politique qu'il a définie dans d'autres

domaines comme le code de la nationalité, les expulsions d'étrangers en situation irrégulière et délinquants, et enfin la lutte contre le chômage.

Quant au sort des otages M. Chirac a répété qu'il ne saurait être l'objet d'aucun marchandage. Cherchant à rétablir la confiance — avec l'Iran tout en refusant de lui vendre des armes il attend que cette confiance se manifeste par des « gestes », c'est-à-dire que ce pays use de son influence sur ceux qui détiennent les otages français. Il a également redit que la Syrie est le partenaire obligé de toute solution à la crise au Liban où la France entend toujours assumer ses responsabilités.

M. Chirac a voulu donner de lui l'image d'un chef de gouvernement connaissant ses dossiers dans le détail, fidèle au contrat conclu avec les électeurs de la majorité, tout absorbé selon la formule de Turgot par « la difficulté de prévoir le présent » et peut-être de « basifolier dans les prairies » des perspectives présidentielles. M. Chirac a démontré cependant, pendant plus d'une heure, que, d'une autre façon, on peut également préparer avec soin cette échéance.

ANDRÉ PASSERON.

## « Que l'on prenne les huit ou quinze jours nécessaires pour s'expliquer » indique le premier ministre à l'adresse des étudiants

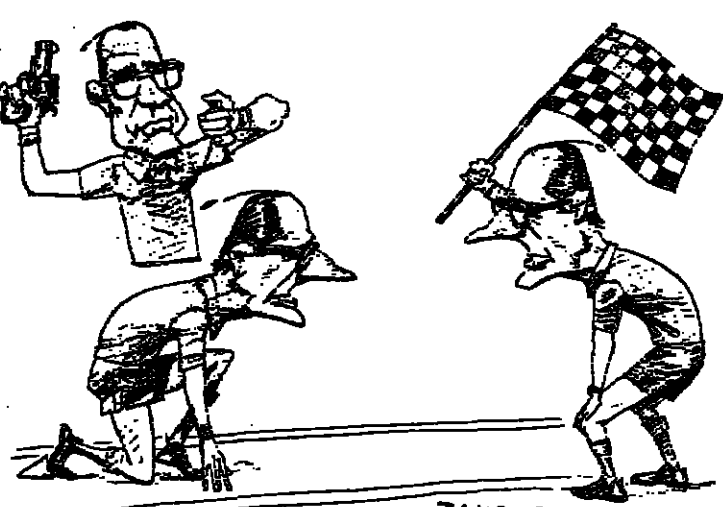
M. Jacques Chirac a affirmé qu'« aucune » des décisions qu'il a prises depuis huit mois n'aurait été différente si M. François Mitterrand n'avait pas été à l'Élysée. Il est « naturel » et « légitime », a observé M. Chirac, que le président de la République « dise ce qu'il pense » sur certains problèmes de politique intérieure, mais « ce n'est pas de nature à modifier l'action du gouvernement », lequel « agit conformément aux engagements qu'il avait pris pendant la campagne électorale ».

« Je ne vois pas, pour ma part, a déclaré le premier ministre, ce qui a pu ou ce qui pourrait gêner l'action du gouvernement dans le cadre de la cohabitation. Selon M. Chirac, « même dans les domaines où, traditionnellement, le président de la République a un pouvoir important — celui de la défense et celui des affaires étrangères, — outre le fait qu'il s'agit de deux domaines (...) où il y a une sorte de consensus national et où il n'y a pas de divergences de vues (...), quelle serait la portée d'une décision qui serait prise par un président de la République et qui ne serait pas appliquée ou exécutée (...) par le gouvernement (...) ou qui ne serait pas ratifiée, ensuite, par le Parlement ? »

C'est, vraiment, le type même du faux débat.

Le premier ministre a expliqué, ensuite, au sujet du projet de loi Devaquet, que ce texte était nécessaire parce que « la loi précédente n'est pas appliquée dans la plupart des universités ». Ce projet s'inscrit dans la lutte contre le chômage des jeunes, « l'un des grands échecs », a dit M. Chirac, des gouvernements qui nous ont précédés. « Un étudiant sur deux sort de l'université sans diplôme », a-t-il souligné, et, parmi les diplômés, « un sur trois ne trouve pas de situation ».

L'université a deux vocations, a déclaré le premier ministre. C'est un ensemble qui doit permettre de donner la culture, et une culture destinée à (...) ce qui (...) justifie le refus de ce que certains appellent « c'est un faux problème — la sélection. Tous le monde doit pouvoir entrer à l'université à partir du moment où il a (...) le baccalauréat. (...) Il n'empêche que, lorsqu'on regarde le bilan actuel de l'université, c'est un échec tel qu'il faut tout de même penser que ces universités sont également nécessaires pour donner le savoir-faire à des jeunes et faire en sorte que ceux qui ne veulent pas simplement acquiescer un savoir, mais (...) les



moyens d'avoir un métier, de s'y épanouir, d'assumer leurs responsabilités, d'y gagner leur vie, puissent le faire.

### Des « malentendus »

Selon M. Chirac, le projet de loi de M. Devaquet « répond tout à fait à ces exigences ». « Un certain nombre de malentendus, peut-être des malentendus du gouvernement (...) — dont je prends l'entière responsabilité — ont fait qu'il y a eu une contestation (...) Alors, discutons », a dit M. Chirac.

Les diplômes nationaux ? Ah ! Fichtre ! Bien sûr qu'il ne faut pas y toucher. Et si quelqu'un peut imaginer que dans la rédaction (du projet) ils sont touchés, il faut changer la rédaction, a déclaré M. Chirac. (...) Les diplômes nationaux sont le socle même de notre système d'éducation. Le premier ministre juge, ce même temps, « légitime que telle ou telle université veuille développer, dans le

cadre de la décentralisation, de sa propre vocation, de ses ambitions naturelles, tel ou tel diplôme, qui peut être également reconnu ».

Les droits d'inscription ? « C'est plus sérieux (...). Cette différence — entre 400 F et 800 F — choque, semble-t-il, non seulement les étudiants, mais, probablement aussi, un certain nombre de parents d'élèves, parce qu'elle est contraire à une idée très largement approuvée ou admise dans notre pays, et qui est l'égalité de tous et la gratuité de l'enseignement. Alors s'il s'agit (...) de se mettre d'accord sur une formule en ce qui concerne les droits (...), je n'y vois aucun inconvénient », a indiqué le premier ministre.

M. Chirac a expliqué enfin que, Paris mis à part, « partout les universités sont en situation d'accueillir la totalité des bacheliers ou équivalents qui se présenteront ». Pour les universités de la capitale, « il faudra une période d'adaptation et un « plan d'accompagnement ».

afin de garantir que tous les bacheliers qui le voudront pourront entrer à l'université. « Tous les bacheliers, sans exception, par définition, ont vocation à entrer à l'université et pourront y entrer. »

« Puisqu'il y a un malentendu ou contestation, a dit M. Chirac, que l'on prenne les huit jours ou les quinze jours nécessaires pour s'expliquer. Si le texte que j'ai retenu et que j'ai présenté au conseil des ministres (...) n'est pas clair sur tel ou tel point, contrairement à ce que j'avais pensé, eh bien ! il faut, naturellement, le modifier (...). Il n'y a pas de divergences de vues sur le fond. S'il y a des problèmes d'expression qui peuvent prêter à ambiguïté, eh bien ! la concertation nous permettra de les (résoudre). »

### « On ne devient pas français à la sauvette »

M. Chirac a été interrogé, ensuite, sur la réforme du code de la nationalité. « On ne devient pas français à la sauvette, a-t-il dit, parce que, simplement, on a oublié de dire qu'on ne voulait pas l'être. S'agissant des enfants nés en France de parents (...) qui ont été français avant la décolonisation et qui, depuis, ont opté pour la nationalité, par exemple, algérienne — c'est ce qu'on appelle les « beurs », — ils ne sont absolument pas touchés », a affirmé M. Chirac. Pour les autres, a précisé le premier ministre, « c'est le juge, de façon que cela soit tout à fait indépendant de l'administration », qui sera compétent pour accorder ou refuser la demande de nationalité française, sur deux critères : « Un minimum de connaissance de la langue » et l'absence de condamnations supérieures à six mois de prison. « Le texte tel qu'il est préparé, a dit M. Chirac, sera, s'il est voté, le texte de loin le plus libéral de ceux

qui régissent la nationalité de tous les pays comparables à la France ».

L'expulsion de cent un Maliens en situation irrégulière, en octobre dernier, est « l'exécution d'une politique, qui sera poursuivie sans aucune agressivité », a déclaré M. Chirac. C'est mon problème, a dit le premier ministre. Il a précisé que « quelque dix mille » personnes avaient été reconduites à la frontière ou expulsées depuis huit mois et qu'il est « tout à fait d'accord » pour éviter « les procédures qui choquent », telles que celle qui avait consisté à embarquer ces cent un Maliens dans un « charter ».

Au sujet des prisons « habilitées par l'Etat » et dont « la construction et la gestion » seront « privées », le premier ministre a d'abord observé qu'un tel système existe dans l'éducation surveillée, où même « le gardiennage est privé ». Il s'est ensuite, déclaré « tout à fait disposé » à modifier le projet de loi de M. Alain Chabandon, de telle sorte que les gardiens de ces prisons habilitées « soient placés sous l'autorité publique », mais il ne voit pas de raison de se priver du recours à la construction et à la gestion privées, « beaucoup plus rentables », pour répondre aux besoins créés par l'insécurité, d'une part, par la vétusté des prisons, d'autre part.

Le premier ministre s'est déclaré hostile à la remise en cause du remboursement de l'ITVG par la Sécurité sociale. « Nous n'allons pas ajouter (...) une inégalité supplémentaire, a-t-il dit, entre ceux qui pourraient accéder à l'avortement et ceux qui ne pourraient pas. »

Interrogé sur les accusations portées au sein de la majorité, contre les journalistes de la télévision et sur le soutien formulé par M. Franck Borotra, porte-parole du RPR, d'une « intervention » de la Commission nationale de la communication et

(Lire la suite page 14.)

## Celui qui gouverne

M. JACQUES CHIRAC a, évidemment, sur tous ses alliés, rivaux, adversaires, critiques, censeurs et détracteurs du moment, un avantage, pris à bon compte : il est le chef de l'Etat. En période de cohabitation, il n'est pas inopportun de le rappeler, surtout quand certains boulevardiers se remplissent de porteurs de pancartes aussi ironiques que décadentes. Ceux-ci peuvent, à leur corps défendant, rendre service à celui qui tient les leviers de la machine gouvernementale, pourvu qu'il sache épouser le terrain. Leçon apprise en mai 1981 au côté de Georges Pompidou, n'a pas été oubliée, par M. Chirac.

Le premier ministre gouverne : cela a été dit, sur TF 1, dimanche soir — dans un créneau horaire naguère inauguré par le président de la République — à l'intention, d'abord, de M. François Mitterrand. Il est « naturel » et « légitime » que le chef de l'Etat exprime son opinion sur les problèmes de politique intérieure dont il a à connaître en conseil des ministres. La Constitution, en outre, s'agissant de la défense, et la tradition, pour la politique étrangère, font que ces problèmes sont « réservés à l'appréciation du chef de l'Etat ». Moyennant quoi, le gouvernement applique le programme sur lequel sa majorité a été élue.

M. Chirac, ainsi, a formulé l'épologue provisoire de la dernière manche de cette partie de go, engagée par M. Mitterrand au début de l'automne. Il s'agit, comme on sait, dans ce jeu chinois, d'occuper l'espace de l'adversaire sans s'y laisser soi-même enfermer. Bilan au 1<sup>er</sup> décembre : le chef du gouvernement reconnaît au chef de l'Etat un « pouvoir important », autrement dit le pouvoir qu'il importe, en matière de défense et de relations extérieures, il précise, bien sûr, que c'est sans conséquence, puisque M. Mitterrand s'est résolu à continuer, dans ces deux domaines, la politique du général de Gaulle.

Deuxième destinataire du message : le barreau. Au député de Lyon et à ceux qui l'écourent, le premier ministre a affirmé qu'« aucune » — décision prise par lui n'aurait été différente sans l'intervention de M. Mitterrand. En revanche, le président de la République

n'aurait pu, lui, prendre aucune décision qui ne fût approuvée par le gouvernement. On se demande alors pourquoi le mode de déploiement du nouveau missile nucléaire terrestre n'a pas été précisé dans le projet de loi de programmation militaire, par exemple, puisque le premier ministre dit qu'il avait les moyens d'imposer son point de vue et que le président de la République ne les avait pas...

Le premier ministre gouverne : cela s'adresse, enfin, aux étudiants, aux lycéens et à leurs familles. S'il y a un malentendu, défaut d'explication ou impropriété des termes dans le projet de réforme universitaire de M. Alain Devaquet, M. Chirac en prend la responsabilité. Et la « contestation » si sympathique, à laquelle il désigne un brevet de vigilance démocratique et anti-technocratique, au cas où de bon d'entendre l'attention du bon prince sur les — avec sa permission... — détours de ses forts complicités ministres. Les diplômes nationaux ? « Ah ! Fichtre ! Bien sûr qu'il ne faut pas y toucher ! » On croirait entendre M. Mitterrand lançant à la télévision, il y a deux ans : « On paie trop d'impôts ! » (citation résumée).

M. Chirac se donne « huit jours ou quinze jours » pour ramener les étudiants dans leurs universités, les lycéens dans leurs lycées et un calme studieux, dans les appartements, après le dîner. Sur les autres problèmes de société, soulevés par les initiatives gouvernementales et dont son porte-parole avait observé qu'ils étaient propices à une offensive de la gauche, le premier ministre a partiellement joué les démineurs : pas de remise en cause du remboursement de l'ITVG par la Sécurité sociale, maintien des dispositions actuelles du code de la nationalité pour les « beurs », contrôle de l'administration pénitentiaire sur les gardiens des futures prisons « habilitées ».

Le vrai rendez-vous que M. Chirac donne aux Français, c'est celui du taux de croissance de 2,5 % en 1987, a-t-il prédit « à vue de nez ». Une économie qui repart, voilà qui, plus sûrement que tous les discours, fait taire les critiques et ne profite qu'à un seul : celui qui gouverne.

PATRICK JARREAU.

## Dans chaque université...

(Suite de la première page.)

La sélection ? Envoyée, puisque « tous les bacheliers qui le voudront pourront entrer à l'université dans les disciplines qu'ils choisiront ». Les diplômes nationaux ? Il n'est pas question d'y toucher.

Cet état d'esprit conciliant conduit à une observation : si le gouvernement donne satisfaction aux étudiants sur ces trois points, il fait purement et simplement disparaître de la loi les seules dispositions qui donnaient un peu d'autonomie aux universités. Du même coup, le projet Devaquet ne répond plus au principe affirmé par M. Chirac lui-même dans son discours-programme du 9 avril : « Dans l'enseignement supérieur, le principe d'autonomie doit être définitivement concrétisé tant à l'entrée — au moment de la sélection des étudiants — qu'à la sortie — au moment de la délivrance des diplômes. » Sélection à l'entrée, autonomie des universités dans la délivrance de diplômes, ces principes, dont on veut maintenant nous faire croire qu'ils n'ont jamais été envisagés, constituent bel et bien le programme du gouvernement.

Quant à la possibilité donnée aux universités de faire valoir les droits d'inscription, s'il est vrai qu'elle a été introduite par un amendement du Sénat, elle est bien la conséquence logique du principe de l'autonomie. Céder sur ces trois points, c'est donc bien tourner le dos aux intentions annoncées et, du même coup, rendre encore un peu plus douteuse la nécessité même de la loi. D'où l'embarras manifeste de M. Chirac

et son désir de lâcher du lest sans paraître reculer en rase campagne.

### Le poids du centralisme

Cet épisode montre une chose : que le gouvernement, entraîné par l'enthousiasme des idéologues « libéraux », n'aient pas su apprécier la difficulté qu'il y aurait à passer d'un système uniforme et centralisé (même si ce n'est qu'en apparence) à un système d'autonomie.

C'est la notion même d'égalité devant le service public qui se trouve subitement remise en cause, puisque l'autonomie implique que les prestations fournies par les différents établissements pourront ne plus être équivalentes et que les usagers auront la possibilité de choix. On a beau dire que l'égalité dans le régime actuel n'est qu'un leurre et que la diversité des prestations et un début de sélection (au moins à Paris) existent déjà bel et bien, il suffit que l'équivalence soit assurée formellement pour que chacun ait le sentiment d'être protégé contre les aléas d'un marché aux mécanismes obscurs.

Il est vrai que l'autonomie introduit d'avantage de transparence, qu'elle oblige les responsables des établissements à faire preuve d'initiative, qu'elle peut encourager l'innovation. Mais ses partisans ont insuffisamment pris en compte les problèmes redoutables que poserait une libération soudaine dans un pays aussi centralisé que le nôtre, où le système universitaire est complètement dominé par quelques établissements parisiens et ceux de

rare métropoles régionales. Accorder l'autonomie aux universités revient simplement à consacrer cette suprématie. L'égalité de traitement des établissements et les diplômes nationaux sont la seule protection de la quasi-totalité des universités de province contre cet état de fait.

L'autonomie des universités est sans doute l'un des moyens de dynamiser et d'adapter l'enseignement supérieur. Mais elle ne peut être que le résultat d'un lent processus d'adaptation. Et elle ne peut

aboutir que si elle est accompagnée par un environnement favorable. Le fait qu'elle ait été précédée par la loi Edgar Faure de 1968 ne l'a guère fait avancer dans les faits. En revanche, les lois sur la décentralisation ont largement contribué à lui donner une réalité. Elle ne progressera pas à coups de déclarations fracassantes ou d'articles de loi votés à l'arraché. Elle doit, pour aboutir, être portée par une volonté collective et perçue comme un progrès et non comme une menace.

FREDERIC GAUSSEN.

## Inutile d'en rajouter...

« Un étudiant sur deux sort sans diplôme. Un diplômé sur trois est sans travail », a affirmé M. Chirac. Die ! Heureusement pour les étudiants, la situation n'est quand même pas aussi sombre. S'il est vrai que le taux d'abandon en première année peut dépasser 50 %, il ne s'agit pas le plus souvent d'échecs définitifs. Bon nombre d'étudiants se réorientent ensuite dans d'autres voies et obtiennent des diplômes. Selon les enquêtes du CEREC (Centre d'études et de recherche sur les qualifications), le taux d'échec dans le premier cycle se situe autour de 20 % (1). Il est très faible ensuite, dans les deuxième et troisième cycles.

Quant aux diplômés, les travaux les plus récents du même CEREC, montrant que le taux de chômage en ce qui les concerne est d'environ 14 % (2).

20 %, 14 % : ces chiffres sont déjà alarmants. Mais de là à les doubler pour les besoins de la démonstration...

Cette manipulation est d'autant plus inutile que M. Devaquet a souvent expliqué que sa loi s'attachait uniquement aux structures et ne s'occupait pas de la formation. Et aussi qu'à son avis, la professionnalisation n'était pas la mission fondamentale des universités qui devaient se consacrer en priorité à la recherche et à la formation générale.

F. G.

(1) Voir l'article « Université : les échecs du premier cycle » dans le Monde de l'éducation d'avril 1984.

(2) Voir l'article « La crise a relativement épargné les diplômés des universités » dans le Monde du 21 octobre 1986.

كلمة من السيد

## Politique

### Les déclarations de M. Chirac sur TF 1

(Suite de la page 13.)

des libertés (CNCL), M. Chirac a déclaré : « C'est sa vocation. Elle a été créée pour intervenir, l'imaginer, qu'elle intervienne ». C'est aussi à la CNCL, a-t-il dit, qu'il faut demander quand elle procédera à la nomination des PDG des chaînes et à la privatisation de TF 1. Pour cette dernière, M. Chirac ne soutient « personne ». « Il faut que cela se fasse en même temps que pour la 5 », a-t-il dit.

#### Pas d'armes pour l'Iran ou la Syrie

A propos des négociations pour la libération des otages français détenus au Liban, M. Chirac a indiqué qu'il avait interrompu, à son arrivée au gouvernement, tout ce qu'il pouvait connaître comme

contacts non officiels et que les seuls contacts qu'il avait eus lui-même avaient été « sous le niveau des responsables administratifs et politiques, et au grand jour ». « Ceci est vrai pour l'Iran comme pour la Syrie et pour les autres », a-t-il ajouté.

Interrogé sur les émissaires qu'il aurait envoyés en Syrie, M. Chirac a répondu qu'il n'en avait envoyé aucun, sinon des membres de son cabinet (1), qui « sont allés deux fois en Syrie pour récupérer deux fois deux otages ». Il a affirmé, d'autre part, qu'« aucune arme » n'avait été exportée par la France ni en Iran ni en Syrie.

M. Chirac a souligné qu'il ne lui appartenait « en aucun cas » de libérer Anis Naccache, auteur de la tentative d'assassinat contre l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, comme certaines informa-

tions de presse lui en prêtaient l'intention. « Seule une mesure de grâce peut le faire libérer. Seul le chef de l'Etat peut le gracier. C'est à lui qu'il faut poser la question, pas à moi », a-t-il dit.

Sur le contentieux financier franco-iranien, après avoir rappelé que la France avait effectué un premier versement de 330 millions de dollars à l'Iran, le premier ministre a ajouté que « le processus de normalisation se déroule ». Il a souligné, bien que, un jour ou l'autre, cette confiance se manifeste de façon claire par un certain nombre de gestes », a-t-il souligné.

#### La situation de l'emploi

M. Chirac, estime d'autre part, que l'économie française devrait se retrouver, à la fin de l'année, avec le

même nombre d'emplois qu'au début, alors que, de 1981 à 1985, la France avait perdu 600 000 emplois nets. Pour 1987, « nous espérons une augmentation nette du nombre des emplois », a-t-il ajouté. Le plan d'emploi pour les jeunes a été « un succès », selon M. Chirac, qui a rappelé que 600 000 jeunes ont été engagés grâce aux mesures d'urgence lancées par M. Philippe Séguin, le ministre des affaires sociales et de l'emploi. La croissance de la France, en 1987, devrait, « à vue de nez », être de l'ordre de 2,5 %, a pronostiqué le premier ministre, qui a reconnu que cela serait insuffisant pour permettre l'amélioration de l'emploi. « Il faudra faire un effort important d'innovation, en matière d'emplois nouveaux, d'emplois de proximité, qui pourront être des emplois de passage », a expliqué M. Chirac.

Interrogé, enfin, sur les élections présidentielles, M. Chirac a déclaré : « Je ne me sens pas dans la période pré-présidentielle. Je suis dans la période post-législative ». Reprenant la formule de Turgot selon laquelle « la difficulté, c'est de prévoir le présent », le premier ministre a souligné : « Cela me suffit. (...) Je respecte ma majorité, je

conduis mon gouvernement en appliquant notre programme. C'est la seule chose qui m'occupe ». Il a ajouté : « Je ne sens aucunement investi d'une responsabilité qui ne me permet pas de m'écarter, de basculer dans les prairies des perspectives présidentielles, qui sont, pour le moment, loin de mes préoccupations ».

(1) Il s'agit de M. Michel Rimeux, chef de cabinet de M. Chirac. Le journaliste a également cité le nom de Jean-Charles Marchiani, ancien ministre du SDECE, le premier ministre a indiqué qu'il ne le connaissait pas. Ancien chef de cabinet au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (aujourd'hui, la Direction générale de la sécurité extérieure), M. Jean-Charles Marchiani a été exclu des services secrets français en 1970. Il

a longtemps travaillé, ensuite, dans une filiale d'Air France spécialisée dans la restauration, avant d'être employé par une société, basée à Paris, spécialisée dans les études d'investissements à l'étranger. Son nom a été avancé dans la presse, à plusieurs reprises (Le Monde du 10 et du 30 octobre), pour avoir servi d'émissaire, en compagnie d'un proche libanais de M. Charles Fawaz, avec des interlocuteurs syriens à Damas. — (NDLR)

#### Code de la nationalité

### Les bons Beurs et les autres

« Pour les Beurs, il n'y aura aucun changement à la situation actuelle », a déclaré M. Chirac en commentant le nouveau code de la nationalité établi par le gouvernement. La remarque a dû étonner plus d'un. Tout dépend, à vrai dire, de ce qu'on met derrière cette appellation.

Pour le premier ministre, les Beurs sont « les enfants nés en France de parents qui étaient français et sont devenus algériens » à l'indépendance de leur pays. Or ce terme en verlan (ayant pour origine l'inversion du mot « Arabe » et entré depuis peu au Petit Larousse) désigne généralement tous les Maghrébins de la deuxième génération, quels que soient la nationalité ou le lieu de naissance de leurs parents. En lui donnant une définition différente, M. Chirac a pris le risque de mal se faire comprendre et d'embrouiller un peu plus un sujet déjà bien compliqué.

Le nouveau code de la nationalité voudrait instituer, en réalité, deux régimes différents : l'un pour les enfants nés en France de parents étrangers nés eux-mêmes sur le territoire français (dont l'ex-Algérie française) ; l'autre pour les enfants nés en France de parents étrangers nés eux-mêmes à l'étranger. Les premiers continueront d'être automatiquement français à la naissance, tandis que les seconds ne seront plus automatiquement français à dix-huit ans : ils devront en faire la demande.

C'est cette différenciation que contestent — pour des raisons idéologiques opposées — le Front national et les défenseurs des immigrés. Car, après des décennies, le gouvernement a choisi une voie moyenne, supprimant le « droit du sol » simple mais maintenant le « double droit du sol » (enfant né en France d'un parent né lui-même en France). La thèse défendue par M. Chirac sur la nécessaire volontarisme s'en trouve sensiblement affaiblie. On ne voit pas pourquoi certains Beurs seraient tellement plus français que d'autres.

#### Carte de séjour à l'Université

Le parallèle avec l'Université est frappant. Pourquoi tout ce chahut ? Il n'y a rien de changé, affirme le ministre de l'Éducation nationale, M. Monory. La garde des sceaux, M. Chandon, ne disait pas autre chose, le mois dernier, à propos du code de la nationalité. Dans les deux cas, un projet de loi ambigu, devenu insaisissable à force d'être amendé, souève une tempête d'une ampleur inattendue.

L'agitation étudiante a éclipsé, en effet, le mouvement de soutien aux jeunes immigrés, qui ne cessait de grossir depuis quelques semaines. Éclipsé ou prolongé ? M. Le Pen n'est pas le seul à avoir noté la présence de nombreux Beurs dans les cortèges étudiants. « Expulsez Devaquet, pas les immigrés », ont écrit des lycéens, en réclamant « une carte de séjour » à l'Université.

Les projets de loi de MM. Devaquet et Chandon expriment-ils « la même logique d'exclusion », comme l'affirme SCS-Rassemblement ? En tout cas, un combat nourrit l'autre, et on le verra mercredi 3 décembre, à la Mutualité, lors d'une manifestation patronnée par de nombreux intellectuels et artistes « pour l'arrêt immédiat des expulsions et le retrait du projet de réforme du code de la nationalité ».

M. Chirac n'a rien dit, dimanche soir, de l'aspect le moins contestable de son projet de loi : celui qui vise à lutter contre les mariages blancs. Si le gouvernement s'était contenté de cette

réforme, nul n'aurait eu de sérieuses raisons à lui opposer. Dans une société où on se marie de moins en moins, et où on divorce de plus en plus, il n'est pas logique de maintenir telle quelle cette acquisition automatique de nationalité. Les socialistes généraux ont introduit une restriction. Son inefficacité, (11 oppositions par an sur 10 000 cas, selon M. Chandon) pouvait justifier un nouvel amendement.

#### « Il fallait éteindre un incendie »

Autre chose est de remettre en question les acquisitions automatiques de nationalité à dix-huit ans pour des enfants d'étrangers nés en France, mais dont les parents sont nés à l'étranger. Si la loi était de ne pas « faire des Français contre leur gré », ne suffisait-il pas de mettre en place un système d'information, que la loi actuelle prévoit un refus de l'intéressé dans l'année précédant sa majorité ?

La nationalité française n'est pas rien, en effet. Mais autant une démarche volontaire est nécessaire pour un adulte candidat à la naturalisation, autant le choix demandé à des adolescents passablement paumés, ballottés entre deux cultures, peut paraître injuste. Ces jeunes nés en France n'ont — quoi qu'il leur arrive — pas d'autre patrie. D'ailleurs, leur demande volontaire auprès d'un tribunal ne suffit pas. Comme l'a clairement dit M. Chandon, le 19 novembre, à des députés du RPR, de l'UDF et du Front national, membres du groupe d'étude de l'Assemblée nationale sur l'immigration, « les jeunes ayant été condamnés à une peine supérieure à six mois de prison et à une peine quelconque pour des délits tels que coups et blessures volontaires, vol, usage et trafic de drogue, ne pourront devenir français ».

Le véritable but du gouvernement n'est sans doute ni de défendre un principe de volontarisme ni de réduire sensiblement le nombre des nouveaux Français, mais de s'adresser à l'opinion. « Il fallait éteindre un incendie », affirme un responsable gouvernemental. Autrement dit, empêcher le Front national d'exploiter davantage les sentiments anti-immigrés d'une bonne partie de l'électorat de droite.

« Les cris indignés de la gauche, souligne un député de la majorité, sont moins gênants que les critiques entendues dans nos propres rangs. Beaucoup pensent que le gouvernement a trop cédé et qu'il faut durcir son projet de loi ».

M. Chandon joue sur les deux tableaux. Aux défenseurs du code actuel, il dit : rien d'essentiel ne va changer. Et à ses censeurs de droite : nous allons changer beaucoup de choses, comme en témoignent les réactions de la gauche. La plus étrange, dans cette affaire, est qu'on s'attaque aux acquisitions automatiques de nationalité à dix-huit ans, alors qu'elles sont en passe de se régler toutes seules. Les enfants d'origine étrangère qui vont naître désormais en France appartiendront pour la plupart à la troisième génération. Leurs parents étant eux-mêmes nés en France, ces enfants seront automatiquement français à la naissance en vertu de l'article 23, auquel le gouvernement ne prétend pas toucher. Il n'y aura plus que de « vrais » Beurs, et ils seront tous français, au berceau, comme tous les Français « de souche », sans l'avoir jamais choisi ni demandé.

ROBERT SOLÉ.

#### Chez les étudiants en grève

### L'apprentissage de la démocratie

Report de la discussion parlementaire sur le projet de loi Devaquet et paix des braves » proposée dimanche soir par le premier ministre, prêt à discuter des points contestés de la réforme universitaire : c'est ce changement de décor spectaculaire qui vont devoir évaluer, dès lundi matin, les assemblées générales des étudiants en grève. Elles auront pratiquement deux jours pour le faire, puisque c'est mardi après-midi que doit se tenir une nouvelle réunion de la « coordination nationale » destinée à préparer la manifestation du 4 décembre à Paris.

Le recul gouvernemental est-il un gage acceptable ou un écran de fumée, une véritable ouverture ou une manœuvre de diversion visant à priver la contestation étudiante de ce texte-repoussoir qu'est devenu en quelques jours le projet de réforme universitaire ? Des réponses apportées par les étudiants à cette question dépend évidemment l'avenir.

Dès l'annonce du changement d'attitude gouvernementale, vendredi dernier, les réactions se sont lancées dans les amphithéâtres, étaient partagées. Pour les uns, les promesses des hommes politiques sont autant de leurres, et les étudiants ne tomberont pas dans le panneau. Bien au contraire, disent les plus déterminés, le pouvoir fasciste ne peut qu'inciter la poursuite et à durcir le mouvement, en occupant les universités, notamment, jusqu'au retrait définitif du texte de loi. « Nous ne sommes pas nés de la dernière pluie et nous n'allons pas nous faire rouler dans la farine. On est prêts à continuer », pouvait-on entendre à la Sorbonne.

D'autres, au contraire, étaient beaucoup plus circonspects : « Si le gouvernement veut vraiment discuter et nous proposer des amendements sur les droits d'inscription, la sélection et les diplômes nationaux, ça risque de paillier ». Non seulement, en effet, bon nombre d'étudiants, insatisfaits de la grève dans l'espoir de forcer précisément une telle négociation, mais un certain nombre de voix, y compris parmi les grévistes, insistent sur le fait qu'une prolongation du mouvement risquerait de compromettre l'année universitaire.

Quant à M. Philippe Darrulat, président de l'UNEF-ID, il se garde de trancher prématurément : « S'il

s'agit de répondre positivement au mouvement des étudiants, nous serons prêts à discuter de la grève et de son extension à toute l'éducation nationale ».

Si l'attitude qu'adopteront les assemblées générales est imprévisible, une chose est probable : elle sera représentative de la majorité des étudiants. Cette génération, qui refuse la capacité des députés et autres ministres à régler son sort par une loi, pratique la démocratie avec le naturel et le sérieux de parlementaires chevronnés. Démocratie directe, d'abord. En quelques jours, les AG des différentes universités en grève sont devenues autant de mini-parlements étudiants où les règles du vote majoritaire sont appliquées de façon scrupuleuse, les voix comptées, les abstentionnistes décomptés, et tout cela consigné par les présidents de séance.

#### « Ce n'est pas sûr »

On peut estimer qu'il est facile de se compter quand la dynamique du mouvement suscite un consensus assez large (comme ce a été le cas jusqu'à présent) et qu'il sera moins tentant de le faire de manière aussi ouverte si les opinions sont plus mitigées. Le dernier vote des étudiants de Censier, par exemple, sur le principe de l'occupation des locaux à partir de cette semaine tend à prouver que les étudiants acceptent d'aller discuter avec les pouvoirs publics : qui sera mandaté et sur quelles bases ? Les syndicats étudiants revendiqueront-ils une place autonome dans une éventuelle concertation ?

Certains vont encore plus loin. A la Sorbonne (Panthéon-Paris-1), une consultation très formalisée a commencé vendredi et se poursuivra toute la journée de lundi pour permettre aux étudiants, sur présentation de leur carte, de déposer dans une urne cadenassée un bulletin pour ou contre l'occupation des locaux de l'université. A Dauphine, un vote sur deux questions (pour ou contre la loi, pour ou contre la grève) sera organisé mardi à l'initiative de la présidence de l'université.

Mais les étudiants de 1986, que l'on a déjà dit responsables et res-

listes, découvrent en même temps les contraintes de la démocratie représentative. Ainsi les mandats qui sont donnés aux députés de chaque université à la coordination nationale sont loin d'être traités à la légère. De même que cette coordination propose des initiatives et n'est pas en situation de les imposer, de même les députés étudiants apprennent beaucoup plus comme des messagers de leur base et de médiateurs que comme des meneurs.

La réaction assez vive, en fin de semaine dernière, devant la monopolisation des relations avec les grands médias par Philippe Darrulat et Isabelle Thomas, tous deux responsables de l'UNEF-ID, en dit long sur le refus de toute tentative de récupération. Les commissions presse des universités parisiennes ont donc décidé de proposer à la coordination nationale d'être cinq personnes chargées d'être les porte-parole du mouvement auprès des médias comme des responsables politiques. « Nous sommes tout à fait d'accord sur le soutien que nous apporte l'UNEF-ID, mais le mouvement dépasse largement ce syndicat et il n'y a pas de raison qu'il monopolise les relations avec l'extérieur ». A quoi l'UNEF-ID répond simplement : « Il est tout à fait normal que le mouvement s'organise et que des structures de représentation émergent progressivement. Cela nous redonnera une certaine liberté pour nous exprimer au nom du syndicat ».

Ce problème de représentativité ne doit pas se poser encore plus d'actualité si les étudiants acceptent d'aller discuter avec les pouvoirs publics : qui sera mandaté et sur quelles bases ? Les syndicats étudiants revendiqueront-ils une place autonome dans une éventuelle concertation ?

Le fonctionnement démocratique du mouvement étudiant, la soumission des responsables de l'UNEF-ID qui se sont largement effacés devant la masse des non-syndiqués tout en orientant et en accompagnant le mouvement, tout contribue à rendre imprévisible la réponse que les étudiants apporteront au gouvernement — sinon sur la manifestation de jeudi, qui recueille une large adhésion, du moins sur les modalités d'une action à plus long terme.

GÉRARD COURTOIS.

### Réussir disent-ils

A France s'ennuyait. Oubliées les frayeurs de la vague terroriste, lassants les épisodes d'une cohabitation aux allures de querelle de vieux couple, répétitives les sermons sur la montagne du libéralisme, décalées les protestations d'une gauche figée dans le souvenir du pouvoir : le pays s'ennuyait de vivre sans vrai drame l'alternance des revanches.

Et puis surgit, du peuple de la jeunesse, un mouvement subit, ample, surprenant. Lame de fond ou écume provisoire ? La suite le dira, mais dès les premiers frémissements on s'agitait à droite, et à gauche on espérait : ce novembre serait-il un autre mai ? Ces jeunes qui n'étaient pas nés en 1968, ou étaient au berceau, allaient-ils démentir leur réputation d'individualisme forcené, inverse leur image d'indifférence, leur obsession supposée de petit confort, leur ambition limitée aux frontières du rock, de la BD et du bon job à décrocher ? Eprouvèrent-ils enfin quelque chose, ces enfants sages, à une époque où leurs parents, quand ils pensent à l'avenir, se rongent les sangs ?

Rapprochements et différences. Qu'ils le valaient ou non, il y a eu mai 68 dans ce mouvement, mais plus et moins que cela, et parfois son contraire. Même beau temps, mais mai fut chaud et novembre finit froid. Même spontanéité : une levée en masse. Mais la plupart des cadres que s'est donnés le mouvement ne sont pas membres de groupuscules politiques et organisés, comme naguère. Les gauchistes ont quarante ans et leurs enfants n'ont pas forcément le désir de les imiter.

D'ailleurs il n'y a plus de pavés. En 1968, le prétexte à la révolte contre les pères (et contre de Gaulle, père suprême) avait été fourni par l'engrègement d'une répression non sanglante mais brutale. En 1986, c'est un projet de loi qui sert de détonateur. Il y a dix-huit ans les étudiants étaient passifs, indifférents, devant l'Assemblée nationale. Jeudi ils en ont fait le but de leur marif. La loi et ceux qui la font, quelle révérence, finalement !

#### Mai à l'envers

Rapprochements et différences aussi du côté du pouvoir et de son comportement. Même stupeur d'un superbe prise à contrepied, qui attendait tout sauf cela. Mêmes tentatives — discrètes cette fois, M. Mitterrand étant à l'Elysée et non plus en position de faire don de sa personne à la République vacillante — mêmes tentatives donc de prendre en compte le train de la jeunesse, qui, comme jadis, s'en moque éperdument. Mais le pouvoir, s'il est du même parti, a, lui, compris les leçons du passé. Il est loin le temps où un ministre du général, séduisant, envisageait de faire tirer sur les étudiants. A la bataille de rue — ou à ses simulacres — a succédé une bataille de communication. MM. Monory et Devaquet multiplient les déclarations éloquentes, les propos de bon pape compréhensif et de grand-frère secourable sur le thème du « malentendu ».

Pour l'instant, il y a un côté mai à l'envers dans cette affaire. Moins que

d'une « illusion lyrique » diagnostiquée naguère par Malraux cela pourrait relever d'une « illusion pratique ». Ce qui paraît en cause, du moins consciemment, dans le mouvement présent, autant que la « générosité » que discerne M. Lang, c'est l'avenir concret de chacun. On a tellement placé la réussite individuelle au rang des valeurs suprêmes, en France, depuis quelques années, que les jeunes ont fini par y croire. Leur réussite est au bout du chemin. Ils en veulent les moyens. Tout ce qui peut se présenter comme une manière d'entrave de la part des empêcheurs de réussir en rond et d'évoquer le milieu de son choix est ressenti comme injuste. Comment, nous ne pourrions pas tous réussir ?

Au risque de choquer, on peut se demander s'il n'y avait pas dans les immenses cortèges de jeudi comme une incommensurable cohabitation d'individus ayant d'abord en commun le souci de leur avenir particulier. Rien n'y indique pour l'heure une radicale mise en cause de la société ou une nouvelle révolution culturelle. Qu'on les rassure en leur disant qu'ils iront tous à l'université, à moins de frais, dans les foyers de leur choix, et, sans doute, la plupart s'y engouffreront pour travailler. A moins qu'une soudaine maladresse du pouvoir ne vienne donner à ces protestataires contre l'échec d'autres aliments et d'autres perspectives. Travailler et réussir, disaient-ils. Aurait-ils trop bien compris le langage qu'on leur tient de toutes parts, jusque dans les rangs des anciens de 68 ?

BRUNO FRAPPAT.

#### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Chandon :

### la cohabitation est perverse

M. Alain Chandon, garde des sceaux, a déclaré samedi 29 novembre à Touzoung (Nord) au cours d'une réunion organisée par le RPR : « Hélas incontournable, la cohabitation est perverse car elle affaiblit le pouvoir de diriger le pays. Vu de l'étranger, le char de l'Etat est devenu un attelage où chacun tire à hue et à dia de son côté. Vu de l'intérieur, le fonctionnement quotidien de la cohabitation est plus pénible encore. Car à l'Elysée, derrière l'apparence d'un arbitre impartial au-dessus de la mêlée, se cache en réalité un opposant déterminé, qui s'efforce par ses critiques publiques l'effort du gouvernement ».

« Il faut que les Français le sachent, est notamment tous ceux qui s'imaginent que la cohabitation est une sorte d'union nationale forcée et conduit à un meilleur équilibre des forces. Rien ne serait plus faux que de croire que la cohabitation est une situation après 1988 en disant un président de gauche avec une majorité qui lui soit opposée. Vous devez le dire vous-mêmes haut et fort ».

Le ministre a également évoqué ceux qui refusent la cohabitation en disant : « Si certains peuvent se mettre en réserve c'est parce que d'autres acceptent de monter en première ligne. Nous sommes de ceux-là ».

#### M. Balladur :

### aucun déséquilibre

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, évoque la « cohabitation » dans une interview à l'hebdomadaire Le Point en estimant que celle-ci fonctionne normalement. Il réfute les objections de M. Barre en disant : « Il ne faut pas avoir de notre Constitution une conception monolithique. L'une de ses qualités est justement la souplesse. Or, chacun le constate, le gouvernement gouverne avec la confiance de sa majorité parlementaire. Je ne trouve guère la trace de [compromis] dans notre action. Nous menons exactement la politique que nous avons définie et que le pays a approuvée ».

« En matière de politique étrangère comme en matière de défense, nos institutions prévoient une coopération entre le président et le premier ministre, dont les pouvoirs sont étroitement imbriqués. Qui peut imposer son point de vue ? C'est affaire de circonstances », M. Balladur estime que les ordonnances doivent être édictées par le président de la République « dès lors qu'elles sont approuvées par le conseil des ministres », mais il admet qu'il n'existe « aucune autorité apte à décider, contre le sentiment du président de la République ».

Quant à l'avenir, le ministre d'Etat considère que « lorsqu'un président dispose d'une majorité parlementaire pour le soutenir, il devient le véritable chef du gouvernement pouvant imposer sa volonté dans tous les domaines de son choix ». M. Balladur estime enfin qu'il n'y a « aujourd'hui » aucun déséquilibre mais évoque un « normal des pouvoirs que la Constitution reconnaît au premier ministre ».

« POUR QUE NOUS

POUVOIR PERSONNEL »

COMITÉ DU LIVRE

10, rue de la République - 75001 Paris

01 47 71 40 71

01 47 71 40 71

01 47 71 40 71

01 47 71 40 71

01 47 71 40 71



# Politique

Le débat sur les prisons privées

## M. Chalandon « n'est entêté sur rien » déclare la chancellerie

Les gardiens de prison du privé sont-ils des fonctionnaires ? La question est posée depuis les déclarations de M. Chirac, interrogé sur la privatisation des prisons critiquée par le président de la République et désapprouvée par le Conseil d'Etat, le premier ministre s'est montré soucieux de l'éclaircir.

Il ne verrait ainsi « aucun inconvénient » à ce que les gardiens du privé soient placés sous « l'autorité publique ». Du reste le garde des sceaux « est en train d'étudier cette solution ».

Quelle solution ? Il est encore trop tôt pour le dire. « Nous ne sommes bloqués sur rien », commentait-on lundi à la chancellerie où l'on faisait état, comme preuve de bonne volonté, de discussions qui doivent avoir lieu cette semaine. Ainsi M. Albin Chalandon doit-il rencontrer mercredi les sénateurs de la commission des lois. Parallèlement, la chancellerie s'apprête à nouer des liens de coopération avec les syndicats FO de l'administration pénitentiaire, les plus représentatifs dans ce secteur. M. Chalandon, qui a reçu, le vendredi 28 novembre, M. André Bergeron n'est pas « entêté » insiste-t-on place Vendôme. Il se propose, fait-on remarquer, en acceptant d'amputer de dix

mille places l'ambitieux programme de construction qu'il s'était fixé. Avis négatif du Conseil d'Etat, opposition de M. François Mitterrand, remous dans la majorité, en particulier chez les « baristes », le projet Chalandon n'en finit pas de susciter des critiques toutes centrées sur « la » question de principe : l'Etat peut-il se déssaisir au profit d'entreprises privées d'une de ses prérogatives essentielles, l'exécution des peines ?

M. Chalandon avait imaginé des garde-fous jugés aujourd'hui insuffisants par M. Chirac : le greffe des prisons privées serait « placé sous la responsabilité d'un fonctionnaire de l'Etat » ; l'usage des armes, par les gardiens du privé, serait limité « aux agents spécialement habilités à cet effet » ; ces mêmes gardiens feraient l'objet « d'un agrément individuel délivré par l'Etat pour une fonction déterminée », agrément révocable à tout moment, etc.

Pour le reste, le projet Chalandon était plutôt flou. « Les établissements pénitentiaires gérés par une personne morale autre que l'Etat », lit-on dans le texte adopté le 19 novembre par le conseil des ministres, sont soumis au contrôle des autorités administratives et

judiciaires, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat ».

Ce manque de précision est à l'origine de la fâcheuse impression de « bradage » au privé que M. Chirac s'est efforcé de dissiper dimanche. Pour autant, le premier ministre n'a pas été très précis. C'est « vague », regrette-t-il lundi matin M. Jacques Viallet, secrétaire général du puissant Syndicat national des personnels de surveillance FO.

Deux solutions s'offrent désormais à M. Chalandon : placer les gardiens du privé sous l'autorité du public. C'est ce que suggèrent les propos de M. Chirac. Cela signifierait que les chefs d'établissement pourraient rester des fonctionnaires ou que l'Etat déléguerait dans chaque prison privée des « commissaires pénitentiaires », une solution déjà envisagée à la chancellerie l'été dernier.

L'autre solution a été suggérée au garde des sceaux par M. Jean-Pierre Martinet, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction FO. Les gardiens qui sont en contact régulier et direct avec les détenus et ont sur eux un pouvoir de coercition démentiraient « des fonctionnaires ». Par ce biais — et cette astuce — l'exécution des peines resterait ainsi aux mains de l'Etat.

On le voit, la gamme des solutions possibles est large, pour contourner l'écueil parlementaire et éviter, si possible, les foudres du Conseil constitutionnel. Pragmatique, le garde des sceaux est prêt à faire des concessions mais il garde son jeu en main pour n'abandonner la bonne carte qu'au moment opportun.

B. L. G.

La préparation de l'élection présidentielle

## Unanimité de façade au Front national

Progressivement et laborieusement, le Front national se met en ordre de bataille pour l'élection présidentielle. Réuni le samedi 29 novembre à huis clos, son conseil national, composé de l'ensemble des élus et des responsables de fédération, a demandé à l'unanimité à M. Jean-Marie Le Pen « d'annoncer au plus vite sa candidature à la présidence de la République ».

M. Le Pen continue d'entourer sa démarche d'un haze de précautions. Rendu compte, dimanche, des travaux de ce conseil national, il a indiqué que la résolution ne pouvait en aucun cas constituer « une annonce officielle » de sa candidature, dont il « se réservait de choisir la date ».

Toutefois, M. Le Pen est décidé « à partir tôt en campagne ». Il ajoute que ce « ne faisait pas partie de l'établissement », il a encore « beaucoup à faire pour être perçu tel qu'il est ». De même au cours de sa conférence de presse de dimanche, M. Le Pen a contesté ses déclarations au *Monde* des 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre : il juge « prématurée » la question d'un éventuel désistement au second tour.

Cette prudence de M. Le Pen est la conséquence directe du trouble que continue de provoquer sa sein de son mouvement le débat engagé depuis

plusieurs semaines sur la place du Front national dans sa campagne et sur le choix du candidat à soutenir au second tour de l'élection présidentielle. L'unanimité signalée samedi, à l'issue du conseil national, n'est donc que de façade.

Ce conseil national n'a rien réglé. L'annonce par M. Le Pen de la création d'un comité de soutien présidé par M. Olivier d'Ormesson, député européen, assisté de M. Jean-Marie Le Chevalier, autre parlementaire européen, et de M. Pierre Durand, rédacteur en chef du journal *Présent*, sans témoigner d'un réel élargissement, fait grincer des dents.

Autre sujet de friction : la confirmation, au cours de ce même conseil national, de la candidature de M. Pascal Arrighi à la mairie de Marseille. Ces différends ne sont pas apparus clairement au cours de ce conseil national, mais ils s'expriment ailleurs, dans la presse militante du parti, *National hebdo*, dont le dernier numéro date du 27 novembre s'intitule désormais « le journal du Front national », et non plus « le journal de Jean-Marie Le Pen ».

Pour M. Roland Gaucher, l'un des codirecteurs de l'hebdomadaire, « ce journal, pour coller à l'actualité doit être écrit à chaud... Il ne saurait être soumis à une sorte de censure sous peine d'être rédigé dans la langue de bois chère à

l'humanité ». « Ce comportement, admet-il, implique des risques, notamment d'engager sur une phrase, sur un mot, la responsabilité du futur candidat à la présidence de la République ». Il y a donc débat, menace de censure, voire de disparitions. Dans le même numéro, l'autre codirecteur de *National hebdo*, M. Michel Collinot, signe un long papier qui ne laisse rien ignorer du débat : « L'ouverture en soi, écrit-il, est nécessaire et même fondamentale pour l'asphyxie. Mais sa définition est un peu comme celle de la liberté selon Mouton. C'est une fenêtre sans murs, sans fenêtres, il n'y a pas d'air, mais si vous agrandissez la fenêtre sans cesse, la maison s'écroule... »

D. C.

« Trois mille manifestants pour le MPTT » : Prétextes de quelques élus locaux torpides, trois mille personnes environ (plus de dix mille selon les organisateurs) ont défilé à Paris, samedi 28 novembre, à l'appel du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT), trotskiste lambertiste. La plupart des slogans de cette manifestation pour « l'unité des travailleurs » prônaient « la grève générale », « l'action commune » entre étudiants, ouvriers et paysans.

## Trop cher

estime le Syndicat de la magistrature

Le Syndicat de la magistrature est résolument opposé aux prisons privées. Au cours de son XIX<sup>e</sup> congrès annuel, qui a eu lieu à Paris du 28 au 30 novembre, ses adhérents ont tiré à boulets rouges contre le projet Chalandon. Le syndicat y est opposé pour des raisons de principe (on ne délègue pas le pouvoir de punir) et pour des raisons de coût. Contrairement à ce qu'a affirmé M. Jacques Chirac, dimanche 30 novembre, sur TF 1, le syndicat estime que les prisons privées coûteraient cher, trop cher.

Au-delà de ces objections, le syndicat refuse la logique qui sous-tend les projets du garde des sceaux en matière de toxicomanie et de délinquance. Il y a, à ses yeux, d'autres solutions que l'emprisonnement, la prévention, au premier chef.

Le congrès a permis de constater que le Syndicat de la magistrature est en bonne santé : 458 adhérents présents ou représentés et 1 018 cotisants revendiqués, pour une organisation qui a recueilli 32,27 % des suffrages exprimés dans les tribunaux aux élections professionnelles du mois de mai, et 26,8 % dans les cours d'appel, un score en progression sur le précédent scrutin, celui de 1983.

Les congressistes ont profondément renouvelé leur parlement permanent, le conseil syndical. Ce conseil élira le 15 décembre un nouveau bureau. A cette occasion, M. Lionel Bonan, substitut à Melun à partir du 1<sup>er</sup> janvier, pourrait remplacer M<sup>me</sup> Simone Gaborian comme président et M. Jean-Pierre Deschamps, juge à Paris, succéder à M. Jean-Paul Jean comme secrétaire général. Les mandats de M<sup>me</sup> Gaborian et de M. Jean arrivent à expiration au cours de ce congrès.

Le Syndicat de la magistrature estime inconstitutionnelle la privatisation des prisons, ce qui n'est pas une surprise, et économiquement désastreux ce projet, avec des arguments qui méritent attention.

Les contribuables, explique-t-il, paieront plus cher les nouvelles prisons qu'il faut construire. Pour financer quinze mille places de prisons privées à 300 000 F la place, soit une dépense de 4,5 milliards de francs, le garde des sceaux avait en effet trois solutions :

1) Laisser ces quinze mille places à la charge de l'Etat qui en aurait supporté le coût pendant trois ans. « Un milliard et demi l'an, cela représente, certes, une augmentation du budget de la justice, explique le syndicat, mais cela ne dépasse guère 1 % du budget de l'Etat ».

2) Lancer un emprunt, ainsi que le préconise l'autre grande organisation de la magistrature, l'Union syndicale des magistrats (USM). A l'initiative de M. Albin Chalandon, le Syndicat de la magistrature estime sur ce point « qu'il y a contradiction à avancer que les Français veulent plus de prisons, mais ne souhaitent pas de emprunt pour les construire ».

3) Abandonner la construction de nouvelles prisons au privé. C'est la solution retenue par M. Chalandon. C'est cependant la plus onéreuse car les entreprises privées devront, elles aussi, emprunter, mais à un taux moins avantageux que l'Etat, en surcoût qu'elles feront supporter aux contribuables.

Plus onéreuse pour la construction, la solution Chalandon sera aussi plus coûteuse pour la gestion.

Le syndicat estime en effet que les entreprises privées « ne parviendront jamais à blanchir et à nourrir les détenus pour moins cher que l'Etat ». En revanche, elles seront assujetties à la taxe professionnelle que l'Etat ne paie pas aujourd'hui et qu'elles lui factureront. « Selon les départements et les communes d'implantation, estime le syndicat, on peut chiffrer ce surcoût fiscal entre 5 % et 12 % du prix d'une journée de détention ».

Désireuses de dégager une marge bénéficiaire, les entreprises privées, devront donc faire des économies quelque part. Sur le salaire des surveillants ? Le syndicat estime que ce n'est pas possible. En réduisant le nombre de surveillants ? Là encore, le syndicat n'y croit pas.

D'une part, souligne-t-il, la France est, de tous les pays européens, celui où le taux d'encadrement des détenus est le plus faible (il est d'un gardien pour trois personnes incarcérées ; certaines entreprises privées affirment pouvoir le ramener à un pour huit). « D'autre part, souligne le syndicat, plus on abaisse le nombre de surveillants, plus on restreint les possibilités d'activités pour les détenus (travail, sport, enseignement...), et, par là-même, leurs chances de réinsertion ».

## Déshumanisation

Ancien directeur de l'administration pénitentiaire et membre du syndicat jusqu'à 1981, M<sup>me</sup> Myriam Ezratty partage cette conviction. Limiter le nombre des gardiens n'est pas, explique-t-elle, favoriser la surveillance électronique, donc se résoudre à une déshumanisation des prisons. « De plus, ajoute, d'expériences, M<sup>me</sup> Ezratty, l'électronique, ça tombe en panne. Les fruits de maintenance sont extrêmement élevés. Et puis, on s'est aperçu que les rapports entre surveillants et détenus étaient le meilleur moyen de prévenir les suicides et les évasions ».

Cette condamnation sans appel des prisons privées n'empêche pas le Syndicat de la magistrature de faire son autocritique. Car qui envoie des peines déraisonnables en prison sinon les magistrats ? La surpopulation des établissements pénitentiaires, a ainsi affirmé M<sup>me</sup> Mireille Imbert-Caretta, magistrat à la chancellerie, c'est un peu l'échec du syndicat et du tiers des magistrats qui se reconnaissent en lui.

Cela ne décourage pas le Syndicat de la magistrature de rappeler chaque année ses thèses sur la prison : développement du travail d'intérêt général et des autres peines alternatives à l'emprisonnement ; humanisation des établissements pénitentiaires, etc.

Au congrès de l'année dernière, M. Jean-Pierre Michel, député (PS) de Haute-Saône et l'un des pères fondateurs du syndicat, avait plaidé pour la disparition, à terme, des prisons. Dans l'enthousiasme général, les congressistes avaient adopté une motion en ce sens. M. Michel n'a pas changé d'avis ; ses camarades syndiqués non plus. Entre-temps, le nombre de détenus est passé de quarante et un mille à cinquante mille. Comme l'a dit M. Deschamps, il faudrait, pour inverser cette tendance, que « la prison sorte un jour de la tête des juges ». A commencer par les syndiqués et leurs sympathisants.

BERTRAND LE GENDRE.

## Votre argent liquide peut devenir un excellent placement

Plus de 7 % après impôts sans bloquer votre argent qui reste disponible sous 24 h

10 % c'est le rendement que vous auriez procuré CORTAL COURT TERME en 1985\*

OUI, c'est possible, et peu de particuliers le savent : vous pouvez placer l'argent liquide que vous gardez disponible pendant quelques semaines ou quelques mois en vue d'un règlement important ou pour faire face à toute éventualité.

L'objectif de Cortal Court Terme est en effet, de vous procurer un rendement analogue à celui d'un placement sur le marché monétaire (taxe pratiquée par les banques entre elles) : actuellement de l'ordre de 7 %.

Et avec Cortal Court Terme, vous pouvez enfin obtenir une bonne rémunération pour votre argent liquide, sans le bloquer : vous pouvez retirer de l'argent à tout moment sans avoir à payer quoi que ce soit, aucune taxe, aucun frais, aucune pénalité. Par un simple coup de fil vous pouvez disposer de vos fonds dès le lendemain.

C'est pratiquement aussi simple et rapide qu'avec votre compte bancaire. La seule différence est celle-ci : votre argent vous rapporte actuellement environ 7 %, au lieu d'être grignoté par l'inflation (actuellement de l'ordre de 2,5 %).

Outre ce bon rendement, et une disponibilité totale, Cortal Court Terme vous apporte en plus 3 avantages décisifs :

1. Une fiscalité favorable : Cortal Court Terme est une SICAV de Trésorerie. A ce titre vous bénéficiez de la fiscalité avantageuse des obligations : « plus-values » pas d'impôt si le montant de vos cessions annuelles d'obligations et d'actions est inférieur à environ 285.800 F (seuil 1985) et, sinon, imposition à 16 % seulement.

\* Taux de rendement annuel en 1985 : 10,2 %.

**Impôts**  
(dans certains cas)  
**0,00 %**  
**frais d'entrée**  
**0,00 %**  
**frais de sortie**  
**0,00 %**

• **Revenus** : si vous êtes marié, vous n'êtes pas imposés sur vos 10 000 premiers francs de revenus d'actions ou d'obligations. Au-delà possibilité d'opter pour le prélèvement libératoire à 28 %. Vous pouvez donc très facilement ne pas payer d'impôts sur les gains de Cortal Court Terme.

2. Un accès facile : Vous pouvez placer ou retirer votre argent par tranches d'environ 12 000 F et vous n'avez aucune frais à supporter, ni à l'entrée, ni à la sortie. Ainsi votre rendement n'est pas amputé, même si votre placement est de courte durée.

3. La rapidité : Tout doit se faire rapidement. Grâce au service Cortal vous pouvez donner toutes vos instructions par courrier, par téléphone, ou même par télex sans avoir à vous déplacer. Mais ce n'est pas tout, vous bénéficiez aussi de nombreux autres avantages que vous découvrirez dans la documentation Cortal Court Terme.

Cortal Court Terme est une Société d'investissement à capital variable (SICAV), dont le siège social est à la Bourse, 8 avenue Robert 75116 Paris. Tél. 01.42.55.55.55. (Requête sur rendez-vous)

## Faites vos comptes :

Vous pouvez gagner plus de 4500 F par an sur vos réserves d'argent liquide.

Cet exemple le prouve : En faisant l'hypothèse d'un rendement de 7 %, Cortal Court Terme vous apporte des gains substantiels sur votre argent liquide, au lieu de le laisser grignoté par l'inflation (2,5 % actuellement).

➔ **1700 F par l'argent** de vos réserves actuelles

Vous mettez 50 000 F de côté pour un achat important (une voiture, par exemple) ? Vous pouvez gagner 1700 F environ, en 6 mois.

➔ **350 F par l'argent** de vos réserves

Votre prochain « tiers » est de 22 000 F ? Cette somme, placée 3 mois en Cortal Court Terme peut vous rapporter 350 F.

➔ **2450 F par l'argent** de vos réserves

Vous conservez une « réserve de sécurité » de 35 000 F ? Placée en Cortal Court Terme, elle est disponible en 24 heures et peut vous rapporter 2450 F l'an.

➔ **4000 F d'argent** de vos réserves

Vous avez une « réserve de sécurité » de 1 million placée pendant 4 mois peut rapporter plus de 23 000 F.

➔ **7 % annuel** pour la trésorerie d'une entreprise

Cortal Court Terme est aussi particulièrement bien adaptée à la valorisation de la trésorerie positive des PME sur un court laps de temps : 1 million placé pendant 4 mois peut rapporter plus de 23 000 F.

Ogilvy & Mather

## CORTAL

la garantie

Compagnie Bancaire

Cortal Court Terme mais aussi Cortal 1000, Ticket Cortal, Cortal-Pierre, Cortal-Immo, Cortal Monde... sont des placements proposés par Cortal, la banque du groupe Compagnie Bancaire spécialisée dans les placements financiers. Le groupe de la Compagnie Bancaire : UCB, CFC, LOCASAL, UFB, CETELEM, CARIF, CORTA, SRVIM... ce sont 80 sociétés, 7000 collaborateurs, 3 millions de clients. L'importance de ses opérations le situe parmi les 10 premiers établissements bancaires de France.

27, rue d'Orléans - 92023 Neuilly-sur-Seine Cedex (Requête sur rendez-vous)

URGENT

sans engagement

Adressez-moi le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL COURT TERME : sécurité, disponibilité, fiscalité avantageuse.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. (dom) \_\_\_\_\_ (bureau) \_\_\_\_\_

Renvoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'accompagner à :  
CORTAL, Libre réponse 60582  
92229 Neuilly-sur-Seine Cedex, ou appelez, de Paris comme de Province, le 05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge).

**CORTAL COURT TERME**  
est un placement  
**CORTAL**

Je tiens à vous...

## Politique

## La préparation de l'élection présidentielle

## M. Lionel Jospin veut rendre plus difficile la candidature de M. Michel Rocard

Le courant A (mitterrandiste) du PS s'est réuni, à huis clos, le dimanche 30 novembre à Créteil, dans la perspective du congrès socialiste qui doit se tenir au mois d'avril prochain à Lille. Le courant a renforcé sa cohésion autour de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, au point que certains participants croient y déceler au début de « culte de la personnalité ».

M. Jospin a commencé à apporter des réponses à la série de questions qu'il avait posées lors du dernier comité directeur et autour desquelles, selon lui, pourrait s'ordonner la réflexion du congrès. Il a aussi, et surtout, défini la position du courant dominant par rapport aux autres courants socialistes et conclu en souhaitant que les socialistes sortent de leur congrès avec « une identité claire », et l'image, tout aussi claire, d'une formation « apte à gouverner ».

Le premier secrétaire du PS a considéré que les amis de M. Pierre Mauroy sont parmi les socialistes les plus proches des mitterrandistes, dont les séparations essentielles des différences de style et un certain « archaïsme » dans l'expression. Il a, en revanche, souligné que la synthèse avec M. Chevènement présenterait des difficultés et critiqué de nouveau le « républicanisme », qu'il juge réducteur, de l'ancien ministre de l'éducation nationale.

Il a, surtout, fait comprendre à ses amis qu'une synthèse, avant le congrès, avec les amis de M. Rocard était peu probable. Il a en effet dénoncé plusieurs idées de leur chef de file, lui reprochant notamment le « flou » de sa distinction entre la gauche et la droite. Il a conclu : « Michel Rocard n'est pas notre candidat ». M. Laurent Fabius, M. Jacques Delors et la « vieille garde » des anciens conventionnels ont, sur ce terrain, emboîté le pas à leur premier secrétaire.

M. Jean Popereux, numéro deux du PS, a, quant à lui, défendu ses propres idées, exposées dans un texte distribué aux participants de la réunion de Créteil. Ces idées s'ordonnent autour de la définition d'un « pacte national de croissance », déjà présenté par M. Popereux, qui devaient signer, selon le député du Rhône, les différents acteurs sociaux et économiques de la société française.

Bien qu'ils aient auparavant opté pour l'idée d'un « compromis social », sur lequel il fonde le contrat proposé par M. Popereux, les participants de la réunion n'ont pas retenu cette idée. M. Jospin, tout comme M. Delors, l'a jugée irréaliste. Un groupe de travail d'une dizaine de personnes dont font partie, notamment, MM. Popereux, Delors et Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national aux études, est maintenant chargé, à partir des orientations définies à Créteil, de rédiger la contribution du courant A pour le congrès.

## Deux élections cantonales

HAUTES-ALPES : canton de Guillestre (premier tour).

Inscr., 3 456; vot., 2 123; suffr. expr., 2 051. MM. Gilbert Domény (RPR), 846 voix; Jean Escoffier (div. dr.), 473; Louis Abrard (MRG), 354; Robert Michel (div. dr.), 247; Jean Lelièvre (PC), 131. Il y a ballottage.

M. Domény arrive en tête à Flassac du premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 13 septembre, de François Bédard, conseiller général (div. g.) de Guillestre depuis 1964 et maire de Vars depuis 1969.

[Au premier tour des élections de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 266; vot., 2 085; suffr. expr., 1 767. François Bédard, 1 389; REMPLU; M. Lelièvre, 378.]

SAVOIE : canton de Chambéry-Sud (premier tour).

Inscr., 7 314; vot., 3 151; suffr. expr., 3 099. MM. Jean Bolla (UDF-RP), premier adj. au m. de Chambéry, 950 voix; Jean-Yves Camoz (MRG), 819; M<sup>me</sup> Corinne Townley-Coquet (RPR), c.m. de Chambéry, 565; Jean-Yves Maquet (UDF-CDS), adj. au m. de Chambéry, 381; Jean-Marie Barbier (FN), 245; Jean Tinel (PC), 118; Maurice Martinet (FN-ds.), 21. Il y a ballottage.

[M. Pierre Dumas, maire (RPR) de Chambéry, vice-président du conseil régional, élu sénateur le 28 septembre, s'est démis de son mandat de conseiller général pour se conformer à la loi limitant le cumul des mandats. Cette démission a provoqué l'organisation d'une élection partielle qui a vu, au premier tour, les candidats de la majorité se présenter en ordre dispersé. M. Jean Bolla, arrivé en tête avec 30,65 % des suffrages, a été élu de son propre chef conseiller adjoint à la mairie et a démissionné de son mandat de conseiller régional. M<sup>me</sup> Townley-Coquet, soutenue par MM. Dumas et Michel Bédard (RPR), président du conseil général de la Savoie, qui n'a recueilli que 18,23 % des voix. Quant à M. Maquet, qui se présentait contre l'avis du président départemental de l'UDF, M. Jean Bolla, sénateur (CDS), il recueille 12,29 % des suffrages. Au total, ces trois représentants de la majorité recueillent, avec 61,18 %, un score inférieur à celui enregistré par M. Dumas au mois 1982 (67,9 %).

L'opposition voit également ses résultats s'affaiblir par rapport à 1982, qu'il s'agisse de M. Camoz, candidat MRG soutenu par le PS, qui obtient 26,42 % des voix, ou de M. Tinel, représentant du PC, qui recueille 3,8 %

La préparation de l'élection présidentielle a été évoquée, notamment par les amis de M. Fabius qui ont tenté de faire passer l'idée selon laquelle le courant devrait désigner son candidat, dans le parti — à savoir M. Fabius lui-même — afin de ne pas être démunis au cas où M. Mitterrand ne se représenterait pas. Ils se sont heurtés à l'opposition de MM. Jospin, Mermaz, Delors, Naller et Bérégovoy, qui, entre autres, ont affirmé que les socialistes doivent surtout créer les conditions pour que le président se représente. Dans ces conditions, M. Fabius lui-même n'a pas repris l'idée soulevée par ses amis, mais il a souhaité que la « diversité » du courant A soit respectée et qu'y cessent divers « frottements » et « incompréhensions ».

## Le retour de Jacques Delors

La nouvelle donne qui semble se dégager de la réunion de Créteil s'inscrit dans un jeu subtil, dont les principaux acteurs sont MM. Jospin, Rocard, Fabius et, évidemment, M. Mitterrand. En critiquant M. Rocard beaucoup plus fermement qu'il ne l'avait fait depuis longtemps (c'est seulement aujourd'hui qu'il attaque les axes définis par M. Rocard au mois de septembre), M. Jospin donne satisfaction à ceux des mitterrandistes — sur lesquels M. Fabius avait l'intention de s'appuyer — qui craignaient qu'il ne fasse le lit de M. Rocard.

En réaffirmant l'identité du courant et en calmant cette inquiétude diffuse, il coupe court, du même coup, à la tentative des amis de M. Fabius de faire désigner, dès maintenant, le candidat du courant A pour le cas où M. Mitterrand ne se représenterait pas.

Jusqu'à la réunion de Créteil, M. Rocard semblait avoir plusieurs longueurs d'avance sur tout challenger autre que M. Mitterrand lui-même.

des suffrages; il perdent tous deux plus d'un point.

Le manque à gagner dans les deux camps s'explique par la présence de l'extrême droite, qui n'est pas représentée en 1982.

En 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 7 784; vot., 4 915; suffr. expr., 4 895. MM. Dumas, 3 263; REMPLU; Lapeyre (PS), 1 175; Tinel, 220; Salame, 147.]

En 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 7 784; vot., 4 915; suffr. expr., 4 895. MM. Dumas, 3 263; REMPLU; Lapeyre (PS), 1 175; Tinel, 220; Salame, 147.]

SAVOIE : canton de Chambéry-Sud (premier tour).

Inscr., 7 314; vot., 3 151; suffr. expr., 3 099. MM. Jean Bolla (UDF-RP), premier adj. au m. de Chambéry, 950 voix; Jean-Yves Camoz (MRG), 819; M<sup>me</sup> Corinne Townley-Coquet (RPR), c.m. de Chambéry, 565; Jean-Yves Maquet (UDF-CDS), adj. au m. de Chambéry, 381; Jean-Marie Barbier (FN), 245; Jean Tinel (PC), 118; Maurice Martinet (FN-ds.), 21. Il y a ballottage.

[M. Pierre Dumas, maire (RPR) de Chambéry, vice-président du conseil régional, élu sénateur le 28 septembre, s'est démis de son mandat de conseiller général pour se conformer à la loi limitant le cumul des mandats. Cette démission a provoqué l'organisation d'une élection partielle qui a vu, au premier tour, les candidats de la majorité se présenter en ordre dispersé. M. Jean Bolla, arrivé en tête avec 30,65 % des suffrages, a été élu de son propre chef conseiller adjoint à la mairie et a démissionné de son mandat de conseiller régional. M<sup>me</sup> Townley-Coquet, soutenue par MM. Dumas et Michel Bédard (RPR), président du conseil général de la Savoie, qui n'a recueilli que 18,23 % des voix. Quant à M. Maquet, qui se présentait contre l'avis du président départemental de l'UDF, M. Jean Bolla, sénateur (CDS), il recueille 12,29 % des suffrages. Au total, ces trois représentants de la majorité recueillent, avec 61,18 %, un score inférieur à celui enregistré par M. Dumas au mois 1982 (67,9 %).

L'opposition voit également ses résultats s'affaiblir par rapport à 1982, qu'il s'agisse de M. Camoz, candidat MRG soutenu par le PS, qui obtient 26,42 % des voix, ou de M. Tinel, représentant du PC, qui recueille 3,8 %

même; les chises sont désormais moins faciles pour lui, quelle que soit la décision de M. Mitterrand.

Quant à M. Fabius, il ne peut plus désormais exclure tout à fait, dans son propre courant, une candidature de M. Jacques Delors, qui a fait un retour remarqué.

L'ancien premier ministre a relativisé, à Créteil, la popularité de M. Mitterrand dans les sondages, en rappelant qu'elle se fonde en partie sur des électeurs de droite satisfaits d'un président cobbainiste. Mais il est communément admis que M. Mitterrand ne se présentera que s'il est à peu près sûr d'être réélu. Dans le cas contraire, un autre candidat de gauche aurait-il une meilleure chance ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

## Les attentats en Guadeloupe

## La vingtième bombe en une semaine et un suspect transféré à Paris

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Dans le cadre de l'enquête sur les attentats perpétrés tout au long de la semaine dernière en Guadeloupe, après dix-huit mois de calme, un suspect, Lucien Viardot, a été transféré le dimanche 30 novembre à Paris, à l'issue de quatre jours de garde à vue. Peu après le départ de l'archipel de M. Bernard Foss, qui a fait une brève visite aux Antilles, une autre bombe, la vingtième depuis une semaine, a explosé dans la banlieue de Pointe-à-Pitre, à proximité de l'aéroport, provoquant des dégâts matériels légers au siège de la Société immobilière de la Guadeloupe.

Samedi, au cours d'un petit déjeuner de presse organisé à Fort-de-France en Martinique, M. Bernard Foss, ministre des départements et territoires d'outre-mer a félicité les policiers pour leur travail. Le ministre a expliqué que l'un des deux suspects placés en garde à vue (« le Monde » du 30 novembre) — le deuxième se trouvait « en possession de documents manuscrits dont l'auteur avait pu être identifié ».

Le soir même ce sympathisant de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), principale composante indépendantiste de l'archipel), M. Edouard Vainqueur, courtier en assurances, était remis en liberté. Restait donc Lucien Viardot, ce plâtrier interpellé par la police dans la nuit de mercredi à jeudi. Il avait déjà été emprisonné après la découverte d'une cache d'armes à son domicile, en janvier 1985 à Pointe-à-Pitre, et condamné à une peine de prison ferme à la suite d'un attentat commis le 22 mai 1984. Il appartenait au Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI), branche dure du mouvement indépendantiste, bien que cette organisation, dont le chef de file est Luc Reinet, évadé de la prison de Basse-Terre le 16 juin 1985, dément ce lien.

Quant au document auquel faisait allusion M. Foss, il s'agissait, selon des sources policières, de « cibles d'objectifs, cibles éventuelles et points de repères téléphoniques ». De même source l'on précise que Lucien Viardot aurait expliqué que ces documents, dont l'écriture serait celle de Luc Reinet, lui avaient été remis par un inconnu au cours d'une réunion publique.

ANDRÉ LÉGER

## Malgré M. André Rossinot, les radicaux récusent l'allégeance chiraquienne

M. André Rossinot peut être officiellement satisfait. Comme il l'espérait, les radicaux ont accepté au cours de leur quatre-vingt-cinquième congrès, à Limoges, de lever l'incompatibilité imposée par lui-même, un an plus tôt, entre fonctions ministérielles et mandats de président et de secrétaire général du Parti radical. Une disposition introduite à l'époque pour prévenir les

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Le congrès de Limoges aura procuré à M. Rossinot au mieux une victoire à la Pyrrhus, au pire une paix armée. Deux ans après s'être emparé des rênes du plus vieux parti de France, M. Rossinot n'est pas parvenu à s'imposer comme il le souhaitait. La monture radicale semble peu à peu se dérober sous son poids. Et cela, semble-t-il, pour au moins trois raisons.

D'abord : le style, il passe mal. Son souci de personnalisation forcée après ses tentatives estivales d'élaborer l'habit d'un candidat à l'Élysée indigène de plus en plus. Ensuite, M. Rossinot voulait faire le vide autour de lui. Force est de

constater que, malgré les promotions en tout genre, cette tentative a avorté. Sauf à brader sur l'autel du radicalisme leur maroquin tout neuf, MM. Yves Galland et Didier Bariani, respectivement ministre délégué chargé de la décentralisation et secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, ne se sont pas opposés, cette fois, à cette réforme des statuts qu'ils jugeaient pourtant tout à fait inopportune avant d'être absorbés par leur tâche gouvernementale.

Il est vrai aussi que M. Bariani profite de cette réforme. M. Galland lui abandonne un fauteuil de secrétaire général que le maire du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris retrouve dix ans après l'avoir occupé une première fois. A cette différence que M. Bariani entend à présent donner « un profil différent à ce job ». Ce qui en clair signifie qu'il veut s'attribuer une mission plus politique qu'administrative.

Cette précision apportée laisse donc penser que M. Bariani convoite la présidence du parti. Une ambition qui semble également tarauder M. Galland, dont le repli, au demeurant apprécié de militants peu habitués aux démissions volontaires, n'est que tactique.

Maire adjoint de M. Chirac à Paris, M. Galland espère devenir député de Seine-Saint-Denis. Mais, de toute évidence, il ne lui déplairait pas, après ou avant, de devenir aussi le premier des radicaux. Bref, si chacun se félicite de la « convivialité » à la tête de ce parti, le genre des trois paraît difficilement pouvoir être évité.

De sévères rappels à l'ordre

Enfin, c'est toute la stratégie de M. Rossinot ces derniers mois qui s'est retrouvée, au cours de ce congrès, placée sur la sellette. Sa stratégie sur la droite. A trop se rapprocher de M. Chirac et du RPR, M. Rossinot a oublié que la base de son mouvement est plus barriste qu'il ne le pense et que, par définition, elle ne partage pas le bilan optimiste que le maire de Nancy tire des neuf premiers mois de collaboration.

Force est de constater, a ainsi relevé M. André Rossi, député de l'Aisne et ancien ministre, que notre parti a donné l'impression d'un glissement aux limites extérieures des zones territoriales de l'UDF. Or

Contesté également, la stratégie de l'ouverture à gauche. MM. Bariani et Galland eux-mêmes s'y croient pas trop, et M. Rossi s'est fait, semble-t-il, l'interprète de la majorité en soulignant que si « ce souhait [était] louable », cet « intermédiaire faillite de la réconciliation » lui faisait passer « à une chimère bourdonnant dans la tête ».

Ce rapprochement avec le MRG, M. Rossinot devait d'ailleurs le traiter d'une seule phrase banale dans son discours de clôture essentiellement destiné à rappeler que, malgré tout, ce qui avait pu être dit, son action n'était « pas fondée sur l'efficacité ou sur l'efficacité » et que, par conséquent, le Parti radical, sous sa houlette, avait bien la prétention de tenir toute sa place à l'intérieur de l'UDF, sans se lier prématurément les mains.

Au terme de son propos, M. Rossinot a fixé quatre conditions au soutien de son parti au présidentiable de l'UDF : « Le respect de l'identité de chacune de ses composantes; le même respect dans la complémentarité UDF-RPR, un accord sincère et réciproque de désistement » et enfin la garantie que ce candidat n'aura jamais « la moindre alliance ou recherche d'alliance avec le Front national ». Quatre impératifs qui ne pouvaient que recevoir l'assentiment général des militants radicaux et donner à M. Rossinot l'impression, mais seulement l'impression, d'un parti « solide et cohérent ».

DANIEL CARTON

## L'élection municipale partielle de Draguignan (Var)

## La droite l'emporte mais la gauche redevient majoritaire...

MARSEILLE

De notre correspondant régional

La liste conduite par M. Max Piselli (sout. UDF-RPR), qui avait fusionné après le premier tour de scrutin avec celle de M. Angelin German (div. dr.), l'a emporté, le dimanche 30 novembre, au second tour de l'élection municipale partielle de Draguignan (Var). Avec 47,82 % des suffrages exprimés, elle a obtenu 26 sièges sur 35. Les listes dirigées par M. Gérard Sabater (soutien PS-MRG) et Léopold Basi-

lio (div. g.), ont recueilli respectivement 41 % des voix (7 élus) et 11,17 % (2 élus).

Ce second tour de scrutin a été paradoxalement favorable à la gauche qui bien que divisée est redevenue majoritaire. Malgré un taux de participation légèrement supérieur (71,81 % au lieu de 68,94 %), la liste de M. Piselli est loin en effet de retrouver le score réalisé par la droite et l'extrême-droite au premier tour tant en voix (6 071 au lieu de 6 799) qu'en pourcentage (47,82 % au lieu de 54,07 %).

Ces résultats s'expliquent notamment par la prise de position hostile du Front national (8,61 % au premier tour) à l'égard de la personnalité de M. Piselli, transfuge récent du PS et ancien adjoint de l'ex-maire socialiste de Draguignan, M. Edouard Soldani. Le plus important déperdition de voix enregistrée par M. Piselli (entre 7,6 et 8,2 points) apparaît ainsi dans trois des bureaux où le FN avait obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En outre, M. Piselli ne semble pas avoir bénéficié d'un bon report de

voix des électeurs qui avaient voté pour M. German au premier tour, en raison des conditions difficiles dans lesquelles s'est opérée la fusion entre les deux listes. M. German, qui s'est retiré personnellement de la compétition, n'avait d'ailleurs fait qu'appeler ses partisans à voter pour une équipe « qui dispose des atouts nécessaires pour bien gérer la ville » en s'abstenant de citer M. Piselli. Le scrutin a été marqué au denier par un nombre élevé de suffrages blancs ou nuls (952 au lieu de 509 au premier tour).

Alors que la ville doit faire face à de graves difficultés économiques, la nouvelle majorité municipale se révèle ainsi fragile, avec l'obligation de réaliser rapidement son unité et de créer une dynamique. La gauche, elle, a peut-être raté l'occasion qui s'offrait à elle de reprendre la municipalité. Claude M. Sabater a publiquement déploré l'attitude de M. Soldani, lequel, a-t-il déclaré, a accompli un acte de déshonneur en soutenant M. Basilio.

GUYPORTE

	30 novembre 1986	23 novembre 1986	26 février 1984	19 février 1984	13 mars 1983	6 mars 1983
Inscrits	18 969	18 975	17 714	17 722	17 257	17 259
Abstentions	5 322 (28,05 %)	5 892 (31,05 %)	2 861 (16,15 %)	2 785 (15,72 %)	1 896 (10,98 %)	2 562 (14,85 %)
Suffrages exprimés	12 647	13 074	15 332	14 638	14 957	14 297
	voix	%	voix	%	voix	%
• Liste conduite par M. Max Piselli (div. d.)	6 071	47,82	5 124 (1)	40,75	7 414	49,56
• Liste conduite par M. Gérard Sabater (PS)	5 205	41	3 013	23,96	7 543	50,43
• Liste conduite par Léopold Basilio (PS-div.)	1 419	11,17	1 704	13,55		
• Extrême droite			1 083	8,61	882 (4)	6,02
• PCF			1 058	8,41		
• Divers droite			592	4,7		
						1 185

(1) Résultats fusionnés des listes conduites par MM. Piselli et German, le 23 novembre 1986.  
(2) Liste d'union UDF-RPR conduite par M. Jean-Paul Chastres (RPR).  
(3) Liste d'union PC-PS conduite par M. Edouard Soldani (PS).  
(4) Total des listes FN et PFLN.



# Politique

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

DANS la tradition intellectuelle française les chemins de la littérature et de la politique se sont souvent croisés et, parfois, confondus. Les exemples abondent, et pas seulement dans le passé. Des écrivains qui s'engagent dans le combat politique, des hommes politiques tentés par la consécration de l'écriture, cela se voit encore.

Il ne s'agit pourtant pas des plus nombreux sur l'échiquier qui accueille leurs ouvrages. D'autres auteurs s'y pressent, pleins-mêlés. Les uns témoignent de leur participation à la grande ou la petite histoire contemporaine, les autres cherchent une plus grande audience pour d'obscurs travaux universitaires. Il y a aussi les journalistes, qui veulent en dire plus qu'ils n'ont la possibilité de le faire, faute de temps, faute de place, dans leurs organes habituels d'information, et ceux auxquels la réussite, dans leur domaine professionnel, donne des ailes pour survoler l'ensemble des problèmes de la cité.

La grandeur et la simplicité de la politique, c'est, précisément, que tout le monde peut, comme l'on dit, en faire. A une époque où la presse a besoin de la communication, cela produit des résultats inégaux. Ne nous en plaignons pas : ce trop-plein témoigne, plus que ne le ferait le vide, de la liberté d'expression et de la participation à une démocratie vivante. Il suggère une première constatation : l'intérêt pour la chose publique, s'il délaissé les voies du militantisme politique ou syndical, s'exprime davantage dans des interventions individuelles et ponctuelles. Il n'y a pas moins de votants lors des scrutins jugés importants, ni moins de candidats aux divers mandats électifs, et il y a de plus en plus de gens enclins à prendre la parole ou la plume.

La plume, qui : c'est la seconde constatation qui s'impose. Face à la concurrence des autres médias, l'écrit, même s'il n'est que la transcription améliorée d'une expression orale, demeure un support recherché dans le domaine, au sens large, du débat politique. A une époque où les plus hautes responsabilités n'hésitent pas à parler sans crainte de se démentir — on en a eu quelques récents exemples, — l'écriture engage à plus de rigueur et reste la référence d'une pensée accomplie ou qui se cherche. Et c'est ainsi que le troisième tome des *Œuvres complètes de Pierre Mendès France*, qui vient de paraître, occupe, à la vitrine du libraire, des textes qui n'ont pas encore fait leur entrée dans l'histoire.

CETTE chronique, régulièrement consacrée aux ouvrages du domaine politique, ne saurait les accueillir tous. Ils sont nombreux et il y a, dans ce journal, d'autres rubriques qui leur sont ouvertes et d'autres auteurs pour s'y intéresser. La chose qu'elle

effectuera, parmi les titres publiés, s'efforcera de respecter — peut-être aux dépens de la cohérence — la diversité de la production. La politique, c'est la vie, qui foisonne plus qu'elle ne s'ordonne. Tant pis pour la cohérence si le foisonnement fait apparaître, en marge ou en plus du cours ordinaire et répété de la politique, une qualité d'information et de réflexion que seul peut offrir, par le biais de l'écriture, le colloque singulier entre un auteur et son lecteur.

L'INFORMATION et la réflexion, on les trouve, étroitement mêlées, dans le dernier ouvrage de Thierry Pfister, qui s'était précédemment penché sur la *Vie quotidienne à Matignon aux temps de l'union de la gauche*. Deux hommes hâtes font la couverture de ce nouveau livre, intitulé *Dans les coulisses du pouvoir*. La comédie de la cohabitation, François Mitterrand et Jacques Chirac sont les détenteurs de ce pouvoir et les protagonistes de cette comédie. Que se passe-t-il derrière l'image de leur apparente et joyeuse complicité ?

Thierry Pfister ne prétend pas avoir recueilli les confidences spontanées du président de la République et du premier ministre mais, fort de son expérience de journaliste politique qui a vécu de près la pratique du pouvoir, comme conseiller de Pierre Mauroy lorsque celui-ci était premier ministre, il a obtenu de quoi nourrir non seulement la curiosité mais, aussi, la réflexion de ses lecteurs, pour peu qu'ils s'intéressent à la manière dont ils sont gouvernés.

Son enquête a les charmes d'une promenade en compagnie d'un guide qui redécouvre avec vous, sous les couleurs d'une autre saison, un paysage qu'il connaît bien. Thierry Pfister se promène, en effet, de l'Élysée à Matignon, du PS au RPR en passant par l'UDF, en s'arrêtant devant les grands corps de l'État, en faisant des détours par Lille ou Marseille, en scrutant d'un regard aigu les personnages qu'il rencontre. Cela nous vaut nombre d'anecdotes, d'informations, de portraits et de notations qui, avec des échappées inattendues mais toujours instructives, participent au cheminement d'une démonstration tendant à prouver que ce pays vit, très officiellement mais en se cachant, une crise grave, sinon aiguë, de ses institutions.

Au cours de cette promenade, Thierry Pfister raconte, par exemple, comment le choix de Jacques Chirac comme premier ministre s'est fait contre l'avis des principaux responsables du PS réunis pour la circonstance au ministère des P et T par le président de la République, et comment il fut annoncé après que Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas en eurent été informés. Sur un ton vif et parfois au vitriol, l'auteur poursuit en démontant, comme s'il était de la famille, les contradictions et les rivalités internes de l'actuelle

majorité et souligne l'état d'impréparation de ses dossiers. Il pénètre dans le maquis du socialisme marseillais, à la mort de Gaston Defferre, parce qu'il y voit l'une des plus criantes illustrations de la nécessaire recomposition du courant socialiste après l'aventure de l'union de la gauche et l'expérience du pouvoir.

## La plume et l'action

Thierry Pfister ne se croit pas tenu de ménager tous les personnages de la comédie de la cohabitation. S'il a, par exemple, un brin de sympathie pour Philippe Séguin, il descend en flammes François Léotard et n'a pas davantage d'indulgence pour certaines grandes figures de la gauche. A cet égard, on ne s'ennuie pas !

La thèse de l'auteur est que la cohabitation n'habille que « le mensonge et les faux-semblants » et qu'elle recouvre une grave dérive des institutions de la V<sup>e</sup> République, car elle dépossède les deux sources légitimes du pouvoir, directement liées au suffrage universel, le président et l'Assemblée nationale, au profit d'une troisième, le gouvernement, et d'un « partage des pouvoirs internes à la haute fonction publique ».

En contant les histoires de la cohabitation, Thierry Pfister entend, d'abord, illustrer ces dérives dans l'édifice institutionnel, mais il ne saurait, ce n'est pas dans sa nature, se limiter à cette idée centrale. Aussi en livre-t-il beaucoup d'autres en chemin, fruits de ses réflexions comme observateur et, pendant un temps, praticien du pouvoir.

Son expérience le conduit à discerner en ceux qui affrontent le suffrage universel les vrais politiques et à analyser avec perspicacité l'alignement de la composition de leurs entourages. Avant de constater que la communication devient « le principal terrain d'affrontement », il souligne « le caractère totalement artificiel du cours pseudo-technique imposé par Valéry Giscard d'Estaing dans la vie politique française » et décrit les liens souvent mêlés de la presse et de la classe politiques.

S'il épingle l'ancien ministre de la coopération, Christian Nucci, pour sa

légèreté, il ne s'en tient pas là et explique la difficulté de travailler dans le tiers-monde et, notamment en Afrique, en respectant les règles de la comptabilité publique. Il montre comment les états-majors savent sélectionner et former, à quelques exceptions près, les ministres au département de la défense, comment s'organisent les carrières diplomatiques et combien le groupe Hersant pèse de tout son poids sur ses poulains dans l'actuelle majorité.

Thierry Pfister note la prolifération, à travers ce qu'il appelle « les magistratures du troisième type », des organes d'investigation et de contrôle de la vie publique, et il déplore une conception de l'alternance — entre les diverses composantes de la droite comme entre celle-ci et la gauche — qui cherche moins à infléchir le cours de la politique qu'à nourrir sans cesse d'immenses chambres législatives, priviliant les ruptures aux dépens des vraies réformes en les privant de la durée nécessaire à leur accomplissement. Excès d'autant plus déplorables, selon lui, que les rythmes du changement politique sont souvent en décalage avec le mouvement des idées. Il y a du moralisme dans notre promeneur politique, pour autant que l'on doive distinguer l'une et l'autre attitudes.

QUE faire lorsque le pouvoir vous a quitté ? Chercher à le reprendre, certes, mais c'est une entreprise souvent longue et aléatoire. Entre-temps, tout de suite, on peut revivifier l'aventure passée, aboutissement jamais achevé de toute espérance politique, la raconter, en tirer la leçon. Après bien d'autres, Huguette Bouchardau, ancien ministre de l'environnement et de la qualité de la vie, décrit son expérience, « un étonnant voyage à l'intérieur du pouvoir ». D'autant plus étonnant, en ce qui la concerne, qu'elle était plutôt familière de l'opposition dans l'opposition.

Sous le titre *Le Ministère du possible*, Huguette Bouchardau témoigne avec beaucoup de simplicité et de modestie. Pas de grand message dans ce petit livre, mais une série de notations perspicaces sur les mécanismes du pouvoir, à travers les dossiers que l'auteur a eus à connaître (les déchets toxiques de Seveso, la loi Pêche sur la gestion des eaux douces, la pollution automobile à l'échelle européenne, etc.).

Très rapidement, Huguette Bouchardau découvre, avec l'affaire des fûts de dioxine de Seveso portés disparus, « une des réalités du pouvoir, de tous les pouvoirs : la tentation du secret est, écrite, dans leur nature parce qu'ils ont une peur viscérale de l'opinion publique ». Dans cette affaire, note-t-elle, « le gouvernement français, victime du secret, connut la tentation des coupables : le silence ». Huguette Bouchardau opte pour la transparence en invi-

tant les médias à rechercher, de leur côté, l'information véritable plus que l'effet de spectacle.

Notre ministre va de découverte en découverte. Issue de la gauche autogestionnaire, celle du PSU, elle acquiert, au cours de ses trois années de pouvoir, « une opinion précise sur le risque des nationalisations. Il est moins, comme le dit la droite, dans le dirigisme d'Etat, que dans l'étatisme des entreprises. Je grossis le trait, bien sûr, ajoute-t-elle. EDF et le CEA ont reçu dès leur création des missions du pouvoir politique. Puis ils se sont autonomisés et tentent désormais d'imposer eux-mêmes leur politique. Nationalisée ou pas, une entreprise a besoin de sa liberté d'action pour réussir. Il est non moins évident que le pouvoir politique doit garder la sienne ».

Cette leçon valait bien un passage au pouvoir, aussi instructif pour la gauche que pour la droite. Voilà qui justifie l'alternance dans une démocratie qui, conclut Huguette Bouchardau, « vit autant de conflit que de consensus ».

POUR tout savoir sur la cohabitation, il suffit de consulter le *Dictionnaire de la Constitution* qui, dans sa quatrième édition, consacre cinq pages savantes à cette pratique institutionnelle, inédite jusqu'à 1986. Les auteurs décrivent le nouveau partage des pouvoirs qui en résulte et observent que, si le président de la République reste le maître du jeu pour provoquer la sortie de la cohabitation, suivant qu'il prononce la dissolution de l'Assemblée ou qu'il donne sa démission, c'est un jeu qui s'apparente au « quille ou double ». La mise à jour de ce précieux outil de travail et de référence tient compte non seulement des comportements politiques liés à l'actualité mais, aussi, des textes qui ont récemment modifié la lecture de la Constitution.

A propos de la cohabitation, signalons le numéro que lui a consacré la revue de l'association de recherche et d'étude en science politique, *Alternances*, dirigée par Patrick Ledrappier. Le dixième numéro de cette jeune revue a regardé « la gauche dans le rétroviseur » en faisant appel, comme dans le numéro précédent, à des collaborateurs aussi divers que compétents.

★ Dans les coulisses du pouvoir. *La comédie de la cohabitation*, par Thierry Pfister. Albin Michel, 330 p., 85 F.

★ Le Ministère du possible, par Huguette Bouchardau, Alain Moreau, 212 p., 69 F.

★ Dictionnaire de la Constitution, par Raymond Barrillon, Jean-Michel Bérard, Marie-Hélène Bérard, Georges Dupuis, Alain Grangé Cabane, Anne-Marie Le Boe-Le-Pourhiet, Yves Mény. Editions Cujas, 600 p., 98 F.

★ Alternances, revue trimestrielle. Abonnements : 108, Grande-Rue, BP 575, 25027 Besançon Cedex.

## Un colloque sur la religion et la politique

### Une nouvelle idée de la laïcité

L'Institut socialiste d'études et de recherche (ISER) a organisé, les 24, 25 et 26 novembre, au siège du PS, un colloque consacré au « retour du religieux » en politique : la plupart des dirigeants nationaux du PS sont intervenus au cours des débats.

La place prise par les phénomènes religieux sur la scène politique prend de court un parti comme le PS, de tradition laïque et rationnelle. La montée de l'intégrisme dans le pays démocratique comme Israël, l'expansionnisme du régime théocratique iranien, le rôle joué en Amérique latine par la théologie de la libération, l'influence croissante des sectes dans les pays développés : autant de situations diverses, et souvent confuses, qui démontrent la progression des facteurs irrationnels, voire des fanatismes, dans la conduite de la politique.

Dans une sorte d'examen de conscience collectif, les leaders socialistes qui ont participé à ce colloque de l'ISER ont reconnu que les idées laïques battaient en retraite et qu'ils avaient eu tendance, dans le passé, à sous-estimer l'importance des phénomènes de nature religieuse.

Pendant les trois jours de débat, examinant chaque cas, ils se sont surtout interrogés sur les causes de cette montée des intégrismes et des fondamentalismes qui brouillent toutes les cartes, et pas seulement dans le tiers-monde.

Ils ont abouti à des constats très classiques : les intégrismes religieux sont des réponses perverses aux crises sociales et morales. Ils traduisent des replis « identitaires », la faillite des modèles importés (y compris socialistes), l'échec des « messianismes » de type marxiste,

l'agression des sentiments nationaux et patriotiques. Jean-Pierre Chevènement a notamment mis en cause l'« incoscience » de l'Occident à l'égard des pays arabes sur le plan économique, mais aussi culturel : « Le mépris des sociétés arabes est une attitude barbare ».

Les socialistes n'ont pas de recette à proposer pour répondre aux frustrations qui alimentent de telles crises politico-religieuses. Il était même exclu que, en trois jours de débat, ils définissent une attitude face à cette montée de l'irrationnelisme religieux.

#### Ni réponses globales ni sectarisme

Tirant les leçons du passé, de Lionel Jospin à Jean Poperen en passant par Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement, ils ont cependant estimé qu'il fallait se garder de réponses globales et de condamnations sectaires.

Tous les phénomènes religieux, a notamment dit le premier secrétaire du PS, ne sont pas irrationnels. L'islam du « miracle arabe » a une longue histoire de tolérance et d'ouverture. La Réforme en France est liée au progrès de l'esprit de libre examen. Le « progressisme chrétien » a été l'un des éléments constitutifs du Parti-socialiste des années 70. Lionel Jospin s'est enfin félicité de prises de position des autorités religieuses condamnant le racisme.

Une nouvelle conception de la laïcité a été soulevée et esquissée au cours de ce colloque socialiste. A moins que ce soit la redécouverte d'une authentique laïcité, plus accueillante aux différences idéologiques et religieuses, capable de prendre en compte les aspirations nouvelles et les valeurs d'ordre spirituel

dont le besoin est aujourd'hui davantage exprimé. « Les valeurs de tolérance, de démocratie et de justice sociale n'ont rien perdu de leur actualité », a conclu Lionel Jospin, alors que Jean-Pierre Chevènement rappelait les « vertus assimilatrices » de la bonne tradition républicaine et que Jean Poperen se faisait l'apôtre de nouvelles formes de dialogue entre les catholiques et les rationalistes. « Il y a place pour tout le monde en France », a dit le numéro deux du PS.

HENRI TINCO.

Vos enfants ont des difficultés en MATHÉMATIQUES

**NUMERO VERT**  
05.02.02.05  
(APPEL GRATUIT)

**OKAPI**  
leur donnera  
10 CONSEILS  
pour réussir en  
MATHÉMATIQUES

MERCREDI 3 DÉCEMBRE  
de 9 h 30 à 20 h 30

**OKAPI**  
Un vrai journal  
pour les 10-14 ans

### L'immigration en France

Faits et problèmes

Pierre George

Pourquoi la présence de 7 à 8 % d'étrangers dans la population française soulève-t-elle tant de passions ? Un livre objectif qui dépasse le seul cadre géographique et appelle à des prises de conscience plus larges.

65 F

**ARMAND COLIN**  
103, bd Saint-Michel 75005 Paris

### CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASES.

Le parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littérature, art, histoire, science, politique, économie, religion, etc.

Demander le guide à : Pléiade Culturelle, service 2554, 25, rue Coligny, 92383 Paris-La Défense. Tél. (1) 48-70-73-63.

## GALERIES LA FAYETTE

MICHEL HOST  
Prix Goncourt 86,  
dédicacera son livre  
« Valet de nuit »  
paru aux Éditions Grasset,  
le mardi 2 décembre  
de 12 h 30 à 14 h 30  
au rez-de-chaussée, porte Mogador  
du magasin Haussmann

## PRIX GONCOURT 86

Éditions GRASSET

### STAGES TRIMESTRIELS D'ANGLAIS EN ANGLETERRE

5 heures de cours par jour à Bristol. Préparation aux examens britanniques. Hébergement en famille, pension complète.

**LOISE**  
21 rue Théophraste Renaudot 75015 Paris  
Tél. (1) 45 33 13 02  
13-15 High Street Oxford (England) - Tél. (0845) 247 272  
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH  
RECONNUE PAR LE BRITISH COUNCIL





## Société

### Au tribunal de Paris

#### Débat de procédure dans le procès intenté à la famille de Robert Boulin

Les circonstances et les causes de la mort de Robert Boulin, constatée le 30 octobre 1979 dans la forêt de Rambouillet, auraient dû être, jeudi 27 novembre, le sujet principal du procès intenté en 1984 par le garde des sceaux pour diffamation envers un magistrat à raison de ses fonctions à la veuve et aux deux enfants de l'ancien ministre du travail.

M<sup>me</sup> Colette Boulin, son fils, Bertrand, et sa fille, M<sup>me</sup> Fabienne Bugeat, qui avaient porté plainte contre X avec constitution de partie civile pour homicide volontaire, devaient le 17 janvier 1984 rendre publique une « requête ouverte au procureur de la République de Versailles », M. Robert Barbat, accusant ce magistrat d'avoir ordonné aux médecins légistes « de se livrer à une autopsie incomplète » et d'imputer la mort de leur parent à un suicide, hypothèse envisagée par l'expertise médico-légale initiale.

Pour prouver la vérité de ces imputations, ils entendaient produire un certain nombre de pièces du dossier pénal en cours d'instruction et faire citer plusieurs témoins qui eurent, eux aussi, à en connaître, notamment les médecins légistes.

Mais, devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris, où l'affaire était appelée sous la présidence de M<sup>me</sup> Marie-Claude Duvrier, M. Maurice Fontaine, procureur de la République adjoint, qui occupait exceptionnellement le siège de ministère public à cette audience, avant de prendre ses fonctions à la Cour de cassation où il vient d'être nommé conseiller, a constaté la validité de cette offre de preuves.

Il a fait valoir essentiellement que les pièces dont les prévenus entendaient faire état sont tirées d'une procédure pénale en cours et que, si M<sup>me</sup> Boulin et ses enfants, en leur qualité de partie civile dans cette procédure, sont en droit de les connaître, ils ne peuvent pour autant en user unilatéralement dans une autre procédure qui ne permettrait pas la même contradiction.

Par voie de conséquence, M. Fontaine a fait valoir que les témoins cités, notamment les médecins légistes, ne seraient davantage entendus par le tribunal, puisque cela reviendrait à faire état, de la même façon, d'une expertise ouverte par le secret de l'instruction.

M<sup>me</sup> René Boyer, défenseur de M<sup>me</sup> Boulin et de ses enfants, a évidemment soutenu une thèse contraire. A ses yeux, la position prise par le représentant du parquet, qui, dans cette affaire, porte la double casquette de ministère

public et de la partie civile, montre que « l'on refuse le débat sur le fond et que l'on veut enterrer les Boulin dans le maquis du droit en leur demandant de se laisser condamner en silence ».

Le jugement sur le débat préalable sera rendu le 18 décembre. Comme il sera susceptible d'appel, le vrai procès en diffamation des membres de la famille Boulin devra encore attendre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

#### La société éditrice de « Zéro » condamnée à verser 50 000 F à Yves Montand

Le procès intenté par Yves Montand et Catherine Allégret à l'hebdomadaire *Zéro* (le Monde du 24 octobre) a abouti, mercredi 26 novembre, à un jugement de la première chambre du tribunal de Paris condamnant la société éditrice de ce journal à verser 50 000 F de dommages et intérêts à chacun des demandeurs.

Ceux-ci se plaignaient de la publication dans le numéro du 18 juin

d'une interview imaginaire du comédien accompagnant un dessin obscène représentant le cadavre de Simone Signoret et tournant en dérision les sentiments d'Yves Montand envers sa femme disparue.

Le jugement, rendu sous la présidence de M. Jean-Marie Desjardins, tout en constatant que « l'exces dans la grossièreté » habituel à *Zéro* « prive de signification et de vraisemblance les allégations offensantes formulées » contre ceux qu'il vise, n'en retient pas moins, contre la seule société éditrice du journal, une faute civile qui doit être réparée.

Le jugement a défini en ces termes : « Par la grossièreté dans l'expression écrite et graphique, l'obscénité des termes et images et la malice de certains traits, les textes et le dessin dont il s'agit heurtent de manière spécialement intolérable l'affliction et l'intégrité du souvenir d'un homme pour son épouse récemment décédée, et ceux d'une fille pour sa mère défunte. » Ce jugement, sous une forme condensée, devra être publiée par *Zéro* dans un délai maximum de dix jours après sa signification.

#### M<sup>me</sup> Philippe Lafarge élu dauphin du bâtonnier de Paris

M<sup>me</sup> Philippe Lafarge a été élue, jeudi 27 novembre, dauphin du bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris. Conformément à la tradition, il succédera en novembre 1987 à l'actuel bâtonnier, M. Mario Stasi. M<sup>me</sup> Lafarge a obtenu 1 353 voix sur 2 685 suffrages exprimés, devançant M<sup>me</sup> Henri Ader.

Ont été élus membres du conseil de l'Ordre : le bâtonnier Francis Mollet-Vieilleville, le bâtonnier Bernard du Granrut, M<sup>me</sup> Jacques Maure, Claude Puylegarde, Janine Franceschi-Bariani, Patrick Charlemagne, Bernard Vatié, Jean Pellissier, Corinne Lepage-Jessua, Jean-Pierre Floan.

[Né le 14 février 1934 à Paris, M<sup>me</sup> Philippe Lafarge a prêté serment en 1956. Secrétaire de la Conférence du stage en 1962, il a été membre du conseil de l'Ordre de 1977 à 1980. Trésorier de la CARPA de Paris, administrateur de l'UNCA, M<sup>me</sup> Lafarge est aussi membre du conseil d'administration de la Société des prisons et de la Société de politique criminelle. Spécialiste du droit du travail, il est auteur ou co-auteur de plusieurs ouvrages et notamment d'un traité de droit pénal du travail (Dalloz, 1985) ainsi que d'une étude sur « les responsabilités du chef d'entreprise » (EDEC, 1982).]

#### A Vénissieux (Rhône) Expulsion mouvementée d'une famille algérienne Une douzaine de policiers blessés

LYON  
de notre correspondant de région

Le quartier des Minimes de Vénissieux (Rhône) n'occupe plus une de l'actualité depuis de fameux « été chauds » qui avaient révélé à l'opinion publique les difficultés de cohabitation entre communautés, entre générations dans un « grand ensemble ». Les efforts de la municipalité, les engagements financiers de l'Etat et des collectivités territoriales, une politique réelle de concertation ont contribué à la baisse de tension, mais les incidents qui ont éclaté, samedi 29 novembre, entre d'importantes forces de l'ordre et des habitants du quartier — essentiellement des jeunes — qui s'opposaient à l'expulsion d'un logement « squatté » d'une famille algérienne de neuf personnes — rappellent la permanence de la difficile intégration d'une communauté dans une commune de banlieue.

Depuis quelques jours, une association, la Coordination pour le droit au logement (CDL), tentait de mobiliser les médias et l'opinion sur la question du logement de familles dites « lourdes » dans la commune de Vénissieux. L'intervention des forces de l'ordre pour faire appliquer une décision de justice, à savoir l'expulsion de la famille de M. Ahmed Kroubi qui s'était installée sans bail, mais en réglant son loyer dans un appartement situé rue Claude-Debussy, a rapidement dégénéré.

Jets de pierre d'un côté, grenades lacrymogènes de l'autre, les éléments classiques des affrontements de rue ont été réunis pendant plus d'une heure, samedi après-midi. Des jeunes habitants ont, après l'évacuation de la famille expulsée vers la commune proche de Feyzin, « joué les prolongations » en attaquant des voitures de police et de presse à coups de pierres. De courtes fusillades ont fait état d'une douzaine de policiers blessés, mais qui n'ont pas été hospitalisés.

Le maire de Vénissieux, M. André Gérin (PCF), a tenu à faire connaître son opposition à l'expulsion : « Elle n'a pas pu être arrêtée. Je le regrette et n'ai en aucune manière de responsabilité dans cette décision », a-t-il indiqué, dimanche 30 novembre, au cours d'une conférence de presse. Pour mieux se démarquer d'un parallèle entre l'opération de la veille et sa position — connue — sur la nécessaire équilibre sociologique à restaurer entre toutes les communes de l'agglomération lyonnaise, M. Gérin a ajouté : « N'y aurait-il pas un lien direct avec les mesures répressives et anti-juvéniles de M. Chabanon ? »

Pour sa part, le préfet de police du Rhône, M. Georges Bastella, a justifié l'action des forces de l'ordre, en les commentant : « Les immigrés [...] qui contestent les décisions de justice de notre pays doivent savoir qu'ils ne sauraient bénéficier d'aucune immunité particulière. »

CLAUDE RÉGENT.

### Un forum de femmes à Paris

#### Le casse-tête des mariages juifs

Elles en veulent, les femmes juives. Comme si se levait un couvercle de préjugés, elles sont venues nombreuses — trois cents — le 30 novembre, à la mairie du quatrième arrondissement de Paris, participer aux « Douze Heures pour les femmes juives ». Si le présentait, les hommes étaient courtoisement mais fermement priés de repartir.

Inédite, cette journée était organisée par des femmes de la communauté, comme Elisabeth Larcher, Renée Silber, Paule Fahri, Beate Klarfeld, l'hebdomadaire *Tribune juive* et Radio-J.

La communauté juive n'est ni plus ni moins « sexiste » que les autres, sauf que dans le judaïsme orthodoxe, les femmes sont dispensées de certains commandements pour se consacrer à leurs tâches ménagères.

Elles ont pourtant des préoccupations spécifiques, comme l'a prouvé l'affluence à l'atelier « mariages mixtes ».

La principale source de conflits est l'éducation de l'enfant né de père juif et de mère non juive. L'enfant n'est pas juif (c'est la mère qui transmet l'identité), mais le père veut qu'il soit circoncis et reçoive une éducation juive.

Casse-tête insoluble : s'appelle-t-on Cohen ou Levi, il passe partout pour un vrai juif, qu'en fait il

n'est pas au regard du judaïsme orthodoxe, très largement majoritaire en France. « Est-ce qu'on va continuer à être plus ultra que Hitler ? », s'interroge une mère juive libérale. Avant de l'envoyer à la chambre à gaz, il ne se souciait pas de savoir si l'enfant était ou non sorti d'un utérus juif. »

Un certain plaidoyer pour une laïcité renforcée dans le judaïsme était perceptible dimanche. Au-delà des prescriptions religieuses, les femmes juives veulent rester attachées à une histoire, à « l'ensemble moral, politique, culturel » qui représente la communauté juive.

D'où le soin apporté aux discussions sur la transmission de l'identité, et même la nourriture juive devenue, au dire de certaines, une véritable « névrose ». Comment concilier les traditions culinaires, qui ont dans le judaïsme une grande puissance symbolique, avec les contraintes de l'époque moderne ?

« Les questions sont restées des questions : ce fut bien une journée juive », conclut avec humour Renée Silber, satisfaite par cette « première » de femmes et décidée, avec les autres, à récidiver.

HENRI TINCO.

### Le cinquantième anniversaire de l'IHEDN

#### La symbiose armée-nation

L'IHEDN a célébré son cinquantième en présence de M. Chirac. Créé en 1936 sur une décision de Léon Blum, et confié au vice-amiral Raoul Castex (1), qui devait donner ses lettres de noblesse à la réflexion en France sur la stratégie navale, le Collège des hautes études de défense nationale devait devenir en 1948 l'Institut des hautes études de défense nationale, dirigé aujourd'hui par le vice-amiral d'escadre René Hugues.

Dans ses locaux de l'Ecole militaire à Paris, l'IHEDN est un exemple original de symbiose entre les armées et la nation. Chaque année, durant neuf mois, des officiers des trois armées et de la gendarmerie, des fonctionnaires issus d'adminis-

trations ne relevant pas du ministère de la défense et des personnalités civiles représentant des secteurs d'activités très disparates vont apprendre à réfléchir ensemble sur les problèmes de défense.

A ce jour, cinq mille civils et militaires, de tous les horizons politiques et professionnels, sont les anciens élèves d'une institution qui n'a pas d'équivalent dans le monde et qui a joué, sans nul doute, un rôle pédagogique important dans la promotion, en France, d'un assez large consensus national sur les orientations de la défense.

(1) Lire dans *Le Monde* du 29 août 1986 l'article de Roland Gardier.

### REPÈRES

#### Environnement

Signature à Nouméa d'une convention antipollution pour le Pacifique sud

Seize Etats du Pacifique sud, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et la France (le nom de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française), se sont engagés, le 25 novembre, à Nouméa, à signer la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement dans le Pacifique sud. Cette convention fait obligation aux signataires de lutter contre la pollution marine et atmosphérique, et interdit notamment l'immersion de déchets radioactifs. Sept pays ont déjà ratifié cette convention : Nouvelle-Zélande, Îles Cook, Palau, Îles Marshall, Samoa occidentales, Etats-Unis et France, dont le représentant a souligné l'« innocuité » des essais nucléaires en Polynésie. La convention entrera en vigueur lorsque dix Etats l'auront signée. Le Japon n'a pas participé à la réunion de Nouméa.

#### Espace

Intelsat cherche un lanceur

L'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) envisage de chercher « un autre lanceur disponible ou bientôt disponible » pour remplacer les navettes spatiales américaines et servir de solution de rechange aux fusées Ariane. Cette décision a été prise lors de la réunion, en fin de semaine dernière, du conseil des signataires de la convention Eutelsat. Est-ce à dire que l'organisation européenne pourait, en plus des possibilités offertes par les lanceurs conventionnels américains et européens, se tourner vers la Chine, qui a signé des contrats avec des sociétés américaines et suédoises ou avec l'Union soviétique, qui a déjà proposé ses services à l'organisation internationale Intelsat ? On peut se le demander bien qu'aucune précision n'ait été fournie

par Eutelsat, qui a également décidé de poursuivre les études relatives au satellite de radiodiffusion directe Europesat.

#### Religion

Une église occupée par des intégristes dans les Yvelines

L'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines) est occupée depuis le samedi 29 novembre par un groupe de 800 intégristes, appelé « les Amis de Port-Marly ». Le père Pierre Caro, nouveau curé de la paroisse, nommé en septembre dernier par Mgr Simonneau, évêque de Versailles, a dû célébrer la messe de dimanche dans une salle de catéchisme voisine.

Les Amis de Port-Marly sont en fait les fidèles du chanoine Roussel, l'ancien curé, qui célébrait la messe selon le rite de Saint-Pie-V. Le chanoine Roussel est mort il y a un an et a été naturellement remplacé par un prêtre fidèle aux orientations conciliaires.

Soutenu par tout son clergé (180 prêtres viennent de lui demander, dans une lettre, de ne pas céder à la pression des amis de Mgr Lefebvre), l'évêque de Versailles a depuis longtemps maille à partir avec les intégristes qui occupent déjà depuis dix ans la chapelle Notre-Dame-des-Armées à Versailles.

#### Sciences

M. Alain Horeau président de l'Académie des sciences

L'Académie des sciences a élu, lundi 24 novembre, M. Alain Horeau, président de cette institution. M. Horeau, spécialiste de la chimie des hormones et de la stérochimie, qui est professeur au Collège de France, et succède à M. Blanc Lapière. Il sera aidé dans sa tâche par M. Jean Aubouin, géologue, spécialiste de la tectonique des chaînes méditerranéennes et péripacifiques, qui occupera les fonctions de vice-président. M. Aubouin est actuellement professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie.



Une Renault 9C pour 691 F par mois. Millésime 87. Prix au 01/10/86 : 53 600 F. Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Avec un premier versement de 21 440 F comportant un dépôt de garantie initial de 8 040 F égal à l'option finale d'achat, un premier loyer de 13 400 F et 59 loyers mensuels de 691 F. Coût total en cas d'acquisition : 62 235 F. Offre valable jusqu'au 31 décembre 86 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A. au capital de 150 000 000 F. 51/53, Champs-Élysées 75008 Paris. RCS Paris B 702 002 221. Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les véhicules millésime 87. Modèle présenté Renault 9 C.

RENAULT présente elf NOUVELLE RENAULT 9

صوتا من الامايل

# POURQUOI TANT DE GENS PORTENT-ILS DES RECEPTEURS D'APPEL? A QUOI LEUR SERVENT-ILS? ET D'OU VIENNENT-ILS?

Au cours des cinq dernières années, le récepteur d'appel est passé du simple émetteur de "bip" à un appareil de réception de messages portatif multifonction de grande sophistication.

A l'heure actuelle Motorola fabrique des récepteurs d'appel capables de recevoir, afficher, mettre et rechercher en mémoire des numéros de téléphone, des cours, des prix, des dates et des rendez-vous.

Et si le répertoire fonctionnel de ces appareils remarquables s'est accru, leur taille et leur poids par contre ont diminué.

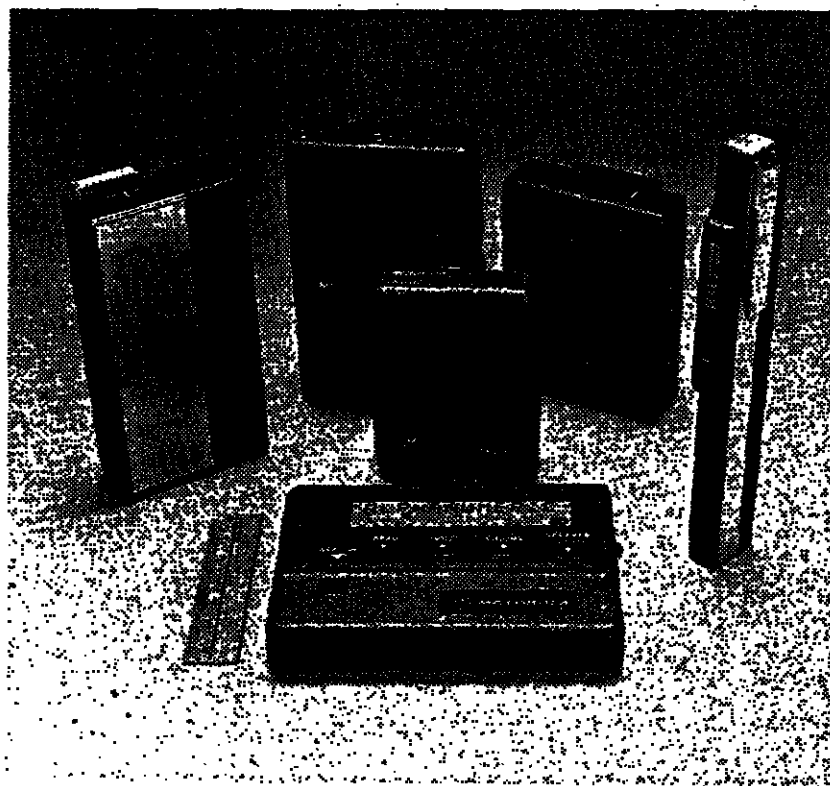
De ce fait les utilisateurs de récepteurs d'appel sont aujourd'hui plus nombreux que jamais. Quant à l'usage qu'ils en font, la variété possible est aussi étendue que leur imagination le permet.

Il n'y a qu'une chose qui ne semble pas avoir changé en ce qui concerne les récepteurs d'appel. C'est la raison pour laquelle on s'en sert. Cette raison, en un mot, c'est la productivité. En termes simples, le récepteur d'appel vous aide à en faire plus en moins de temps.

Depuis que Motorola a construit son premier récepteur d'appel en 1956, elle demeure un leader dans le développement de cette technologie d'un équipement dont le marché est en expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui le premier fabricant mondial de récepteurs. Notre production comprend presque cent modèles différents qui vont du récepteur le plus petit du monde, pas plus grand qu'un stylo dans votre poche, au modèle de niveau sonore maximum que les brigades de sapeurs-pompiers utilisent ainsi que certaines industries.

Pour la France, les récepteurs d'appel ne forment qu'une partie de nos activités. Avec nos installations à Angers et à Toulouse, nous sommes engagés dans la conception et la production d'une large gamme de produits avancés dans l'électronique. Et notre réseau commercial en France ne compte pas moins de 16 bureaux.

Motorola est l'une des plus grandes sociétés mondiales dans le domaine de l'électronique. Nous travaillons sur les cinq continents. Et sur tous nos marchés, nous partageons un souci profond de bien servir nos clients, dans le domaine des radio-communications (parole et données), des ordinateurs, des semiconducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



Ils font "bip", ils affichent, ils mettent en mémoire, ils rappellent et certains ont même un signal silencieux. L'année dernière, Motorola a fabriqué plus de ces récepteurs remarquables que n'importe quelle société au monde.



**MOTOROLA** Un leader mondial en électronique de pointe



# Sports

VOILE : la Coupe de l'America

## Ultimes régates des challengers

La troisième série d'éliminatoires de la Coupe Louis Vuitton qui désignera fin janvier le challenger pour la vingt-sixième édition de la Coupe de l'America commence mardi 2 décembre à Fremantle (Australie).

« Un 12 mètres sous voiles est une des plus élégantes choses au monde : ce grément acéré, cette étonnante, ce déploiement régulier d'étoffe sur la mer... Passionnés d'histoire, Daniel Charles aime ainsi sa fascination pour les grands voiliers qui s'affrontent dans la Coupe de l'America. Il aime le spectacle fait de courses tactiques et de sautes de vent imprévisibles de la baie de Fremantle qu'il décrit avec humour dans un livre paru récemment (1).

Interrompu quelques jours, le grand cirque ouvre à nouveau sa piste au triangle blanc. Le dernier Round Robin sonne l'heure des éliminations. Pour avoir une chance d'affronter le meilleur des défenses australiennes en février 1987, il est d'abord nécessaire de se classer parmi les quatre premiers à l'issue de cette troisième série de régates.

Actuellement largement en tête de la compétition, l'étonnant bateau à coque de matériau composite des Neo-Zélandais fait figure de favori. Avec 66 points déjà acquis, New Zealand EZ 7 navigue au sommet du tableau. Dix points derrière, John Kollus, le barreur d'America II, tente de se rapprocher des Neo-Zélandais. Batto une fois lors des premières séries par les Kiwis, il entend bien prendre sa revanche. D'autant que dans ce dernier Round Robin, chaque victoire rapporte douze points (pendant le premier, elle valait un point, et cinq pendant le deuxième).

Après ces échappées, un petit peloton lutte pour accéder aux honneurs. Peu de points séparent l'Américain Stars and Stripes, l'Anglais White Crusader et le Français Kiss. Les précédentes régates ont permis aux barreaux de ces trois voiliers de montrer une nouvelle fois leurs qualités tactiques. L'Américain Dennis Cammer, le pendant de 1983, a fait procéder à quelques modifications sur son bateau. Port de son mât sur son rival américain John Kollus dans leur dernière régate, il attend avec impatience le souffle du « docteur Fremantle », cette brise qui

occidentale). Le tirage au sort de ce dernier Round Robin a attribué comme premier rival au French Kiss de Marc Pajot le voilier italien Azzurra, actuellement avant-dernier de la compétition. Une régate facile

pour le 12 mètres JI français. La dernière répétition avant les duels plus importants prévus mercredi 3 avec l'Anglais White Crusader et vendredi 5 avec America II de John Kollus.

French Kiss dispose d'une dizaine de voiles performantes. Les exploits réalisés l'an dernier lors du championnat du monde des 12 mètres JI prouvent la qualité des tissus. Pour s'adapter aux changements de temps, Luc Gélusseau, le spécialiste de l'équipe, a travaillé nuit et jour pour apporter les dernières petites modifications nécessaires au génie ou aux grandes voiles.

Entraînement physique de l'équipage chaque matin, régate d'après-midi avec Canada II et America II, la dernière semaine de novembre n'aura pas été une semaine de repos pour les compagnons de Marc Pajot. A l'aube des nouvelles épreuves,

tout l'équipage se dit prêt à se qualifier pour les demi-finales. Un rêve que ne peut envisager Yves Pajot. Les chances de Challenge France, régulièrement battu depuis le début des épreuves en octobre, paraissent bien maigres. Dernier au classement avec deux points, le second bateau français profite des troisième régates pour améliorer ses réglages et peut-être préparer une nouvelle participation en 1990.

SEIGE BOLLOCH.  
(1) « La Coupe de l'America », de Daniel Charles, éditions Arthaud, 75 F.

Les Anglais ont mal accepté la défaite de leur voilier en novembre face aux Français. Ils espèrent que le duel prévu mercredi prochain à leur avantage. Une régate décisive que Marc Pajot cherchera, lui aussi, à remporter car elle peut conditionner une place en demi-finale.

A la base française, on se prépare « avec calme et détermination » au troisième Round Robin. Pendant les quatre jours de vacances de l'équipage navigant, Philippe Briand, l'architecte, n'a pas apporté de modifications importantes au bateau. Mais pour « optimiser encore les performances de French Kiss dans la brise », les techniciens ont affiné les réglages et effectué des retouches sur les meilleures voiles.

Les voiles sont une des armes de l'équipe française dans cette compétition. Grâce aux travaux du Centre de recherche pour l'architecture et l'industrie nautique de La Rochelle (CRAN), à l'utilisation de tissus composites réalisés à partir de plusieurs matériaux comme le kevlar et le dacron, et aux essais en soufflerie,

Atout voiles

ALPINISME : le nouvel himalayisme

## Vers d'autres extrêmes

Le comité des expéditions lointaines, de la Fédération française de la montagne, vient d'évoquer à Chamoni le bilan de la dernière campagne himalayenne. Ses membres ont déploré qu'aucune expédition

française n'ait pu, cette année, se distinguer en haute altitude. Les mauvaises conditions météorologiques sont pour une part responsables des nombreux échecs enregistrés sur les cimes de l'Himalaya qui furent particu-

lièrement meurtrières. Aïe, douze alpinistes, dont Maurice et Liliane Barrard, ont trouvé la mort sur la deuxième montagne du monde, le K 2, vaincu en moins de vingt-quatre heures par Benoît Chamoni.

CHAMONI  
de notre envoyé spécial

Reinhold Messner a vaincu cet automne le dernier sommet de son aventure himalayenne (le Mont de 22 octobre). Sa course d'obstacles sur les quatre-vingt-cinq cimes extrêmes de la terre, qui culminent toutes au-dessus des 8000 mètres d'altitude, s'est achevée sur le mont Lhotse, à 8511 mètres. L'alpiniste italien a ainsi bouclé une épreuve commencée en 1970 au Nanga Parbat (8126 mètres) et qui s'est brusquement précipitée à partir de sa campagne himalayenne de 1982, d'où il revint enrichi du Kangchenjunga (8598 mètres), du Broad Peak (8047 mètres) et du Gasherbrum II (8035 mètres).

Les unes après les autres, Messner vint à bout des cimes népalaises, pakistanaïses et chinoises de la chaîne himalayenne, joyau inestimable pour cet Italien de quarante-deux ans qui aurait préféré interrompre sa course à son treizième « 8000 », afin de laisser planer quelques années encore le mythe de l'invincibilité des montagnes du monde.

Messner avait déjà, bien avant son ultime ascension, marqué très profondément l'histoire de l'himalayisme en appliquant, aux sommets les plus hauts de la planète, des techniques d'ascension légères. Il avait supprimé les gardes fixes et les camps d'altitude (ascension du Hidden Peak, 8068 mètres, en 1975), renoncé à l'utilisation de l'oxygène pour atteindre des altitudes extrêmes (Everest, 8848 mètres en 1978) ou encore réalisé de véritables courses de vitesse sur les pentes himalayennes. Il a aussi choisi de s'attaquer en solitaire à des 8000 mètres, comme le Nanga Parbat (8126 mètres) en 1979, et l'Everest, par le versant chinois, en 1980.

Aiguilloné par d'autres grimpeurs partis sur ses traces, comme le Polonais Jazy Kukuczka, vingt-neuf ans, qui achèvera probablement cet hiver par le Shishu Pangma (8013 mètres) son « tour » des quatre sommets de plus de 8000 mètres (1), Messner ne pouvait pas voir son œuvre rester inachevée. L'histoire de l'alpinisme se reliant aussi à travers des chiffres...

C'est un alpiniste français, Benoît Chamoni, qui a réussi les plus belles performances chronométrées, se hissant au sommet du Broad Peak et, en vingt-trois heures, au K 2 (8511 mètres). Déjà vainqueur du Gasherbrum II l'été dernier, il battait d'attente, en cinq ans, les quatorze « 8000 » en vitesse extrême. Sa méthode consiste à rejoindre, au sommet de la montagne qu'il convoite, ses compagnons d'aventure, partis trente-six à quarante-huit heures avant lui. Il bénéficie ainsi de leurs traces laissées dans la neige et de leur dépôt de nourriture, enfin d'une assistance en cas de défaillance. Mis ainsi sur les rails, Benoît Chamoni estime que, dans ce type de performances, « on prend des risques physiques ». « Il s'agit d'athlétisme d'altitude », a fait observer, pour sa part, Benoît Renard, président de la fédération française d'escalade.

La paroi de Pan 2000

Tenté lui aussi par ces courses chronométrées, Eric Escoffier a brutalement, cet été, changé de cap. « Je veux désormais aller vers des difficultés extrêmes », affirme-t-il. Il a réservé, pour l'année prochaine, la face sud de Lhotse, qu'il compte parcourir avec un ou deux autres grimpeurs. « Dans l'histoire de l'alpinisme, l'ascension de ce versant sera une étape plus importante que les quatorze 8000 mètres de la Terre », lance le jeune alpiniste qui pourrait s'attaquer à cette montagne au même moment que Messner. Ce dernier affirmait d'ailleurs, il y a cinq ans, que la face sud du Lhotse sera « la paroi de l'an 2000 ».

Seule pour l'instant une expédition lourde yougoslave, comprenant une vingtaine d'alpinistes a approché le sommet, atteignant l'altitude de 8200 mètres. Eric Escoffier envisage de suivre cette même voie, mais en technique alpine. Il espère sortir à 8511 mètres d'altitude, après deux ou trois jours d'efforts. « Il n'y aura plus de possibilité de redescendre par la même voie. Il faudra sortir, coûte que coûte », note calmement Escoffier.

Après avoir pendant plusieurs saisons erré sur les voies bien incertaines des « 8000 », les jeunes

himalayistes français souhaitent retourner aux sources mêmes de l'alpinisme, c'est-à-dire à la conquête de nouveaux itinéraires et de vastes envolées. « Même si celles-ci se situent à des altitudes inférieures à 8000 mètres », souligne le Grenoblois Pierre Beghin, qui retourna en 1987 dans la terrible face nord du Jannu (7710 m).

Les quatorze « 8000 » de la terre pourraient être désormais réservés à d'autres exploits, commerciaux ou touristiques. La « zone de la mort », comme l'appelaient Messner au début des années 70, fait aujourd'hui recette et peut être atteinte en payant une organisation spécialisée dans ce type de « voyage ». L'ascension d'un « petit 8000 » coûte

aujourd'hui 40 000 à 50 000 F par personne et le « toit du monde » peut être acheté 70 000 à 100 000 F, oxygène compris.

« Le salaire de la peur », versé à des guides ou à des simples accompagnateurs par ces « nouveaux himalayistes », contribue à banaliser encore les plus hautes cimes de la terre. Tant mieux pour l'himalayisme, même si celui-ci doit désormais se pratiquer entre 6000 et 8000 mètres, presque au niveau du « plancher des vaches ».

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) Kukuczka a, presque chaque fois, emprunté des voies nouvelles, de haute difficulté, pour atteindre des sommets supérieurs à 8000 mètres.

JEU A XIII : la tournée australienne

## Le grand écart des Kangourous

Pour le premier test-match de sa tournée en France, l'équipe d'Australie a écrasé, dimanche 30 novembre à Perpignan, l'équipe de France 44-2. Aux neuf essais des Kangourous, les Français n'ont pu répliquer que par un but de pénalité de Gilles Dumas. L'honneur est sans doute sauf, mais les téléspectateurs et les huit mille spectateurs du stade Gilbert-Brutus de Perpignan ont mesuré l'écart qui sépare les deux hémisphères rugbyistiques. Le fossé ne sera pas comblé d'ici au 14 décembre, date du second test-match à Carcassonne comptant celui-là pour les éliminatoires de la Coupe du monde.

PERPIGNAN  
de notre envoyé spécial

Comme les étourneaux sur les platanes de la capitale catalane, les Australiens se sont abattus en rafales dans l'en-but tricolore. Et ils ont laissé des traces. 44 points au tableau d'affichage et des tonnes d'amertume sur le cœur des joueurs français, saoules de fatigue, écumés de tant d'impuissance face à cette machine invincible qui vient d'allonger 15 victoires de suite depuis le début de sa tournée en Europe.

« A conditions égales, un joueur français est pourtant aussi bon qu'un joueur australien », estime Tas Baitieri, entraîneur de l'équipe de France depuis l'an dernier. Cet Australien de vingt-neuf ans est bien placé pour faire des comparaisons. Joueur-entraîneur depuis 1981 dans la banlieue parisienne, il a continué jusqu'en 1985 à jouer pendant l'hiver austral à Canterbury et à Penrith, deux des meilleurs clubs des antipodes. Anonyme ici, vedette là-bas. Six mois de paradis rugbyistique pour six mois de Moyen Âge : il est payé pour savoir que les conditions ne sont pas « égales ».

Seul pays non-anglophone à pratiquer ce sport (1), la France est fermement à la traîne des progrès du jeu. Mais le retard est encore accentué par les chamailleries hexagonales entre ovale à XV et ovale à XIII. Selon Guy Vigouroux, entraîneur adjoint du XIII de France, « les treize français sont comme les Indiens d'Amérique, confinés dans leur réserve ». Sous-entendu : « Par l'impérialisme quinziste ».

Aux antipodes, c'est le monde à l'envers. « Quand tu ouvres ta télé, dit Baitieri, tu prends du XIII plein les yeux. Il y a trois matches télévisés par semaine. » Guy Vigouroux confirme : « En six semaines passées à Sydney, je n'ai jamais entendu parler du rugby à XV. » Bien que l'écart entre les deux sports se soit réduit ces dernières années, les joueurs de XV sont encore considérés comme « les chômeurs du XIII ». Les meilleurs sont en effet vite repérés et enrôlés par les riches clubs treizistes. C'est le cas de Michael O'Connor, auteur de vingt points (trois essais et quatre transformations) sur la pelouse de Perpignan. Cet athlète de 1,83 m pour 87 kilos fait les beaux jours des Kangourous, après avoir été international chez les Wallabies.

En Australie, la gloire et l'argent circulent du côté du jeu à XIII. L'an dernier, chaque club a reçu plus de 100 000 dollars en droits de télévision et en royalties sur les ventes de gadgets. Les matches de championnat sont suivis par 25 000 à 30 000 spectateurs et les clubs sont des institutions qui dépassent largement le rugby à XIII.

Le célèbre club Saint-George à Sydney possède un gigantesque complexe de loisirs qui emploie 450 personnes. Les 45 000 adhérents

qui fréquentent ses restaurants, discothèques, piscines, courts de tennis et salles de machines à sous ne sont pas obligatoirement des supporters treizistes, mais les 10 dollars de leur cotisation rejoignent directement les caisses du club. Sport national numéro un pendant l'hiver, le rugby à XIII est une religion pour tous les posses qui, dès l'âge de cinq ans, se bousculent à la porte des écoles de rugby. Walter Lewis, dit Wonderful Wally, le rondouillard capitaine des Kangourous, a la bas l'aura d'un Platini ou d'un Maradona.

« Gentils amateurs »

Les rugbymen australiens sont semi-professionnels. Ils ont tous un emploi hors du terrain, mais ils touchent officiellement en maniant le ballon ovale un second salaire sur lequel l'Etat prélève 33 % d'impôts. « Ils sont surtout professionnels dans leur façon de bien faire ce qu'ils entreprennent », dit Tas Baitieri. Maçons ou représentants de commerce dans le civil, ils s'entraînent après leur journée de travail cinq fois par semaine, s'imposant par ailleurs une préparation physique individuelle. « A côté, nous sommes des gentils amateurs », regrette Guy Vigouroux. Les entraîneurs français n'ont pu réunir les internationaux que pour deux stages d'une journée depuis le mois de mars. L'un des piliers du pack français, Max Chantal, ne s'y est même pas rendu. « Pour raisons professionnelles. » Ce genre de défection ne scandalise pas Tas Baitieri : « Nous ne pouvons pas demander aux joueurs français de faire les mêmes sacrifices que les Australiens. Après leur carrière, ils n'auront rien, alors que le rugby à XIII est un instrument de promotion sociale en Australie. » Résultat : dimanche, treize Français pleins de courage, mais déjà fatigués par un épreu championnat de France, ont succombé au bout d'un quart d'heure face à des athlètes resplendissants de santé.

« Dans ce match, nous avons retrouvé les deux défauts de notre championnat », explique Guy Vigouroux. Manque de mobilité en défense et inefficacité dans le jeu libre. « Face à ce constat d'échec, Tas Baitieri ne prône pas la révolution : « Pas question de vouloir jouer à l'australienne, dit-il, je voudrais introduire plus de discipline dans le jeu, tout en conservant le fameux french flair. » Une qualité qui manque au jeu des Kangourous, mais, comme le récapitulait amèrement un supporter catalan : « Ils ont la puissance, la vitesse et le collectif, alors l'imagination, ils n'en ont pas besoin ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande et Nouvelle-Guinée sont les autres terres « treizistes ».

## LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES RALLYES (Rallye du Var)

Dernière épreuve comptant pour le championnat de France, le Rallye du Var a été gagné le 29 novembre par François Chatriot (Renault Maxi 5 turbo), qui a terminé ainsi deuxième du classement général du championnat, derrière Didier Aurio (Austin-Rover Metro 6R4).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONAL I (Deuxième phase, troisième tour aller)

Groupe A  
Monaco b. Antibes ..... 109-99  
Orléans b. Vichy ..... 105-79  
Limoges b. Lorient ..... 97-80  
RCF Paris b. Mulhouse ..... 103-101  
Villeneuve b. Châlons ..... 93-90  
Tours b. Saint-Etienne ..... 94-92  
● Classement. — 1. Limoges, Monaco, Orléans, Villeneuve et RCF Paris, 9 pts.

Groupe B  
\*Avignon b. Nantes ..... 99-65  
Dijon b. Nice ..... 93-88  
Le Mans b. Nancy ..... 91-89  
Reims b. Cholet ..... 100-78  
Grenoble b. Vézère ..... 82-66  
● Classement. — 1. Avignon, Reims et Nancy, 10 pts.

Boxe

BOXE AMÉRICAINE

Championnat du monde des légers  
Au stade Pierre-de-Coubertin, le Parisien Richard Sylva a conquis, le 28 novembre, le titre de champion du monde de boxe américaine, catégorie légers, en battant aux points, en onze reprises, le Canadien Peter Cunningham.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Dix-neuvième journée)

Première division  
\*Saint-Etienne b. Bordeaux ..... 2-0  
\*Marseille b. Paris-SG ..... 4-0  
\*Monaco b. Lens ..... 2-1  
\*Toulouse b. Toulon ..... 1-0  
\*Lille et Nice ..... 1-1  
\*Auxerre b. Le Havre ..... 1-0  
\*RC Paris et Nantes ..... 1-1  
\*Brest et Sochaux ..... 0-0  
\*Marseille b. Rennes ..... 6-1  
\*Laval et Nancy ..... 0-0  
● Classement. — 1. Marseille, 27 pts ; 2. Bordeaux, 25 ; 3. Monaco, 24 ; 4. Toulouse, 23 ; 5. Auxerre et Brest, 22 ; 6. Metz et Paris-SG, 19 ; 7. Laval et Sochaux, 18 ; 8. Lille, Saint-Etienne et Le Havre, 17 ; 9. RC Paris, 15 ; 10. Nancy, 14 ; 11. Toulon et Rennes, 11.

Judo

COUPE D'EUROPE DES CLUBS (Finale retour)

LUS Orléans a conservé de justesse son titre face aux Anglais de Wolverhampton. Vainqueurs au match aller (2-1), les Français, qui ont été dominés (3-2) dans leur salle, ont dû avoir recours aux barrages pour s'imposer finalement 6 à 5.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Neuvième journée) GROUPE A

Poule 1  
\*Toulouse b. Brive ..... 30-9  
\*Nice b. Béziers ..... 12-9  
\*Narbonne b. Montpellier ..... 19-3  
\*Aurillac b. Romans ..... 18-12  
\*Grenoble b. Grenoble ..... 32-16  
● Classement. — 1. Toulouse, 24 pts ; 2. Brive, 23 ; 3. Montpellier, 22.  
Poule 2  
\*Agen et Bayonne ..... 15-15  
Valence b. Perpignan ..... 18-4  
\*Biarritz b. Lourdes ..... 33-9  
\*Toulon b. Racing ..... 31-15  
\*Pau b. Nîmes ..... 16-9  
● Classement. — 1. Toulon, 23 pts ; 2. Racing, 22 ; 3. Agen, 21.

Ski Alpin

COUPE DU MONDE

Stalms masculins de Sestrières (Italie)  
A trente ans, le champion suédois Ingemar Stenmark a remporté, le

29 novembre à Sestrières la quatrième victoire de sa carrière en Coupe du monde. Il a devancé en sprint son compatriote Jonas Nilsson de 2 centièmes et l'Allemand Richard Frommelt. Agé de vingt-deux ans et originaire de Courmayeur, celui-ci a gagné le 30 novembre la deuxième course de sa carrière en s'imposant dans le giant devant l'Autrichien Strobl et le Suisse Zurbiggen.

Slalom féminin de Park-City (Etats-Unis)  
Le slalom géant de Park-City a été gagné par l'Allemande de l'Ouest Gerg devant la Yougoslave Svet et les Suissesse Schneider et Figini.

Tennis

TOURNOI D'ITAPARICA  
Après avoir battu notamment les têtes de série Jaime Yagüe, Diego Perez et Maciel, le Français Jean-Philippe Fleurian, classé 162<sup>e</sup> mondial, s'est incliné en finale devant l'Equatarien André Gomez, 8<sup>e</sup> mondial, 6-4, 4-6, 6-4.

Voile

COURSE AUTOUR DU MONDE EN SOLITAIRE  
Dans la seconde étape de la course (Le Cap-Sydney), Titouan Lamazou sur Ecureuil-d'Aquitaine est en tête à 3 300 milles des côtes australiennes. Philippe Jeantot, à bord de Crédit Agricole III, vainqueur de la précédente édition, occupe la deuxième place devant Jean-Yves Terlain sur UAP. Les premiers sont attendus vers le 15 décembre à Sydney.

## THÉÂTRE

« LA MACHINE INFERNALE », de Jean Cocteau, à Londres

## Pour Maggie Smith

La mythologie revue par Cocteau. La Machine infernale adaptée en anglais. Maggie Smith et Lambert Wilson jouent l'entente cordiale à Londres.

Jean Cocteau a confessé lui-même que deux de ses pièces, peut-être plus, lui avaient été inspirées par un rêve : la Machine infernale d'abord, créée en 1934, et les Chevaliers de la table ronde, trois années plus tard. Ces rêves étaient d'ailleurs plus bouleversants que Cocteau avait déjà plus de dix ans de compagnonnage avec l'opium. On comprend mieux dès lors le caractère illuminé, instinctif et désordonné de certaines de ses œuvres, au premier rang desquelles cette drôle de machine.

Bouclant son cycle grec entamé avec Antigone (1922), poursuivi par Oreste (1926) et le livret d'Edipus Rex pour Igor Stravinski (1927), il propose rien moins qu'un prologue à l'œuvre de Sophocle tout entière contenue dans le quatrième et dernier acte de sa Machine infernale, et réunit Edipe, Jocaste, le Sphinx et

Antigone en un concentré de tragédie à chavirer les sens, bien qu'il surprenne par sa connaissance et son affranchissement des mythes.

Il en appelle pour l'occasion à tous les archétypes du boulevard : le monstre sacré, le jeune premier impétueux, le vieux copain embourbant, la jeune première capricieuse, et les confrontations sans ménagement à une histoire belle, vicieuse comme le monde, repeinte des couleurs fraîches de la poésie et donc du naturel et de la vérité.

A lire la pièce, on est d'abord surpris de tant d'humour et d'hyper-réalisme. Jocaste gravissant les marches des remparts de Thèbes en clamant sa haine des escaliers, bousculée par Tirésias, qu'elle surnomme Zizi, c'est à pérorer de rire. Edipe au second acte bafouillant à l'énocé de l'énigme du Sphinx, ce n'est pas triste non plus. Puis, après d'innocentes va-et-vient entre le rêve et la réalité, les références au mythe et au monde contemporain, Jean Cocteau bâtit son œuvre, huile les rouages de sa machine et nous entraîne au plus fort de la tragédie. Avec ses mots à lui, son univers singulier, à tel point qu'on se demande si d'autres que lui peuvent diriger une mise en scène de la pièce.

Le comédien anglais Simon Callow (Amadeus, le Baiser de la femme arabe), qui présente à Londres une nouvelle version de la Machine infernale et signe sa première mise en scène dans un théâtre du West End, d'apporter pas de réponse décisive à la question. Il est pourtant épaulé par des comédiens de taille. Hommage aux Anglais : Maggie Smith, que l'on peut voir actuellement dans le film de James Ivory Chambre avec vue, est Jocaste. Formidable comédienne, elle est irrésistible dans la drôlerie, la coquetterie, même si elle paraît plus embarrassée lorsque sourd le drame. Robert Edlison, qui triomphe depuis plus de cinquante ans sur toutes les scènes britanniques, est Tirésias. Parfait. Lambert Wilson est Edipe, parfaitement à l'aise à dire sa langue maternelle, l'anglais, blond comme jamais ne l'a montré le cinéma, fort de sa présence de vedette internationale.

Une telle affiche devrait permettre de relever un défi lancé il y a cinquante-deux ans par Jean Cocteau. Hélas ! il faudrait, pour cela que la Grande-Bretagne se réconcilie avec son théâtre, et son théâtre avec l'actualité de l'art dramatique en Europe. A propos de la première réconciliation : j'en ai, de ce côté-ci de la Manche, un spectacle annoncé comme l'un des plus importants de la saison n'a paru aussi pauvre. Le théâtre anglais, on le savait, on le constate encore, manque considérablement de moyens financiers. Le résultat ? Des décors, des costumes, des lumières indigents.

C'est dommage, car, tout bien pesé, le travail dévoué de Jocaste, dérangeant jadis, de Jean Cocteau mériterait certainement qu'on s'y intéresse plus souvent et mieux. Seule demeure de cette production anglaise la joie que l'on a d'approcher Maggie Smith et Robert Edlison, deux monstres sacrés des scènes londoniennes, qui en remontreraient, eux, beaucoup à plusieurs de nos comédiens.

OLIVIER SCHMITT.

\* Lyric Theatre, King Street, Hammer Smith, London W6. Du lundi au vendredi, à 19 h 45. Samedi à 16 heures. Jusqu'au 6 décembre. Tél. : 01-741-23-11.

« L'Enfant enfoui », de Sam Shepard

## Papa n'est pas là

Le père démissionnaire, le meurtre du fils. Une parabole de Sam Shepard

Une ferme quelque part aux Etats-Unis. Le patriarche, le père de famille, ne touche plus au tracteur : il boude, prostré sur un canapé. Parce que, voici de cela quelques semaines, sa femme a donné sur le tard naissance à un enfant de sexe masculin dont lui, le père, ne peut pas être le père (il n'approche plus sa femme depuis belle lurette). Alors il a pris le bébé sous le bras, il est allé le noyer dans la mare aux canards, et l'enfant enfoui dans la vase. Un enfant sans père n'a pas droit à la vie.

A part ça, ce vieux père pointilleux, exclusif, a deux fils, d'une trentaine d'années, eux aussi traumatisés par l'annulation un peu sauvage du fils sans père. L'aîné des deux fils, Tilden, en est devenu gâteux, a perdu la parole, éprouve des épis de mal, l'œil dans le vide. L'autre fils, Bradley, une bête brute, brandit le pilon de sa jambe artificielle comme une matraque.

Tilden est lui-même père d'un garçon d'une vingtaine d'années, qui vient faire une petite visite à la famille, et qui trouve la maison bizarre : son père ne le reconnaît pas.

Cris, dialogues sans suite, silences lourds, jusqu'au rideau final : le père de famille est étendu, mort, par terre. Là, petit-fils a pris sa place sur le canapé, et son père, Tilden, revient de la mare aux canards, tenant dans ses bras le cadavre baveux de l'enfant sans père.

Daniel Roman, qui a pris sur lui de présenter cette pièce de l'Américain Sam Shepard en France, nous avertit gentiment, dans le prospectus-programme, qu'il s'agit là d'une œuvre sur le père. Et il cite cette phrase bien sentie de Roland

Barthes : « S'il n'y a plus de père, à quel point raconter des histoires ? » L'Enfant enfoui est l'œuvre d'un ténor sans bavure, et pas doué, qui conduit, avec de très grosses ficelles, un théâtre démonstratif. Mais comme l'Amérique est une grande puissance, qui sait vendre, elle exporte aussi du Sam Shepard.

L'une des grandes actrices françaises, Emmanuelle Béart, a accepté de tenir un petit rôle dans L'Enfant enfoui, ainsi qu'un comédien éprouvé, Claude Brasseur, et un phénomène remarquable de nos planches, Pierre Mounier. Les acteurs doivent vivre, et ce n'est pas facile, avec ou sans père.

MICHEL COUNOT.

\* Théâtre 13, 21 heures.

## Le « Mariage des morts » de Jean-Pierre Sarrazac

Un zeste de quotidien, un zeste de référence et une goutte de légende : Jean-Pierre Sarrazac a donc savamment sa pièce Le Mariage des morts que met en scène Jacques Lassalle, directeur du TNS. Tous deux sont des hommes d'expérience. Le spectacle est bien ficelé et laisse indifférent : au bout de dix minutes, on a compris. Suivent deux heures sans surprise, avec des hauts, des bas, des effets téléphonés et un ciel exaspérant à force de venir du jour à la nuit sur un joli décor cinématographique d'Alain Chambon.

C'est le début de l'été, à Nice. Cinq adolescents révisent leurs examens, dans un appartement vide : les parents de Christine et Jean-Louis sont en instance de divorce. Entre bouquins et boums, ils jouent à s'aimer, ne plus s'aimer. Des rôles interchangeables à l'ombre d'un amour qui se défait. L'appartement, tout comme les mots amour, mort, vie, sont encore trop grands pour eux. Au seuil de la vie adulte, ils s'écourent parler, se bécotent des fictions - suicide, tentative de viol, ratés. Et c'est assez bien vu.

Mais il faudrait avoir les oreilles bouchées pour ne pas deviner la référence à Marivaux quand Christine rêve d'un couple d'amants formidables qu'on enfermerait, à l'abri du temps, ou bien quand, avec sa copine Marie-Cécile, elle se moque du pauvre Philippe, diabolique souffreteux, amoureux d'elle. Quant au Mariage des morts, une vieille légende chinoise selon laquelle on enterre, dans un même tombeau nuptial, un jeune homme et une jeune fille qui n'ont pas connu l'amour, c'est le leitmotiv de cette histoire, et, on s'en doute, elle finira très mal.

Il y a dans le spectacle une théâtralité intelligente, mais sans fulgurance. Les comédiens (ils ont l'âge de leurs rôles) ne sont pas vraiment convaincants. Seul Christine (Zoé Le Breton), autoritaire et désespérée, petite bonne femme en herbe, d'un naturel attachant.

O. Ct.

\* Un spectacle Théâtre de la Ville au Théâtre de l'Escalier d'Or. Jusqu'au 13 décembre.

## GALERIE DES ORFÈVRES

66, quai des Orfèvres, 23, place Dauphine, PARIS (1<sup>re</sup>), 43-26-81-30

## Jean Rigaud

New-York, Venise, Ile d'Yeu

JUSQU'AU 6 DÉCEMBRE

## FESTIVALS

Deuxième Biennale des jeunes créateurs à Salonique

## La grande armée de Macédoine

Six cents jeunes artistes venus de six pays méditerranéens ont envahi Salonique pour dix jours.

Quatre Français, le groupe rock Suspenders, ont conquis la Macédoine.



Suspenders : Jean-Philippe Fauriolle, Christian Favier, Marc-Stephane Lamb, Philippe Gaudier.

Tout a commencé le vendredi 21 novembre dans un vaste hangar de verre, de briques et d'acier peint, il y a longtemps déjà, sur une jetée du port de Salonique. Sous l'œil inquiet de forces de sécurité encore mal habituées à un tel déferlement, plusieurs milliers de jeunes se sont rassemblés à la nuit tombée, bravant le froid brouillard macédonien, pour assister au premier concert rock de la deuxième Biennale des jeunes créateurs de l'Europe méditerranéenne.

Un programme, quatre groupes, dont les Français d'OTH et de Suspenders. Si les premiers, aguerris, sont bien connus des publics de sud de la France, les seconds, quatre jeunes musiciens réunis depuis à peine plus d'un an, se présentaient en outsiders dans une salle imbibée de bière et d'anisette. En quelques morceaux, alternant talentueusement un rock efficace et rapide, des rythmes funky et reggae, des chansons douces à chanter, dures à danser, ils emballaient un public pour tant âpre, et leur chanteur, Marc-Stephane Lamb, voix et gestes de star, devint le rocker fétiche de la Biennale.

La ville de Barcelone, dès 1984, a eu l'idée de créer une biennale des artistes de moins de trente ans regroupant tous les pays de la Méditerranée. La première édition fut donc organisée dans la capitale catalane l'an passé, en collaboration avec la France, la Yougoslavie, l'Italie et la Grèce. A Salonique, le Portugal les a rejoints.

Les municipalités, les régions, les gouvernements ou des associations ont décidé, selon les pays, de relayer cette initiative en sélectionnant les délégations et en organisant leur déplacement (le budget total de la Biennale est de 4 millions de francs). Pour la France, Eurocrat (1), agence française des initiatives de la jeunesse en Europe, présidée par Alfred Grosser et dirigée par Jean-Michel Dorian, réunit un jury de personnalités qui désignent, au printemps, les représentants de l'Hexagone à cette Biennale (transformée, dès l'an prochain, en rencontres annuelles).

Le jury était présidé cette année par le chorégraphe Dominique Bagouet. Il a choisi quarante-sept jeunes artistes, venus pour l'essentiel du Languedoc-Roussillon et de la Provence, et mis l'accent sur la musique et la danse. Ainsi a-t-on découvert à Salonique que la très universitaire ville de Montpellier comptait près de soixante « garageland », dont six des meilleurs fleurons étaient présents en Grèce : OTH, Jivaro, les Franchises, les

Shérifs, Fering, Strasse et les Suspenders. Le public grec, qui s'est bousculé par milliers aux entrées des salles de spectacles et d'expositions, a pu faire connaissance avec l'un de nos cinéastes les plus sympathiques, les plus acharnés, Alain Ughetto, créateur 1985 du film d'animation, venu ici avec plusieurs de ses films qui ont été formidablement accueillis.

Ce ne fut pas le cas des travaux de nombreux autres artistes, au total plus de six cents, qui se sont rassemblés ces dix derniers jours dans la grande ville industrielle du nord de la Grèce. La barre des trente ans est apparue plutôt cruelle : pour les arts de la scène, à l'exception de la musique, et pour les arts plastiques, les valeurs semblent devoir attendre le nombre des années.

Melina Mercouri, ministre de la culture, présente à Salonique, a néanmoins salué « la plus grande armée du monde », celle des artistes.

O. S.

\* Eurocrat, 50, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris.

## La mort de Cary Grant

## Le charmeur

Dès lors, l'acteur tourne sept ou huit films par an et obtient la protection de Mae West. Toujours lette, il semblerait avoir trente ans jusqu'à la fin des années 50. En 1935, il est un excentrique cockney dans Sylvia Scarlett, de George Cukor, auprès de Katharine Hepburn. Le film n'obtient aucun succès commercial, mais les deux vedettes sont destinées à se retrouver. Cary Grant devient le « prince charmant », le prince charnel, farfelu, ironique, sophistiqué et toujours « sexy » de la comédie américaine avec la Couple inviolable, de Norman MacLeod, et Cette sacrée vertu, de Leo McCarey.

## De la comédie au mélodrame

1938 : Howard Hawks s'en mêle. Dans L'impossible M. Babb, Cary joue le rôle d'un paléontologue à lunettes, aux prises avec une délicate peste (revuilla Katharine Hepburn) et un léopard apprivoisé. Moins connu mais tout aussi réussi, Vacances, de George Cukor, sort tout de suite après. Après une incursion dans le film d'aventures (Gunga Din, de George Stevens, 1939) et d'aviation (Seuls les anges ont des ailes, de Hawks, 1939), Cary Grant se consacre à la comédie qui semble lui être naturelle : en 1940, la Dame du vendredi (Hawks), Mon épouse favorite (Garson Kanin), Indiscretions (George Cukor) ; en 1942, Lune de miel mouvementée, de Leo McCarey, sorte d'équivalent anti-nazi du To be or not to be de Lablanc ; en 1944, Arsenic et vieilles dentelles, de Frank Capra ; en 1947, Deux sœurs violentes en paix d'Irvin Reis ; en 1948, Un million clés en main de H.C. Foster et la Course au mari de Don Hartman ; en 1949, Allez chercher ailleurs de Howard Hawks, où l'image de la virilité est quelque peu malmenée par la bouffonnerie ; en 1951, Cette sacrée famille, de Norman Taurog ; en 1952, une extraordinaire satire de Howard Hawks, Chérie, je me sens rajeunir, où un singe fait joujou avec un bébé de jeunesse.

Et ainsi de suite, jusqu'à Stanley Donen (Embrassez la pour moi, Ailleurs l'herbe est plus verte, Chérie) ou Blake Edwards (Opération

jeune), alors que le genre, si brillant autrefois, accuse sérieusement la fatigue.

Jonant à contre-emploi dans Rien qu'un chasseur solitaire, de Clifford Odets (1944), l'acteur n'appartient pas aussi convaincant. Une autre voie s'offre à lui : celle du mélodrame (la Chanson du passé, de George Stevens, 1941, ou, plus tard, la nouvelle version d'Elle et lui, par Leo McCarey (1957)). Mais seul Hitchcock sur lui donner un autre visage dans Souffrance (1942), où l'irrésistible séducteur de Joan Fontaine est un assassin. Un jour, peut-être, un assassin dans le genre Enchâné (1944), où l'agent secret cynique manipule, aime et méprise Ingrid Bergman avant de la sauver de la mort ; dans la Main au collet (1955), où un gentleman-cambrioleur tombe dans les filets de Grace Kelly en croyant l'avoir fait sa compagne ; dans la Mort aux trousses enfin (1958), où un dandy de la publicité vit en un cauchemar dans le monde trouble de l'espionnage. Et s'il faut ajouter à l'ambiguïté, souvenons-nous de On n'irait pas dans la ville, réalisé en 1951 par Joseph L. Mankiewicz, qui n'a pas vraiment été apprécié comme il l'aurait fallu.

On se souviendra pourtant de Cary Grant comme du charmeur de ces dames, d'autant que ses cinq mariages (avec Virginia Cherrill, Barbara Hutton, Betsy Drake, Diana Camm (dont il a une fille en 1966) et Barbara Harris (épousée en 1981, treize ans après son quatrième divorce) confirment l'image d'un homme éternellement jeune, à l'amour conquérant.

Depuis vingt ans, Cary Grant avait cessé de tourner, choisissant de partir en beauté. Et, en 1970, Hollywood s'avisait brusquement qu'un de ses plus célèbres comédiens n'avait jamais obtenu d'oscar d'interprétation. Un oscar d'honneur lui fut donc décerné, en grande pompe, cette année-là, pour l'ensemble de sa carrière.

Entre-temps, il était devenu un homme d'affaires : PDG des parfums Fabergé, il ne se produisait plus qu'au théâtre et répétait, amèrement de sa mort, une pièce intitulée... Conversation avec Cary Grant.

JACQUES SICLER.



Avec Mae West 1933

L'acteur américain d'origine britannique Cary Grant est mort dans la nuit du 30 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Lorsqu'en 1933, Mae West, déjà quadragénaire, tourna Lady Lou avec Cary Grant, elle apprécia tout autant le physique que les talents de comédien de ce grand jeune homme brun aux yeux noisette. L'année précédente, Cary Grant avait été l'un des partenaires masculins de Marlene Dietrich dans Blonde Venus, réalisé par Josef von Sternberg. Mais Mae West l'imposa en attirant l'attention sur ce qui allait faire sa popularité jusqu'à l'aube de sa vieillesse : le charme, l'élégance, la séduction, la fantaisie, le regard enroulé porté sur les dames.

Qui mieux qu'une femme à hommes pouvait comprendre l'irrésistible séduction d'un homme à femmes ? Mae West fut encore la partenaire de Cary Grant dans Je ne suis pas un ange. Il était lancé. Mais la réussite n'alla pas à son bout d'années de turbulentes romanesques.

Alexander Archibald Leach était né à Bristol, en Angleterre, le 18 jan-

vier 1904. Fils unique d'un modeste tailleur et d'une mère neurothétique, il n'aima pas les études et bricola des appareils électriques. A treize ans, il s'enfuit avec un cirque ambulatoire. On le ramène chez lui. A quinze ans, il s'engage dans la troupe des danseurs acrobates de Bob Fosse. En 1926, il accompagne une partie de cette troupe à New-York.

Amérique, me voilà ? Non, pas tout de suite. Il lui faut d'abord rentrer en Angleterre, puis traverser à nouveau l'Atlantique, après avoir été remarqué par un producteur américain, Arthur Hammerstein. A Broadway, Archie Leach chante et danse des comédies musicales avec Jeannette MacDonald, Fay Wray et quelques autres. En 1931, une amie d'Archie lui demande de lui donner la réplique dans un bout d'essai qu'elle va faire aux studios Paramount : c'est lui qu'on engage pour une comédie musicale réalisée par Frank Tuttle, la Belle Nuit, avec Lily Damita.

Il se trouve un prénom de cinéma, Cary. Un assistant, nostalgique de la guerre de Sécession, évoque le général Grant. Va pour Cary Grant, pseudonyme qui deviendra, en 1942, sa véritable identité lorsque l'acteur adoptera la nationalité américaine.



# Culture

## PATRIMOINE

### La bataille des plans-reliefs

## Une solution négociée entre Lille et Paris

**Aux Invalides va s'ouvrir une préfiguration du Musée des plans-reliefs, qui risque bien de n'être qu'un trompe-l'œil.**

La guerre des plans-reliefs, qui finit d'ailleurs en principe, semble aboutir à une solution, la pire : c'est-à-dire le morcellement de la collection. Rappelons quelques-uns des épisodes de ce conflit. Le ministre de la culture, Jack Lang, décide fin 1985 d'installer le Musée des plans-reliefs à Lille. Tollé général. Les quelques spécialistes qui veillaient sur la collection de maquettes endormies dans la poussière des combles des Invalides protestent contre ce transfert, qui éloigne l'objet de leur passion et risque — disent-ils — de les démembrer. L'opposition — la droite à l'époque — enfourche aussitôt ce nouveau cheval de bataille. Le ministre, piqué au vif, s'obstine. Les élections sont proches.

Il faut faire vite. Le déménagement commence. A Lille, rien n'est prêt pour recevoir les encombrants colis. L'ancien hôpital qui doit les recevoir est dans un état lamentable. Des pensionnaires occupent encore une partie des bâtiments. Les salles sont à refaire de fond en comble. Une bonne année de travail, confient les plus optimistes des conseillers municipaux, sera nécessaire pour ouvrir les premières d'entre elles. Entre-temps les caisses s'entassent au rythme des arrivages.

### Une collection morcelée

Après le 16 mars, une des premières mesures du nouveau gouvernement est d'arrêter la note des comptes vers le Nord. Une vingtaine de « villes » restent donc à Paris. M. Philippe de Villiers, nouveau secrétaire d'Etat à la culture, annonce un plan d'investissement pour ces collections, sous la direction de M. Patry, ancien directeur du patrimoine. La surface d'exposition doit être doublée. L'ensemble des pièces seront minutieusement restaurées. Une animation inédite sera programmée. En attendant, le maire de Lille, assis sur ses caisses

toujours fermées, polémique fume avec le nouveau ministre. Il convie, en outre, la population lilloise à soutenir son action et jure que jamais les maquettes en sa possession ne reprendront le chemin de la capitale.

En réalité, des négociations vont bientôt s'engager, par adjoints et par représentants. Puis M. Léotard rencontrera M. Mauroy, en personne, vers la fin de l'été. Un accord se dessine dont on connaît aujourd'hui l'essentiel. Le « receleur » consent à rendre la plupart de ses trésors, mais prétend garder vingt-huit maquettes, qui toutes concernent la région du Nord, mais aussi Verdun et Sedan. Elles constitueront un musée de la frontière. Le ministre trouve la demande excessive. Il serait prêt à lui en concéder une quinzaine. Gravelines et Landrecies, cités flamandes en « otage » à Paris, faciliteront peut-être la transaction, qui sera dans tous les cas de figure la pire des solutions.

La collection, unique et précieuse témoignage de l'urbanisme à travers deux siècles, sera au bout du compte morcelée. Strasbourg, qui avait sans regret rétrocédé la maquette qu'elle possédait — en échange d'une copie exécutée, il est vrai, aux frais de l'Etat : 2 millions de francs — va sans doute protester. Et Brest pourrait se targuer d'organiser dans ses murs un musée des fortifications, machines. On Grenoble désire rassembler les fortifications de montagne.

Certes, les maquettes resteront la propriété de l'Etat. Mais quelle importance ? Lille a tout à y gagner puisque c'est l'Etat qui supportera ainsi l'essentiel des frais d'entretien du bâtiment et l'entretien des collections. Histoire de sauver les apparences, une « préfiguration » du nouveau Musée des plans-reliefs aura lieu d'ici quelques jours aux Invalides. Avec une dizaine de maquettes et un programme affiché. Il en coûtera 6 à 7 millions de francs. Et le musée, finalement, ne se fera pas. Ou au rabais. Tout le monde est content. Tout le monde est perdant. Les jugements de Salomon chers à M. Léotard ne sont pas toujours les meilleurs.

EMMANUEL DE ROUX.

## COMMUNICATION

### La redevance paiera le « trou » du satellite 170 millions de francs en moins pour le service public

Les présidents des chaînes en restent pantois. Alors que le gouvernement mobilise pour la guerre des images voilà qu'il leur enlève les moyens de se battre. Alors qu'il y a quelques semaines, deux députés de la majorité, M. Michel Pelchat (UDF) et M. Christine Boutin (UDF) tentaient en vain d'obtenir quelques centaines de millions supplémentaires pour le service public en 1987, voilà qu'une loi de finances rectificative prévoit au contraire à ce même service public quelque 170 millions sur son budget 1986.

Origine de ce tour de passe-passe : un trou de 210 millions de francs dans le financement du satellite TDF 1 (le Monde du 27 novembre). Il s'agit d'un prêt du Fonds de développement économique et social (FDES) promis en janvier par M. Georges Fillioud mais « oublié » dans la loi de finances. Il y a quinze jours, le ministère du budget refuse qu'on trouve l'argent ailleurs. On songe un instant aux excédents publicitaires des chaînes puis on se rabat sur la redevance.

Résultat : 60 millions en moins pour TF 1 ; 50 millions en moins pour Antenne 2, 60 millions retirés à la chaîne culturelle (qui n'en a pour autant que 300). Plus de court, le ministère de la culture et de la communication est incapable de parer la manœuvre. Le mort dans l'âme, il prévient les PDG des chaînes. C'est la constatacion : on est en fin d'année et les ressources ainsi réduites ont été pratiquement dépensées. La situation est d'autant plus critique que tout cela s'ajoute aux incertitudes sur les rentrées de redevance. En juillet on chiffrait le manque à gagner d'au moins 740 millions. Aujourd'hui, il ne serait plus que de 226 millions. Des estimations que tout monde considère comme particulièrement aléatoires. Certes, entre-temps, le ministère de la culture et de la communication a

donné l'ordre à la Régie française de publicité de dépasser allégrement ses quotas pour engranger un maximum de recettes publicitaires. Elle récolte plus de 300 millions de francs mais encombre les écrans de spots en octobre et novembre et risque de lasser les téléspectateurs.

La Fédération nationale de la presse s'indigne de cet appât du gain des chaînes publiques. Elle est d'autant plus écoutée que son président, M. Bouzine, est devenu membre de la Commission nationale de la communication et des libertés. Les chaînes arrêtent donc leur offensive sur le marché publicitaire juste au moment où le gouvernement s'apprête à faire des coupes sombres dans la redevance.

Pour les chaînes publiques, la pilule est d'autant plus dure à avaler que le satellite TDF 1 ne diffusera que des chaînes privées, à terme concurrentes. De plus, ce prélèvement n'est sans doute qu'une première étape car l'addition risque de s'alourdir dans les mois qui viennent. On redoute déjà, à Télédiffusion de France, un renchérissement des primes d'assurances, on évoque d'autres frais imprévus, d'autres coûts mal maîtrisés.

Chez M. Léotard, on ne décolère pas d'autant que le ministre de la culture et de la communication n'a jamais été un chaud partisan du satellite TDF 1. Alerté, M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances à l'Assemblée n'a rien pu faire : les députés ne peuvent revenir sur ce transfert de redevance sans trouver les recettes susceptibles de combler le « trou » du satellite. Les députés du budget de l'Etat, seul espoir : obtenir lors de la discussion du collectif à l'Assemblée vers le 10 décembre, l'assurance qu'une telle ponction ne se renouvellera pas l'an prochain.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Archives et diffusion de la recherche

## Rien ne va plus entre l'INA et les chaînes publiques

Conséquence de la récente loi sur la communication, l'audiovisuel public vit une mutation sans précédent : les solidarités forgées dans le passé s'estompent au profit de relations commerciales. Dernier exemple en date, la remise en cause du « système des commandes obligatoires » dont bénéficiait l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Jusqu'à présent, les trois chaînes nationales étaient tenues de lui commander trente heures d'émissions par an. Elles devaient, en outre, programmer chaque année trente heures supplémentaires, fournies gratuitement par l'INA, cette fois.

La création et la recherche audiovisuelles — apanage de l'Institut depuis l'éclatement de l'ORTF —, disposait ainsi d'une ouverture en direction du grand public. Déjà partiellement remises en cause par la privatisation de TF 1, ces dispositions ne figureront plus, début 1987, dans les nouveaux cahiers des charges d'Antenne 2 et de FR 3. L'INA en a été officiellement informé par le ministre de la culture et de la communication, et son conseil d'administration en a pris acte, le 26 novembre dernier.

Le coup est rude pour la direction des programmes de création et de recherche de l'Institut. Pour éviter la fermeture et continuer à produire, il lui faudra trouver de nouvelles sources de financement et recourir, par exemple, au parrainage et au sponsoring. Au risque d'un abandon des productions les moins commerciales et d'un certain tarissement dans le renouvellement des réalisateurs de télévision. Par dérogation, l'Institut est le seul organisme à pouvoir faire travailler de jeunes professionnels non encore « homologués ».

Mais ce virage difficile n'est pas le seul que l'INA devra affronter. Il lui faudra aussi négocier avec TF 1, le remplacement de la contribution

forfaitaire que la chaîne lui versait chaque année pour les frais d'archivage, subsister avec un budget serré et supprimer trente-cinq emplois. « Nous pouvons relever le défi », affirme M. Jacques Pomonti, président de l'INA. Mais il met deux conditions : l'attribution à l'INA d'une partie du produit de la vente de TF 1 ; la possibilité de commercialiser sans entrave les œuvres dont il dispose.

La loi attribue en effet à l'Institut la propriété des émissions des chaînes publiques, cinq ans (loi du 29 juillet 1982) ou trois ans (loi du 30 septembre 1986, mais sans la fiction) après leur première diffusion à l'antenne. Or cette obligation est mal acceptée par les sociétés de programmes. Le ministère de la culture et de la communication a dû pacifier, il y a peu, un conflit qui menaçait de s'envenimer entre l'Institut et Antenne 2. « Non seulement », s'indigne M. Henri Pérez, directeur général de cette chaîne, « l'INA bénéficie d'un transfert de propriété des émissions qu'il n'a en rien contribué à financer, mais il les vend à nos concurrents. Cela alors que nos besoins en rediffusions ne cessent de croître, compte tenu de l'augmentation de nos heures de diffusion ».

L'argument n'est pas sans portée. « Le diffuseur », reconnaît M. Pomonti, « est le contraire d'un commerçant. Sa seule logique est de faire de l'audience et d'empêcher les autres d'en faire. Or il y a aujourd'hui, en France, un écart croissant entre la production de programmes nouveaux et la demande des nouveaux réseaux. Sauf à recourir aux importations américaines, la seule façon de la satisfaire est de valoriser un patrimoine dont l'INA est, de part la loi, le détenteur. » Canal Plus et TV 6 y ont déjà eu recours, les repreneurs de la « 5 » et de la chaîne musicale s'apprêtent à le faire.

Mais l'INA ne peut rien vendre sans l'autorisation des chaînes qui ont un droit de préemption sur leurs archives. Un droit de préemption qui, bien utilisé, peut contribuer à « geler » les ventes. Le président de l'INA demande donc que ce droit de préemption soit assorti le plus rapidement possible d'un délai maximum et d'une sanction en cas d'abus.

PIERRE-ANGEL GAY.

### Polémique à la rédaction de TF1

## Les syndicats contestent la direction de l'information

Les élus (CFDT, CGT, SNJ, CFTC, FO et CFE-CGC) du comité d'entreprise de TF1, réunis le vendredi 28 novembre, ont rédigé une motion dans laquelle ils prennent violemment à partie la direction de l'information de la chaîne, placée

sous la responsabilité de M. Alain Denvers. Les intéressés accusent, en particulier la direction de l'information d'« avoir procédé sans la moindre concertation à la mise en place de réseaux de prestataires de services tant en province qu'à l'étran-

ger (...) d'avoir abusivement recouru à de nouveaux pigistes (...) et de confier des responsabilités à de jeunes journalistes non statutaires en écartant systématiquement les professionnels confirmés ».

Les élus du CE reprochent aussi à la direction de l'information « de rouler pour elle exclusivement et de chercher, par tous les moyens, à se prolonger au-delà de la privatisation ». Ils demandent l'ouverture immédiate de négociations sur « la réorganisation de la rédaction pour utiliser pleinement tous les professionnels ; l'affectation immédiate des personnels journalistiques et techniques de TF1 en province pour assurer les correspondances et la concertation pour tous les projets rédactionnels engageant l'ensemble des journalistes de la chaîne ».

A la suite de cette motion, M. Alain Denvers a déclaré au Monde : « Cette intersyndicale, qui ne compte pas que des journalistes, intervient sur l'organisation de la rédaction. Mais pourquoi pas ? Ses représentants n'ont jamais demandé à être reçus par la direction de l'information, mais je les recevrai volontiers. » « Je comprend l'insécurité de la part du personnel de TF1 devant des échéances imprécises. La peur des licenciements, légitime pour tous, est évidemment plus perceptible chez ceux qui, dans les années antérieures, n'ont peut-être pas fourni un volume de travail suffisant ; n'ont pas anticipé sur les évolutions techniques ou administratives ; n'ont pas fait de nécessaires efforts d'adaptation à l'événement d'une télévision plus souple, plus efficace, plus rapide. Les journaux de TF1 sont redevenus, depuis plus de deux ans, les premiers de France. Avec ceux qui veulent relever le défi, ma mission est claire : préserver l'acquis, l'audience et le crédit jusqu'à la reprise de la chaîne. »

### Par une décision de justice

## Les éditions « Lieu commun » en danger

Ce qui n'était à l'origine qu'un conflit judiciaire ordinaire entre un éditeur — Lien commun — la Fédération internationale des sports automobiles, l'Association internationale des constructeurs automobiles et deux présidents, respectifs, M.M. Jean-Marie Balestre et Pierre Ecclstone, met en danger l'indépendance de cette petite maison d'édition, créée en 1982 : la Cour d'appel de Paris vient de condamner à 200 000 F de dommages-intérêts pour injures et diffamation envers M.M. Balestre et Ecclstone. En première instance, le tribunal de Paris avait débouté M. Balestre de son procès en diffamation et accordé à M. Ecclstone 1 F symbolique (le Monde des 15 juin et 13 juillet 1984).

Le livre de Jean-Pierre Dubreuil, *Bolides en grève* qui est à l'origine de cette procédure, mentionne des faits — en quasi totalité déjà évoqués par la presse — concernant les activités de M. Balestre pendant la seconde guerre mondiale. A sa sortie, cet ouvrage n'a été l'objet d'aucune demande de saisie. Le tribunal avait considéré que M. Dubreuil et Lien commun avaient « démontré leur bonne foi » en produisant des documents « aléatoires » découverts par M. Serge Klarsfeld, le photographe de M. Balestre en uniforme SS, ainsi que des pièces relatives à ses démissions en France entre 1945 et 1947, tout en relevant qu'il

disposait d'une carte de déporté résistant. La cour d'appel, au contraire, a estimé que « l'auteur du livre avait fait preuve de mauvaise foi », et que « les imputations qu'il prétendait à Jean-Marie Balestre un rôle dans la propagande au profit de l'Allemagne nazie et une participation, sous l'uniforme SS, à l'acheminement de recrues sur le front de l'Est, sont de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération ». Les éditions Lien commun se sont pourvues en cassation, mais ce recours n'est pas suspensif du versement des 200 000 F.

Dans un texte commun, plusieurs éditeurs (1) s'estiment que « la somme obtenue en appel soit deux cent mille fois supérieure à celle que les juges de première instance avaient cru devoir accorder » et « déplorent qu'une telle décision mette en péril une jeune maison d'édition ». Ils « en appellent à la solidarité active de tous ceux pour qui la liberté d'expression est le premier sur le pouvoir de faire taire l'histoire ».

(1) Parmi les premiers signataires : MM. Barrault (Ed. Barrault), Bourgois (Ed. Bourgois), Chodkiewicz (Seuil), Durand (Payot), Faugère (Gallimard), Gallimard (Gallimard), Gize (La Découverte), Laffont (Laffont), Lindon (Lindon).

## MUSIQUE

### La semaine du mélomane

Grande décision cette semaine : la mélomane n'a chaque soir qu'un seul concert... Le lundi on sera chez des Musiciens amoureux (à la Comédie des Champs-Élysées à 20 heures) qui fêteront à Prague Václav Janáček, Dvorák et Martinu. L'orchestre de la NDR-Hambourg qui donne ce soir-là TF l'Esprit de Strauss et la Symphonie Titan, de Mahler à la salle Pleyel sous la direction de Lorin Maazel l'entendront en vain mais ce n'est que partie remise :

il les entendra le lendemain dans la Symphonie n° 1, de Brahms, et la Symphonie domestique, de Stravinsky. Mercredi, c'est le jour de l'Orchestre de Paris, qui propose la Symphonie n° 98, de Haydn, et la Cécilia, de Mahler, dirigés par G. Solti, salle Pleyel. Même programme jeudi, ce qui n'empêche pas d'aller entendre à 18 h 30 les solistes de l'Ensemble intercontinental au centre Pompidou dans des pièces de Bartók, Stockhausen et Janáček.

Faute d'avoir pu trouver des places pour la première du Don Quichotte de Massenet, vendredi 5 au palais Garnier (avec Raimondi, Boquard et Hanna Schwarz), le mélomane se consolera en pensant qu'il y aura d'autres représentations (les 8, 11, 14, 16, 19 et 22 décembre à 19 h 30), ou en suivant, salle Gaveaux, la suite du feuilleton Prokofiev avec l'Orchestre national de France dirigé par R. Haithechev. Samedi, il pourra découvrir la musique israélienne d'aujourd'hui au grand auditorium de la Maison de Radio-France, à 16 heures, et le dimanche, il se reposera en songeant que Gounod et Péc, de Prokofiev (qui Rostropovitch dirigera salle Pleyel à 18 heures), fera ultérieurement l'objet d'un disque.

G. C.

**HUMBERT BALSAN**  
LES FILMS DU SEMAPHORE  
ET L'ECRAN SAINT-DENIS  
vous présente  
**EN AVANT-PRÉMIERE**  
**LE SIXIEME JOUR**  
rencontre avec  
**YOUSSEF CHARINE ET DALIDA**  
MARDI 2 DECEMBRE 21H  
ECRAN 61 BD JULES-GUESDE  
SAINT-DENIS 48 20 99 20

**L'INVASION COMIQUE**  
Christian BENTE  
Guy de MAUPASSANT  
13 novembre au 14 décembre  
Centre Culturel Jean-Hausermann  
LA COURNEUVE 48 36 11 44

**DEMAIN**  
MICHEL PICCOLI  
SABINE AZEMA SANDRINE BONNAIRE  
**LA PURITAINE**  
UN FILM DE JACQUES DOILLON

Renseignements Réservation  
**42.43.17.17**

**LA CANTATE A TROIS VOIX**  
de Paul Claudel  
Mise en scène  
Madeleine Marion

**CYMBELINE DE SHAKESPEARE**  
Mise en scène  
Gilbert Rouvière

**HAMLET**  
de William Shakespeare  
Mise en scène  
Daniel Mesguich

LE TERRIER  
SALLE J.-M. SERREAU  
SALLE GERALD ROBARD  
THEATRE GERARD PHILIPPE 59 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS





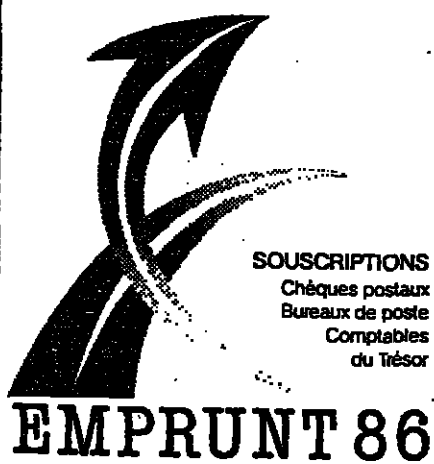
# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 1<sup>er</sup> décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS



- 20.35 Les visiteurs du soir. ■■ Film français de Marcel Carné (1942), avec Arletty, Marie Déa, Fernand Ledoux, Jules Berry, Alain Cuny, Marcel Herrand. En 1485, le diable envoie deux de ses créatures sur terre « désespérer les humains ». Mais, en Provence, l'un des envoyés de l'enfer s'éprend d'une jeune fille qu'il devait perdre. La mythologie de Prévost et Corneille adaptée aux circonstances des années 40 : évocation hors du temps, grands et superbes décors médiévaux, beauté des images, rythme lent, héroïque, tragiques fantastiques. Un événement artistique du cinéma français sous l'Occupation.
- 22.35 Autour studio : Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
- 23.55 Journal.
- 0.10 Magazine : Première page. Médias et communication.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
- 20.35 Série : Les cinq dernières minutes. (rediff.) Napoléon est mort à Saint-Mandé. 22.15 Documentaire : Adoption privée. Film de Claude Gaignaire. 23.20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Cinéma : Un homme qui me plaît. ■ Film de Claude Lelouch (1969), avec Jean-Paul Belmondo, Annie Girardot, Marcel Bozzuffi, Farrah Fawcett. Une randonnée sentimentale et touristique à travers les États-Unis, une passion vulnérable, la virtuosité de Lelouch, deux grands interprètes.
- 22.30 Journal.
- 22.55 Boîte aux lettres. Émission littéraire de Jérôme Garcin. Avec François Létard, ministre de la culture.
- 23.50 Prélude à la nuit. Ouverture sur des thèmes juifs, de Serge Prokofiev, par l'ensemble instrumental de Basse-Normandie.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : Parking. ■■ Film français de Jacques Demy (1985), avec Francis Huster, Keiko Ito, Laurent Malet, Jean Marais, Marie-France Pisier, Hugues Quester. 22.05 Flash d'informations. 22.15 Étoiles et buts. 22.45 Les K.O. de Canal+. 23.45 Football américain. 0.50 Cinéma : La nuit de Pépé. ■■ Film américain de Frank Delfino (1981), avec Charles Durning, Tonya Crowe, Jocelyn Brando, Larry Drake, Tom Taylor, Robert F. Lyons. 22.10 Série : Les monstres.

La « 5 »

- 20.30 Feuilleton : Dynastie 2. 21.25 Série : L'inspecteur Derrick. 22.35 Feuilleton : Flamingo Road. 23.25 Feuilleton : Dynastie 2. 0.20 Série : L'inspecteur Derrick. 1.25 Série : Star Trek. 2.20 Série : K 2000.

TV 6

- 20.10 Série : Les chevaliers. 21.10 Série : Les super-méchants. 22.00 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Sciences littéraires, sciences de ménage. L'ange de la porte : Kafka-Rilke. 21.30 Musique : Latitudes. Numéro spécial : les nouveautés OCORA. 22.30 La nuit sur un plateau. Bilan du mois de la photo.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Renseignements sur Apollon. Concert Organisé par l'Union européenne de radiodiffusion retransmis en multiplex et en direct des radios de Stuttgart, Bruxelles, Paris, Zagreb, Madrid, Dublin, Vienne, Rome, Helsinki, Copenhague. The Song of the World pour chœur à capella, de Hans Otte ; à 22.00, une interprétation spéciale... la Valse de Ravel ; à 22.15, La vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Reinhold ; à 22.35, Un document dont on espérait l'existence... Concerto pour violon, d'Alban Berg ; à 23.00, Les allumés du lyrique. 24. Les soirées de France-Musique. Steve Reich.

Mardi 2 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14.40 Ravi de vous voir.
- 15.45 Feuilleton : Omer Paché (rediff.).
- 16.15 Variétés : Show bisca.
- 17.25 Feuilleton : Histoire du chevalier des Grioux et de Manon Lescaut (rediff.).
- 18.25 Mini-journal, pour les jeunes, de Patrice Drevet.
- 18.35 La vie des Botes.
- 19.10 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.40 Expression directe. CGT / CFTC.
- 20.00 Journal.
- 20.25 Loto sportif.
- 20.35 Feuilleton : Le rite de Cain.
- 21.30 Contre-enquête. Émission d'Anne Hoang. Au sommaire : Déclaration d'absence : Suppression d'une classe dans un petit village corse ; La mort d'un jeune coopérant français au Nicaragua ; Le témoignage de Corinne, après une nuit passée au commissariat pour défaut de papiers d'identité.
- 22.45 Journal.
- 23.00 C'est à lire.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
- 15.00 Série : Best-sellers.
- 15.50 C'est encore mieux l'après-midi.
- 17.35 Récit A 2.
- 18.05 Feuilleton : Le pont sur la Moselle.
- 18.30 Magazine : C'est la vie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.

Nocturne Samaritaine

ce soir comme tous les mardis et vendredis jusqu'à 20H30

- 20.35 Les dossiers de l'écran. Émission d'Armand Jammot. Qu'elle était verte ma vallée. ■■ Film américain de John Ford (1941), avec Walter Pidgeon, Maureen O'Hara, Donald Crisp, Anne Lee, John Loder. L'histoire d'une famille de mineurs du pays de Galles, vers 1890, revue à travers les souvenirs d'un de ses membres.
- 22.35 Dédart. Du coup de grisou à Tchernobyl : le prix de l'énergie. Avec Marcel Boiteux, président du conseil d'administration d'EDF, Pierre Delaporte, directeur général de GDF, Jean-Romain Frisch, attaché à la direction générale d'EDF, directeur de projets à la Conférence mondiale de l'énergie, Jack Verlaque, directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, Jean-Marie Martin, directeur de recherche au CNRS, Pierre Samuel, président des Amis de la Terre, Pierre Desprairies, président honoraire de l'Institut français du pétrole.
- 23.15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.30 Feuilleton : La portuse de pain (rediff.).
- 15.00 Série : Les évasions célèbres.
- 16.00 Documentaires : Les grands fleuves, reflets de l'histoire. Le Pô.

17.00 Les après-midi de Disney Channel.

- 17.55 Croqui soleil.
- 18.57 Juste ciel, petit horoscope.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.55 Dessin animé : Les entrecuiches.
- 20.04 Les jeux, à Aix-les-Bains.
- 20.30 D'accord, pas d'accord.
- 20.35 Cinéma : La dernière séance.
- 20.40 Le serment du chevalier noir. ■■ Film américain de Tay Garnett (1954), avec Alan Ladd, Patricia Medina, Harry Andrews, Peter Cushing.
- 22.05 Dessins animés : Tom et Jerry, Tex Avery.
- 22.30 Journal.
- 22.50 Colère noire. ■■ Film américain de Frank Tuttle (1956). V.a., avec Alan Ladd, Edward G. Robinson, Joanne Dru. Un scénario excellent dont la vigueur n'est pas suffisamment soutenue par la mise en scène. Les personnages existent tout grâce aux acteurs et le face-à-face Alan Ladd-Edward G. Robinson suffit à recommander le film.

CANAL PLUS

- 15.40 Cinéma : Adieu Bataillon. ■■ Film français de Bob Decout (1984), avec Philippe Lottard, Annie Girardot, Jacques Poins, Amédée, Christian Marquand, Juliette Binoche. 17.05 Cabou Cadu. 17.25 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessin animé. 18.15 Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 25th Flash d'informations. 20.05 Star Trek. 20.30 Les tripes. 20.35 Cinéma : Police. ■■ Film français de Maurice Pialat (1985), avec Gérard Philipe, Sophie Marceau, Richard Anconina, Pascale Rocard, Sandrine Bonnaire. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Le chasseur. ■■ Film américain de Buzz Kulik (1980), avec Steve Mac Queen, Eli Wallach, Levan Burton, Ben Johnson, Richard Venture. 0.05 Cinéma : Si Versailles m'était conté. ■■ Film français de Sacha Guitry (1953), avec Sacha Guitry, Jean-Pierre Aumont, Brigitte Bako, Jean-Louis Barrault, Bourvil, Daniel Gelin, Gérard Philipe, Micheline Presle.

La « 5 »

- 13.25 Feuilleton : Flamingo Road. 14.20 Dynastie II. 15.15 L'inspecteur Derrick. 16.25 Série : Chaps. 17.20 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.10 Série : K 2000. 19.10 Série : Happy Days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Série : Mike Hammer. 21.25 Série : Supercopier. 22.15 Feuilleton : Flamingo Road. 23.15 Série : Mike Hammer. 0.05 Série : Supercopier. 1.00 Série : Star Trek. 1.55 Série : K 2000.

TV 6

- 14.00 6 Toes. 17.00 Système 6. 18.30 NRJ 6. 19.20 Feuilleton : Le temps des copains. 19.35 Série : Max la menace. 20.10 Cinéma : On n'y jure qu'à deux. ■■ Film britannique de Sidney Gilliat (1950). Un homme, bibliothécaire dans une petite ville industrielle du pays de Galles, cherche à sortir de sa vie médiocre en courtisant une femme du monde. Une comédie narquoise et amère dominée par la performance d'acteur de Peter Sellers. 22.00 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le journal de corps. Le handicap : Le corps en prison ; Dossier : la santé des détenus.
- 21.30 Musique : Diagonales. Actualité de la chanson française et étrangère.
- 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; La gauche prolétarienne.
- 0.10 Du jour au lendemain. Avec Jean Roudaut.

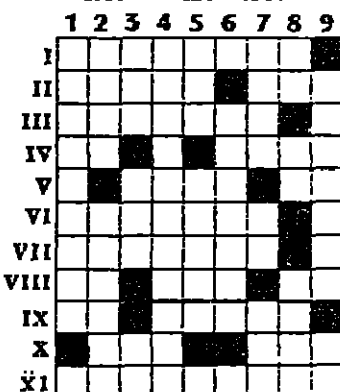
FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 5 juillet 1986 dans le cadre du Festival de musique sacrée de Fribourg) : Œuvres de Des Prés, Monteverdi, Bannan, de Lassus, par l'Ensemble vocal de la chapelle royale de Paris, dir. Philippe Herreweghe.
- 22.00 Les soirées de France-Musique. Cycle acoustique ; à 23.00, Brouillards, d'après des textes de Sergio Solmi et J.M.G. Le Clézio ; à 24.10, Poisons d'or.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4367



HORIZONTALEMENT

I. Elle s'avère de force pour quelques « folles » équipées. — II. Son fils, dit-on, a des goûts dispendieux. Origine d'une pomme de discorde. — III. Ouvrage de marque. — IV. En face. Divisions géologiques ou historiques. — V. « Types » disparus. Pêche japonaise à déguiser servie sur un plateau. — VI. Maître une femme en état de Grâce. — VII. Ne fait pas partie de la vaisselle plate. — VIII. Ville morte. Juste fin pour une désespérée. Partie de cartes et plus précisément de baccarat. — IX. Participe passé. Résidu de calcination. — X. Quand il balayait la cour, ce n'était que du regard. Libérée de la prison du corps. — XI. C'est en toute justice qu'elles émanent d'un homme de jugement.

VERTICALEMENT

I. Il rapporte beaucoup, mais sans le moindre intérêt. — 2. Précède poliment le plaisir de l'invité. Poudre ou correspondre. — 3. Mer espagnole. Babel à Manhattan. Origine incontrôlable. — 4. Ferait bénéficier d'une circulation fluide. — 5. Mer britannique. Homme politique autrichien. — 6. Embrouilles ou plus du tout brouillés. — 7. Prétrognative du chef. Note. Préfixe. — 8. En rade. Préposition. Celui qui en a la charge est généralement ferré. — 9. Pratiquer l'alternance, pour le ministre de l'Agriculture. Préposition.

Solution du problème n° 4366

Horizontalement  
I. Rapporteur. Saut. — II. Epaulés. Raucité. — III. Fildefryste. Et. — IV. Rote. Lt. Nô. Lér. — V. Inouïes. Oiseau. — VI. Or. Temir. Ruse. — VII. Emu. Es. Or. RA. — VIII. Riens. Oc. Votant. — IX. Antiséche. Rua. — X. Té. Gê. Epeire. — XI. Eu. Augure. Usai. — XII. Ursule. Iule. In. — XIII. Edentés. Lee. — XIV. Ame. Estache. — XV. Chassée. Essaims.

Verticalement  
1. Réfrigérateur. — 2. Apion. Mineur. Ah! — 3. Paltoquet. Sema. — 4. Fudeur. Nigaudes. — 5. Oïé! Essulé. — 6. Reflets. Gêne. — 7. Tsé-té. Oc. Tue. — 8. Nocher. — 9. Urinoir. Epéiste. — 10. Rasoir. As. — 11. Ut. Rôti. Lacs. — 12. Scélérat. Rue. Ha! — 13. AI. Eau. Ares. Lei. — 14. Utérus. Nu. Aje! — 15. Tête. Estamineis.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 novembre 1986 :

UNE LOI

● N° 86-1210 du 27 novembre 1986 complétant la loi n° 86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication.

DES CIRCULAIRES

● Du 27 novembre 1986 relative aux investissements étrangers en France.  
● Du 27 novembre 1986 relative au paiement des importations.  
● Du 27 novembre 1986 relative à l'utilisation des cartes de crédit.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 30 novembre 1986 :

DES DÉCRETS

● N° 86-1216 du 28 novembre 1986 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.  
● N° 86-1217 du 24 novembre 1986 modifiant certaines dispositions du code de la route et relatif à l'enseignement de la conduite automobile.

UN ARRÊTÉ

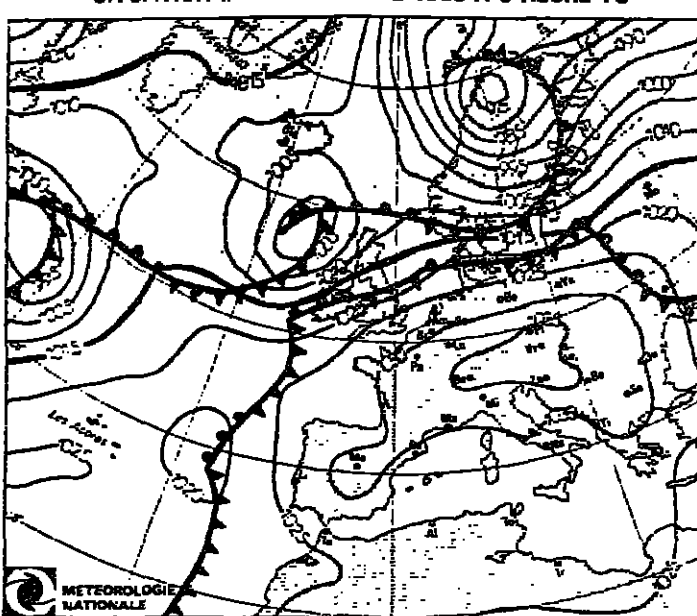
● Du 28 octobre 1986 portant fixation pour 1986 par département du taux de subvention spéciale prévue à l'article 3 du décret n° 86-1116 du 15 octobre 1986 (assurance contre la grêle).

UNE DÉCISION

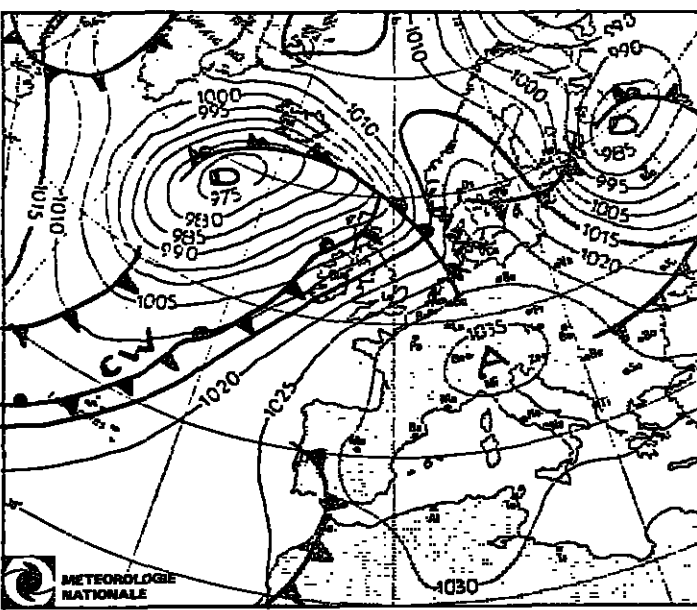
● N° 1 du 25 novembre 1986 portant autorisation à la société Paris-Cable d'exploiter un service de radiotélévision par câble.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 1<sup>er</sup> décembre à 0 heure et le mardi 2 décembre à 24 heures.

Les hautes pressions vont persister sur l'Europe et protéger la France des perturbations océaniques qui seront rejetées sur les îles britanniques.

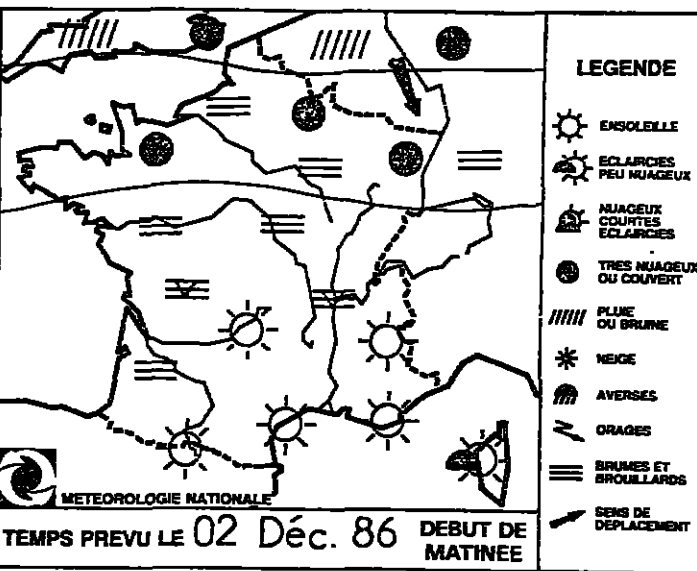
Mardi : Sur toute la moitié nord du pays le ciel sera gris le matin et les brouillards denses seront très nombreux. Ils seront parfois givrants dans le centre, le Lyonnais, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace. Il y aura même un peu de bruine dans le Nord-Pas-de-Calais. En cours d'après-midi, on pourra espérer tout de même quelques rayons de soleil.

Sur la moitié sud du pays, après la dissipation assez rapide des brumes ou

des brouillards matinaux, le soleil régnera. Le temps sera même bien ensoleillé dès le matin sur les régions proches de la Méditerranée, la basse vallée du Rhône, les Alpes et les Pyrénées.

Le matin il fera froid : - 4 à + 2 degrés au lever du jour en général, sauf en Bretagne et en Normandie, où le thermomètre marquera + 5 à + 7 degrés et près des côtes méditerranéennes où il fera + 7 à + 10 degrés C.

L'après-midi les températures resteront basses dans le Nord-Est avec + 2 à + 4 degrés C mais ailleurs elles atteindront 10 à 15 degrés C du nord au sud et même 15 à 17 degrés dans nos régions les plus méridionales.

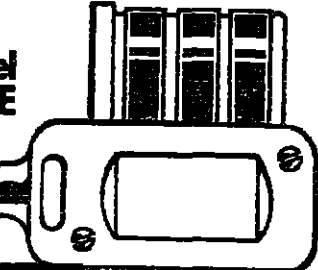


(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## L'immobilier déménagement ? Moi aussi.

L'immobilier sur Minitel. 20 000 annonces Paris-banlieue réactualisées chaque jour.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

صكنا من الامل





Photo Photo Scanning RSCG Technologies

"MICROSOFT RBASE,  
LA PREMIÈRE BASE DE DONNÉES,  
VRAIMENT DONNÉE."

Le système de gestion de bases de données relationnel le plus complet, le plus simple et le moins cher sur IBM PC et compatibles.

**U**ne bonne base de départ. Pour le profane comme pour le programmeur confirmé, le générateur d'applications "EXPRESS" vous guide pour développer plus simplement et plus rapidement vos applications.

Une base de vitesse. Pour interroger des bases de données en un éclair, vous pilotez des commandes de recherche, d'extraction et de tri.

**Une base qui a des relations.** Pour combiner, ajouter, fusionner, extraire ou conserver les enregistrements communs de plusieurs tables d'informations.

**Une base pour les amateurs de professionnalisme.** Créer des macro-commandes, optimiser l'exécution de votre application et communiquer avec les logiciels et les formats de fichiers les plus répandus... Tout cela pour 2.990 F. Microsoft Rbase, c'est la base de données vraiment donnée !

\* prix public H.T. au 15.9.86.



**MICROSOFT.**  
Les logiciels de la vie simple.

Pour une information complète, écrivez à Local Québec, N° 519 - 91946 Les Ulis Cedex.

صبرنا من الاعمى

## Le Monde CADRES

BLOC NOTES

### Têtes bien faites mais têtes froides les grands acheteurs sont de vrais hommes d'affaires

Le Responsable Achats de cette grande firme automobile en est convaincu : les Achats se situent désormais sur le terrain de la négociation stratégique et génèrent le concept de PARTENARIAT. Les Achats ont aujourd'hui un rôle déterminant dans la conquête des parts de marché. Le Marketing Achat se vit au rythme international. Les fournisseurs parlent désormais les langages de la Planète. Pour cette nouvelle stratégie, il faut de nouveaux stratèges.

#### Un concept nouveau : le partenariat.

Quelle est l'originalité de votre démarche ?

- Nous pensons qu'il est temps de passer de l'ère du « fournisseur mieux-disant » à celle du partenaire. Il nous revient à nous, acheteurs, d'exercer une sélection rigoureuse par :  
- un diagnostic financier : solidité et pérennité des structures,  
- un diagnostic de qualité : la fiabilité et les performances des moyens de production,  
- un diagnostic humain : une équipe dirigeante compétente avec un projet d'entreprise.  
Ainsi sommes-nous de plein-pied dans le Marketing-Achat, seul compatible

avec une politique d'échanges avec les partenaires internationaux : zone Europe, zone Pacifique, zone Asiatique.

#### Un métier d'envergure : acheteur

- Quel est l'homme de la situation ? Un commercial ou un ingénieur ?

- Nous recherchons d'abord une personnalité. Il sera avant tout HOMME D'AFFAIRES, avec une carte du Monde dans la tête, négociant avec les partenaires qu'il aura su choisir.

Maintenant qu'il soit HEC, ESSEC ou ingénieur Grande École avec un MBA ou équivalent, et bien sûr l'anglais courant, c'est son potentiel humain qui

fera la différence. Il lui faut une bonne dose d'ambition, de la rigueur et la diplomatie du négociateur.

- L'Achat : champ clos ou job ouvert ?

- Les ouvertures sont multiples : les Achats sont une vraie plate-forme d'observation interne et externe, donc un tremplin vers d'autres Directions opérationnelles.

- Et... l'argent, dans tout cela ?

- C'est encore une affaire de négociation. Nous sommes durs en affaires, c'est vrai, mais nous savons acheter le talent.

Vous vous sentez la carrure ?  
Vous voulez en savoir plus ?



Ecrivez-moi vite. J'aurai plaisir à vous faire rencontrer le promoteur de cette nouvelle politique des Achats. C.E. KOEHLER, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 46 M 333.

Société française d'un grand groupe international,  
nous sommes spécialisés dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés aux collectivités et aux industries.  
Nous recherchons un

### Chef de produits collectivités

Bénéficiant d'une expérience professionnelle dans une fonction comparable, vous assumerez la responsabilité de la gestion de tous les produits de votre gamme. Sous l'autorité immédiate du Directeur du Marketing, vous ferez les recommandations concernant les politiques à suivre et, une fois celles-ci approuvées, vous serez chargé de leur mise en œuvre.

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, EAP...), vous possédez des qualités de rigueur, d'organisation et d'ouverture ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Après une réussite dans cette première étape, vous pourrez évoluer en France ou à l'étranger.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2260 à

JOURNÉE 144 rue de Rivoli - 75001 Paris - qui transmettra

### Professionnel(le) de la recherche de cadres

Au sein de l'activité Ressources Humaines de Peat Marwick, nous sommes spécialisés dans la recherche et la sélection de cadres dirigeants et confirmés. Notre objectif : apporter à nos clients un véritable conseil, correspondant à l'image et à l'éthique de notre firme.

Des méthodes originales, un travail en équipe pratiqué dans la rigueur mais aussi l'enthousiasme, un environnement composé de spécialistes de haut niveau : voici le cadre dans lequel vous assurerez la responsabilité complète de vos missions et évoluerez à la mesure de vos résultats.

Avec au moins cinq ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, vous avez acquis la maturité personnelle et professionnelle qu'exige notre métier. Vous êtes par ailleurs diplômé d'une École de Commerce ou d'une maîtrise de Gestion ou d'Economie et vous parlez l'anglais.



PEAT  
MARWICK  
Stratégies et  
Ressources Humaines

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion.  
PEAT MARWICK - Référence 930/64 - Tour Fiat - Cedex 16  
92084 PARIS LA DEFENSE.

### Du commercial... au recrutement de commerciaux

BJ FORCES, depuis 6 ans, s'est imposé comme l'un des premiers partenaires des entreprises dans la recherche de forces de vente. Département autonome de Bernard Juhiet Pyscom, BJ FORCES est au contact permanent des autres départements du cabinet (spécialisés dans la recherche de cadres, d'ingénieurs, d'hommes de l'informatique et de la communication, de dirigeants). Les consultants de BJ FORCES, issus de la fonction commerciale, mènent des missions sur tout le territoire en s'appuyant sur des unités régionales déjà développées à Strasbourg et à Nice. Nous recherchons un

#### Conseil en recrutement "opérationnel"

Auprès d'interlocuteurs décideurs des fonctions commerciales, marketing, promotion, vous négociez vos interventions puis menez en toute autonomie les missions de recherches qui vous seront confiées. Pragmatisme, écoute, esprit d'analyse et de synthèse vous permettront d'apprécier l'adéquation des candidats que vous saurez contacter par divers moyens (annonces, contacts écoles, contacts divers, gestion de candidatures spontanées). Pour ce métier passionnant, nous souhaitons rencontrer des jeunes candidats qui, au terme d'études commerciales supérieures, ont pratiqué des fonctions d'encadrement terrain ou eu des responsabilités dans le commercial pendant quelques années.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo - 24 rue Eugène Flachet - 75017 Paris sous référence 139/5 M.

Nous vous assurons confidentialité et réponse.

Un département de Bernard Juhiet Pyscom  
BJ FORCES

AVERY INTERNATIONAL, groupe américain, leader dans la production de produits auto-adhésifs, C.A. consolidé supérieur à 1 milliard de dollars, implanté dans les principaux pays du monde, recherche pour renforcer ses équipes, deux

### auditeurs internes

Destinés à intervenir dans un contexte très industriel, ils auront pour mission de mettre en place et de veiller au respect des normes et des procédures de contrôle interne du groupe, notamment au niveau des unités de production en France, Angleterre, Espagne et Belgique.

Ces postes concerneraient des candidats de formation Ecole Supérieure de Commerce, HEC, ESCP, ou Expertise Comptable, avec 3 ans d'expérience acquise en Contrôle interne ou dans un milieu industriel. Le profil idéal de l'anglais est indispensable. Des déplacements fréquents sont à prévoir avec retour les week-ends.

Des perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe sont envisageables. Un niveau de rémunération intéressant peut être négocié en fonction de l'expérience.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo (retournée), prétentions, sous référence 22.520-M à l'attention de H. CARON.



Coopers & Lybrand associés  
58, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

### DU MARKETING POUR UN RESPONSABLE DES ACHATS

Notre laboratoire, holding d'une dizaine de sociétés, réalise un CA de plus de 300 MF.  
Nos activités couvrent l'ensemble du marché, de la spécialité de prescription jusqu'à l'accessoire d'hygiène infantile.

En relation directe avec le Directeur de la Production du Groupe, vous créerez cette fonction de Responsable des Achats.

Intercoureur de nos fournisseurs, vous saurez les mettre en concurrence. Par les contacts que vous développerez en France et à l'étranger, vous serez à même de présenter des propositions afin de rendre nos gammes encore plus attractives. A l'écoute de nos forces de vente, vous déterminerez notre politique d'achats.

A 30-35 ans, vous avez complété votre formation supérieure (ESCAE, pharmacie, école d'ingénieur...) par une expérience acquise dans des domaines aussi variés que la pharmacie ou la cosmétique, l'agro-alimentaire ou les produits de luxe. Homme de qualité et de rigueur, vous savez gérer 3500 références qui sont, pour partie, des articles de conditionnement à faible coût unitaire. Vous êtes également très autonome.

Anglais indispensable.

Le poste est basé en Bourgogne.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F07 001 M. à notre Conseil.

55 rue de Lyon 75012 PARIS

**RÉSoudRE**  
LES PROFILS D'ACHAT

### créer la fonction financière au niveau Europe

Vous aurez à mettre en place le système de gestion décentralisée au niveau Europe et y adapter l'organisation comptable. Vous serez responsable de la Trésorerie, de l'administration du personnel et du suivi des structures juridiques et fiscales.

Vous avez une expérience en cabinet d'audit anglo-saxon complétée par 2 ou 3 ans dans les fonctions de « contrôleur » au sein de l'entreprise. Vous parlez anglais.

Nous sommes un groupe européen spécialisé dans le Conseil en Ressources Humaines, leader et en très forte croissance (+ 50 % par an depuis 5 ans).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement envoyez votre CV sous réf. 867-02 à notre Conseil.

**ONOMA**

26 rue de Bercy 75008 Paris

### Une Direction Commerciale à créer

Légitime à un puissant groupe de services, nous nous sommes dotés des outils nécessaires pour nous imposer sur un marché très concurrentiel : l'immobilier.

Notre positionnement unique, la qualité de nos prestations font de nombreux enjeux. Aussi pour garder cette avance, nous créons ce poste de Directeur Commercial.

A 30/35 ans, formé dans l'une des meilleures Ecoles de Commerce (HEC, ESSEC...), on reconnaît vos réussites depuis 4/5 ans dans des fonctions marketing ou sales commerciales, si celles-ci touchent à la grande distribution. Cette expérience vous a appris combien la rentabilité était importante sans pour autant annuler vos qualités d'entrepreneur : de créateur... Un excellent tremplin pour élargir dans nos structures le champ de vos responsabilités car il s'agit très vite de définir, notamment avec notre Directeur Général, une politique efficace de ventes, communication, territorialisation de produits. Homme d'action, d'anticipation, vous devancerez les problèmes spécifiques aux sociétés de services.

Et maintenant quelques chiffres : CA 300MF, 40% de progression annuelle/mois, l'ambition de quadrupler nos résultats d'ici 5 ans.

La rémunération sera à la hauteur de vos ambitions (et des résultats). Poste basé à Paris. Nombreux déplacements bien sûr, notamment à l'étranger (anglais indispensable).

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence 5085 à l'agence DESSEN, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Discrétion assurée.



## Le Monde CADRES



**PAULSTRA  
hutchinson**

UN DES LEADERS MONDIAUX DES  
SUPPORTS MOTEURS AUTOMOBILE  
600 MILLIONS F - 2.000 PERSONNES  
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON  
(4 milliards de Francs)  
recrute pour son usine (675 pers.) de  
Châteaudun (125 KM DE PARIS)

**2 INGÉNIEURS**  
Développement  
SUPPORTS MOTEURS  
Caoutchouc-métal

**La mission**  
CONCEVOIR ET METTRE AU POINT DES  
PRODUITS NOUVEAUX, A PARTIR DES CAHIER  
DES CHARGES DES CONSTRUCTEURS AU-  
TOMOBILE.

**Son évolution**  
Ouverture envisagée, à terme de 2 ans (+), sur  
une fonction TECHNICO-COMMERCIALE au-  
près des Constructeurs européens.

**L'homme**  
• La trentaine • INGÉNIEUR mécanicien  
diplômé ou BTS/DUT si plus longue pratique  
• ANGLAIS INDISPENSABLE • EXPÉRIENCE (3  
ans min) DANS une FONCTION de DÉVELOP-  
PEMENT analogue CONNAISSANCE CAOUT-  
CHOUC/MÉTAL TRÈS SOUHAITÉE

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE  
et vous remercie d'adresser votre candidature  
(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et  
rémunération) sous réf. 8656 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**Cabinet International  
de Conseil en Management**  
recherche un jeune

**PSYCHOLOGUE HF**

motivé par l'activité recruté. Il sera après forma-  
tion chargé de faire passer des tests techniques en  
comptabilité et finance et assister les responsables  
pour l'approche directe de candidats.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite, photo et préten-  
tions, sous référence 5220-M à MAMBRÉGES, 3, rue  
d'Hautville, 75010 Paris, qui transmettra.

**Important organisme technique chargé d'assurer  
la conception et la réalisation de matériels  
de pointe dans le domaine des missiles, recherche**

**Jeune ingénieur  
SUP. AERO, ENSICA, ENSTA, AM...**

Au sein d'une équipe performante, il participera au développement de projets  
sophistiqués: définitions, mises au point, qualifications de systèmes (guidage de  
missiles) en relation avec les industriels coopérants et les centres d'essais internes  
ou externes.

Ce poste implique:  
• une formation supérieure en électronique et informatique (si possible option  
aéronautique),  
• une première expérience (non indispensable si stages en rapport),  
• des capacités relationnelles incontestables,  
• une maîtrise de la langue anglaise.

Lieu de travail: Paris - Déplacements à prévoir à l'étranger.

Ecrire sous réf. VU 248 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**Directeur du Personnel**

Une société industrielle dynamique et ayant des projets ambi-  
tieux (1000 personnes) filiale d'un groupe français renommé et de  
dimension internationale (20000 personnes dont la moitié à  
l'étranger) recherche son Directeur du Personnel.

Membre d'une équipe légère de Direction, il apportera une contribution décisive  
afin que la politique sociale, les structures d'information et de communication, la  
gestion des ressources humaines, les relations avec les partenaires sociaux consti-  
tuent un élément clef et moteur dans la réalisation des projets de la Société.

Véritable professionnel de la fonction personnel, il disposera de 8 à 10 ans environ  
d'expérience acquise au sein d'une société industrielle.  
De formation supérieure, Droit, Sciences Po ou équivalent, ses qualités de créateur,  
concepteur et réalisateur seront essentielles.  
Larges perspectives d'évolution ultérieures au sein du groupe.

Poste à Paris Ordre de grandeur de rémunération: 400 000 F

Ecrire sous réf. CZ 254 AM.

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**Ingénieur électronicien  
débutant**

**ESME, ENSI, INSA...**

Important organisme technique assurant la maîtrise d'œuvre de  
programmes dans le domaine des missiles, propose un poste  
stable et formateur à un jeune ingénieur débutant.

Au sein d'une équipe de haut niveau de qualification il sera chargé d'assister un  
responsable de programmes: études de conception, suivi du développement, de  
la fabrication et des essais de systèmes de câbles aériens, en relation avec les  
industriels coopérants et les centres d'essais.

Ce poste se situe dans un domaine de technique de pointe et permettra à un jeune  
ingénieur de travailler dans une équipe dynamique, d'être en contact avec de  
nombreux industriels et de bénéficier de formations complémentaires.

Il implique un diplôme d'ingénieur en électronique et de bonnes capacités  
relationnelles.

Pratique de l'anglais appréciée.

Poste Paris - Déplacements occasionnels à l'étranger.

Ecrire sous réf. WM 249 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**Contrôleur de gestion  
poste évolutif**

UNE COOPERATIVE AGRICOLE PERFORMANTE (CA 1,4 mil-  
liard) recherche son Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé:

- d'animer la démarche budgétaire des Directions opérationnelles et des  
services fonctionnels,
- d'assurer la synthèse et la cohérence du budget,
- d'effectuer l'analyse des performances,
- de développer les "outils" de gestion.

Outre ce rôle de contrôleur de gestion, il collaborera avec la Direction Générale  
pour les prévisions financières, l'élaboration des dossiers d'investissements, les étu-  
des économiques et financières.

Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant environ 5 ans d'ex-  
périence en audit ou en contrôle de gestion (acquise dans société à dominante  
commerciale), rigoureux, dynamique, proche du terrain, intéressé par le marché  
agricole, ouvert aux problèmes du droit des affaires (la candidature d'un débutant  
peut être envisagée également avec une prise de responsabilité plus progressive).  
Sa réussite dans le poste lui permettra d'accéder à des responsabilités de direction.

Poste: ville ouest France.

Ecrire sous réf. NZ 132 CM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**DIEBOLD FRANCE - Conseil de Direction en Informatique**

**INGENIEURS CONSEILS**

Notre développement nous amène à renforcer notre équipe de consultants par des ingé-  
nieurs informaticiens, pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans un  
environnement "grand système".

Ils auront à participer à des interventions toujours de haut niveau dans des domaines  
variés:

- Schéma Directeur • Politique de communication et réseaux • Plan de sécurité • Exper-  
tise de système informatique...

**NOUS OFFRONS UNE REELLE OPPORTUNITE D'EVOLUTION DE  
CARRIERE VERS LE CONSEIL:**

- Insertion dans une équipe de fort professionnalisme • Possibilité de mettre en valeur vos  
connaissances dans un cadre plus large et pluridisciplinaire • réflexions constantes sur les  
nouvelles technologies et les structures modernes.

Nous vous proposons de prendre contact avec nous en envoyant C.V., photo et préten-  
tions à Mme AICH - DIEBOLD FRANCE - 56, rue de Londres - 75008 PARIS.

**UN CHEF DE PUBLICITE JUNIOR**

*Le moteur de notre communication*

**L**eaders du crédit - autos, bateaux, caravanes - nous créons la fonction  
de Chef de Publicité junior pour mieux faire connaître nos produits des  
consommateurs et personnaliser nos messages à nos clients gar-  
gistes, concessionnaires...

Vous avez, après une formation supérieure (ESC, CELSA...), passé  
2 à 3 ans dans une agence qui vous a donné le goût des challenges,  
l'habitude des réflexions marketing et des stratégies média.

Vous connaissez aussi les avantages du hors média: planning, couponing, ...  
Directement rattaché à notre responsable de la communication, vous prendrez  
rapidement votre autonomie. Responsable des liaisons avec notre agence sur  
tous les aspects stratégiques et média, pilote des opérations de relations  
publiques indispensables (salons, foires, forums, ...) ou des actions promo-  
tionnelles de nos clients (affiches, PLV, gadgets, ...) vous serez le moteur de  
notre notoriété et de notre développement d'image en interne/externe.

Si une carrière sur les chapeaux de roues vous tente, adressez votre dossier de  
candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 778 à  
Compagnie Bancaire, Madame LE JONCOUR  
5 avenue Kléber - 75116 Paris.



**groupe de la compagnie bancaire**

**jeunes juristes  
spécialisés en droit des affaires**

**CABINET D'AVOCATS DE  
TRES HAUTE NOTORIETE**

**BUREAU DE PARIS**

De renom international, nous sommes l'un des tout premiers Cabinets Européens d'Avocats.  
Notre activité est exclusivement orientée sur le droit des affaires.

Nos clients, entreprises importantes et réputées, apprécient particulièrement la rigueur et le  
réalisme de notre approche économique ainsi que la recherche d'anticipation qu'ils retrou-  
vent dans nos synthèses et nos propositions d'optimisation.

La poursuite du développement de notre Cabinet nous amène en permanence à rechercher  
de nouveaux collaborateurs de haut niveau et à fort potentiel pour les intégrer à nos  
équipes.

Actuellement nos besoins plus particuliers sont les suivants:

- Rédaction de contrats commerciaux.
- "Rewriter".
- Rédaction et Assistance à Négociation de contrats en matière immobilière et notamment  
implantations et gestions de centres commerciaux.
- Rédaction et Assistance à Négociation de contrats d'achats de sociétés.
- Contentieux Commercial courant.

Très bon rédacteur, vous êtes tout à la fois réfléchi et méticuleux, dynamique et responsable.

De bonne formation DEA, DES, HEC, Sciences Po, Université Américaine... vous avez une pre-  
mière expérience de juriste réussie.

L'anglais serait un plus pour évoluer.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence JPV 20 à notre  
Conseil, qui étudiera votre dossier confidentiellement.

**COCEPLAN** 2, rue Louis David - 75016 PARIS

**Ingénieurs mécaniciens, ingénieurs chimistes  
De la conception à la réalisation**

Nous sommes, avec 3 700 personnes et 2 milliards de chiffre d'affaires (dont 60% à l'exportation)  
l'importante filiale d'un Groupe Multinationnel.  
La performance et le succès actuel de nos produits - très techniques - ne sont pas le fruit du hasard:  
innovation, maîtrise des procédés de fabrication, automatisation, recherche permanente de la qualité  
en sont les fondements.

Vous, jeune ingénieur mécanicien (AM, INSA, ENSI...) ou chimiste (PC, ENSIC, ENSCM...) avec  
spécialisation appréciée en polymères, les études et le développement vous attirent: concevoir de  
nouveaux produits, élaborer des procédés toujours plus fiables, optimiser qualité et prix de revient...  
tels sont les objectifs que nous vous proposons.

Vous menez tout d'abord des missions ponctuelles puis évoluerez - suivant votre formation et vos  
motivations - vers des responsabilités opérationnelles: Développement, Industrialisation,  
Production...

Votre premier parcours se déroulera au sein de notre Centre Technique, situé dans l'Est de la France.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous référence KI 1215 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

سكرا من الامل

Le Monde  
CADRES

## Attaché de presse de haute volée !

Pour prendre en charge les relations Presse du 4<sup>e</sup> constructeur informatique mondial, promouvoir son image à travers la gamme de produits la plus large du marché (mini, micro, gros systèmes), nous recherchons un(e) diplômé(e) d'études supérieures bilingue anglais à la gaffe déjà exercée. Développer nos relations avec les professionnels de la presse, rédiger les communiqués et les dossiers de presse, concevoir et animer les conférences, telle sera votre principale mission. Chargé de recueillir toute information utile à NCR et ses différents services, vous tiendrez à jour une revue de presse. 4 à 5 années d'expérience de la fonction au sein d'une grande entreprise ont développé vos qualités rédactionnelles, votre bonne élocution et votre sens des relations publiques. La connaissance du milieu informatique est fortement souhaitée. Adressez votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 1875 M, à Franck ETIENNE, Service Recrutement, Tour Neptune, 20 place de Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

**NCR**

Groupe industriel français de dimension internationale recherche pour sa Direction du Personnel et des Affaires Sociales un(e)

## RESPONSABLE DE RECRUTEMENT

Ingenieurs et Cadres

Avec une grande autonomie et un jugement sûr, vous prendrez en charge une mission très complète liée à la gestion du potentiel humain de l'entreprise.

Définition et mise en œuvre de la politique de communication avec les grandes écoles, recherche, sélection et intégration des candidats, gestion de carrière des jeunes cadres : autant de facettes d'une fonction stratégique et diversifiée.

Une expérience similaire d'environ 2 à 5 ans de préférence en entreprise, une formation supérieure de type ESC, Sciences Po et/ou psychologie, mais aussi d'excellentes qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite et vous ouvriront de larges perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 666, à l'agence Anne Peru Conseil, 3, rue de Liège, 75009 Paris.

Leader mondial sur son créneau en fort développement - Filiale groupe international réputé, engagé pour son développement européen dans la Région Parisienne Nord

## INGENIEUR TECHNICO-CIAL

Ingénieur de formation ENSI ou similaire, 35 ans optimum : aura pour mission : prospection, analyse des besoins, établissement des offres, négociations, vente, suivi des clients sur l'Europe de l'Ouest. Anglaise parité et écrit. Expérience de la prospection commerciale, connaissance des techniques de vente, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'anglais écrit et oral. Formation spécifique : formation spécifique au produit assuré.

Ecr. avec C.V. dét. photo, réf. : 5.138 M, à Gullion Sélection 82, rue Joffroy, 75017 Paris (réponse et discrétion assurées).

## Société Yvan BEAL

Motoculture de plaisance 171, av. de l'Agriculture 63014 Clermont-Ferrand Cedex

## ATTACHE DE DIRECTION avec évolution au poste de DIRECTEUR COMMERCIAL

35 à 40 ans, ayant sérieuse expérience pour animation d'équipe de vente sur toute la France. Formation supérieure : Ecoles de commerce ou assimilées. Anglais parlé et écrit couramment. Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo.

Vous souhaitez prendre un nouveau élan dans votre vie professionnelle ? Nous intégrons dans notre équipe régionale un élève d'activité immédiate

Il faut :  
- 25 ans environ ;  
- bonne culture générale ;  
- bonne connaissance des relations humaines ;  
- savoir commercial.

Nous offrons un plan de carrière pour hommes de talent et un climat d'activité immédiate

Tél. 01 46 06 11 27  
au 01 46 06 11 27  
à l'adresse : 22, rue Taitbout 75008 Paris, qui transmettra.

L'EPARGNE DE FRANCE  
Société Française d'Assurances et de Capitalisation du GROUPE CIAL UNION  
Un des leaders mondiaux de l'Assurance RECHERCHE pour son service marketing

## 1 CHARGE D'ETUDES

Le candidat (e) H.E.C. E.S.E.C. SUP de CO, etc. devra avoir une première expérience et être ouvert aux autres aspects du marketing : politique de distribution, participation à la recherche et à la promotion des produits. Poste évolutif à pourvoir rapidement.

Adressez lettre de candidature C.V. et photo à : 1.498 à PUBLICITE 22, rue Taitbout 75008 Paris, qui transmettra.

LE CLAP recherche pour son centre de formation d'adultes handicapés physiques à Paris un

## FORMATEUR

à plein temps à durée déterminée du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 1987 inclus. Poste de chargé de formation de publics de bas niveau de qualifications pour une formation de base avec des matières mathématiques et de réinsertion professionnelle. Connaissance en informatique en vue d'élaboration de supports pédagogiques. Faire parvenir le curriculum vitae au CLAP 25, rue Gandon 75013 PARIS, pour le 10 décembre 1986.

## Les ressources humaines chez

## GERLAND Routes

Nous nous sommes sûrement déjà rencontrés. Entre Rhône, Alpes et Méditerranée, nous sommes la prestataire entreprise routière. 2000 personnes, une priorité accordée à l'épanouissement des hommes dans l'entreprise, une équipe qu'est notre force. Des projets ansés, de développement, favorisés par la belle santé financière du Groupe GERLAND (2,4 milliards de CA, 4000 personnes). Notre métier est particulier. Vous l'apprendrez d'abord sur le terrain en parlant avec les Directeurs de Région et les Chefs d'Agence de risques d'intempéries ou de marge nette, et en rencontrant sur place des chefs de chantier et des ouvriers qui vous diront leurs préoccupations. Quand vous mettez en main sur les viasges et que vous aurez identifié nos problèmes spécifiques, il vous sera sans doute plus facile de devenir à votre tour le Responsable de nos Relations Humaines. Dès maintenant vous avez choisi votre voie. A trente ans, vous avez déjà une expérience, dans une entreprise bien structurée, de la Gestion et de la Direction du Personnel. Vous avez une solide formation (Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, Doctorat en Droit/Sciences Eco.) et avez précédé vos connaissances de la législation sociale, du droit du travail et des relations humaines et sociales dans l'entreprise au contact de la réalité. Et vous aimez vivre à Lyon.

En vous proposant de nous rejoindre, c'est notre avenir - et le votre - que nous préparons. Merci de la compréhension en nous décrivant le début de votre parcours professionnel et en nous expliquant vos ambitions. Ecrivez, sous référence RH 1217 M, à SEFOP notre Conseil, qui nous connaît bien et peut répondre à vos questions.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTHEC

## SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

## RECHERCHE

## INGENIEURS GDES ECOLES

## ou UNIVERSITAIRES

## ENST, ESE, ENSIMAG,

## INSA

## ENSI, BEA, etc.

Pour assurer des développements en :  
- logiciels de bases ;  
- logiciels d'application temps réel ;  
- télécom, réseaux ;  
- CAO, CFAO, IA.

Ecr. à S.D.I. 78/90, av. Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET Cedex.

## AGENCE DE PUBLICITE INTERNATIONALE

## recherche

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expér. confirmée IBM/360 GAP II Connaissance Office appréciables

Adressez C.V., photo, prétentions à : OGLVY AND MATHER 38, rue Brunel, 75017 PARIS.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAL-D'OISE - YVELINES recherche

## LE RESPONSABLE DE SON NOUVEAU CENTRE D'INFORMATION ET DE FORMATION DE RAMBOUILLET (78)

Formation supérieure, Supérieure professionnelle dans l'industrie ou les services (10 ans minimum). Expérience pédagogique acquise dans la formation professionnelle continue, des relations humaines, des contacts commerciaux.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à C.C.I. Service du Personnel - 21, av. de Paris 78011 VERSAILLES.

APPROFIE rech. électromécanicien radio marine, 25-35 ans, diplôme DUT équivalent, expérimenté, Décor. Abidjan. Env. C.V. et réf. SEC 10 - B.P. 513 ABIDJAN 10.

## INGENIEUR SYSTEME VAX - VMS - OS/2 net.

## CHEF EXPLOITATION

## INGENIEUR EXPLOIT. VAX - JCL, méthode VETA

## ANALYSTE-PROGR. VAX - VMS - OS/2

## CHEF DE GROUPE VAX - VMS Gestion Production

Après 43 ans COSOL/DOS DESRUITS/ST/ABITEN/Entre à AMP, réf. 2.000/D 40, rue Olivier-de-Serres PARIS-16<sup>e</sup>, qui transmettra.

Compagnie d'assurances recherche pour PARIS

## CHARGE DE RECRUTEMENT DE LA FORCE DE VENTE

700 commerciaux dans le groupe, 30 ans expérience, cace, très disponible pour déplacements, véhicule personnel. Il sera chargé, après formation à nos méthodes, de missions de recrutement de personnels commerciaux de bas niveau. Une formation en psychologie sera un atout.

Ecr. avec C.V. et prétentions à : PONTIS 7004 82, rue Taitbout 75008 PARIS.

Pour rejoindre notre activité SYSTEMES ET COMMUNICATION, nous recherchons

## ingénieur commercial confirmé

Sa connaissance de l'environnement des télécommunications, son expérience commerciale d'au moins 5 ans dans le Service Informatique, lui permettront de bénéficier d'une large autonomie d'action.

Au sein de la Direction Commerciale, il lui sera confié la responsabilité de secteurs de clients.

CV, photo et prétentions sous réf. M112 A à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

## GROUPE SYSECA

SYSECA (300MF de CA, 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, porteuse d'un groupe industriel de taille internationale.

## Chef du personnel usine

## Philips Eclairage

Homme de dialogue, de formation supérieure, votre expérience de plusieurs années en unité opérationnelle vous a familiarisé avec les différents aspects de la fonction : relations sociales, administration du personnel, formation, communication et animation des hommes.

Au sein de notre Unité de 530 personnes située à Châlon-sur-Saône spécialisée dans la fabrication de lampes fluorescentes, vous êtes intégré à l'équipe de direction et bénéficiez de l'appui de la structure des affaires sociales du siège. Rejoindre Philips France, c'est rejoindre un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à P. DUTOT, en présentant la réf. G. Philips Eclairage, 204 Rond Point du Pont de Sévres, 92516 Boulogne Cedex.

Philips France est 19 milliards de CA, 23000 salariés et forme qui évolue de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'industrie de l'éclairage. Rejoindre Philips France, c'est rejoindre un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement.

**PHILIPS**  
Philips c'est déjà demain.

## Filiale de SYNTHELABO fabricant et commercialisant des produits médico-chirurgicaux recherche pour son unité de production dans l'EURE

## LE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Il assumera, à travers l'animation et la gestion de 150 personnes, avec l'assistance de la maîtrise, non seulement la production mais il saura également :

- 1) de manière générale, organiser les ateliers en développant la polyvalence et contribuer à l'amélioration des outils de gestion industrielle,
- 2) renforcer la motivation et la communication,
- 3) obtenir le niveau de qualité défini,
- 4) sensibiliser le personnel à l'amélioration des coûts.

C'est un ingénieur ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, acquis, si possible, dans le secteur biomédical.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 170 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO 22, avenue Galilée 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

## Un professionnel de la banque pour conduire notre marketing

Etablissement financier de création récente, nous nous appuyons sur le solide réseau régional des Caisses d'Epargne (200 agences et 1.000 personnes en Picardie) dont nous assurons le financement des activités.

Avec dynamisme et professionnalisme, nous participons également à son développement par un rôle de partenaire et de conseil dans des domaines très pointus : financier, marketing, commercial, ressources humaines, informatique...

Diriger notre service marketing, c'est tout d'abord dans un contexte très opérationnel organiser, coordonner l'équipe de chefs de produits et d'animateurs commerciaux afin d'optimiser le développement de nos produits et de nos marchés.

Cadre bancaire de formation supérieure avec 10 ans minimum d'expérience, vous deviendrez l'animateur aux compétences reconnues de notre réseau et des services fonctionnels. Votre connaissance des marchés financiers vous permettra de devenir une véritable force de développement et de proposition.

Ce poste très complet qui allie responsabilités fonctionnelles et opérationnelles constitue l'opportunité de rejoindre une structure en plein développement.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. DDV.33.LM à SOREFI PICARDIE - B.P. 727 - 80007 AMIENS Cedex.

## LA MAISON DE VALERIE

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Pour participer à notre développement, nous recherchons

## 3 ATTACHE(E)S DE DIRECTION

de formation ESC, possédant de préférence une première expérience de 2 à 3 ans.

Les candidats, après un stage de formation très complet dans l'entreprise et avant affectation dans un de ses services, se verront confier différentes missions dans les domaines de Marketing, d'Administration commerciale, de logistique ou d'informatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : MV SERVICES - BP 4 - 41353 VINEUIL Cedex.



## Le Monde CADRES

### Compagnie Européenne d'Accumulateurs

1<sup>er</sup> fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 500 personnes - C.A. 1,2 milliard CLICHY (Nord d'Alsace) :

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CHEF DE MARCHE



29 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience de vente technique d'équipements ou de composants aux industries. Des connaissances de base en anglais seraient appréciées.

Nous vous proposons, au sein de notre Division Batteries Automobiles FULMIEN, la responsabilité COMPLETE - sur les plans technique, commercial et financier - des ventes aux constructeurs automobiles (25 % du C.A.) en France dans un premier temps, puis dans le reste de l'Europe.

Vous relèverez du Directeur Marketing et serez en relation étroite avec nos Directions Technique et Qualité. Vous serez chargé notamment de :

- analyser les données du marché, étudier les besoins techniques des constructeurs et établir les cahiers des charges, participer à l'élaboration des produits nouveaux,
- élaborer et mettre en œuvre la stratégie commerciale, négocier les contrats,
- suivre la qualité des produits et du service depuis la commande jusqu'à la réception.

Courts déplacements (2 à 3 jours par semaine).

PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. CEI 62 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

### RESPONSABLES COMMERCIAUX DES OPPORTUNITÉS DANS L'UNIVERS INFORMATIQUE POUR MIEUX VIVRE LES "GRANDS COMPTES"

#### NOUS

- Une des toutes premières entreprises sur son marché.
- Une forte notoriété acquise par la qualité et la fiabilité des services fournis, par la clarté et la transparence de nos rapports avec nos clients.
- Une équipe commerciale performante composée de professionnels reconnus... mais qui reste à taille humaine.
- Une politique commerciale qui privilégie le travail de fond et les relations à long terme avec nos clients, ce qui engendre confiance réciproque et fidélité dans la collaboration.
- Un cadre stable et sécurisant dans un univers mouvant.
- Nous sommes, aussi, filiale d'un groupe financier puissant.

SINOUS VOUS intéressons, nous avons alors de bonnes raisons de nouer le dialogue et de rechercher d'une manière ouverte une future collaboration (postes à pourvoir sur Paris). La rémunération que nous pourrions vous proposer ne découle pas des cadres commerciaux de haut niveau, qui gèrent leur carrière dans la durée et le sérieux.

Dans un premier temps, envoyez un dossier complet sous réf. 6002 M à notre Conseil SÉRIFO - 47 bis, avenue Beaumont - 75007 PARIS.

#### VOUS

- Un diplôme: grandes écoles commerciales / ingénieurs.
- Une expérience commerciale "grands comptes" d'au moins 5 ans, acquise chez un grand constructeur d'ordinateurs ou de compatibles.
- Un souhait: trouver un cadre de vie professionnelle où vous assumerez avec une grande autonomie de réelles responsabilités.
- Une personnalité type "couteur de fond" plutôt "qu'étoile filante".
- Une réelle passion pour les relations commerciales avec des partenaires de haut niveau.
- Vous êtes, aussi, ambitieux et souhaitez faire évoluer votre carrière.



Membre de Syntec

### Responsable logistique production

De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous possédez une première expérience professionnelle qui vous a familiarisé avec la production et la gestion d'ateliers.

Passionné par la micro, vous savez analyser, vous savez gérer un outil mais avant tout vous êtes un pragmatique, un homme de réalisation.

Venez assurer à Château-Thierry, la logistique de production de nos usines en optimisant la programmation de la production, de la gestion des stocks et des flux.

- Vous serez ainsi chargé de :
- négocier et réaliser la planification de la production en fonction des demandes,
  - connaître et optimiser les stocks de matières premières et de produits de conditionnement, ainsi que les stocks intermédiaires,
  - mettre en place un système de gestion de la logistique,
  - développer de nouveaux "outils micros" permettant des simulations de production.

Nous saurons favoriser votre épanouissement professionnel. A vous de faire part de vos motivations à Bernard Franot sous référence RLP/M/86 - Biscuits BELIN - BP 93 - 91003 EVRY Cedex.

### Créatif et entreprenant, un responsable crédit-bail mobilier.

Pour vous, professionnel du crédit-bail mobilier, qui commencez à "ronronner" dans une structure bien établie après un parcours réussi de 5 à 10 années, l'opportunité que nous allons vous proposer peut être de nature à vous passionner. Jugez plutôt. Il s'agit de démarrer, au sein d'un établissement financier à Paris, une activité spécialisée dans le crédit-bail mobilier. Risqué, pensez-vous ? Certes la concurrence est vive, mais vos "parrains" sont particulièrement puissants et vous bénéficiez au départ d'un important marché pratiquement captif. Néanmoins, tout reste à faire : la conception des produits, la définition de la politique commerciale, la mise en place des procédures, l'organisation pratique du service, les contacts commerciaux. Du marketing très opérationnel ! En parallèle, vous constituerez progressivement votre équipe en fonction de vos besoins.

Voilà un projet motivant, qui ne sera confié qu'à une forte personnalité, évolutive, ayant une mentalité d'entrepreneur. Une formation supérieure s'impose. Les consultants de SIRCA - 64 rue La Boétie 75008 Paris - sont chargés d'établir les premiers contacts et garantissent une totale confidentialité. Merci d'argumenter votre candidature sous référence 623 511 M et de préciser votre niveau actuel de rémunération.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR  
A RUEIL (92)  
recherche

#### INGENIEUR DIPLOME

Bonne formation informatique, 1 ou 2 ans d'expérience, pour responsabilité totale, analyse, programmation, maintenance des programmes informatiques (thermodynamique, DAO) en contact direct avec les utilisateurs. Evolution possible vers système. Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prêt, sous réf. 9.206 M LE MONDE PUBLICITÉ 6, rue de Montessuy, Paris-7.

#### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU HAVRE recherche pour renforcer son équipe Promotion-Industrie :

#### COLLABORATEUR 30-35 ANS

- formation supérieure grande école de gestion en ingénierie + IAE ;
- homme d'expérience en entreprise industrielle pour concevoir, négocier, gérer les dossiers liés au développement commercial du Havre et de la région et tous autres missions de promotion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) sous réf. 4378 à HAVAS BP 1366, 76066 LE HAVRE CEDEX.

#### SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNIEUR INFORMATIQUE recherche dans le cadre du développement de son siège

#### SECRÉTAIRE STANDARDISTE

Formation : BAC G1 (ou équivalent)  
Expérience professionnelle, 2 ans minimum

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et photo à M. le Président-Directeur Général SIMOGCAP 106, 67, rue Robespierre 93558 Montreuil Cedex.

### ELECTROTECHNIQUE

### Ingénieur diplômé CHEF DE PRODUITS France et exportation

Une société, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, recherche un Chef de Produits pour une gamme d'accessoires de lignes basse tension.

Il sera chargé :

- de connaître en permanence les besoins du marché,
- de développer en conséquence les produits (recherche - études - essais),
- de participer à leur industrialisation avec le service méthodes,
- d'assurer le suivi et la promotion, en liaison avec le réseau commercial.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation d'ingénieur AM ou école équivalente,
- environ 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle dans une activité de développement technique, acquise soit dans le domaine électrotechnique, soit dans le domaine des matières plastiques techniques,
- des qualités de communication, le sens de l'organisation, la capacité de prendre réellement en charge ses fonctions avec autonomie.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Poste : ville 100 km ouest de Paris.

Ecrire sous réf. XN 250 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### Un secteur d'avenir les céramiques techniques

La Société des Céramiques Techniques, filiale d'un groupe international de tout premier plan, offre deux postes :

#### • Ingénieur technico-commercial

Il s'agit d'un poste complet, impliquant une part réelle de négociation commerciale mais également une part importante d'innovation technique pour étudier, chez les clients de l'industrie mécanique, toute possibilité de remplacer des produits traditionnels par des pièces en céramique. Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, généraliste ou mécanicien, ayant 4 à 5 ans de vie professionnelle. Une expérience technico-commerciale serait un atout sans être indispensable, ce sont la motivation et les aptitudes qui sont prédominantes. Connaissance de l'anglais.

réf. ZP 252 AM

#### • Ingénieur process

Au sein du département "membranes", il sera chargé d'animer le laboratoire de développement applications et d'assurer l'assistance technique aux clients. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (chimiste ou industries alimentaires) ayant déjà une bonne expérience des techniques de séparation acquise en développement ou en production, connaissant l'anglais (et si possible une autre langue étrangère), témoignant de solides compétences techniques conjuguées à un excellent sens du contact.

réf. AR 253 AM

Les deux postes se situent dans le sud-ouest.

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### Juristes confirmés

Nous sommes un important cabinet de Conseil Juridique et Fiscal, dont l'activité se situe au niveau national et international. Nous recherchons des juristes confirmés, possédant 5 à 7 ans d'expérience de la fonction exercée, de préférence en cabinet, et qui, par leur compétence et leurs qualités professionnelles, participeront au développement de nos activités.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence 3659 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



### DEUX INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX AGRI - AGRO

- Basé à Reims, ayant une bonne connaissance de la viticulture, vous développerez votre activité commerciale sur la Marne, la Haute Marne, les Ardennes et la Meuse.
- Basé à Avignon, ayant une bonne connaissance de l'arbo et viticulture, vous aurez pour territoire les Hautes Alpes, les Alpes de Haute Provence, la Vaucluse et les Bouches du Rhône.

Dans les deux cas, une première expérience du marché de l'agroalimentaire (phytosanitaires, engrais, semences...) serait un atout. Nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution que faciliterait votre bon niveau d'anglais.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :  
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. - Service du Personnel -  
137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07

HAVAS CONTACT

سكرا من الامل

Le Monde  
CADRES

BANQUE WORMS

AVEC NOUS

FAITES LA BANQUE DE DEMAIN.

C'est l'opportunité que nous offrons aujourd'hui à de jeunes diplômés (HEC, ESSEC, ESCP, IEP ou/et X, MINES, CENTRALE). Vous êtes depuis 1 ou 2 ans dans la banque, en France ou à l'étranger, et cette première expérience a renforcé votre détermination à y faire une carrière brillante. Nous sommes filiale de l'UAP, l'un des premiers groupes mondiaux d'assurance, et nous développons une triple activité de banque commerciale, banque d'affaires et banque de marchés. Notre structure légère (1600 personnes) nous permet d'offrir à notre clientèle des services efficaces, reposant sur la souplesse et la rapidité de décision et d'exécution. Notre réseau international en développement couvre aujourd'hui 20 pays. Notre réputation de sérieux, d'efficacité et de performance est le fruit d'une longue tradition. Avec nous, vous ferez la banque de demain et y prendrez rapidement des responsabilités importantes de généraliste ou de spécialiste. Nous attendons de vous un esprit vif et inventif, un tempérament entrepreneurial, une ouverture internationale réelle (bilinguisme français/anglais) et un potentiel commercial évident. Merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), en indiquant la référence 9201 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

Artiman

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes industriels français et un des leaders mondiaux de la fabrication de filtres et d'équipements de filtration d'air. Pour succéder notre directeur de production (2 unités/250 personnes), nous recherchons :

### Futur directeur d'usine

**VOS ATOUTS :**  
- ingénieur de formation (A et M ou équivalent), vous avez 35 ans environ et déjà quelques années comme Responsable de production, - des connaissances certaines et pratiques en tôlerie et petite chaudronnerie, soudage acier doux, inox et alu. (TIG, MIG classe II) et, si possible, de la fabrication sous assurance qualité, - des capacités et la motivation pour la gestion des hommes et une réelle expérience des contacts avec les instances sociales de l'entreprise, - un bon niveau d'anglais.  
**NOUS VOUS OFFRONS :**  
- la responsabilité d'une des unités de production (175 p.), - un outil de travail récent (1977) et performant (GPAO), - un salaire motivant, - un poste de Directeur de Production de nos unités, à moyen terme. Le poste est basé près de SENLIS (60) à 80 km de Paris dans un environnement protégé. Intéressés, adressez CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL 14 bis, rue Darné, 75008 Paris, sous la réf. 42 579 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

## GROUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche pour son Agence de

DIJON

### 1 CHARGE DE CLIENTELE HF

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5639 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

## Consultant

PA Conseil en Recrutement, n° 1 en Europe, fait partie d'un groupe international de conseillers de direction, fondé en 1943, qui emploie aujourd'hui 2.300 personnes, dont 1.200 consultants, présents dans 77 bureaux et 22 pays. Nous souhaitons intégrer un nouveau consultant pour notre siège de Neuilly. Véritable professionnel du conseil en recherche de cadres, il sera capable dans un premier temps, de conduire de façon très autonome, les missions qui lui seront confiées, tant par voie d'annonces, que par approche directe; très rapidement, il aura à cœur de gérer et développer son portefeuille clients. Agé d'au moins 30 ans, il sera nécessairement diplômé d'une grande école (de gestion ou d'ingénieurs). Il disposera déjà d'une solide expérience du recrutement, soit en cabinet, soit en entreprise. Les candidatures seront étudiées en toute confidentialité par J.A. DENNINGER. Ecrire en précisant la référence A/062GM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.67.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## IMPORTANTE INDUSTRIE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

RECHERCHE

### CADRE COMMERCIAL

Sur Régions Sud Ile-de-France, Bourgogne, pour développer sa clientèle en granulats, produits routiers traités et béton prêt à l'emploi.

Si le candidat possède une formation commerciale (BAC + 2), s'il maîtrise ou peut maîtriser les techniques d'utilisation de nos produits, s'il a 30 ans environ, s'il réside ou peut résider dans la Région de Sens-Montceau, il s'intégrera alors dans une direction opérationnelle souhaitant trouver un collaborateur créatif, disponible et possédant le sens de la communication et du travail en équipe.

Envoyer C.V. + photo + prétentions au MONDE PUBLICITE, sous n° 8.204 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE recherche pour son SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL :

### UN JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRME (Homme ou Femme)

Il participe sous l'autorité du responsable :  
- à l'activité générale de conseil, d'assistance et d'étude du service,  
- à la rédaction des documents juridiques destinés à la clientèle,  
- à la mise en place d'une documentation juridique adaptée à l'usage des services et des agences.

Ouvrir d'excellentes qualités relationnelles, le candidat recherché devra justifier :  
- d'une formation supérieure en droit privé,  
- de connaissances approfondies en droit bancaire,  
- de facilités sur le plan de l'expression tant écrite qu'orale,  
- d'un bon esprit d'analyse et de synthèse.

Rémunération : 150 000 F bruts annuels.  
Les candidatures avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :

Service du Personnel C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE La Garde, Route de Paris, 44076 NANTES CEDEX

VILLE DE CORSE-ESSONNES recherche

### 1 PUERICULTRICE D.E.

pour assurer la direction d'une équipe collective pendant la durée d'un contrat mensuel (janvier 87 à oct. 87). La personne recrutée devra avoir une expérience de plusieurs années, soit en crèche, soit en service de puériculture - médecine générale.

Adressez candidature à : M. le Maire Place Galvani 91100 CORSE-ESSONNES.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ET UNIVERSITAIRE EN FINANCE recherche son

### RESPONSABLE D'ACTIVITES

Fonction : organisation de colloques séminaires et voyages d'étude sur les marchés financiers.

Profil : 25 ans environ, études sup. 2 ans expérience minimum notions de gestion.

Ce poste basé à Paris, très autonome, nécessite le sens de la communication, le goût de l'initiative et un vif intérêt pour les marchés financiers. Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CFC & EDITH 24, rue Richer, 75008 Paris.

### IMPORTANTE ASSOCIATION

à vocation d'aide sociale auprès des populations âgées en difficulté recherche pour une de ses unités à PARIS :

### RESPONSABLE HAUT NIVEAU

Il devra avoir :  
- une expérience confirmée de la vie associative ;

- un intérêt particulier pour les problèmes des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> âges et des 50/60 ans en état de préretraite ;

- des qualités de gestionnaire ;

- le sens du travail en équipe, mais un tempérament de leader ;

- l'expérience de l'animation de bénévoles et de la direction de travailleurs sociaux ;

- une ouverture d'esprit et une créativité prêtes à épouser et mettre en œuvre les lignes de force de la politique de l'association ;

- une expérience de quelques années dans le domaine social et une solide connaissance du secteur sanitaire et social.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CFC & EDITH 24, rue Richer, 75008 Paris.

## Chef de Production

UN POSTE EVOLUTIF POUR UN PROFESSIONNEL DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

La qualité de nos produits (charcuterie-salaison de haute notoriété), l'originalité de leur positionnement, la structure et les principes de gestion de notre Groupe familial (CA 600 MF) nous situent parmi les Sociétés indépendantes de taille humaine les plus performantes de notre profession. Notre développement nous amène à rechercher le Chef de Production de notre principal Etablissement (région RHONE-ALPES). Sous l'autorité de notre Directeur Général vous serez responsable du fonctionnement opérationnel de l'unité : direction des hommes (100), élaboration des programmes de fabrication, gestion de l'outil avec pour objectif de réaliser les tonnages, garantir la qualité, tenir les délais, maîtriser les coûts et développer la productivité. Ingénieur de formation (Agri - Agro de préférence), vous disposez de 5 à 10 années d'expérience en Production dans l'industrie agro-alimentaire. Vous souhaitez vous exprimer plus largement et pensez, par vos qualités humaines et votre professionnalisme vous intégrer peu à peu à l'équipe dirigeante.

Merci d'adresser sous référence 5132M avec C.V. détaillé, photo et prétentions à notre Conseil Marc PELISSIER, Guillon Sélection, 93, rue Joffroy, 75017 Paris.

GUILLON SELECTION

### DIRECTEUR D'AGENCE

(Classe V ou VI)

Banque de dépôts privée SUD-OUEST

Une des premières banques privées françaises (240 personnes - 15 agences) recherche UN DIRECTEUR pour l'une de ses agences implantée dans le Sud-Ouest. Sous l'autorité d'un Directeur de région et en liaison avec les services opérationnels du siège (comité de crédit, département financier...), il sera chargé de la prospection et du suivi d'une clientèle industrielle et commerciale (PME-PMI) d'une part, et privée d'autre part, pour lesquelles il étudiera et réalisera la mise en place des moyens de financement les mieux adaptés à leurs besoins et dont il gèrera les disponibilités. Il interviendra en tant que conseil en matière fiscale ou de commerce international pour la clientèle d'entreprises, et comme conseiller en gestion de patrimoine pour la clientèle privée. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 32 ans, de formation supérieure type ESC, Sciences Eco ou I.T.B., possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise au sein d'une banque de dépôts. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Bordeaux. Ecrire sous référence 884M à :

### GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Discrétion assurée.

Cette société étrangère d'assurance sur la vie de forte notoriété, commercialise des produits de prévoyance de haut niveau destinés aux entreprises. Son expansion l'amène à recruter un

## Jeune Cadre Commercial

Il rejoindra une équipe commerciale internationale chargée de contacter des sociétés multinationales implantées en France et des cabinets de courtage et de négociation avec les décideurs. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé à fort potentiel (Ecole de Commerce ou Université), parlant couramment anglais. Sa formation complémentaire sera assurée par la société. Un salaire motivant permettra à un candidat de valeur de progresser rapidement. Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 58411 NM à TEG.

TEG 113 rue de l'Université 75007 PARIS.

The Security Group

## Devenez consultant ★★★★★

Depuis près de 20 ans le Groupe DEVELOPPEMENT CONSEILS propose des systèmes de gestion et d'animation modernes, tournés vers l'action ainsi que des méthodes commerciales et de management spécifiques. Afin de développer nos activités, nous souhaitons renforcer notre équipe actuellement de 12 consultants, par trois nouveaux partenaires.

### Un Junior et un Senior

dans les domaines du conseil et de la formation commerciale : organisation - dynamisation - animation de stages de techniques de négociation de vente. Une formation commerciale supérieure, et pour le Senior, une pratique confirmée acquise en entreprise ou en cabinet seront des atouts certains.

### Un Senior

dans les domaines du conseil et de la formation en ressources humaines : management - cartographie de qualité - groupes de progrès - études de fonctions... Merci de bien vouloir adresser vos candidatures sous réf. H.L. à

DEVELOPPEMENT

38 rue de Liège - 75008 Paris.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE Quartier Opéra recherche

## JURISTE DE BANQUE classe V, VI

ayant une licence ou une maîtrise de droit privé et 5 ans d'expérience dans un service juridique et contentieux de banque.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7024 à RÉGIE PRESSE - LE MONDE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

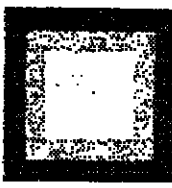


Le Monde  
CADRESPOUR IMPORTANT CABINET PARISIEN  
COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

## EXPERT

Niveau manager cabinet international  
**CHEFS DE MISSION**  
(Formation Supérieure)

Libres rapidement

Adm. C.V., photo et présentations à :  
M<sup>re</sup> NOUVEL, 9-13, rue Saint-Amand, 75015 Paris.Important organisme de prévoyance Paris,  
recherche**Responsable  
Marketing**Pour la promotion d'activités sociales  
Pour créer ce poste, nous recherchons un diplômé  
ESC, 30 ans minimum, ayant déjà une expérience  
réussie dans le développement d'actions  
de promotion et de marketing dans ces domaines,  
dans le cadre d'une agence de promotion ou  
pour le compte d'une entreprise.Salaire de l'ordre de 250.000 F au départ. Possi-  
bilité d'évolution de carrière.Veuillez écrire  
en précisant  
expérience  
sous réf. 1165 M.INTERCARRIÈRES  
5, rue de Valenciennes - 75006 Paris**Consultant senior  
Paris 6<sup>e</sup>**Après une première expérience en recrutement de  
cadres de 2 à 3 ans acquise au sein d'une société  
de conseil, vous souhaitez évoluer avec davantage  
d'autonomie, devenir polyvalent (annonces, approche  
directe...), gérer et développer votre propre  
portefeuille clients.Notre équipe vous attend en plein cœur du Quartier  
Latin pour vous apporter tous ses appuis et ses conseils.  
Votre salaire sera motivant, puisque proportionnel à  
votre efficacité.Bien sûr nous agissons en toute confidentialité.  
Merci d'adresser à Philippe SAMETI votre C.V. ou  
carte de visite, sous réf. 5205, ou transmettez-le à  
CV PLUS en composant sur votre minitel le  
10 43 58 40 25.Ressources  
& Développement  
6 rue de Valenciennes - 75006 ParisDEMANDES  
D'EMPLOISJ.H. 21 ans, diplômé O.M., CAP  
dessinateur en construction  
mécanique, rech. dans région  
Ouest de la France ou région  
parisienne, poste stable dans  
PME-PME. M. De Portzamparc  
12, rue de Valenciennes, 75006 Paris.  
dignes ou Tél. 96-25-40-82.J.H. 27 ans, ESC + crédit  
management, degré expérience  
5 ans, direction financière,  
bilingue anglais, espagnol courants  
cherche cabinet en  
organisation.Départ opération et projets  
grande entreprise.  
Ecrire sous le n° 7.023  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Valenciennes, Paris-7<sup>e</sup>.J.H. 28 ans, D.E.S. IAE de GES-  
TION GÉNÉRALE, MAÎTRISE  
AES, LICENCE DROIT des  
AFFAIRES, double titre propo-  
sition Marketing, Gestion gé-  
nérale, Gestion du Personnel  
Française  
72, rue de Valenciennes  
75006 PARIS.PROF. MATH. DIPL. INGÉNIEUR  
5 ans exp. ch. posts-tous  
régions. Libre de suite  
(1) 43-76-21-05.**INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL  
Diplômé STRASBOURG**Expérience confirmée avant  
projet, réalisation, rénovation  
France et Etranger : bâtiments  
administratifs, habitations,  
industriels, hôpitaux, centrales  
thermiques et atomiques,  
ouvrages particuliers.Offre services ingénierie, entre-  
prises, expertise.Ecrire AYCHET  
38, rue Jean-Baptiste  
75006 BARTHOLOMÉE.J.F. 26 ans, D.E.S. emploi et  
d'ouv., sociol. d'ouv., 1 an  
exp. cherche poste fonct.  
personnel, études, conseil.  
formation.Ecrire sous le n° 839  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Valenciennes, Paris-7<sup>e</sup>.J.F. 34 ans, dipl. inform. de  
ges., 5 ans exp., compt. gé-  
nérale, analytique, gest. per-  
sonnel, spécial. pers. suiv.,  
mise en pl. informatique rech.  
poste à resp. secteur associatif.  
PME. Tél. M<sup>re</sup> MASON  
40-62-55-72.Universitaire français, 44 ans,  
ex-maitre de conf., 50. ESC,  
16 ans enseign. sup., anglais,  
arabe courants, conseils,  
anecd. entre collab. à banque,  
agents de changes, édition,  
presse, sociétés d'assurance ou  
entreprises exportation. Réser-  
vation de départ indif.  
et environnement idéal.Ecrire sous le n° 8.203 M  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Valenciennes, Paris-7<sup>e</sup>.**INGÉNIEUR PHD MIT**  
Métier : recherche / études  
31 ans, nat. américain  
d'ingénieur en France, 5 an-  
nées, expérience, étude des  
propositions.Ecrire sous le n° 8.201 M  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Valenciennes, Paris-7<sup>e</sup>.**DIR. ACHATS/LOGIST.**  
HOMME 35 ANS  
Analyse, coûts production  
information, stocks  
Sélection fournisseursLOGIST. PRODUCTION/COAL  
cherche région Paris.  
Ecrire sous le n° 8.202 M  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Valenciennes, Paris-7<sup>e</sup>.J.H. 31 ans, ingénieur, I.S.A.,  
4 ans expérience, 4 ans expérience  
projet industrielle à l'étranger  
recherche : poste ingénieur  
d'affaires export.  
Téléphone : 40-46-02-88.Comptable 1, F, 48 ans  
informations.  
- Compt. générale + ana-  
lytique.  
- Trésorerie.  
Libre rapid. 42-88-12-81, h.b.JEUNE HOMME (sénié) recherche  
poste stable**COURSIER**  
SALAIRE FIXE  
Tél. le soir au 64-80-75-81  
après 19 heures.JEUNE HOMME 27 ANS  
méthodique, sérieux,  
souple, organisé, avec  
de la rigueur recherche  
poste stable, région  
parisienne, travaux**D'ARCHIVES**  
CLASSIFICATION TRAVAUX  
DIVERS DE BUREAUMort d'entre M. 14.411  
BLEU Publicité, 17, rue Lafont  
94307 Vincennes Cedex  
qui transmettra.**QUATENAIRE  
EDUCATION**Société spécialisée dans l'énergie du développement  
des ressources humaines

souhaite accueillir

**TROIS CONSULTANTS**

dans une équipe dynamique, efficace et imaginative

La préférence sera donnée :

- aux compétences acquises dans une direction « ressources humaines » en entreprise et/ou cabinet de conseil ;
- à un professionnalisme de 5 à 7 ans d'exercice ;
- à un niveau de formation initiale élevé (grandes écoles d'ingénieurs, de commerce ou de gestion) ;
- à la maîtrise d'une seconde langue vivante (anglais ou espagnol) ;
- à une disponibilité suffisante pour des déplacements fréquents en France et parfois à l'étranger.

Fonctions à exercer :

- conduire des actions de conseil auprès de dirigeants d'entreprise et des actions de formation auprès de leurs collaborateurs ;
- conduire des actions d'audit et d'ingénierie concernant le développement des ressources humaines, la formation et la communication ;
- élaborer, conceptualiser et publier des méthodologies d'intervention ;
- traiter l'impact des technologies nouvelles sur les stratégies et le développement des entreprises.

MERCI de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et présentations) à  
Quaternaire-Education, 34, rue de Liège, 75006 PARIS.**ADJOINT  
AU RESPONSABLE  
DES PUBLICATIONS**

HF

La trentaine,  
l'esprit créatif, des  
capacités rédactionnelles in-  
déniables, une aptitude certaine  
pour analyser l'information, ces qua-  
lités ce sont les vôtres !La preuve en est faite puisque vous  
occupez un poste similaire depuis  
au moins 3 ans. Qui plus est, vous  
allez à une formation supérieure  
(3<sup>e</sup> cycle, Sciences Po...) une bonne  
connaissance du langage bancaire.Notre Responsable des Publications  
recherche son proche collaborateur :  
un homme ou une femme à votreimage.  
Comprendre l'esprit de notre entre-  
prise, lui permettre de s'exprimer au  
travers de publications destinées  
soit à notre clientèle, soit à notre  
personnel, tel sera votre rôle.Et votre réussite sera votre meilleur  
atout pour une évolution au sein du  
Groupe BRED.Prenez l'avenir au bout du fil !  
Contactez les collaboratrices  
d'ALLO-CARRIÈRES. Elles vous  
informeront et vous conseilleront  
rapidement et en toute discrétion  
(précisez la réf. 459).**WOW (1) 45.02.15.74**

9 h 12 h - 16 h 17 h du lundi au vendredi

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature à ALLO-CARRIÈRES  
(réf. 459-1M) 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

PREMIERE BANQUE POPULAIRE FRANCAISE - 3 300 COLLABORATEURS - 186 AGENCES

Pour Poste en Région Parisienne  
recherche**INGÉNIEUR BREVETS**

- Diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs mécanique etélec-  
tricité/électronique.
- 5 ans de pratiques dans un service brevets ou dans un  
cabinet de conseil.
- Diplômé CEPI apprécié - Anglais indispensable, Alle-  
mand souhaité.

Adressez C.V., présentations et photos sous n° 23.414,  
à LA PUBLICITE FRANCAISE  
23/27, av. de Neuilly - 75116 PARIS, qui transmettra.**JEUNES DIPLOMÉS  
BULL S'ENGAGE  
A VOUS FAIRE GRANDIR**Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 col-  
laborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous  
développons sur tous les marchés des solutions évolutives inté-  
grant matériels, applications et services, pour donner à nos  
utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.Le challenge du réseau commercial France : gagner des  
parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des  
petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et  
les télécommunications.**Futurs Ingénieurs Commerciaux (bac + 5)**, vous avez  
une âme de battant et vous vous sentez de taille à agir aussi bien  
en financier, en organisateur, en stratège qu'en vendeur de haut  
niveau. Nous ferons de vous des collaborateurs responsables  
tant de la gestion et du développement de vos clients que des  
missions de prospection auprès d'entreprises potentielles, cela  
sur un territoire couvrant un secteur géographique ou une  
branche d'activité.**Futurs Ingénieurs Technico-Commerciaux (Bac + 5)**,  
option informatique appréciée, vous joignez à vos talents  
d'organisateur et de communicateur de réelles compétences  
techniques. En collaboration avec les Ingénieurs Commerciaux,  
vous bâtirez des solutions performantes pour les plus grandes  
entreprises (élaboration du cahier des charges, démonstration,  
conseil aux utilisateurs...).Nous vous offrons une formation complète à nos produits et  
à nos méthodes - formation théorique et sur le terrain - Vous serez  
ensuite intégré à une unité opérationnelle à Paris ou en Province.BULL s'engage à vous faire grandir : formation continue,  
ouverture des carrières au plan international, proximité des  
centres de décision, responsabilisation...L'esprit d'équipe vous motive... alors adressez votre dossier de  
candidature en précisant le métier choisi, sous la référence  
202 LM àBoris Resnikow - Bull recrutement  
78-80 av. Gollini - 93174 Nogent

Le Monde  
CADRES

## Crédit-bail immobilier : un chargé d'affaires.

Nous sommes une SICOMI, spécialisée dans le financement par crédit-bail des investissements immobiliers des entreprises. Un secteur qui a le vent en poupe. Filiale d'un très important organisme financier, nous avons du "répondant" et un important potentiel de développement.

Diplômé(e) d'ESSEC, ESC, Sciences Po... ou titulaire d'une Maîtrise de gestion, vous avez une expérience de 4 à 5 ans dans une banque, une société financière ou, pourquoi pas, une SICOMI. Vous avez pratiqué l'étude des risques, conçu des montages financiers, négocié des contrats... Vous jonglez avec aisance avec les taux, les tables financières, les valeurs résiduelles...

Venez rejoindre notre équipe. Après une phase de formation concernant notamment les aspects immobiliers et juridiques qui vous sont sans doute moins familiers, vous prendrez en charge le montage d'opérations souvent complexes et pourrez exercer vos talents de financier avisé et d'habile négociateur. Vous en parlerez dans un premier temps avec les consultants du cabinet SIRCA - 64 rue La Boétie - 75008 Paris. Ecrivez leur sous référence 617 511 M en précisant votre rémunération actuelle.

**Sirca**

Membre de Syntec

## Responsable export

**GÉVELOT**

L'un de nos départements, spécialisé dans le formage à froid par extrusion de pièces destinées essentiellement à l'industrie automobile, développe la commercialisation de ses produits en EUROPE. Nous avons besoin d'un collaborateur capable, sous l'autorité du Directeur Commercial, de prendre en charge les activités d'exportation, le marché prioritaire étant l'ALLEMAGNE. Il s'agit d'évaluer les besoins des différents clients, d'animer les agents et de les assister dans les négociations, de coordonner les livraisons avec le bureau d'études, de participer à l'élaboration des prix et d'établir les propositions, d'assurer le suivi commercial avec le client. Ce poste convient à un ingénieur mécanicien de type Arts et Métiers, de 30 ans minimum, ayant une expérience réussie de vente de produits industriels (la connaissance de l'univers de la sous-traitance serait un plus), parlant l'allemand et l'anglais. Le poste est basé à Paris et nécessite 30 % du temps de travail en déplacements. La dimension de notre entreprise et la diversité de nos activités doivent permettre à un candidat à fort potentiel de trouver chez nous de réelles possibilités d'évolution.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. 658.86 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

**CB**

Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

## GROUPES INTERNATIONAUX DE CONSEIL EN STRATEGIE Amérique du Nord - Europe - Asie

Avec 100 consultants répartis dans le monde au sein d'un réseau intégré de 10 bureaux, nous aidons d'importantes sociétés multinationales à définir leur stratégie et à la mettre en application au sein de leur organisation. Pour notre bureau de Paris nous recherchons deux :

### Consultants Seniors (X, CENTRALE, HEC, ESSEC...)

ayant 5 ans d'expérience au moins dans un poste à responsabilités opérationnelles. Agés d'environ 30-35 ans, les candidats doivent être motivés par un travail d'équipe dans un environnement international. L'anglais est indispensable.

Les candidats assureront rapidement la conduite de projets en dirigeant des équipes internationales de consultants. Ils seront également amenés à prendre des responsabilités au sein de notre organisation.

Adresser les candidatures à SIAR, 40 rue Paul Valéry, 75116 PARIS

**SIAR**

Boston, Hambourg, Helsinki, Londres, Lund, Milan, Paris, Singapour, Stockholm, Tokyo.

## UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

CHAMBRE DE COMMERCE et d'INDUSTRIE  
de HAVRE

recherche :

### JEUNE CADRE ADMINISTRATIF & COMPTABLE

- Formation supérieure, DECS apprécié.
- Expérience de plusieurs années en PME.
- Organisation, animation, pour renforcer ses structures de gestion :
- Comptabilité, budgets, gestion d'équipement.
- Paie et administration du personnel.
- Informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) sous réf. 4.377 Agence HAVAS R.P. 1.366 - 76065 LE HAVRE CEDEX.

**ERIC BEAUMONT CONSULTANT**

### Conseil en Recrutement et Organisation Comptable

à le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son bureau parisien.

108, rue Michel-Ange - 75016 PARIS  
Tél. 45.26.28.47

S.S.I.L. recherche pour

### Boulogne (92) DIRECTEUR FINANCIER

Le candidat sera titulaire d'un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce et aura une expérience professionnelle d'au moins 3 ans le préparant à assurer cette fonction.

Il sera familiarisé à l'utilisation de la micro-informatique.

Veuillez adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à COLORADO - 58, rue Potier 78150 LE CHESNAY.

**Delahaye S.A.**

AGENT DE CHANGE

recrute

pour renforcer son équipe institutionnelle

### TRADERS ACTIONS

Les candidats (tes) devront être diplômés (es) de l'enseignement supérieur, avoir une première expérience professionnelle dans le domaine financier, faire preuve d'un dynamisme spécifique aux opérateurs dans l'environnement boursier, témoigner d'une aptitude réelle à traiter avec une clientèle institutionnelle française et étrangère de haut niveau, apprécier le travail en équipe.

Rémunération motivante liée aux performances.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. TL à JC AUBREY 178, rue Montmartre 75002 PARIS.

### PIERRE ET VACANCES

dans le cadre de son développement

RECRUTE UN

### TECHNICIEN SUPERIEUR

Pour assister le Directeur technique dans sa mission de maintenance du patrimoine, il effectuera des visites de contrôle, pilotera des opérations de rénovation, collationnera des données et établira des statistiques.

Pour ce poste, nous recherchons :  
- un Technicien supérieur (DUT, BTS, etc.) ayant une première expérience professionnelle dans le bâtiment ou la maintenance ;  
- ayant le goût du contact et du terrain ;  
- capable d'assumer de nombreux déplacements de courte durée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo à :  
PIERRE ET VACANCES  
à l'attention de Anne-Marie Garnier,  
54, avenue Marceau, 75008 PARIS.

**CABINET FRANCAIS  
D'AUDIT**

recherche

### 2 CHEFS DE MISSION 1 ANALYSTE

pour équipe révision  
3 ans expérience minimum  
Adresser candidature  
CABINET CONSTANTIN  
86, rue Charbonnet  
75006 PARIS.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

C.A. 300.000 F

recherche : Directeur

### FINANCIER

Il a une solide formation  
6 ans min. d'exp. prof.  
Jeune, maîtrisant l'informatique  
et les négociations financières.  
S'ouvrant à la gestion  
générale de l'entreprise.  
Env. C.V. + photo + lettre  
man. à M. FREDENAT  
**SOCIÉTÉ SIDAL**  
14, avenue Marceau  
92000 NEUILLY.

Dans le cadre de notre  
stratégie d'expansion, nous  
recherchons pour BORDEAUX et  
TOULOUSE

**GROUPES  
SYSECA**

## ingénieurs informaticiens

Débutants à 2 ans d'expérience, connaissant :

- Systèmes temps réel
- Langages évolués
- Assembleur 68000

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M112 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Important groupe agro-industriel renforce sa structure internationale :

## 2 chefs de produit export

de formation supérieure technique  
(AGRO, A.M. ou équivalent)

Vous avez 28-32 ans et au moins deux années d'expérience dans un poste similaire. Vous parlez couramment l'anglais et si possible une autre langue (allemand).

Votre mission :

- Développer et animer notre réseau d'importateurs sur l'international.
- Optimiser le marketing de notre gamme de produits.
- Définir les orientations en matière d'évolution de la gamme.
- Maîtriser les techniques du commerce international (contrats de compensation, par exemple).

Postes basés Région Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo récente et prétentions sous référence T/MQ/184 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

**europ assistance**

Nous recherchons un

### Assistant pour son Service du Personnel

PARIS 9<sup>ème</sup>

Rattaché directement à l'adjoint du Responsable du personnel vous participerez activement aux activités administratives classiques : statistiques, tableaux de bord, mise en œuvre d'applications informatiques, bilan social, travaux budgétaires...

Par la suite, vous pourrez éventuellement assister les autres membres de l'équipe dans leurs missions de recrutement, formation, gestion des carrières.

Ayant obligatoirement une formation "Administration du personnel" (DUT minimum) vous avez un intérêt pour l'informatique, le goût des chiffres et vous souhaitez vous investir dans une équipe fortement motivée.

Nous vous remercions d'écouter sous la référence 584/M à A.L. CONSEIL, 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.

**AL conseil**

Pour son département  
Systèmes de Communication

## un directeur technique des directeurs de secteurs

Communication, Péricommunication, Réseaux.

10 ans d'expérience minimum.

- Les candidats devront justifier :
- d'une forte expérience professionnelle dans le domaine des télécommunications ;
- de la gestion de projets importants.

Une attention particulière sera accordée aux aspects méthodes et au management des hommes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M112 B à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

**GROUPES  
SYSECA**

SYSECA (300MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.



## Audit international

### Quand un jeune audit devient opérationnel au cœur d'une entreprise...

... il s'intègre alors à la stratégie financière de notre Groupe et apporte, auprès du Directeur Financier, son concours au développement de ses différentes filiales étrangères. Nous figurons parmi les grands du Tourisme et notre implantation internationale nous conduit à rechercher celui ou celle qui, au-delà des missions ponctuelles de contrôle de nos filiales, saura être un véritable organisateur. Il nous proposera des solutions concrètes sur l'ensemble de notre gestion à l'étranger et les mettra bien sûr en application.

De formation financière, vous avez à 30 ans une première expérience de l'Audit si possible opérationnel en Cabinet ou en Entreprise et une pratique courante de l'anglais. Vous souhaitez à présent valoriser votre acquis dans un environnement international où vous pourrez donner toute sa dimension à votre créativité, à votre autonomie, à votre dynamisme, en un mot à votre esprit d'entreprise.

Christiane CHARBONNÉ, notre Conseil, attend votre résumé de carrière (sous réf. O/AU/LM) et envisagera avec vous vos perspectives d'évolution.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## Responsable administratif et financier

300.000 F +

Banque ouest Paris - Un groupe international, leader dans son secteur d'activités, recherche le responsable administratif et financier de sa filiale française (53 personnes) spécialisée dans la conception, le développement, la fabrication et la vente, directe ou indirecte, sur les marchés mondiaux de la biotechnologie, d'équipements de haute technologie. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général de la filiale et assisté de deux comptables, il couvrira l'ensemble des activités administratives, financières et comptables de cette filiale. Il sera notamment chargé de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, du reporting et entretiendra une liaison fonctionnelle avec la maison-mère. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalente et justifiant d'une expérience similaire de plusieurs années dans une société de production, de préférence affiliée à un groupe international. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra dépasser 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9211M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable administratif et financier

Paris - La filiale française de distribution (18 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) d'un groupe international fournisseur des industries du papier, du plastique et de la céramique, recherche son responsable administratif et financier. Sous l'autorité hiérarchique du directeur général France et en liaison fonctionnelle avec le directeur financier du groupe basé en Grande-Bretagne, il animera une équipe de 3 personnes et couvrira l'ensemble des responsabilités comptables, administratives et financières dans un environnement où l'informatique est très présente. Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 28 ans minimum, doté d'une solide formation supérieure (type ESC + DECS ou équivalent), sachant utiliser l'outil informatique et parlant couramment l'anglais. Il doit également avoir à son actif une expérience significative de la fonction (4 ans au moins) acquise dans la filiale d'un groupe anglo-saxon et si possible précédée d'un passage dans l'audit. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre, voire dépasser 270.000 francs. Ecrire à J.-M. JACLOT en précisant la référence A/R9212M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Nous sommes un Groupe industriel prestataire de services en matière de PROPRETE URBAINE et TRANSPORTS COLLECTIFS de voyageurs. Filiale de la Compagnie Générale des Eaux. Notre organisation très décentralisée facilite notre croissance et notre réactivité face au marché. Chacune de nos agences régionales est une PME locale autonome, qui reçoit appui et conseil du siège. Pour développer cette synergie dans le Groupe, notre Direction Administrative et Financière recherche un :

### ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION H/F

Rattaché au Contrôleur de Gestion, il apportera assistance et conseil auprès des agences régionales et des filiales pour la mise en place des procédures de décentralisation, et pour l'application des opérations habituelles de contrôle de gestion (élaboration et suivi des budgets, analyse des résultats, ...).

Vous avez environ 28-30 ans, une formation supérieure (ECOLE DE COMMERCE ou GESTION), et une expérience de 3 ou 4 années dans un Service de Contrôle de Gestion en milieu industriel ou de services.

Votre fonction implique de fréquents déplacements en province. Nous vous offrons un environnement de travail jeune et très ouvert, propice à l'initiative et à l'innovation.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), en indiquant la réf. 8000 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse 75116 Paris

Artiman

## responsable de la gestion

H/F

IMPORTANT CABINET D'AVOCATS

BUREAU DE PARIS

De renom international, nous sommes l'un des tout premiers Cabinets Européens d'Avocats. Notre activité est exclusivement orientée sur le droit des affaires.

Nos clients, entreprises importantes et réputées, apprécient particulièrement la rigueur et le réalisme de notre approche économique ainsi que la recherche d'astuces qu'ils retrouvent dans nos analyses et nos propositions d'optimisation.

Nous recherchons un très bon gestionnaire qui devra centraliser et prendre en charge les différents aspects de la gestion de notre Cabinet : organisation, budget, personnel, locaux...

Ayant une bonne formation en gestion (HEC, INSEAD ou équivalent), très diplomate, très organisé et très dynamique, vous avez une expérience réussie dans le domaine de la gestion d'une PME et souhaitez vous insérer dans un univers passionnant, intellectuellement ouvert et diversifié.

Anglais souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence JPV 10 à notre Conseil, qui étudiera votre dossier confidentiellement.



COCEPLAN

2, rue Louis David - 75018 PARIS

Nous sommes l'un des huit grands cabinets d'audit et de conseil dans le monde

## Pour faire face à notre expansion à Paris

nous recherchons

### AUDITEURS BANCAIRES

(réf. AB 10)

Vous avez une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou dans un service d'audit interne d'une grande banque.

### AUDITEURS INFORMATIQUES

(réf. AI 10)

Vous avez une double formation, gestion (écoles de commerce, MSTCF) et informatique + une expérience de 2 à 3 ans maximum en cabinet d'audit ou en entreprise.

Nous offrons à des éléments de valeur une rémunération attractive ainsi que des opportunités de carrière en France et à l'étranger.

Si ces propositions vous intéressent, adressez une lettre manuscrite, un C.V. et une photo en rappelant notre référence à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

## Second d'agence

Banque - 250/270.000 F

Marseille - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche un second d'agence. Rattaché directement au chef d'agence, il assistera celui-ci dans la gestion du point de vente (environ 35 personnes) et sera plus particulièrement chargé des relations avec une clientèle PME-PMI dont il développera le portefeuille. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, et ayant une expérience de 4 à 5 ans minimum de la clientèle PME-PMI. Il s'adresse soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant ayant eu la responsabilité d'équipes. La rémunération de l'ordre de 250/270.000 francs sera fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9213M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable clientèle PME/PMI

Banque - 200/240.000 F

Marseille - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son responsable clientèle PME/PMI. Intégré dans une équipe de 3 exploitants, il bénéficiera sur place de l'assistance technique et administrative dont il aura besoin. Il prendra ainsi en charge un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera de manière autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 27 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience de 3 ans minimum de la clientèle PME/PMI. La rémunération, de l'ordre de 200/240.000 francs, sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9214M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIVERS DE  
LA GESTIONAUDITEUR  
CONFIRME

Banque française et internationale de renom, nous recherchons un auditeur à même d'intégrer notre inspection générale au siège et de faire partie du staff de ses dirigeants.

Conseiller auprès des inspecteurs, vous auditez tous les services de la banque (comptable, financier, administratif, commercial...) au siège comme sur l'ensemble de notre réseau.

Vous aurez la responsabilité de conseiller et d'animer une équipe d'une cinquantaine d'inspecteurs.

De formation supérieure (bac + 5), vous avez si possible le DECS.

Vous avez de toutes façons acquis une expérience de 5 à 10 ans en cabinet d'audit ou dans un service bancaire.

Ce poste à responsabilité nécessite de fréquents déplacements dans toute la France (50% de temps par an environ), il vous ouvre par ailleurs de nombreuses portes vers une carrière bancaire à des postes de direction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 0112 M à

RECOR

Département bancaire  
37 rue d'Amsterdam  
75008 Paris

## CHEF COMPTABLE

COURTAGE D'ASSURANCES  
PARIS

Une Société de courtage d'assurance et de réassurance, qui occupe une solide position dans son domaine d'activité, recherche UN CHEF COMPTABLE. Sous l'autorité de la direction financière, il sera chargé de la comptabilité générale. Il préparera les budgets et sera responsable de la comptabilité analytique. Il pourra participer à l'étude de dossiers d'investissements ainsi qu'à la préparation des prévisions de trésorerie. Il encadrera une petite équipe de personnes compétentes. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation type B.T.S. + certificat comptable du DECS, et possédant un minimum de 5 à 6 ans d'expérience professionnelle de bon niveau acquise de préférence dans un cabinet d'expertise comptable. La connaissance du traitement informatique de la comptabilité est requise.

Écrire sous référence 886/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discretion assurée.

Kellogg's®

(Kellogg's Corn Flakes, Frosti, Kripi, Choco Pops, Country Store...)  
Kellogg's N°1 des céréales en France et filiale d'un grand groupe américain recherche pour étoffer sa structure financière,

Jeune Contrôleur  
de Gestion.

Votre mission : Améliorer et assurer les procédures de contrôle budgétaire, affiner notre système de gestion prévisionnelle (plans, procédures, construction budgétaire...), collaborer au reporting par des analyses rigoureuses, réaliser des études de simulation ; faire vivre nos outils de contrôle de gestion qui joueront un rôle moteur dans la maîtrise de notre croissance.

Jeune diplômé d'une école supérieure de commerce et de gestion, votre expérience de 2 ans environ des sociétés anglo-saxonnes acquise soit en cabinet d'audit international, soit d'une direction financière vous a préparé à assumer cette fonction d'avenir.

Le poste est situé à Rosny II (93).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous réf. IB 58511 à TEG - 113, rue de l'Université - 75007 PARIS.

CONTRÔLEUR DE GESTION  
Futur Directeur Financier

MARNE LA VALLÉE 300/350.000 FF

Outre les aspects classiques du contrôle budgétaire (participation aux procédures de construction et suivi), sa mission sera axée sur :  
- la mise en place d'une Comptabilité Analytique,  
- l'organisation sur informatique de procédures de gestion financière et comptable,  
- l'amélioration des tableaux de bord permettant d'exercer un contrôle rigoureux des coûts.

De formation école supérieure de commerce + DECS, vous avez passé quelques années au sein d'un Cabinet d'AUDIT si possible Anglo-Saxon et avez acquis une solide expérience de contrôle de gestion (de préférence dans une société de distribution).

Agé d'environ 35 ans, vous êtes doté d'un solide potentiel et souhaitez évoluer rapidement vers d'importantes responsabilités. Anglais courant indispensable.

Votre courrier avec photo précisera votre intérêt pour ce poste sous réf. D12/79 à KRENO Consultants - 82, rue de la Victoire 75009 PARIS.

KRENO Consultants

## CAISSE DE RETRAITE

recherche

Paris 31\*

RESPONSABLE DE  
LA COMPTABILITÉ

De formation D.E.C.S. ou équivalent, vous avez une expérience, dans un cadre fortement informatisé, de :

- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique (capacité à mettre en place un outil de contrôle des coûts).

Connaissance plan comptable ARRCO/UNIRS souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo et prétentions sous réf. 2048 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

Nous sommes une société d'expertise comptable.  
Nous recherchons dans le cadre  
de notre développement :

DES COLLABORATEURS  
CONFIRMES

Formation : école supérieure de commerce,  
2 à 3 ans d'expérience en cabinet.

Ces postes conviendront à des candidats  
à potentiel, souhaitant évoluer rapidement  
vers la fonction de CHEF DE MISSION.

Adresser lettre + C.V. s/né. CC3 à  
notre conseil en recrutement : DSA  
6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

Fiduciaire recherche pour  
Banque Ouest CHEF DE MISSION  
FUTUR EXPERT  
COMPTABLE

Outre nos missions traditionnelles de surveillance  
comptable, nous vous confierons des responsabilités  
dans les domaines suivants :

- conseil aux PME,
- commissariats aux comptes,
- ingénierie financière.

Ce poste conviendra à un jeune diplômé de grande  
école de commerce, ayant 3 années d'expérience  
dans un cabinet de révisions comptables.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à  
Yves KERVALLANT - 58, rue Potier  
78150 LE CHESNAY.

## DAX

RESPONSABLE  
COMPTABILITE GESTION

Nous sommes une société de transports en plein  
développement (à l'heure actuelle 5 filiales, 100 per-  
sonnes). Notre spécialité : la messagerie rapide.

Nous recherchons pour secondar la direction, le  
responsable de la comptabilité et de la gestion dont  
la tâche sera de superviser la comptabilité, la trésorerie,  
de mettre en place les budgets, d'assurer le contrôle de  
gestion.

25-35 ans, de formation supérieure (ex : maîtrise de  
gestion), vous avez une expérience significative de  
la fonction et désirez entrer dans une société avec  
des perspectives d'avenir.

Adresser lettre + C.V. + photo à :

B.R. - 33, rue Fentre - 33000 BORDEAUX.

Secondar  
notre responsable  
«Redevances» ...

C'est la mission que nous souhaitons vous confier.

La société Polygram est éditeur de disques, cassettes, disques à  
laser ; son département «Redevances» a en charge la gestion et le  
suivi des relations contractuelles avec les artistes et les sociétés  
d'auteurs.

Aux côtés du responsable de ce département, vous assurerez le  
suivi de gestion des contrats d'artistes, l'informatisation progressive  
des traitements, la mise en place de nouvelles bases de données,  
l'animation de l'équipe «Redevances» et l'organisation de son  
travail.

De formation type ESC, Dauphine ou titulaire d'une maîtrise  
d'économie ou de gestion, vous avez de bonnes connaissances  
juridiques, comptables et informatiques, la maîtrise de l'anglais est  
indispensable ainsi qu'une expérience similaire d'au moins un an.  
De nombreuses possibilités d'évolution vous seront offertes.

Merci d'adresser candidature, CV et prétentions, à POLYGRAM,  
Direction du Personnel, Avenue  
Maurice Revel, 92160 Antony.

polygram

Diriger notre fiduciaire à LILLE  
EXPERT COMPTABLE  
futur ASSOCIE(E)

Agé de 35 ans minimum, vous avez acquis une expérience en  
cabinet et votre formation supérieure en gestion est un atout  
nécessaire pour développer notre portefeuille de clientèle.

Pour un premier contact sous référence M/4123/A notre Conseil  
Christine ALIBERT recevra votre courrier ou votre appel.

## BANLIEUE EST (RER Parc des Expositions)

La filiale française d'un puissant groupe pharmaceutique américain, crée dans le cadre  
de son expansion (35% par an, depuis 5 ans) ; CA : F 150 millions, un poste de

directeur financier  
adjoint

La fonction consistera, sous l'autorité du Directeur Financier, à :

- gérer personnellement la trésorerie en créant la fonction de Trésorier, contrôler les  
prévisions et suivre l'optimisation des flux.

Une expérience approfondie de la fonction sera nécessaire.

- s'assurer que les procédures internes de contrôle sont bien établies et respectées  
par l'ensemble des services de la société.

- veiller à ce que les résultats d'exploitation soient présentés ponctuellement de  
manière à répondre aux impératifs de reportings et aux obligations fiscales.

Une expérience confirmée sur le nouveau plan-comptable sera exigée (bilan fiscal  
inclus).

Notre société étant dotée d'un outil informatique performant, l'habitude de son utilisation  
ne ferait que confirmer le candidat dans ses responsabilités variées.

Ce poste conviendra à un candidat de formation Ecole Supérieure de Commerce,  
option gestion - finance + DECS ou l'équivalent, pratiquant l'Anglais et ayant acquis  
3 à 5 ans d'expérience dans un poste utilisant les méthodes anglo-saxonnes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V.,  
photo (retournée), prétentions, sous référence 21.895-M à l'attention de H. CARON

Coopers & Lybrand associés  
DIVISION RESSOURCES HUMAINES  
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

## P.A.R.I.S N.O.R.D.H.

Jeune Société, très performante,  
spécialisée dans la télécommunication  
et l'électronique, crée pour consolider  
ses structures, le poste de :

## DIRECTEUR FINANCIER

Ce poste très impliquant, intéresse un candidat de formation

H.E.C. ou E.S.S.E.C.

Il aura prouvé dans une première expérience professionnelle ses qualités  
de gestionnaire, d'organisateur ainsi que ses qualités humaines et rela-  
tionnelles.

Une rémunération très attractive est offerte.

L'aptitude à faire face aux responsabilités du poste, ainsi qu'une large auto-  
nomie et disponibilité, seront des critères déterminants du choix.

Un voyage à l'étranger est prévu tous les trimestres.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo, sous référence RC 101, à :  
Madame M. PAPIN - 127, rue de La Tour - 75116 PARIS.



UNIVERS DE  
LA GESTIONBANQUE PARISIENNE  
recherche**EXPLOITANT**  
CONFIRME (CLASSE V ou VI)

De formation supérieure, justifiant d'une solide expérience de la vente des produits et services bancaires, en particulier des produits de marchés.

Il s'intégrera à une équipe chargée de gérer et de développer un portefeuille de grandes entreprises.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 225-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**N°2 du service  
juridique  
et fiscal**

Dans une grande banque située à Paris, proche de sa clientèle, nous souhaitons intégrer un collaborateur de premier plan soucieux d'un avenir de qualité.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure, une expérience juridique et fiscale acquise en entreprise du secteur tertiaire ou en tant qu'auditeur.

Votre sens du dialogue, votre agilité d'esprit et votre ouverture à la comptabilité et à l'informatique vous permettront de prendre en charge le droit des affaires et la fiscalité de notre entreprise.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à l'Agence Anne Peru Conseil, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 719.

Important Organisme, branche ASSURANCES  
recherche un**Assistant  
Contrôleur de gestion H/F**

pour participer activement au développement du CONTRÔLE DE GESTION. Ce poste s'adresse à une personne disposant d'un grand potentiel intellectuel et humain.

Sous l'autorité du Responsable en charge, il devra faire preuve d'un grand dynamisme et disposera des moyens nécessaires afin de réussir dans sa mission.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur. Vous êtes débutant ou avez une première expérience de 3 ans maximum. Vous aimez l'informatique. Vous êtes prêt à vous investir réellement dans ce poste.

Lieu de travail : Paris, puis Marne-La-Vallée en 1987.

Envoyer lettre, C.V., photo et PRÉTENTIONS, sous réf. 3693 à Organisation et Publicité, 2, rue Maréchal, 75001 Paris, qui transmettra.

**DESCAMPS**

Leader du linge de maison, distribue ses produits sur plusieurs canaux de distribution et notamment auprès d'un réseau de 180 boutiques franchisées, recherche dans le cadre de son expansion

**Contrôleur de Gestion  
Marketing**

Il aura pour mission :

- l'élaboration, la mise en place et le suivi des tableaux de bord,
- les audits commerciaux et financiers,
- les études visant à améliorer les différents canaux de distribution.

De formation Sup. de Co. ou équivalent, il a une expérience minimum de 3 ans. Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser C.V. sous réf. 084M à M.J. WEBER-DMC - Gestion des Cadres 88, rue de Rivoli 75004 Paris.

**DMC****COLLABORATEUR  
DE GESTION H/F**

Il assurera, entre autres, le suivi administratif d'opérations immobilières.

Les candidats auront une formation juridique (licence souhaitée). Une expérience professionnelle dans le secteur immobilier serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions sous la référence 4456/LM, à

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

**SOFIRAL**  
Société Nationale Juridique et Fiscale  
recrute

CONSEILS JURIDIQUES ET  
FISCAUX INSCRITS  
CONSEILS EN DROIT DES SOCIÉTÉS  
CONSEILS EN DROIT SOCIAL

Expérience Groupe Fiduciaire appréciée

Les postes sont à pourvoir dans les grandes métropoles régionales et plus particulièrement à PARIS EST - PARIS OUEST - LILLE - AMIENS - NANCY - MULHOUSE - BESANCON - LYON - GRENOBLE - CLERMONT-FERRAND - AIX - MARSEILLE - CANNES - MONTPELLIER - TOULOUSE - BIARRITZ - BORDEAUX - POITIERS - TOURS.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à :  
SOFIRAL - 20, place de l'Île  
LA DEFENSE - 92411 COURBEVOIE Cedex.

**SUD-OUEST**

Développer ses activités dans un secteur de technologie de pointe, ce puissant Groupe industriel recherche :

**CHEF DU SERVICE  
COMPTABILITE**

Il anime un service d'environ 10 personnes dont le responsable est promu à de nouvelles fonctions. Agé de 35 ans minimum il est diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, type H.E.C., E.S.S.E.C.

Il justifie d'une expérience en comptabilité étendue à des fonctions de gestion acquises en grande entreprise.

Merci d'adresser CV complet, photo et prétentions sous référence 507 à MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

**FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**ANGLAIS  
RAPIDE  
ET  
EFFICACE**

COURS INTENSIFS  
SPECIAL NOËL 86  
9 h-13 h

- ANGLAIS COURANT  
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES -

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris  
Face gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

Cfd 43 56 76 05

Formation au

**VIDÉO-REPORTAGE**  
cours du soir - stage pratique  
début des cours le 6 janvier 1987

**ENGLISH COOL**

Stages rapides et efficaces d'apprentissage de l'anglais adaptés aux métiers de la communication - Méthode nouvelle et dynamique de groupe - L'anglais maîtrisé en 75 h pour 3.500 F

Inscription et renseignements  
ENGLISH COOL, 42-56-91-95.

L'UNIVERSITÉ  
Pierre et Marie Curie  
organise un stage de 1 an  
(dont trois mois en entreprise)

**FORMATION A DE  
NOUVEAUX MÉTIERS  
DE L'INFORMATIQUE**

pour des diplômés non  
scientifiques offrant une  
double compétence  
informatique  
Début : 15 décembre 1986  
Niveau : Bac + 5 (Bac + 4)  
Rémunération possible  
Rens. : (1) 45-56-25-25  
Postes : 48-47 ou 32-48  
Formation Permanente  
A. Place Jussieu  
75252 PARIS Cedex 05.

Un groupe industriel français  
(CA 700 MF), leader sur son marché,  
recherche au sein de sa Direction Financière un

**Auditeur interne**

Paris Ouest

200/220 000 F

Outre l'audit opérationnel dans les sociétés du groupe, il lui sera confié, par la Direction Financière, des missions d'assistance.

Ce poste conviendra à un jeune candidat de formation supérieure de commerce, ayant acquis 2 ou 3 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit.

Son potentiel et ses qualités lui permettront d'évoluer vers des fonctions élargies au sein du groupe.

Veillez contacter Jérôme Lancron au (1) 40 70 00 36 ou lui envoyer un C.V. + salaire actuel + numéro de téléphone à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris sous réf. 13624 JL.

**Michael Page International**

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Un groupe industriel international en pleine expansion  
(CA supérieur à 6 milliards de francs)  
souhaite intégrer au sein de sa Direction Financière un

**Jeune financier à fort potentiel**

Paris

300 000 F +

pour lui donner, après une période de formation, la direction et l'animation du Crédit Management des 40 filiales étrangères.

Vous devrez, pour cela, avoir une formation de haut niveau, avoir entre 28 et 33 ans, posséder une expérience financière de plus de 3 ans en grande entreprise ou cabinet, être bilingue en anglais, posséder des notions d'allemand, et accepter de fréquents déplacements.

Ce poste clé et fortement autonome, où vous devrez montrer un tempérament dynamique et commercial, être diplomate et persuasif, vous permettra d'évoluer à terme vers des fonctions élargies au sein du groupe.

Veillez contacter Jérôme Lancron au (1) 40 70 00 36 ou lui envoyer un C.V. + salaire actuel + numéro de téléphone à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris sous réf. 13659 JL.

**Michael Page International**

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

GROUPE INDUSTRIEL DIVERSIFIÉ  
dans le domaine de biens industriels et équipements,  
cherche pour l'une de ses principales divisions un

**CONTROLEUR  
DE GESTION**

Collaborateur direct du directeur de division, il sera chargé d'assister ce dernier dans le pilotage de la division.

A cet effet, il mettra en place et développera les outils de gestion nécessaires. Il interviendra auprès des directions opérationnelles pour élaborer les prévisions et plans, analyser les résultats, mettre en place les actions correctives nécessaires.

Ce poste, basé à Paris, implique de nombreux déplacements en province.

Ce poste s'adresse à un candidat de haut niveau

- âgé de 35 à 40 ans,
- Grande Ecole (Ingénieur ou Gestion),
- possédant une expérience de contrôle de gestion dans une grande entreprise,
- ayant des qualités de communication et d'animation.

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 11732 à PIERRE LICHOU S.A. - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

La Maison Mère d'un important groupe  
industriel (secteur public) recherche pour la  
DIRECTION FINANCIÈRE de son siège à Paris

**4 diplômés de l'enseignement  
supérieur**

HEC, ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE,  
MAÎTRISE DE GESTION ET DECS

- Deux cadres pour ses services de comptabilité et d'analyse ou gestion, avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle dans l'organisation des systèmes comptables et la centralisation des comptes.
- Un cadre pour ses services financier-trésorerie, avec 3 à 5 ans d'expérience professionnelle en matière de gestion de valeurs mobilières dans une charge d'agent de change ou dans un établissement financier.
- Un cadre pour son service d'analyse financière, avec une expérience professionnelle de 5 ans dans un cabinet d'audit ou dans un service d'analyse financière tourné vers les entreprises.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 17 066 à CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTEXTE

UNIVERS DE  
LA GESTION

DMC recherche pour une importante société Africaine de production textile dont elle assure la gestion :

Contrôleur  
de Gestion

rattaché à la Direction Générale, le candidat aura pour principales responsabilités :

- l'élaboration et le suivi des budgets (analyses...),
- l'établissement des reportings et consolidation,
- la mise en place d'un important projet de comptabilité analytique.

De formation supérieure ESSEC, Sup. de Co., il devra avoir une expérience similaire d'au moins 5 ans si possible dans un environnement industriel avec une bonne pratique des techniques informatiques et principalement la maîtrise de la micro-informatique.

Nous offrons bon salaire et nombreux avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser C.V. sous réf. 058M à  
M.J. WEBER-DMC - Gestion des Cadres  
88, rue de Rivoli 75004 Paris.

DMC

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux internationaux d'audit et de conseil, avec plus de 28 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. L'expansion de nos activités dans le domaine du conseil en organisation nous conduit à rechercher pour notre bureau de Paris un

Consultant Senior en  
Organisation Comptable

qui, intégré à une équipe de haut niveau, sera chargé de la conception et la mise en place de systèmes comptables et participera à la sélection et à la mise en œuvre de logiciels comptables et de gestion.

Diplômé de l'enseignement supérieur, si possible Expert Comptable ou Memoraliste, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 6 ans acquise en cabinet ou à un poste similaire au sein d'une grande entreprise. Il aura participé à des missions de réorganisation de systèmes de gestion et possèdera une bonne connaissance des applications informatiques comptables.

Si, en plus de vos connaissances techniques et d'une bonne maîtrise de l'anglais, vous apportez dynamisme, esprit d'équipe, sens des contacts et volonté de réussir, alors nous serons heureux de vous accueillir au sein de notre cabinet.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man., CV et prétentions) sous réf. C0081 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&amp;W

Ernst &amp; Whinney Conseil

BANQUE PRIVEE ANGLO-SAXONNE,  
FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL,  
nous cherchons un

Spécialiste  
produits obligataires

Il devra gérer nos SICAV et fonds communs obligataires, créer un fonds commun de placement diversifié et de nouveaux produits de gestion collective, assurer leur gestion et participer à leur diffusion auprès de nos agences.

28-35 ans, diplômé d'une grande école de commerce, ou de formation universitaire en gestion équivalente, il a une expérience de trois ans minimum dans la gestion de produits obligataires.

Une grande rigueur, une bonne maîtrise de l'anglais conditionnent une bonne réussite dans ce poste.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 523, à Catherine de La Roche Saint André - JACQUES FIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques fixier s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

Etablissement Financier  
de dimension internationale situé à Paris,  
recherche pour son secteur Prévoyance, un

Jeune  
Contrôleur de Gestion

qui sera chargé de développer le contrôle de gestion au sein de la branche Groupe et d'y élaborer les outils qui s'y rattachent :

- prévisions et suivi budgétaire,
- tableaux de bord de la branche et des portefeuilles d'assurance,
- analyse des résultats d'activité,
- préparation des comptes administratifs et du rapport annuel d'activité de cette branche,
- participations aux travaux de planification.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP) ayant une expérience de 2/4 ans de la fonction contrôle de gestion ou de l'audit.

Ce poste requiert de bonnes facultés de communication, de négociation et une aptitude à décider.

Très intéressantes opportunités d'évolution par la suite au sein du groupe.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence BI 612, à :

G&amp;S CARRIERS

55 Bd Des Capucines - 75001 PARIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER

Recherche

## CHARGÉ D'ETUDES COMPTABLES

Intégré au département central comptabilité-budgét, il sera chargé d'assister le responsable du secteur "plan" et procédures comptables dont les principales fonctions recouvrent :

- l'assistance aux services comptables décentralisés pour l'élaboration de leurs procédures comptables;
- l'analyse et l'approbation des procédures soumises;
- le contrôle de la mise à jour des cahiers de procédures et le respect de leur application;
- la gestion de la nomenclature comptable générale de l'établissement et son adaptation à de nouvelles contraintes en matière de production d'informations.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une école de commerce, titulaire au minimum du DECS et ayant impérativement une première expérience dans un cabinet d'audit ou au sein d'un organisme complexe. Une bonne connaissance des activités bancaires et financières serait appréciée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 16220 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SKF

Premier producteur mondial de roulements  
recherche pour sa principale filiale française un

ANALYSTE ÉCONOMIQUE  
ET FINANCIER

de formation supérieure (ESSEC, SCIENCES PO, SCIENCES ECO + DECS ou équivalent), débutant ou première expérience dans un groupe industriel.

Rattaché au Contrôleur de gestion, il lui sera confié dans un premier temps des missions ponctuelles, en liaison avec le Chef comptable : évolution des procédures, mise en place et suivi d'applications informatiques.

Il participera ensuite activement à l'élaboration, au suivi et contrôle des budgets, en relation avec les différentes Divisions. Anglais opérationnel impératif.

Le Groupe ayant des procédures informatisées très développées, une bonne approche de l'informatique sera appréciée. Perspectives d'évolution intéressantes au sein des différentes sociétés du Groupe.

Poste à pourvoir au Siège Social à Clamart.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Mlle Claude TURPIN, Direction des Relations Humaines - SKF France, 8, avenue Réaumur - 92142 Clamart Cedex.

Le monde tourne SKF

## Valorisez votre expérience

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux internationaux d'audit et de conseil, avec plus de 28 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. L'expansion de nos activités dans le domaine bancaire nous conduit à rechercher pour notre bureau de Paris un

Audit Manager  
Secteur Bancaire

qui prendra en charge la responsabilité complète de missions auprès d'une clientèle variée composée essentiellement d'établissements bancaires. Le candidat recherché sera âgé d'environ 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur. Il aura acquis, soit en cabinet d'audit, soit au sein d'une banque, de bonnes connaissances, notamment au plan international, des diverses activités bancaires et en maîtrisant les aspects comptables. De solides notions concernant les nouveaux instruments financiers seraient également très appréciées.

Une bonne attitude relationnelle, l'esprit d'équipe ainsi que la connaissance de l'anglais sont indispensables pour réussir dans ce poste évolutif.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man., CV et prétentions) sous réf. C0791 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&amp;W

Ernst &amp; Whinney Conseil

## SECRÉTAIRES

Quartier Etoile  
Le PDG d'un grand groupe français  
de renommée internationale  
recherche son

ASSISTANTE  
Bilingue anglais

Votre parfaite maîtrise des techniques modernes du secrétariat alliée à une excellente culture générale ainsi que votre aisance relationnelle avec des interlocuteurs de haut niveau sont les atouts que vous devez déployer lors des missions qui vous seront confiées.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo s/réf. 9800 à VALENS CONSEIL, BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

Organisme de formation

Boulogne-Billancourt

recherche

SECRÉTAIRE

ASSISTANTE

DE FORMATION

Niveau BTS ou

équivalent

Appétence commerciale

Appétence

Adresser C.V. photo sous

réf. 11.183 à :

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

M. 14.707 B&amp;L, 17, rue

## L'IMMOBILIER

appartements  
ventes4<sup>e</sup> arrdt

Dans le MARAIS

MATIMO 42-72-33-25

Rénov. imm., studios, 2 P.

12<sup>e</sup> arrdt

209, AV. DAUMESNIL

Proximité de l'Opéra, bureaux

LIMES ET OCCUPES

Catastrophe 2 P. - Rénov. et

MARDI, 14 h à 18 h.

13<sup>e</sup> arrdt

GOBELINS

2 P., bureau, cuisine

440.000 F - 45-28-08-04

14<sup>e</sup> arrdt

PTE VANVES

maison 4 P.

1.300.000 F - 45-28-07-16

15<sup>e</sup> arrdt

CAMBONNE

Imm. pierre de taille, placement

ou réhabilitation

Appartements occupés

300.000 F à 500.000 F

Bati Conseil Réhabilitation

40-60-64-74, pour 223.

RÉSIDENTIEL, 5 P.

pous. 4 chambres, récent, park.

verdures, 1.850.000 F

Téléphone : 45-67-00-10.

92

Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE

85 m², éd. d'été + 2 ch.

cuis., bain, 0° de. 16718 F

Courte ou moyenne durée

115, avenue Général-Ledoux.

93

Saint-Denis

MONTEUIL (93)

Bd Antoine-Brisson

A vendre, imm. 72 - 72 m²

450.000 F, 9° de. 16718 F

Avec parking couvert. Prix 12

commerces, 45-67-00-10.

A partir de 18 heures.

94

Val-de-Marne

LA VARENNE R.E.R.

3 P., 65 m² + jard. privé

1.200.000 F - 45-28-07-16

CHARENTON-LEZ-BOIS

App. NEUF, 4 P., ch. ind.

TRIMAT - 48-83-12-11.

Minitel

20 000 offres

Paris Boulogne

36.15 Télax

LEMONDE puis FINAIM

appartements

achats

GIER S.A. RECHERCHE

appartements à rénover

immeubles 15, 12, 20° et 6°

de Paris : Seine, Hautes

Tél. R.V. 43-73-06-81.

Recherche : 1 à 3 P. PARIS

préfér. 15 GALVIE

avec ou sans travaux.

P.A.E. CPT chez nous

48-73-20-07, même le soir.

Pour satisfaire les demandes de

nos plus fidèles clients :

JE RECHERCHE

A PARIS RIVE GAUCHE

4° - 5° - 6° - 7° - 14° ARRDT

APPELANT 15 GALVIE

ou pouvant le devenir

VOUS POUVEZ ME JOindre

chaque jour, de 9 h à 18 h

en m'appelant directement

38-67-44-00 (domicile)

SERGE KATSER

(1) 43-29-60-60

(RÉSIDENCE WICKEND)

ou chez Serge Katsers

60, rue de la Chapelle, Paris-9.

locations

non meublées

demandes

Paris

Etude ch. pour cadres, titulaires

Tous bari, Loyer, permis

(1) 48-83-12-11.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de la République

en location ou à l'achat

APPT'S DE 200 CLASSE

pour CLIENTS ÉTRANGERS

corps diplomatique et cadres

de l'Etat

Tél. : 45-62-78-83.

Pour personnel et détenteur

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

RECRUTEMENT, toutes

catégories, STAGIERS, VILLAS

Paris et environs. Tél. au :

48-83-12-11, de 9 h à 18 h.

locations

meublées

demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL

rech. pour les directeurs

Banques, assurances, sociétés

4 pous et plus - 45-28-18-18.

bureaux

Locations

DOMICILIAI DEPUIS

50 F/M2

RUE ST-HONORE (CONCORD)

21 BIS, RUE DE TOL. PARIS-12

CONSTIT. S.A.R.L. 2.000 F HT

INTER-LOC. TEL. 48-40-68-00.

DOMICIL. CCIAE-6

TÉLÉX/PERMANENCE

Tous les jours, de 9 h à 18 h

AGECO 42-94-95-28

(STATIONNEMENT

AISE).

ÉTOILE

BUREAUX MEUBLÉS

tous étages, tous services

Tél. : 17-07-12-00.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

À L'ÉTOILE

10° CHAMPE-ÉLYSÉES

ou AVENUE VICTOR-HUGO

Loc. bureau, secrét., 10°

Domiciliation : 170 à 250 F/M

CIBES, 47-28-41-08.

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 100 m² - STANDARDS

OUVERT 24 H SUR 24

Location courte ou longue

durée. Tous services : Tél.

télécopie, téléc. restaurant,

parking, ascenseur, 24h

personnel

ACTE 43-80-80-10.

FOCH BUILDING

Votre bureau équipé à PARIS

Tous services - 60 STANDARDS

Courtage au maximum

DOMICILIATIONS

SARL - 100

Constitution de Société

Déclaration et tous services

Permanence téléphonique

43-55-17-58.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureau, secrétariat, 10°

CONSTITUTION STES

Prix compétitifs. Délais rapides

ASPAC 42-93-60-50 -

fonds

de commerce

Ventes

GÉNÉRAL-SUD DAKAR, à ven-

dre Village de Vacances, capi-

talité : 250 personnes, 130 ha-

tars. Prix de vente : 30

millions de FF. Ecrire à Fé-

dine, du 1° Mars, avenue du

1° Mars, 20, CH-2000



LES PARADOXES DE L'INDUSTRIE DES NEIGES

# Mauvaise pente pour les remontées mécaniques

Le petit monde des sports d'hiver vit un paradoxe. La France possède le plus puissant du monde, avec 3 700 téléskis, téléfuniculières (18 % du parc mondial) capables de transporter en une heure 2,6 millions de skieurs. L'Autriche, qui est depuis 1986 reléguée au deuxième rang, doit aussi reconnaître dans le domaine technologique la suprématie de la France, qui a mis au point des télécabines débrayables d'une vitesse de 5 mètres par seconde et des téléphériques d'une capacité de 160 personnes.

Mais les constructeurs nationaux d'engins de remontées mécaniques ne brillent pas par leurs résultats financiers : le numéro un, Pomagalski, annonce 1 % de bénéfices ; le numéro deux, Montaz-Mautino, et le numéro quatre, Gimar, ont déposé leur bilan en juillet dernier ; quant au numéro trois, Skirail, il espère équilibrer un jour... Pour expliquer cet étonnant hiatus entre les performances techniques et les difficultés financières, il est utile d'effectuer un détour du côté des exploitants de remontées.

On retrouve chez ceux-ci un peu les mêmes divergences. Certes, la demande des skieurs est là. Elle a crû d'environ 6 % en deux ans, mais moins rapidement qu'au temps des belles années comme 1976 (+20 %). « Nous n'avons pas tout à fait compensé le recul de l'année 1984-1985 », explique M. Jean-Charles Simiand, secrétaire général du Syndicat national des téléphériques et téléfuniculières de France (SNTFP). L'absence de neige avant le 15 janvier et après le 15 mars, la baisse du pouvoir d'achat et les dates des vacances nous ont valu une très

bonne mais très courte saison. Selon les premiers résultats, l'exercice demeurera toujours un peu déficitaire pour les 610 entreprises exploitant des remontées mécaniques dans 443 stations et centres de ski.

A quoi tiennent des résultats aussi médiocres ? A la masse considérable des investissements que réalisent les exploitants. Bon an mal an, ceux-ci investissent

Cette coûteuse frénésie de mécanisation s'explique aisément. « Nous avons toujours beaucoup investi », affirme M. Simiand. Nous éprouvons le besoin de moderniser aux endroits stratégiques en remplaçant nos vieilles télécabines par des engins à plus gros débit.

Comment faire du sur-mesure au prix du prêt-à-porter.

tourisme hivernal et dans le développement du ski. La nouvelle liberté de nos tarifs nous conforte dans cet optimisme, même si le manque de neige et le calendrier scolaire nous ont fait perdre 100 millions de francs l'hiver dernier. Nous ne sommes pas une profession qui demande des subventions parce que les temps sont difficiles !

Aucune concurrence étrangère

Voilà qui est bel et bon, et qui devrait provoquer commandes et bénéfices chez les constructeurs, d'autant que la concurrence étrangère pénètre peu en France. Techniquement moins compétitifs et mal à l'aise auprès de la clientèle nationale, aucun des « grands » mondiaux n'est arrivé à s'installer durablement. Ni les Autrichiens Doppelmayr ou Wagner, ni le Suisse Von Roll, ni les Italiens Agudio ou Leitner, ni l'Américain Lift Engineering. Dans ces conditions, pourquoi Montaz-Mautino a-t-il perdu 8 millions de francs sur le téléphérique de Cauterets (Hautes-Pyrénées) ? Pourquoi Gimar a-t-il dû déposer son bilan avec 7 millions de dettes ? Pourquoi Pomagalski n'a-t-il gagné que 1,1 million de francs, en 1984-1985, pour un chiffre d'affaires de 461 millions ? Pourquoi ne gagne-t-on pas d'argent à construire des téléskis, des téléfuniculières, des téléphériques et des funiculaires ?

Le client, voilà l'ennemi, serait-on tenté de conclure en entendant les industriels analyser la cause de cette malediction. « Les exploitants n'ont pas de

maturité professionnelle, disent-ils. Ce sont très souvent des élus, donc des hôteliers ou des enseignants dont le jugement se porte sur le prix. Avec la mauvaise habitude des appels d'offres publics, ils recherchent systématiquement la remise, le rabais, qui leur donne l'impression de faire une affaire.

Dans ce climat de négociation de marchands de tapis, les industriels n'ont pas su résister à la tentation de céder aux exigences de leur clientèle. Il n'est pas un seul qui ne s'indigne des 15 % ou 20 % de remise que ses concurrents ont consentis à telle ou telle station et... qui ne se comporte de la même manière suicidaire : car à faire du sur-mesure au prix du prêt-à-porter, on creuse de jolis déficits trop souvent baptisés « investissements dans la recherche et le développement », et jamais amortis.

Les exploitants de remontées mécaniques sont parvenus au résultat inverse de celui qu'ils souhaitent. Des Alpes aux Pyrénées, en passant par le Massif central, ils ont toujours redouté de se retrouver devant l'oligopole industriel Pomagalski-Montaz-Mautino. On a ainsi vu la société des téléphériques de Val-d'Isère entrer dans le capital de Gimar (voir article page 40), et le groupe Schneebelen de Tignes et Val-Frèjus lancer la société Skirail. Mais leur goût immodéré des prix cassés est en train de réduire la concurrence à sa plus simple expression.

Pomagalski, le leader grenoblois incontesté (60 % 70 % du marché français), est le seul à conserver un outil industriel lourd qui lui permet d'offrir une gamme complète d'engins et même des pelles mécaniques (voir article page 40). Tests poussés, prémontage intégral, formation des personnels des exploitants, standardisation maximale et service après-vente lui ont valu une solide réputation internationale, le tiers du marché américain et une bonne part du marché japonais par sa filiale Anzaku-Poma.

M. Jean-Pierre Cathiard, son PDG, aime répéter cet aphorisme optimiste : « Les gens veulent skier et non faire de la remontée mécanique » ; autrement dit, ils désirent des engins rapides tels que les développe « Poma ». Et encore : « Notre travail ne paraît pas très sophistiqué, puisqu'il s'agit de transporter par câble. Mais ce câble

transporte des hommes et des femmes, et cela exclut le bricolage.

Montaz-Mautino, autre Grenoblois, vient ensuite avec 110 millions de chiffre d'affaires et 140 salariés. Son actionnaire principal à 51 %, l'allemand BWI, a choisi la voie du redressement en confiant les rênes, au mois de septembre, à M. Bernard Drevet, spécialiste des entreprises en difficulté. « Il faut que nous nous battons sur un service complet qui suppose le moins d'arrêts possibles des installations, et non sur des rabais et des records du monde de vitesse », déclare celui-ci. « J'ai été frappé de voir que les clients sont prêts à payer plus cher qu'aujourd'hui à condition qu'on leur garantisse que le matériel ne bougera pas pendant dix ans.

« Les remontées mécaniques, ce n'est tout de même pas la sidérurgie. Le marché nous appartient, et il est en croissance, car il n'y a pas de stations de sports d'hiver sans remontées. A nous d'arrêter les sophistiqués inutiles. A nous d'apprendre à nos clients à acheter cher, mais excellent. »

Ingénierie et montage

Montaz-Mautino perd donc la moitié de ses effectifs. Excluant la fabrication, ses activités seront centrées sur l'ingénierie, le commercial et le montage. La société se spécialisera dans le téléski, le téléfuniculaire, la télécabine, et elle tâchera de jouer de ses licences espagnole et italienne et de son agent britannique pour élargir son territoire de chasse aux parcs de loisirs et aux transports urbains.

Skirail, enfin, fondée en 1981 à Annecy, qui a pour unique actionnaire la SEGMO, dirigée par le promoteur Pierre Schneebelen, est, elle aussi, une société d'ingénierie. 110 millions de francs de chiffre d'affaires, cinquante salariés : Skirail a d'abord joué la carte de la technologie étrangère. Ses responsables ont copié, puis amélioré les téléfuniculières de Lift Engineering ; ils ont misé sur la technologie suisse de Von Roll pour le funiculaire de Lyon. Aujourd'hui, ils disent avoir développé une technologie propre.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 40.)

## RÉFORMES AU LONDON METAL EXCHANGE

# La liberté perdue

Après la parole donnée, la chambre de compensation.

INSTALLÉ à Plantation House, à mi-chemin entre le cœur de la City et Tower Bridge, le London Metal Exchange évoque l'Angleterre du dix-neuvième siècle, puissance maritime et coloniale. Dans les premières années du règne victorien, l'Empire britannique bénéficiait d'un approvisionnement sûr et abondant en métaux grâce au contrôle qu'il exerçait sur la Malaisie et la Zambie, le Canada et l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nigéria.

Cette autosuffisance permettait aux prix de rester stables sur de longues périodes. Les marchands de métaux qui concluaient leurs transactions dans les cafés de Londres n'éprouvaient pas le besoin de se prémunir contre une fluctuation incontrôlable.

Tout changea avec la révolution industrielle. Assujéti à une demande toujours croissante de matières premières, le Royaume-Uni devint rapidement un gros importateur de métaux et de concentrés. L'irrégularité des arrivages dans le port de Londres provoqua de fortes variations de cours, contre lesquelles courtiers et consommateurs ne pouvaient rien. C'est pour en finir avec cette incertitude dangereuse, qu'un groupe de marchands créa en 1877 l'année du premier tournoi de Wimbledon - le London Metal Market and Exchange Company, qui resta aujourd'hui, sous le sigle LME, la plus grande Bourse des métaux du monde.

Avant la crise de l'étain

Grâce à l'ouverture du canal de Suez (1869), le transport de l'étain malais ne durait plus que trois mois ; le temps qu'il fallait précisément pour schématiser le cuivre du Chili à Londres. On choisit cette échéance du trimestre comme base de référence pour tous les contrats permettant aux opérateurs de s'arbitrer. Le LME était né. Aux quatre métaux initialement traités (cuivre, plomb, étain, zinc) s'ajoutèrent l'argent

(1968), l'aluminium (1978) et le nickel (1979).

Depuis plus de cent ans, les négociants installés sur le ring (une vingtaine de fauteuils en acier rouge disposés en cercle) fixent ainsi en deux courtes séances - rounds - de cinq minutes le prix de chaque métal. Avant la crise de l'étain, survenue le 24 octobre 1985, les transactions du LME étaient reconnues comme références supérieures dans les échanges internationaux des « non ferreux ». Seuls quelques industriels, amers d'avoir vu leurs « prix producteurs » perdre toute signification au profit des cours londoniens, contestaient sa légitimité, tout en s'y soumettant.

Mais la spectaculaire faillite du stock régulateur de l'étain (il doit environ 1 milliard de livres), qui a entraîné la suspension des cours du métal blanc, a jeté le discrédit sur le LME. Une crise de confiance que n'avaient jamais réussies à provoquer jusqu'ici les minces tentatives d'extrémisme du marché par les spéculateurs ou de boycottage par les producteurs de cuivre et de zinc pendant l'entre-deux-guerres et dans les années 70.

Cette crise intervient au moment où la place financière de Londres est gagnée par un vent de réformes. Le « Big Bang » - déréglementation de la Bourse des valeurs de Londres - s'est accompagné de la mise sur pied d'un nouvel organe de contrôle de tous les marchés : le SIB (Securities and Investment Board). Moraliser l'activité en protégeant les investisseurs est le maître mot de ses responsables (« Le Monde de l'économie » du 21 octobre).

A leurs yeux, le LME a failli par manque de réglementation. S'il veut être reconnu officiellement comme « marché à terme » dans la nouvelle organisation de la City (or sous le SIB ou l'une de ses ramifications - Self Regulatory Organisation - peuvent don-

ner cette habilitation), il devra se doter d'un système de compensation (clearing).

Depuis sa création, le LME a toujours fonctionné sur le principe de la parole donnée. Les courtiers agissaient en qualité de mandataires, et non de mandataires. Ils étaient ainsi responsables individuellement et en totalité de la bonne exécution de leurs contrats.

Cette tradition de confiance mutuelle leur évitait de verser au jour le jour des liquidités lorsque les cours évoluaient en leur défaveur. Leur réputation et leur surface financière servaient de garantie. La situation était exceptionnelle.

Une garantie bancaire

Tous les autres marchés à terme de matières premières, à Londres comme ailleurs, sont dotés d'une chambre de compensation. Celle-ci enregistre chaque soir les transactions, calcule le solde des opérations, crédite les gagnants et débite les perdants en exigeant de leur part un versement immédiat : l'appel de marge.

Après avoir farouchement refusé ce mode de réglementation, le LME s'est finalement résigné à l'adopter à partir de mars 1987. « Mais nous souhaitons un système de compensation qui se rapproche le plus possible de notre fonctionnement actuel pour ne pas perdre nos intervenants habitués », observe un responsable du marché.

A Plantation House, la crainte est grande de voir cette nouvelle institution entraîner une chute du volume d'affaires, déjà en net recul depuis la crise de l'étain. « C'est pourquoi nous refusons une compensation reposant sur le principe de l'appel de marge quotidien à la charge des professionnels. Nous avons proposé un mécanisme moins onéreux de

garantie bancaire », poursuit notre interlocuteur.

Du même coup, le LME quittera la tutelle très souple de la Banque d'Angleterre - qu'il continue en vain de réclamer - pour celle, plus vétilleuse, de l'ICCH (International Commodities Clearing House), l'organisme chargé de la compensation sur la quasi-totalité des marchés à terme britanniques. Celui-ci se dit prêt à accepter la proposition du LME d'introduire une chambre de compensation fonctionnant sur le principe de la garantie bancaire.

C'est seulement après cette mise sous surveillance que le LME pourra lancer un programme d'options sur tous les métaux cotés afin de retrouver un second souffle. Il reste que la potion est dure à avaler pour les ring dealers du LME (membres admis à la corbeille) qui voyaient dans la tradition leur force. Comme seule concession à la modernité, ils avaient remplacé la clochette annonçant le début des cotations (« Le cuivre, messieurs, le cuivre ») s'exclamait un huisier lorsque Big Ben sonnait les douze coups de midi) par une sonnerie électrique. Mais la réforme qui se prépare s'annonce plus bruyante.

Sans la crise de l'étain, la Bourse des métaux aurait pu revendiquer le maintien de son autonomie avec plus de vigueur. Les courtiers font en outre remarquer que la fermeture du marché à suivre la défaillance du Conseil de l'étain. Cette institution, composée de vingt-deux gouvernements, et complètement extérieure au LME, avait pris quelques mois avant le krach l'allure d'un bateau ivre dont chacun devinait qu'il courait à sa perte.

D'ordinaire, c'est à quelques centaines de mètres du LME, sur le Lloyd's Register of Shipping, que sont reportés les naufrages. Mais celui du Conseil de l'étain est inscrit pour longtemps sur le ring du LME comme le témoin d'une liberté perdue.

ERIC FOTTORINO.



سكيا من الامل

## LES PARADOXES DE L'INDUSTRIE DES NEIGES

## Mauvaise pente

(Suite de la page 39.)

« Pierre Schnebel nous a dit qu'il ne voulait plus du monopole Poma-Montaz-Mautino et qu'il désirait acheter des engins qui ne tombent jamais en panne, raconte M. Jean-Pierre Cavalier, directeur commercial. Il avait bâti, en effet, la publicité de Tignes sur le slogan : « Au-delà de 17 minutes d'attente aux remontées mécaniques, le forfait sera remboursé. » Nous avons donc regardé à l'étranger les points forts. Nous les avons adaptés, et, aujourd'hui, nous plaçons « notre » funiculaire à Nice et « notre » télécabine à Val-Frèjus. Nous croyons au télésiège quatre places, à l'aéroski - de dix-huit places et au téléphérique, mais ni au téléski ni au téléphérique. »

« Nous pensons aussi que le câble a de l'avenir ailleurs que sur les pistes de ski. Bourg-Saint-Maurice a besoin d'un funiculaire capable de transporter mille huit cents personnes à l'heure entre la gare SNCF et la station des Arcs ; même chose entre Luchon et Superbagnères. Parcs de loisirs ou transports urbains nous intéressent aussi. »

Gimar sera-t-elle reprise par Bodin ? Les « petits », Montagner, Longier-Lacaille, Soury-Lavergne, deviendront-ils grands ? Cet univers de petites et moyennes industries, enracinées surtout dans les départements de l'Isère et de la Savoie, est trop influencé par les questions de personnes pour qu'il soit possible de faire des pronostics. Une seule certitude : les remontées mécaniques continueront d'appartenir au monde magique de l'« or blanc », et donc d'inspirer à leurs entrepreneurs beaucoup de passion et quelques coups de folie. La préparation des Jeux olympiques d'hiver de 1992 sera une autre occasion de s'en apercevoir.

ALAIN FAUJAS.

## Val-d'Isère ou les mécaniques du bénéfice

« Le secret, c'est l'investissement. »

D'AUTRES stations ont des pistes de ski un peu plus longues, des dénivelées un peu plus impressionnantes. Aucune ne surpasse Val-d'Isère en réputation. Si celle-ci est devenue le haut lieu du ski français, c'est parce que l'équipement en remontées mécaniques de la station offre un domaine skiable hors pair.

Responsable de la clé des champs de neige : la Société des téléphériques de Val-d'Isère (STVI), trois téléphériques, trois télécabines, dix-sept télésièges, vingt-huit téléskis, 10,6 millions de skieurs transportés par an, cent quatre-vingts salariés, 6,3 millions de francs de bénéfices. Une belle affaire.

La STVI est titulaire d'une concession d'exploitation des remontées que lui a accordée la commune de Val-d'Isère jusqu'en 2012, moyennant 11 % du chiffre d'affaires des remontées et 11 % des recettes annexes (loyers des restaurants d'altitude et ventes d'espaces publicitaires). Au cours de la saison 1984-1985, ces redevances ont rapporté 7,2 millions de francs au budget communal.

M. Bernard Bias est devenu, en 1972, le PDG de la société - créée en 1938 - où il a appliqué des règles de gestion éprouvées notamment chez Félix Potin, dont il a été directeur général. Son principe : « Un sou est un sou. » Le nouveau président lance donc en 1973 un « libre-service du ski », qui lui permet d'acrochier son chiffre d'affaires de 30 % en une seule saison. Le contrôle des forfaits des skieurs à quatre passages obligés lui permet de limiter considérablement la fraude et les frais de contrôle. En outre, il réduit au minimum les investissements pour désenclaver la STVI.

Poussé par la municipalité, il choisit de créer des remontées mécaniques (Le Fomet, le col de l'Isère) selon le mécanisme de l'affermage : la commune emprunte à taux préférentiels le montant correspondant à l'investissement et l'exploitant rembourse l'annuité du prêt. M. Bias n'aime guère la formule : « Si on avait continué selon ce procédé, toutes les remontées mécaniques auraient appartenu à la commune. » A partir de 1975, il se tourne vers un financement classique par emprunt, qui le laisse maître chez lui.

## Surveiller les dépenses

« Pénible », comme il se décrit lui-même, M. Bias aime contrôler ses fournisseurs et surveiller de près leurs dépenses, voire les réduire. Il a donc créé une filiale, Montavel, qui assemble ses remontées mécaniques. Le constructeur Pomagalski ayant refusé de se contenter de faire seulement des études pour lui, il a racheté 22 % du capital de la société d'ingénierie grenobloise Gimar pour concurrencer « Poma » et Montaz-Mautino. Le résultat n'a pas été concluant et Gimar a déposé son bilan, en juillet 1986, avec un passif de 7 millions de francs. Conclusion du PDG de la STVI : « Désormais, je rentrerai moins dans l'exécution. »

Le système Bias a une énorme vertu. Il engendre des bénéfices que ne connaissent guère les autres exploitants de remontées mécaniques, souvent plus intéressés à la promotion

immobilière, comme Les Arcs, Avoriaz, Tignes ou La Plagne. Car la STVI dégage bon an mal an près de 10 % de bénéfices nets par rapport à son chiffre d'affaires : 1983-1984, 64,8 millions de francs d'affaires et 6,3 millions de bénéfices ; en 1984-1985, respectivement 67,5 millions et 6,3 millions.

Ce système présente un inconvénient : dans la course aux investissements qui caractérise le monde du ski alpin, la STVI a plutôt moins investi que certains de ses voisins et concurrents. D'après un sondage récent, 40 % seulement des skieurs sont satisfaits de la fluidité des files d'attente.

Le PDG n'avait pas attendu ce signal d'alarme pour relancer l'investissement « afin de rester les meilleurs ». M. Bias a donc engagé la réflexion de quatre télécabines et surtout il a décidé de construire à travers le rocher de Bellevard le premier funiculaire de montagne de France, « le plus rapide du monde » (12 mètres par seconde), le Funival, qui entrera en service en 1987 : 65 millions de francs sur deux exercices, autofinancés pour moitié.

Il prépare déjà son « coup d'après » : obtenir l'autorisation de construire une remontée lourde - et chère - entre le col de l'Isère et le petit village de Bonneval-sur-Arc. Cette percée sur la Maurienne - à travers le parc national de la Vanoise - ouvrirait aux skieurs un énorme domaine hors pistes et, surtout, permettrait à la STVI d'obtenir une plus grosse part des recettes du forfait commun aux stations de Val-d'Isère et de Tignes. Tant il est vrai que, « dans notre métier, le secret, c'est l'investissement ».

AL. F.

## Pomagalski, les bénéfices de la mécanique

« Comme contrainte essentielle, la sécurité. »

RIEN ne semble pouvoir stopper l'ascension du numéro un mondial des remontées mécaniques, l'entreprise grenobloise Pomagalski. Depuis 1934 - M. Jean Pomagalski installe son premier remonte-pente à l'Alpe d'Huez - la firme n'a eu qu'une seule spécialité : le transport par câble, et un domaine quasi exclusif pour la construction de ses appareils : la neige.

L'entreprise n'a cessé depuis 1947 - date à laquelle elle mit au point le premier téléski débrayable - de construire et de perfectionner de nouveaux engins. Depuis le début des années 80, « Poma » a ainsi lancé sur le marché des sports d'hiver la première télécabine dix places et le téléphérique débrayable capable de transporter 25 passagers dans de gros « caufs » qui peuvent acheminer dans les deux sens 3 600 skieurs à l'heure.

La société détient également des records mondiaux dans le domaine du transport par câble. Elle a lancé ainsi un téléphérique d'une capacité de 160 personnes à la Saulire, à Courchevel ; elle a installé, cette fois en plaine, sur les rives du Mississippi, à La Nouvelle-Orléans, le plus haut pylône pour une télécabine de 109 mètres ; elle a réalisé la plus grande portée entre deux pylônes en transport monocablé avec plus de 700 mètres.

## Des prouesses technologiques

« Chaque remontée mécanique est un costume sur mesure, rappelle-t-on les ingénieurs de l'entreprise, cela nécessite souvent des prouesses technologiques, avec comme contrainte essentielle la sécurité. » Dans son usine de Fontaine (Isère), qui réunit un bureau d'études de cent cinquante personnes et des ateliers employant deux cent cinquante techniciens, des ouvriers standardisent au maximum ces appareils dans lesquels rentrent plus de quatre-vingt mille composants.

« Poma » et ses deux filiales, la SIGMA, spécialisée dans la construction des cabines en plastique et des gares, et la SACMI, qui réalise les mécanismes des appareils débrayables et des pelles mécaniques, ne fabriquent que 40 % à 45 % de ce qu'elles vendent, le reste étant sous-traité par des entreprises de la

région Rhône-Alpes. Des spécialistes du design participent, aux côtés des ingénieurs, à la conception des nouvelles remontées mécaniques.

Fortement implantée sur le marché américain, où une remontée mécanique sur trois est signée « Poma », l'entreprise grenobloise y exporte ses principaux composants mécaniques et électroniques, ses pinces et ses galets, éléments les plus élaborés de ses fabrications, tandis que son usine, installée dans le Colorado et qui emploie cent personnes, réalise les parties plus « rustiques » des appareils. Au Japon, la société, à travers son licencié Anzaku, est devenue le premier constructeur de remontées mécaniques lourdes.

En rachetant il y a quelques années la société suisse Baco, le numéro un mondial des remontées mécaniques est parvenu à pénétrer enfin le marché helvétique. Seule l'Autriche, qui entend préserver son principal constructeur, Doppelmayr, est jusqu'à maintenant restée fermée au constructeur français.

Avec un chiffre d'affaires de 460 millions de francs pour l'exercice 1985-1986, dont 40 % ont été réalisés à l'exportation, « Poma » se place ainsi loin devant les autres constructeurs français. Plus de trois appareils sur cinq mis en service dans les montagnes françaises sont réalisés par cette firme qui s'est spécialisée de plus en plus dans les transports sophistiqués à fort débit.

Le PDG de l'entreprise, M. Jean-Pierre Cathiard, également monteur de ski et fondateur de la première école de ski australienne, est un montagnard : « J'ai usé mes cuillottes sur les bancs de Val-d'Isère, où mon père faisait tourner les premières remontées de la station. »

Il aime les défis techniques d'abord, commerciaux ensuite, puisqu'il achève en ce moment la livraison des appareils que lui a achetés la station américaine d'Aspen (Colorado). Celle-ci signa avec « Poma », en 1985, le plus important contrat de l'histoire des remontées mécaniques, pour une valeur de 12 millions de dollars.

CLAUDE FRANCHILLON.

## DEUX NOMS PRESTIGIEUX SE RAPPROCHENT

## OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE VEUVE CLICQUOT-LOUIS VUITTON.

Les avantages économiques de ce rapprochement sont clairs. Il existe une complémentarité et des synergies évidentes entre les deux sociétés. Par exemple, la société Louis Vuitton, qui a commencé à travailler sur la création et le lancement d'une activité de fragrances sous sa marque, trouverait à cet égard un appui solide dans la filiale « Parfums Givenchy » de la holding Veuve Clicquot. Dans le domaine financier, la remarquable activité « champagne » de Veuve Clicquot implique des immobilisations considérables en terrains viticoles et stocks alors que Louis Vuitton n'a besoin que d'immobilisations relativement limitées et génère d'importantes disponibilités.

Sur un plan plus général, l'ensemble ainsi créé s'appuierait sur la conjonction d'une variété d'activités, toutes porteuses et toutes différentes, mais qui se rejoignent par leur appartenance commune au domaine typiquement français de la haute qualité et du prestige. Ce domaine est en effet celui auquel Louis Vuitton entend rester complètement fidèle, cela dans le respect de la personnalité et de l'identité de chacune des marques et des équipes de chacune des entreprises qui composeraient le nouvel ensemble et auxquelles viendraient peut-être plus tard s'agréger d'autres marques de la même qualité.

## Offre Publique d'Échange des actions Veuve Clicquot présentée par la Banque Paribas pour le compte de Louis Vuitton.

Pour chaque action Veuve Clicquot, il est proposé, au choix de l'actionnaire :

- soit 6 actions Louis Vuitton de F 10 nominal, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1986, à émettre.

- soit 1 obligation 5,25 % de F 5 800 nominal, jouissance 1<sup>er</sup> juillet 1986, à émettre, convertible en 5 actions Louis Vuitton, plus un complément en espèces de F 500.

Les obligations seront convertibles à tout moment et amortissables entre les 1<sup>er</sup> janvier 1991 et 1995.

Offre valable jusqu'au 15 décembre 1986. Avis n° 86-1751 de la Chambre Syndicale des Agents de Change (Cote Officielle du 13.11.1986).

Note d'information (visa COB n° 86-398 du 17.11.1986) publiée dans l'Agéfi du 18.11.1986 et disponible sans frais sur simple demande à la Banque Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris, et auprès des intermédiaires financiers.

## Une opération d'échange intéressante pour les actionnaires Veuve Clicquot

● Moyenne des cours de Bourse ajustés du 1.1.1986 au 4.11.1986.

6 actions LV 6114 F  
1 action VC 4367 F

● Bénéfice consolidé en 1985

6 actions LV 247,2 F  
1 action VC 158,6 F

● Dividende net versé en 1986

6 actions LV 93,6 F  
1 action VC 44,0 F

L'actionnaire qui préfère recevoir des obligations convertibles bénéficiera :

- de l'émission d'un complément de 500 F en espèces,

- du 1.7.1986 jusqu'à conversion ou remboursement, d'un intérêt de 5,25 % (304,50 F annuels) avec le régime fiscal des obligations,

- du choix entre la conversion et le remboursement.

LOUIS VUITTON



CONSULTEZ  
IMPRIMEZ S



## BANQUES ET ASSURANCES EN EUROPE

## Les combats aux frontières s'intensifient

Utiliser au mieux  
le vivier des clients

**B**ANQUIERS et assureurs vont-ils entrer en guerre ouverte ? Dès le début des années 80, les premières escarmouches avaient émaillé les relations entre ces deux professions financières. Aujourd'hui, la guerre est permanente. Dans tous les pays européens, les banques ont engagé une vaste offensive sur le marché de l'assurance. Les assureurs contre-attaquent en proposant à leur clientèle des produits bancaires.

Aussi les états-majors des deux camps n'ont-ils pas hésité à envoyer à Budapest, du 26 au 29 octobre, quelques émissaires. Le symposium organisé par l'EFMA (l'Association européenne de management et de marketing financiers) et consacré au thème « Banque et Assurance » était une bonne occasion pour scruter les stratégies de leurs « confrères ». Ils y auront eu la confirmation que, partout en Europe occidentale, les frontières entre les deux métiers tendent à s'estomper.

## Diversification

D'un même élan, les banques européennes ont lancé l'assaut sur le marché des produits d'assurance (vie, automobile, accident, retraite...). Elles y ont été poussées pour des raisons identiques : pour tous les banquiers européens, la vente à leurs guichets de produits d'assurance répond à un besoin de diversification. « Nos marchés traditionnels sont dorénavant limités, nos marges amoindries, nos produits banalisés », explique l'un d'entre eux.

Effectivement, dans toute l'Europe, particuliers et entreprises sont déjà tous mariés à au moins une banque. Le taux de bancarisation dépasse les 90 % dans tous les pays. La demande de crédit des entreprises diminue. La désinflation, la baisse des taux d'intérêt et l'exacerbation de la concurrence contribuent à réduire leurs marges sur les prêts d'argent. D'où le principal objectif de toutes les banques européennes de dépôt : rentabiliser au plus vite les coûteux réseaux d'agences qu'elles ont mis en place, « cultiver plus intensivement, donc, le vivier de leurs clients ».

Or, justement, les particuliers souhaitent de plus en plus aborder leurs problèmes d'argent d'une manière globale. Les banques cherchent, en conséquence, à élargir la gamme des produits et services financiers qu'elles proposent à leurs guichets. Les produits d'assurance, qu'elles connaissent déjà avec l'assurance sur les prêts, apparaissent comme un complément naturel. Fortement « bancarisés », les Européens sont en revanche encore peu assurés. Le marché de l'assurance, en forte expansion au cours de la dernière décennie (notamment l'assurance-vie), offre de belles perspectives, encore accrues par les menaces qui pèsent sur les systèmes de retraite obligatoires.

Pour exploiter ces opportunités, les banques européennes ont cependant adopté des stratégies bien différentes. Schématiquement, deux politiques se dégagent : celle des partisans de la cohabitation avec les sociétés d'assurances et celle des tenants d'un choc frontal. Les premiers se proposent de distribuer les produits de leurs alliés assureurs, les seconds se font producteurs de polices d'assurance qu'ils commercialisent à travers leurs réseaux de distribution.

## Les cohabitationnistes

Aux Pays-Bas, les banques sont « cohabitationnistes » par nécessité. La loi leur interdit en effet d'exercer directement le métier d'assureur (les sociétés d'assu-

rances ne pouvant d'ailleurs faire de la banque). Cela ne les a pas empêchées de développer leurs efforts dans la distribution de produits d'assurance, leur part atteignant 10 % en 1980, mais déjà 15 % en 1985 ; un grignotage qui s'est fait aux dépens des agents d'assurances indépendants.

Première banque de dépôt du pays, l'Algemene Bank Nederland (ABN) a ainsi complètement redéfini sa stratégie et réorganisé son activité assurances depuis 1980, un secteur qui portait de l'argent jusqu'alors. Aujourd'hui, grâce à des coûts inférieurs à ceux des agents indépendants, elle peut proposer à ses clients des tarifs compétitifs. Sa

quos, après avoir depuis longtemps limité leur activité au courtage, se lancent aujourd'hui dans le métier d'assureur. Elles distribuent déjà plus de 12 % des produits d'assurance, avec des primes collectées qui progressent à un rythme annuel de plus de 40 % depuis 1980 !

La Barclays, par exemple, commercialise par sa filiale BUTI (Barclays Unit Trust Insurance) une assurance-vie « maison ». Elle a défrayé cette année la commercialisation d'une assurance-automobile confectionnée avec

(15 % du capital détenu par les Mutuelles agricoles, le reste par le Crédit agricole) :

« C'était le seul moyen pour répondre à une demande aussi importante que celle de notre clientèle, de nos treize millions de titulaires de comptes », explique M. Guy Rebuffé, le directeur du développement du Predica. D'ores et déjà, il estime à 5 milliards de francs les encours que gèrera Predica à la fin de 1987, 10 milliards un an plus tard.

Toutefois, ces politiques de création ou d'acquisition de

sociétés d'assurances coûtent très cher. Le Crédit agricole a immobilisé 400 millions de francs de fonds propres pour créer Predica. « Il faut compter dix ans, sinon plus, avant de toucher les bénéfices d'une nouvelle compagnie d'assurances », estime M. Ormer, banquier autrichien. Un obstacle qui rassurera peut-être les assureurs.

Face à cette offensive généralisée des banques européennes, les compagnies d'assurances ne manquent pas de se défendre... et de contre-attaquer. Elles disposent d'armes puissantes, en particulier leurs moyens financiers. Les achats ou créations de banques par des assureurs se font de plus en plus fréquents.

En Allemagne fédérale, la compagnie d'assurances Achener und Münchener envisage d'acquérir la majorité du capital de la banque des syndicats, la Bank für Gemeinwirtschaft. En Italie, d'importantes batailles boursières se profilent. Au Danemark, après une opération inédite en Europe de « démutualisation d'une mutuelle d'assurances », devenue un holding coté à la Bourse, la société d'assurances Top Danmark a créé une banque, Top Banken.

Cet établissement commercialise auprès des sept cent mille clients de la société d'assurances, essentiellement par marketing direct, certains produits bancaires. « Notre nouvelle banque a deux atouts par rapport à la concurrence », explique M. Henning Birch, le directeur général de Top Danmark. Elle commercialise seulement des produits bancaires facturables. Ses coûts ne sont pas obérés par l'entretien d'un lourd réseau d'agences.

La compétence commerciale et des réseaux de vente « moins fonctionnalisés » constituent deux autres armes efficaces pour les assureurs. A l'instar du géant anglais Prudential, de nombreuses

compagnies d'assurances commencent à commercialiser, par leurs réseaux propres, des produits bancaires (comptes de trésorerie, placements financiers...). Elles souffrent cependant d'un lourd handicap : une mauvaise image de marque dans l'opinion publique européenne.

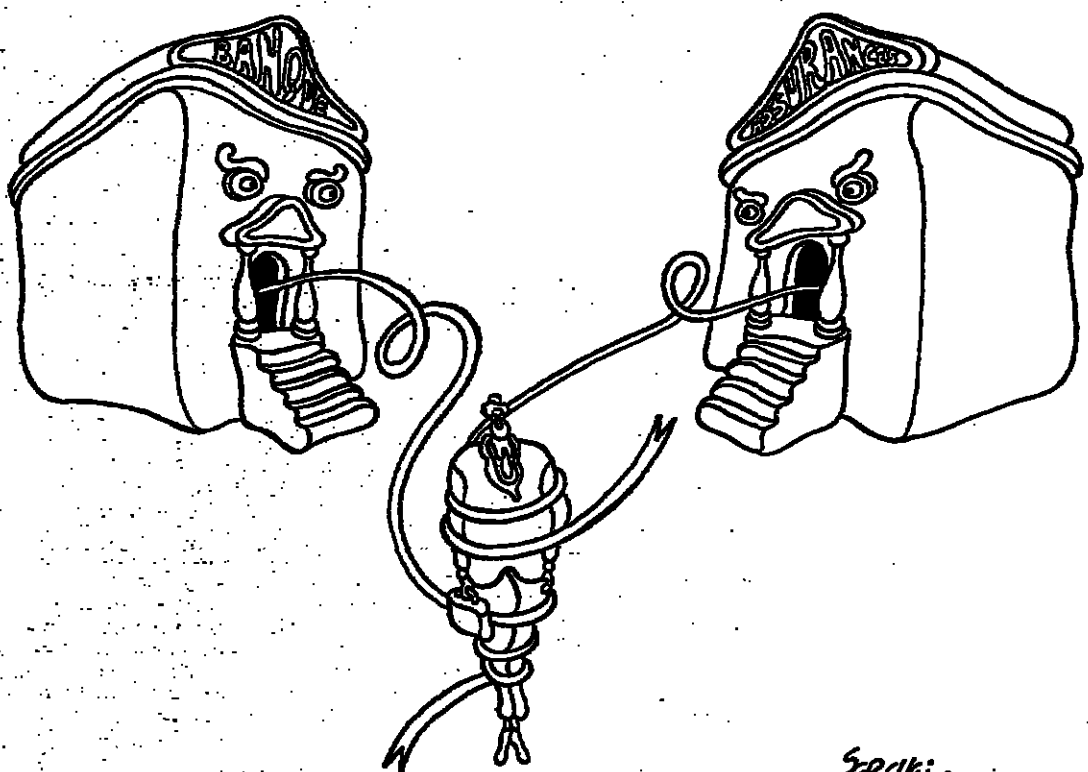
L'issue de la bataille apparaît donc incertaine. Entre banque et assurance, aucun des deux camps ne dispose en définitive d'avantages décisifs. L'avenir appartiendra à ceux qui sauront utiliser les premiers leur trésor de guerre : leur clientèle actuelle. Cela pourrait donner naissance, plutôt qu'à des supermarchés financiers, à de véritables conglomérats financiers, des « assurances » ou des « banassurances », selon les expressions de M. Denis Kessler, de l'université Paris-X.

## Par correspondance

Mais des outsiders menacent. En Europe, les grands distributeurs n'ont pas encore réussi une percée comparable à celle de la chaîne de distribution américaine Sears Roebuck. L'expérience de Carrefour, à Ecully, près de Lyon, n'a pour l'instant pas été réellement concluante. Un an après l'ouverture d'une boutique « assurances », dix mille clients seulement ont contracté une police au guichet du magasin.

Les sociétés de vente par correspondance (comme La Redoute en France) et celles de cartes de crédit pourraient en revanche constituer une menace plus grande. Elles maîtrisent parfaitement les techniques de vente directe (par courrier, par téléphone, par coupon dans leur publicité...) qui se révèlent de plus en plus efficaces dans la distribution de produits financiers standards.

ÉRIK IZRALEWICZ.



puissance de frappe lui a permis de négocier avec plusieurs petites compagnies d'assurances la possibilité de commercialiser des produits d'assurance-vie sous le nom de la banque : ABN.

Amro Bank, la troisième banque hollandaise, vend également des produits d'assurance. « Amro Assurantiën », conçus par ses propres services et produits par des assureurs du pays. D'ores et déjà au quatrième rang parmi les distributeurs d'assurance aux Pays-Bas, M. Van der Schott, le vice-président d'Amro Bank, est confiant : « Nous avons de bonnes chances de gagner, explique-t-il. Près d'un million et demi de nos clients de la banque ne sont pas encore assurés ; or nous les connaissons par leur nom, et nous avons des contacts réguliers avec eux. » Un atout que les banques ne manquent pas de souligner.

## Un choc frontal

Dans d'autres pays cependant, c'est par conviction que certaines banques ont préféré une stratégie d'alliances à une politique de confrontation. En Autriche, par exemple, les dirigeants de la Erste Oesterreichische Spar-Kasse Bank (110 agences, 450 000 clients) souhaitent conserver de bonnes relations avec les nombreuses compagnies d'assurances du pays. « Cela nous laisse la possibilité de choisir à chaque fois les produits les mieux adaptés aux besoins de notre clientèle », précise M. Reinhard Ormer, l'un des responsables de la banque autrichienne.

Un nombre croissant de banques européennes optent cependant de plus en plus pour l'autre politique : le rachat ou la création d'une société d'assurances. Ainsi les puissantes banques britanni-

différents assureurs. Elle développe la promotion de ses produits d'assurance à travers des gigantesques mailing : elle aura envoyé cette année 24 millions de courriers dans ce but.

En Espagne, où l'assurance est encore très peu développée, le Banco de Bilbao a engagé depuis cinq ans un gros effort dans ce domaine. Il possède depuis 1974 une société de courtage, Gavial SA, dont l'activité a crû à un rythme annuel de plus de 40 % depuis cette date, ce qui la situe dorénavant au second rang dans ce pays. Mais la banque est allée plus loin : fin 1981, elle a pris une participation majoritaire dans le capital d'Euroseguros, une compagnie d'assurances devenue depuis l'arme de la banque dans ce secteur.

Les primes collectées par le réseau bancaire ont augmenté à un rythme annuel de 56 %, « la capacité à générer des profits ayant été multipliée par 20 entre 1981 et 1985 », s'empresse d'ajouter le directeur général du Banco de Bilbao, M. Carlos Gorria Cortazar. Le plan d'épargne retraite lancé par la banque a également fait des étincelles. En 1984 déjà, le montant des primes collectées dans ce cadre (40 millions de dollars) dépassait celui réuni par l'ensemble des compagnies d'assurances espagnoles sur des produits équivalents.

Mais ce sont surtout les grandes banques de dépôt qui achètent ou créent des compagnies d'assurances. Le Crédit agricole travaillait jusqu'à présent, pour l'assurance-vie, avec la Caisse nationale de prévoyance et la Soravie (une compagnie d'assurances détenue par les Mutuelles agricoles). Pour l'assurance-retraite, la banque verte a préféré créer une filiale d'assurance propre, Predica



• Mise à plat lucide du système étatique français, ce qui en fait mieux apparaître les lacunes et les blocages.

André Passeron - Le Monde  
• L'ouvrage sera utile aux hommes politiques... comme aux citoyens.

Christian Radoux - Le Progrès de Lyon  
• Les auteurs renouvellent heureusement le thème du "trop d'Etat".

Le Nouvel Observateur  
• Voilà une nouvelle bible que chaque élu du 16 mars, national ou régional, devrait ne plus quitter.

Xavier Larivière - L'Espresso  
• Darmon et Krief taillent hardiment dans le gras des structures et de l'organisation de notre pouvoir exécutif.

François de Witt - L'Expansion  
• Un livre stimulant  
Guy Sorman - Le Figaro Magazine

POURQUOI LA MARGE DE MANŒUVRE DE F. MITTERRAND EST-ELLE ÉTROITE ?

POURQUOI LA FRANCE COUTE-T-ELLE TROP CHER AUX FRANÇAIS ?

COMMENT LE LIBÉRALISME ARRIVE-T-IL ENFIN À SE METTRE EN MARCHÉ ?

CONSULTEZ SUR MINITEL  
IMPRIMEZ SUR OLIVETTI

Les imprimantes Olivetti vous permettent de conserver toutes vos informations Minitel : cours de Bourse, banque de données, etc.

• TH 40 VIDÉOTEX 1.650 F HT • PMS 100 VIDÉOTEX ET PC 2.990 F HT

Pour toutes informations supplémentaires, téléphonez au 42.68.28.51.

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris.

olivetti

صكنا من الامم

## La chronique de Paul Fabra

« **A** LORS que tout semble aujourd'hui en miettes à Washington et l'administration en plein désarroi, nous venons d'avoir une discussion seraine et approfondie sur un sujet difficile », disait avec satisfaction et une pointe d'étonnement l'organisateur d'un débat sur les droits de l'homme au cours duquel journalistes et universitaires new-yorkais s'étaient entretenus avec des diplomates nommés par le président Reagan. Pour ceux qui n'éprouvent guère de goût à hurler avec les loups, l'occasion est toute trouvée, alors que les nouvelles les plus incroyables et les plus dévastatrices ne cessent d'arriver de la capitale fédérale, de prendre aussi la mesure du sérieux avec lequel certains au moins des membres de l'administration républicaine en place ont essayé au cours des années passées de définir et d'appliquer des solutions destinées dans leur esprit à faire avancer les choses, là où elles paraissent le plus inextricablement compromises.

C'est ainsi qu'on aurait sans doute tort de ne pas écouter le témoignage de l'ancien ambassadeur des États-Unis à Pretoria qui vient tout juste de quitter son poste, et simultanément son statut de fonctionnaire du gouvernement. Herman Nickel, un ancien journaliste de profession, avait été envoyé par la Maison Blanche en avril 1982 en Afrique du Sud. Sa mission était d'y mettre en vigueur la politique dite « d'engagement constructif » à laquelle le Congrès a mis fin au début du mois d'octobre dernier en imposant, par un vote massif, des sanctions économiques et financières, malgré le veto présidentiel.

Pour lui, les États-Unis « n'ont guère, par cette décision, contribué au progrès de la cause de la paix. D'un côté, ils ont confirmé les Afrikaners dans leur conviction que, quelles que soient les réformes qu'ils pourraient prendre, ils ne parviendraient pas, seul à décider leur suicide, à apaiser l'opinion publique occidentale. D'un autre côté, la politique des sanctions nourrit chez les Noirs les plus poitantes illusions que, le monde extérieur ayant épousé leurs querelles, la victoire est désormais à leur portée ».

Ce n'est pas que l'ancien ambassadeur se fasse, lui aussi, des illusions. Il ne veut pas ignorer que le président Pieter W. Botha n'était pas prêt à passer le Rubicon bien qu'il lui soit arrivé de parler de « la notion dépassée de l'apartheid ». Il est vrai qu'il a fallu à cet homme du courage pour déclarer récemment,

devant le congrès du Parti nationaliste rassemblé au Cap, qu'il ne considérerait pas comme une « vache sacrée » la fameuse loi sur les zones de groupes (Group Areas Act) en vertu de laquelle les habitants peuvent se voir assigner des zones d'habitation selon la couleur de leur peau.

Il n'en reste pas moins que le chef de l'État sud-africain a laissé clairement entendre qu'il était toujours attaché, notamment pour les questions cruciales de l'éducation et de l'exercice des droits politiques, au principe du classement de la population selon le critère de la race. Tous les aspects de l'apartheid, et il s'en faut encore de beaucoup et sans doute de l'essentiel, ne sont donc pas devenus caducs pour M. Botha et le Parti nationaliste au pouvoir.

Ayant dit cela, Herman Nickel ajoute que beaucoup de choses ont changé au cours des dernières années. Qu'il estime que la politique réaganienne d'engagement constructif consistant — à rebours de la politique des sanctions — à user de la persuasion pour encourager les réformes ait joué « un rôle notable » dans l'introduction de ces dernières, c'est de bonne guerre. Laissons-lui sur ce point la responsabilité entière de son jugement.

Ce qui n'est guère contestable, c'est la réalité et l'importance de ces réformes, même si on est fondé à les juger très insuffisantes et tardives. Ce n'est pas seulement certaines des manifestations de ce que l'on a appelé l'apartheid mesquin (pas moins insupportable pour autant) qui ont été abolies, concernant notamment la discrimination dans les hôtels, les restaurants, les théâtres, les plages publiques et les sports. D'autres restent encore à supprimer.

Plusieurs des mesures prises constituent toutefois des changements fondamentaux. Outre le démantèlement du système détestable du passeport (qui donnait à l'administration le droit d'emprisonner un Noir non muni de cette pièce ou se trouvant sans autorisation spéciale dans certaines zones), le droit reconnu aux travailleurs noirs de former des syndicats a eu d'importantes conséquences. Le mouvement ouvrier qui s'en est suivi est sans doute le plus puissant de tout le continent africain. Les Noirs ont reçu le droit d'être propriétaires de

## De Pretoria à Washington

logements dans des zones urbaines où ils n'étaient autorisés qu'à séjourner à titre temporaire. Tout en restant soumis à la ségrégation, l'enseignement a été l'objet de réformes attendues depuis longtemps. Le gouvernement sud-africain dépense désormais autant pour l'éducation des Noirs que pour les forces armées.

« Tout cela », dit encore Herman Nickel, représente au fond une victoire de la société industrielle dont les bases ne peuvent s'accommoder d'une idéologie politique née du temps où les Afrikaners formaient une société essentiellement rurale. C'est un fait que les milieux d'affaires, composés surtout de représentants de la communauté de langue anglaise, ont au cours de ces dernières années poussé le gouvernement à moderniser, et donc à réformer, le système.

A en croire l'ancien ambassadeur des États-Unis, la politique des sanctions a déjà modifié de fond en comble l'ordre des priorités du business. Pour celui-ci, la question qui se posait jusqu'à une époque récente était celle de définir, après chaque réforme, modeste ou significative, nouvellement introduite, quelles mesures supplémentaires il conviendrait d'adopter pour lever les obstacles au développement des entreprises. Aujourd'hui, affirme Herman Nickel, on assiste à un rapprochement de fait entre le gouvernement et le patronat des grandes sociétés. La préoccupation commune est de déjouer l'effet des sanctions.

Le Congrès américain est allé plus loin que les pays européens. Il a édicté des interdictions d'importation pour des secteurs entiers de la production, textiles et denrées agricoles notamment. « Une façon », dit l'ancien ambassadeur, de pratiquer la protectionnisme sous couvert de morale. Les sanctions votées sont tatillonnes et vexatoires. Tout laisse prévoir qu'elles seront appliquées à la lettre.

C'est ainsi que l'ambassade sud-africaine à Washington ne pourra plus servir de vin de son pays faute d'avoir le droit d'importer. Il aura fallu faire passer un amendement de dernière minute pour retirer aux douaniers américains le pouvoir d'obliger les visiteurs

sud-africains de se dépoiler de leurs vêtements fabriqués en Afrique du Sud à leur entrée sur le territoire des États-Unis. Rien n'interdira bien sûr dans l'avenir le Congrès d'aller encore plus loin : il pourrait par exemple rendre obligatoire le mouvement de désinvestissement spontanément entrepris par les sociétés américaines et déjà fortement avancé.

Plusieurs des plus grandes firmes des États-Unis installées en Afrique du Sud ont déjà cessé leurs activités et leurs bureaux à des sociétés locales : General Motors, IBM, Motorola, General Electric, etc. Au total le volume des investissements américains en Afrique du Sud a pratiquement diminué de moitié en deux ou trois ans, revenant de 2,5 milliard de dollars environ à 1,3 milliard. Quant aux sociétés sud-africaines acheteuses, elles ont pu acquiescer à des conditions très avantageuses, comme on vient de le voir à propos du désengagement de la grande banque anglaise Barclays.

Pour Herman Nickel, le dommage le plus grave que le retrait des intérêts étrangers peut causer à l'économie sud-africaine est d'ordre technologique. Déjà la productivité est de beaucoup inférieure à celle des pays industriels les plus avancés. Mais cela ne veut pas dire qu'un éventuel renforcement des sanctions pourrait réduire à merci l'Afrique du Sud. C'est plutôt le contraire qui est le plus probable. L'économie de siège aurait pour conséquences de favoriser, grâce à des conditions économiques jugées ailleurs trop onéreuses, la production de nombreux articles se substituant aux importations devenues impossibles. En butte aux sanctions du reste du monde, la Rhodésie blanche avait naguère connu un boom artificiel.

Herman Nickel juge les sanctions perçues tout préjudiciables aux intérêts américains. Les États-Unis ne peuvent pas bénéficier à cet égard de la semi-impunité dont jouissent les pays de moindre importance. Du fait précisément qu'ils sont une superpuissance, on attend que leurs décisions soient suivies d'effets. A supposer, comme il est probable, que la politique de sanctions, loin d'amener le gouvernement de Pretoria à donner des gages de bonne volonté qu'il jugera utiles, le conduise à durcir sa position, les Noirs les plus favorables

aux sanctions étrangères — les 25 % d'entre eux qui, selon les sondages, se déclarent prêts à accepter la perte de leur propre emploi s'il le faut — se retourneront contre les Américains. Ils les accuseront de mollesse, autrement dit de ne pas vouloir vraiment les conséquences de leur apparente fermeté.

Il n'est pas que les anciens supporters de l'engagement constructif pour regretter les sanctions. Certains de ceux aux yeux de qui cette politique a été un total échec auraient préféré qu'elle soit remplacée par une attitude dite de désengagement. « Si on a choisi les sanctions, c'est non pas parce qu'on les suppose efficaces, mais parce que les moyens pour influencer effectivement Pretoria, ou bien n'existent pas, ou bien seraient trop risqués ou coûteux. » D'où la solution préconisée, fondée sur la reconnaissance que les Américains sont en réalité assez largement impuissants pour changer le cours des événements dans un sens ou dans l'autre. Cependant, la politique prônée par le Py Robert Shephard consistant, sans mesures spectaculaires, à réduire au minimum les relations avec l'Afrique du Sud en attendant un autre gouvernement, repose sur un certain nombre de postulats dont celui-ci : l'arrivée au pouvoir de l'ANC (le parti de Nelson Mandela) est inévitable dans un délai de moins de vingt ans.

C'EST là probablement que se situe une invisible ligne de démarcation entre les esprits. A propos d'une question aussi émotionnelle que celle de l'avenir des relations entre les Blancs et les Noirs d'Afrique du Sud, les prévisions sont rarement tout à fait innocentes. Ceux qui estiment inéluctable la victoire des seconds sont probablement pour la plupart, prêts sans trop grande tristesse de cœur à se résigner à la défaite pure et simple des premiers.

Un homme comme Herman Nickel pense que les Blancs pourront encore se maintenir pendant au moins un demi-siècle, bien au-delà par conséquent de l'horizon des responsabilités politiques actuelles aux États-Unis et ailleurs. S'il est relativement aussi optimiste sur les capacités de résistance des Blancs, c'est probablement qu'il refuse de consentir à ce qu'il considérerait comme une autre forme d'injustice, leur éviction d'un pays où ils sont installés depuis plus de quatre siècles.

**ICN NANCY L'UNIVERS-CITY**

Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : l'ICN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : l'ICN. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2<sup>e</sup> année) doivent présenter le concours national de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-tarain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance-Comptabilité (14 UV/16 à la MSTCF), Gestion des Systèmes d'Information, Affaires Internationales.

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

**ICN**

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

ICN : 4, rue de la Ravinelle - Case 01 - 54037 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

\*donc gratuite. \*\*dans 30 villes.

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

**EXAMENS ANGLAIS & AMÉRICAIN**

préparation accélérée

DIPLOME	DÉBUT SESSION	RENSEIGNEMENTS
C.C. BRITANNIQUE D.A.C. ou D.S.A.	8 JANVIER	EAP CENTRE MALESHERBES 108, bd Malesherbes PARIS-17 <sup>e</sup> Tél. : 47.66.51.34
CAMBRIDGE FIRST CERTIFICATE PROFICIENCY	3 MARS	
C.C. AMÉRICAINE	9 JANVIER	
TOEFL	22 JANVIER	

**LES CONFÉRENCES DE SUP DE CO TOURS**

MARDI 2 DÉCEMBRE 1986 - 18 H 30

PALAIS DES CONGRÈS - SALLE 63 AB - PARIS

**"LANGAGE ET CULTURE"**

PAR NORBERT HUGEDE

CHARGÉ DE CONFÉRENCE À LA SORBONNE

SUP DE CO TOURS. Tél. 47.27.42.43

**le journal officiel**

PUBLIE : Un ouvrage de 330 pages concernant la législation des SOCIÉTÉS COMMERCIALES S.A. - S.A.R.L. - E.U.R.L. - S.N.C.

PRÉSENTE : Son édition quotidienne sur MINUTEL (accès libre)

36-15 Code : JOEL 5

26, rue Dussac, 75227 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-78-81-38

**SUD-RADIO : OBJECTIF TV...**

TOUS LES 15 JOURS

90 INFORMATIONS CONFIDENTIELLES SUR LES INDUSTRIES, ACTIVITÉS ET SERVICES DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION DANS LE GRAND SUD-OUEST.

Courrier de la Culture et de la Communication

**BRANCHE-VOUS GRAND SUD-OUEST**

AQUITAINE - MIDI-PYRÉNÉES - LANGUEDOC-ROUSSILLON

Spécimen sur demande - 5 rue Alsace-Lorraine 31000 Toulouse. Tél. 81.25.54.84

DIFFUSION PAR ABONNEMENT

**Un outil de décision unique**

**SICAV FCP**

GESTION PRIVÉE

1986

Bien choisir vos placements vos interlocuteurs

LE GUIDE BLEU ET OR DES PLACEMENTS

102 pages, 40 francs

- Gestion personnelle ? individualisée ? collective ? Vous comprendrez les différents éléments de votre choix.
- Trouver les formules adaptées à vos objectifs ? La Carte des Placements vous guidera.
- Choisir vos placements ? 1121 SICAV et FCP sont recensés avec leurs performances.
- Choisir votre interlocuteur ? 68 établissements sont présentés.

En vente chez votre marchand de journaux et chez Marcorer Éditions, 1 rue Bourdaloue 75009 Paris Tél. (1) 42 65 13 16



## REPÈRES

### Tourisme

#### 10 000 salariés par an à former

Le tourisme embauche. Depuis 1980, 27 % des emplois créés l'ont été dans ce secteur, qui compte chaque année 10 000 salariés de plus (800 000 actuellement). La crise, la concurrence, les nouvelles technologies, l'évolution de la clientèle, amènent les professionnels à mettre l'accent sur la nécessité de la formation des nouveaux salariés et la mise à niveau des anciens, d'autant que le turnover est important dans ce secteur (20 000 emplois par an). Réunis pour leur quarante-deuxième congrès à Strasbourg du 26 au 28 novembre, les membres de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNHI), 68 000 adhérents, ont affirmé que les professionnels souhaitent être associés à l'étude et à la mise en place de nouvelles qualifications, tant pour les salariés que pour les chefs d'entreprise. Mais la profession, où règnent les PME, ne dispose pas de moyens suffisants pour assurer ces formations. En effet, 2 % seulement des entreprises de ce secteur comptent plus de dix salariés et versent donc conformément à la loi les fonds réservés à la formation.

### Balance des comptes courants

#### Légère baisse de l'excédent japonais

L'excédent de la balance des comptes courants s'est contracté au Japon pour représenter 9,28 milliards de dollars en octobre, contre 9,1 milliards le mois précédent, annonce le ministère des finances. Cet amenuisement recouvre une baisse du solde positif du commerce extérieur, ramené à 8,72 milliards, contre 9,8 milliards en septembre. Mais, pour l'ensemble de l'année, le ministère prévoit

un excédent de plus de 80 milliards de dollars de la balance des comptes courants, en dépit du ralentissement des exportations dû à la flambée du yen vis-à-vis du dollar vert notamment. En revanche, le Japon peut faire valoir que le déficit des mouvements de capitaux à long terme, qui n'apparaît pas dans la balance des comptes courants, se creuse : 16,35 milliards de dollars en octobre, contre 13,43 milliards en septembre, reflétant la tendance persistante aux placements à l'étranger et tout particulièrement aux Etats-Unis.

### Téléphone

#### Changement de tarifs le 1<sup>er</sup> décembre

En vertu d'une circulaire du 30 septembre du *Bulletin officiel de P et T*, les tarifs téléphoniques sont modifiés à partir du 1<sup>er</sup> décembre. La facture téléphonique comporte désormais deux rubriques, l'une réservée à la ligne téléphonique proprement dite, l'autre destinée à la location et à l'entretien du poste pour les abonnés qui choisiraient un modèle auprès de l'administration des P et T. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre, les abonnés ont, en effet, la possibilité de se procurer leur poste téléphonique dans le commerce, même lorsqu'il s'agit du premier. Une décision qui procède de l'ouverture à la concurrence de ce marché jusqu'ici captif.

Le remplacement d'un modèle de l'administration par un poste du commerce peut se traduire par une diminution de la facturation de 10 F à 35 F selon l'équipement.

L'AFUT (Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications), tout en estimant que « cette libéralisation et cette clarification des prix sont satisfaisantes pour l'utilisateur », conseille d'avoir plusieurs postes, mais de louer le premier aux P et T, ce qui permet de « bénéficier d'une responsabilité unifiée en cas de panne ».

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, a présenté, lundi 1<sup>er</sup> décembre, le rapport que lui a remis M. Jean-Pierre Ruault sur la planification française. Ce rapport analyse, dans une première partie, les causes des succès mais aussi des échecs du Plan depuis sa création, en 1946. Dans une seconde partie, il élabore différentes propositions en vue d'adapter les moyens de prévisions économiques à la situation actuelle de la France.

Le système français de planification mérite d'être revu et corrigé mais non supprimé, constate d'emblée M. Ruault. Ce qu'il convient, c'est de conserver les acquis que sont « l'habitude de raisonner à moyen ou long terme, le souci permanent d'améliorer l'information et la recherche d'un consensus sur le développement économique et social ». Si la concertation ne fait pas disparaître les contradictions ni les oppositions, elle permet, note le rapporteur, en citant un propos de M. Pierre Massé, ancien commissaire au Plan, de « dissoudre les colères par l'étude des antagonismes ».

Cela étant, la « loi de Plan », qui oblige le gouvernement à s'engager périodiquement devant le pays à atteindre certains objectifs, ne répond plus aux réalités. Aujourd'hui, le gouvernement devrait, plus simplement, « annoncer sa stratégie et la modifier s'il en a besoin ». Il conviendrait, en outre, de distinguer entre la fonction de conseil au gouvernement en matière de stratégie à moyen terme et la fonction d'organisation de la concertation. Enfin, il faut empêcher que l'Etat se dispense de donner l'exemple en ne planifiant pas ses propres actions.

Que propose donc M. Ruault pour moderniser le Plan compte tenu de

Demandé par le ministre de la fonction publique

## Le rapport Ruault propose la création d'un haut conseil de la planification

cette première analyse ? Tout d'abord, de créer auprès du premier ministre un secrétariat général à la planification. Formé de fonctionnaires détachés pour une période limitée, il assurerait « le rôle de conseil en matière de moyen terme et de stratégie » et serait chargé de « veiller à la cohérence des actions des différents départements ministériels ». Il serait dirigé par un fonctionnaire de « rang élevé », qui pourrait éventuellement garder le titre de commissaire général au Plan. Il ne disposerait d'aucune responsabilité de gestion.

Afin d'institutionnaliser au sein du gouvernement un organe de planification des actions de l'Etat, il serait créé un conseil s'inspirant du conseil central de planification, institué lors du précédent septennat et qui réunissait, autour du président de

la République, le premier ministre et les principaux ministres économiques et sociaux. Le commissaire général au Plan assurerait également le secrétariat de ce conseil.

Pour organiser la programmation pluriannuelle des finances publiques, le gouvernement aurait à présenter au Parlement, à l'appui du projet de loi de finances, « une projection triennale du budget de l'Etat ». Cette pratique est d'usage courant, souligne le rapport, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou en Allemagne fédérale. « Le non-respect de l'obligation ainsi créée frapperait d'irrégularité la procédure parlementaire ».

C'est à un haut conseil de planification, formé de cinq à huit personnalités compétentes désignées par le premier ministre, qu'il reviendrait d'organiser les études et la concertation nécessaires sur les problèmes du

moyen et long terme. Le commissaire général, à encore, assurerait le secrétariat de ce haut conseil, ce dernier ne disposant pas de structures administratives permanentes. Il ferait appel aux organismes d'étude existants et pourrait commander toutes enquêtes de recherche. Il pourrait également réunir des commissions d'étude.

Les travaux du haut conseil donneraient lieu à un rapport annuel au gouvernement, celui-ci s'en inspirant pour établir, dans un document spécial, sa propre analyse des évolutions à moyen terme et exposer sa stratégie. Les deux rapports feraient l'objet d'un débat à la session parlementaire de printemps, débat qui « trouverait son prolongement naturel, lors de la session d'automne, dans les projections pluriannuelles présentées à l'appui du projet de loi de finances ».

## Politique en zigzags

DIFFICILE de suivre dans ses zigzags la politique gouvernementale à propos du Plan. Devant l'Assemblée nationale, le 22 octobre, le ministre de tutelle, M. de Charette, donnait l'impression d'avoir fait son choix, suscitant du même coup les réactions les plus contradictoires. Tandis que M. Rocard s'insurgeait contre la suppression du commissariat au Plan, M. Giscard d'Estaing affirmait tout tranquillement que « la France n'avait pas besoin d'une planification administrative de son économie ».

Une semaine plus tard, toujours devant l'Assemblée nationale, M. de Charette confirmait qu'il avait « exposé clairement la politique du gouvernement ». Mais il ne faisait toujours pas allusion au rapport qu'il avait demandé à M. Ruault et qu'il détenait depuis un mois. Ce rapport est maintenant rendu public, et devrait faire l'objet d'un vaste débat national.

On peut donc se réjouir de ce que le gouvernement n'ait, en réalité, pas

encore arrêté sa politique. Cela donnera au moins l'occasion d'évoquer le problème des contrats de plan Etat-régions, véritable réussite du IX<sup>e</sup> Plan, mais sur lesquels le rapport Ruault reste paradoxalement muet.

L'analyse que fait l'auteur de ce rapport sur les quarante ans de planification française ne manque pourtant pas de pertinence. Les conclusions qu'il en tire, en revanche, ne rallieront peut-être pas tous les suffrages, en dépit de leur originalité. En suivant la logique de son raisonnement, n'en viendrait-on pas à faire de la planification sans le Plan, de la concertation sans les partenaires sociaux, et des études à moyen terme sans instruments de prévision ?

A trop vouloir corriger les erreurs du passé, M. Ruault en arrive à réduire le système de planification à un simple organe — aussi diversifié soit-il — entièrement aux mains du chef du gouvernement. De quelle indépendance pourrions-nous alors

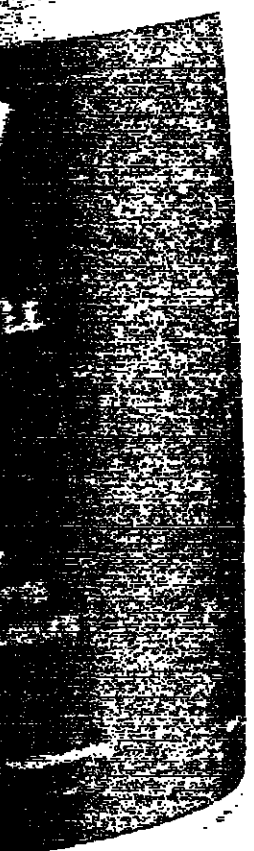
les membres du haut conseil dès lors qu'ils seraient nommés par ce même premier ministre ? La véritable planification se ferait par le biais d'une projection triennale du budget présentée à l'occasion du débat annuel sur la loi de finances. Quel centrisme !

Cela décevra ceux qui pouvaient espérer d'un gouvernement libéral qu'il prenne beaucoup plus de risques en maintenant le commissariat au Plan et en renforçant, au contraire, son indépendance. La garantie de cette indépendance pourrait venir de la création d'un conseil de « sages », parfaitement distinct des pouvoirs publics, comme le proposait M. Jacques Méraud (*Le Monde* du 3 novembre).

L'idée que l'on voudrait se faire d'une planification moderne n'a rien à voir avec un repli fâcheux autour d'un gouvernement soucieux avant tout de n'être pas dérangé dans ses comptes.

FRANÇOIS SIMON.

écision un





# ECONOCOM

## — LE COACH —

## INFORMATIQUE

## DE L'ENTREPRISE



ECONOCOM

صوتنا من الامم

## Conjoncture

M. Juppé au « Grand Jury RTL-le Monde »

### Les salaires devront augmenter de 2 % en 1987 dans le secteur public

Dans le secteur public, les salaires devront augmenter l'année prochaine de 2 %, et le cas échéant, s'il y a progrès de productivité de 3 %, tout compris, a déclaré M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, au « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 30 novembre. Pour le ministre RPR, il ne s'agit pas d'une politique « laxiste ou rigoriste » mais de rechercher un maintien strict du pouvoir d'achat.

Un dérapage des prix ne mettrait-il pas en cause une telle ambition ? Reconnaissant que « la tendance à l'inflation n'est pas extirpée de l'économie française », M. Alain Juppé s'est cependant déclaré confiant pour 1987. « Il est possible que les premiers mois de 1987 soient un peu tendus » dans le contexte international et du fait de la libération des prix des services. « Mais il n'y a aucune raison pour que le gouvernement renonce à ses objectifs économiques pour 1987 », avec une hausse des prix de 2 %.

La concurrence devrait jouer un rôle dans la lutte contre l'inflation. « Le texte sur la concurrence est extrêmement important », a estimé M. Juppé, relevant qu'il donnera au Conseil national de la concurrence de larges prérogatives dont s'est dessaisi le ministre des finances. Dans ce même domaine, le ministre du budget a jugé qu'il fallait renforcer les organisations de consommateurs. La baisse des subventions accordées à ces organismes « ne signifie pas que nous voulons diminuer l'impact du mouvement consommateur en France, mais correspond à une remise en ordre », a expliqué le responsable du budget.

Interrogé sur les projets de tarification des chèques, M. Juppé a contesté qu'il y ait eu entente entre les banques (« il y avait eu entente s'il y avait eu tarif unique »), mais il a jugé nécessaire qu'elles donnent des contreparties à leurs clients. A propos de la pièce de 10 F proche de celle de 50 centimes, le ministre n'a pas manqué d'en faire porter la responsabilité au « ministre de l'économie de l'époque, M. Pierre Bérégovoy », qui a décidé de faire une pièce nouvelle en septembre 1984 et qui en a choisi le modèle en septembre 1985.

Estimant que les relations entre les chefs d'entreprise et le gouvernement se situent dorénavant dans un climat de « confiance retrouvée », M. Alain Juppé a conclu en affirmant que « l'amélioration de la situation économique, si elle ne se traduit pas de manière spectaculaire dans les chiffres, devrait se confirmer d'ici à la fin de l'année 1987 ».

M. Bernsconi (CGPME) demande une amnistie fiscale et administrative. — M. René Bernsconi, président de la Confédération générale des PME, qui réunit le 1<sup>er</sup> décembre l'assemblée générale de la CGPME, demande au gouvernement « une vaste amnistie fiscale et administrative » pour accompagner l'abrogation des ordonnances de 1945. Cette amnistie est demandée « de façon que les chefs d'entreprise se dégagent des préoccupations du passé et se consacrent à l'avenir, à la recherche de nouvelles règles de la déontologie économique ».

## ÉTRANGER

### La Chine se lance dans la coopération Sud-Sud

PEKIN  
de notre correspondant

La Chine se lance à son tour dans la coopération Sud-Sud. Lors de la conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement (TCD) réuie la semaine dernière à Pékin sous les auspices des Nations unies, 205 projets de coopération bilatérale ont été signés. Parmi ceux-ci, 144 ont été conclus entre la Chine et les vingt-cinq autres pays participants et soixante et un entre représentants de ces derniers.

La Chine, plus grande puissance du tiers-monde, dont elle veut un des leaders et un exemple à suivre, va ainsi aider d'autres pays pauvres à développer leur agriculture, leur industrie ou leurs services de santé, en leur fournissant une coopération technique simple et peu coûteuse : elle va, par exemple, envoyer aux îles Maldives des fours solaires et des experts permettant à cet archipel, dépourvu d'énergie, de se familiariser avec une telle technologie.

Elle va également aider la Thaïlande ou Sri-Lanka dans le domaine de l'acqueduculture. En même temps, elle apprendra d'autres pays en voie de développement des techniques qu'elle ne maîtrise pas assez bien, comme la culture de la canne à sucre avec les îles Fidji ou pour

l'extraction de l'étain et de l'argent avec la Bolivie.

Autre exemple de transfert de technologie : il y a quelques années, la Chine avait appris aux Brésiliens l'utilisation de la ramie pour l'industrie textile. Depuis lors, ceux-ci ont perfectionné la technique et produisent désormais avec cette fibre des vêtements de qualité. Aujourd'hui, Pékin est intéressé à bénéficier du « plus » apporté par le Brésil dans ce domaine, où la Chine est restée stationnaire.

L'intérêt d'une telle conférence est que, selon les responsables de l'ONU présents, au lieu de « discours creux » comme dans les conférences internationales ordinaires, on a parlé de projets concrets. Qui plus est, le rôle des organisations internationales reste limité dans ce genre de coopération : tout au plus se chargent-elles de financer les billes d'aviation des experts. Ceux-ci continuent de toucher leur salaire de leur pays d'origine, et leurs frais sont pris en charge sur place par le pays qui bénéficie de l'aide.

Il ne s'agit guère, comme on peut le penser, de technologies avancées, mais surtout de s'entraider en échangeant des techniques simples, facilement assimilables et utilisables, et peu onéreuses. La Chine est bien entendue intéressée par ce genre d'expériences, dont elle peut, elle aussi, tirer avantage.

PATRICE DE BEER.

### Les « zones d'entreprises »... sans entreprise

La décision de la société d'information américaine Compaq d'installer sa première usine européenne en Ecosse, alors que des villes comme Montpellier, Toulon et Nice étaient sur les rangs, constitue un échec pour l'aménagement du territoire et pour les « zones d'entreprises » lancées cet été par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie (le Monde du 26 novembre).

Le système des zones d'entreprises créées à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat sur les sites touchés par la crise des chantiers navals de Normandie est pourtant alléchant. L'avantage proposé consiste à exonérer totalement d'impôts sur les bénéfices, pendant dix ans, les entreprises qui créent au moins dix emplois permanents. Depuis quelques jours, experts, analystes, fiscalistes, font marcher à haute dose leurs calculateurs pour évaluer l'impact escompté d'un tel cadeau. Opération d'autant plus difficile qu'une lecture minutieuse des conditions, des exceptions, des droits de regard, des préférences (la signature d'une convention, par exemple, entre l'Etat et les collectivités locales concernées), qui ôtent sa simplicité biblique au système dont M. Madelin, emballé par le modèle britannique des zones franches, est le champion.

A Dunkerque, par exemple, on s'organise : « J'essaie, explique M. Michel Guillot, responsable du projet, de diversifier mes offres avec une zone portuaire lourde, un périmètre en bordure de ville et deux « zones vertes » pour les entreprises de haute technologie. » Impossible, en effet, de dresser un portrait-robot de l'entreprise qui se laissera séduire par le « système Madelin ». Surtout, cette fois-ci, il s'agit sans doute de sociétés en forte expansion qui espèrent faire, à l'avenir, de coquets bénéficiaires. « Nous avons cinq dossiers qui sont à deux doigts d'aboutir », affirme M. Guillot. Ils émanent d'entreprises étrangères qui veulent prendre pied sur le marché français. Une quinzaine d'autres en sont encore au stade exploratoire, avec le petit jeu habituel du poker menteur.

Les grands groupes français, que ce soit Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc et consorts, vont-ils se ruiner vers les mûrs de cocagne fiscaux des zones d'entreprises ? Pour le moment, ils songent davantage à profiter de leur situation. Et, en plus, un bon placement géographique vaut souvent mieux que n'importe quelle subvention ! Surtout,

« Black et Decker cesses de produire en France. » L'entreprise américaine Black et Decker annonce la fermeture de son usine de Brézins (Isère) et de Dardilly (Rhône), qui emploient au total 650 salariés, et le transfert de leurs productions d'outillages à sa filiale ouest-allemande, Black et Decker, qui a installé en France 1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1985, et 11,5 milliards de francs dans le monde, ne conservera dans l'Hexagone qu'un centre de recherche et développement et une activité de distribution à Dardilly. Cette restructuration intervient sept mois après que le directeur général de Black et Decker France, M. Kenneth Eric Marston, a été abattu par un inconnu devant son domicile de la banlieue de Lyon.

Gobain, par exemple, n'a aucun site prioritaire dans les zones des chantiers navals, mais il en a dans le Sud-Ouest, le nord de Paris ou encore Rhône-Alpes.

« Quel que vous fassiez, vous n'empêchez pas l'axe Paris-Lyon-val de la Saône d'être attractif, même s'il se bénéficie d'aucune aide », juge M. Jacques Guis, directeur général de Saint-Gobain Développement. De même, les régions de Nice, Grenoble, Strasbourg, Lyon ou Toulouse sont devenues des pôles naturels et évidents de développement. Sans parler évidemment de l'Île-de-France.

Un mois et demi après l'adoption de l'ordonnance au conseil des ministres on attend toujours avec impatience la première implantation « à fiscalité zéro » à Dunkerque, La Seyne ou La Ciotat. L'aménagement industriel du territoire ne peut se satisfaire de formules ou de rapports. Il se nourrit de faits.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Affaires

### Hechter contre Leclerc

Daniel Hechter persiste et signe. Condamné en septembre pour refus de vente aux Centres Leclerc, il riposte aujourd'hui sur le terrain judiciaire en réclamant 10 millions de francs de dommages et intérêts à l'égard de Landernau, « pour la campagne de dénigrement » menée par celui-ci. N'a-t-il pas placé des affiches où, sous un centre à la marque de prêt-à-porter, figurent ces mots : « Hechter ne vend pas à Leclerc parce que Leclerc ne vend pas assez cher. Dommage ».

Les batailles de prétoire ont, en fait, moins l'avantage de dire le droit, que de conformer l'image que les combattants veulent donner de leurs affaires : produits haut de gamme pour Daniel Hechter, casseurs de prix pour les Centres Leclerc. Procès médiatique.

Commercialement, on s'active aussi. Daniel Hechter est en train de créer avec deux sociétés bri-

tanniques, Charter-House et Quilmes, un holding qui aura pour vocation de posséder 51 % du capital de boutiques spécialisées à sa marque : c'est un système de franchise participative qui complètera l'actuelle chaîne de franchises. Ambition : cent soixante-dix magasins en quatre ans.

Et Daniel Hechter continuera de refuser de vendre aux Centres Leclerc. Non dans l'espoir que d'autres procès médiatiques interviendront. Mais sans doute pour bien marquer son choix d'une distribution sélective de ses articles de prêt-à-porter. La nouvelle ordonnance sur la liberté des prix, et la concurrence (qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain), ne devraient pas permettre la distribution sélective, et donc le refus de vente dans ce cas précis ?

J. D.

## AGRICULTURE

Une initiative ressentie comme une provocation par les agriculteurs

### La Commission européenne propose d'accroître les importations de manioc chinois

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Alors que la Communauté pleure sous les excédents de céréales, la Commission européenne vient de proposer aux Douze d'accroître les importations de manioc en provenance de Chine. Celles-ci, qui ont atteint 300 000 tonnes en 1985, et 200 000 en 1986, seraient portées à 350 000 tonnes par an en 1987, 1988 et 1989. Les quantités ne sont pas énormes mais, ajoutant à d'autres nombreuses concessions faites dans le même esprit, c'est-à-dire avec l'idée de donner un peu plus de réalité aux accords de coopération qui lient la Communauté à la moitié de la planète, elles viendront alourdir un marché déjà très chargé.

En effet, le manioc concurrence pour l'alimentation du bétail le blé fourrage, l'orge ou le maïs produits par la Communauté. Déjà, en début d'année, la Commission a manœuvré de telle manière que la CEE s'est engagée à augmenter de 500 000 tonnes par an ses importations de manioc en provenance de Thaïlande, son principal fournisseur.

Actuellement fixées à 4 750 000 tonnes elles passeront à 5 250 000 tonnes au cours de la période 1987-1990. S'agissant toujours du manioc, la Commission recommande de maintenir inchangés les quotas de manioc en provenance de Brézins (145 590 tonnes) et à l'Indonésie (825 000 tonnes) et d'importer 30 000 tonnes du Vietnam. A cela s'ajoute une affaire de patates douces. Il est proposé d'en acheter désormais 600 000 tonnes par an aux Chinois.

D'ici quelques semaines la Commission soumettra aux Douze ses propositions sur les prix agricoles à appliquer dans la CEE en 1987 et 1988. Nul doute qu'elles se situeront dans le prolongement de celles de l'an passé, nouvelle baisse des prix, exigence de qualité accrue, augmentation des taxes de co-responsabilité.

Les agriculteurs peuvent-ils alors ressentir autrement que comme une provocation cette offre d'accroître les importations de manioc chinois, le rien n'obligeait la Commission à faire et pour laquelle, autant qu'on sache, elle n'a obtenu ni même réclamé la moindre contrepartie ? M. Christian de La Malène, président des élus gaulistes au Parlement européen, a déjà protesté contre « cette décision irresponsable ».

De telles importations pèsent sur le budget de la Communauté puisqu'il faut subventionner l'exportation ou le stockage des céréales européennes auxquelles elles se substituent. Est-ce

là par ailleurs une manière d'agir très belin au moment où l'on explique aux Etats-Unis qu'ils doivent s'accommoder de l'application des règles de la politique agricole commune (PAC) à l'Espagne et au Portugal et accepter par là même d'y voir diminuer leurs livraisons de maïs ? Nul doute que les Américains n'en tirent la conclusion que moyennant un minimum de pression ils obtiendront à nouveau que les marchés ibériques leur restent grands ouverts.

Ces produits de substitution de céréales (PSC) sont surtout utilisés en Europe du Nord, en Belgique, en Alle-

magne et aux Pays-Bas où l'on élève ainsi les porcs à bon compte, pour souvent les réexporter vers la France, avec une subvention (un montant compensatoire monétaire) qu'économiquement plus rien ne justifie. Mais, dira-t-on, Paris peut s'opposer à de telles propositions. C'est théoriquement exact. Mais la France et les pays membres agricoles qui ont le point de vue hésitent à le faire, puis soumettent d'être désignés aux Chinois comme les empêcheurs d'importer en roue. La Commission peut ainsi placer les Etats membres devant le fait accompli.

PHILIPPE LEMAITRE.

### Après les moutonniers, les éleveurs de bovins...

GUÉRET  
de notre correspondant

Une semaine d'action syndicale va mobiliser les éleveurs de bovins du centre de la France du 2 au 8 décembre. Ainsi en ont décidé, la semaine passée à Guéret (Creuse), les responsables professionnels de la « zone allaitante », qui regroupe onze départements, du Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) à la Bourgogne (Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne), via le Berry (Cher, Indre) et la Loire.

Cette vaste région de bocages et de prairies naturelles est vouée principalement aux races limousine et charolaise, parce qu'elles nourrissent leurs vaches et fournissent seulement leur viande à la consommation. Une viande haut de gamme et donc chère, très concurrencée par l'arrivée sur le marché des vaches laitières abattues pour cause de quotas.

D'où une dégradation des cours et du revenu que les éleveurs de la « zone allaitante » estiment à 30 % en trois ans. Alors que, dans le même temps, affirment-ils, des mesures fiscales favorables permettent à l'élevage ouest-allemand de prendre une part de plus en plus grande sur le marché européen.

Les éleveurs du Centre présentent deux revendications fondamentales : un réajustement des dettes et une harmonisation des coûts de production au niveau européen. Ces deux revendications sont aussi celles des moutonniers ; et comme la « zone allaitante » connaît en grande partie avec les régions ovinnes en effervescence depuis septembre, la solidarité entre éleveurs, réaffirmée à Guéret, pourrait contribuer à faire de nouveau monter la tension dans les campagnes du centre de l'Hexagone.

GEORGES CHATAIN.

## ARTHUR RUBINSTEIN

Un siècle de piano

Arthur Rubinstein aurait eu 100 ans en 1987. Cet anniversaire est plus qu'un symbole : Rubinstein représente à lui seul un siècle de l'histoire du piano. Nelson Freire et ses jeunes confrères témoignent. Pour Le Monde de la Musique, Zoltan Kocsis a renoué avec son métier de journaliste. Son interview de Miklos Perenyi nous fait découvrir l'héritier de Pablo Casals. Pour Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, que le Monde de la Musique a rencontré, la musique, compagne de son enfance, est l'inspiratrice de son œuvre. Où en sommes-nous de notre connaissance de Gustav Mahler vingt ans après sa redécouverte ? Henry-Louis de La Grange a rencontré Elihu Isral. Ensemble, ils esquissent une réponse. Quel disque aimeriez-vous offrir pour Noël ? Quel est celui que vous aimeriez recevoir ? Le Monde de la Musique a posé ces deux questions à ses critiques.

Le Monde de la Musique  
de décembre. 24 F. Chez  
votre marchand de journaux



### DES POUSSETTES POUR POUPIES PLUS SÛRES

Certaines poussettes pliantes pour poupiés, munies d'un garde-bébé en plastique rouge, achetées fin 1985 et début 1986, présentent un risque de blessures aux doigts dû à un décrochage intempéré du garde-bébé. En particulier lorsque l'enfant s'assoit lui-même dans le siège, bien qu'il ne soit pas destiné à cet usage. Les anciens modèles ont été retirés de la vente.

Les poussettes pour poupiés de ce type qui sont vendues actuellement dans le commerce présentent toute garantie de sécurité. Pour les consommateurs qui possèdent une poussette soumise au rappel, le fabricant sollicite d'assurer la sécurité des utilisateurs, renouvelle son engagement d'envoyer gratuitement les pièces complémentaires avec notice de montage rendant la poussette sûre.

ÉCRIRE À :

M. D.  
76, avenue de Foulleuse  
92500 RUEIL-MALMAISON

du 17 novembre au 17 décembre  
**le mois de la 309**  
chez **NEUBAUER**

**REPRISE DE VOTRE VOITURE 7000 F**

**pour tout achat d'une 309 neuve ou de direction**

• vignette gratuite  
• financement personnalisé exceptionnel

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 60 21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34



# Paris-Bruxelles

## Le TGV sur la bonne voie de la rentabilité

C'est le 22 décembre, à La Haye, que les ministres des transports allemand, belge, français et néerlandais décideront de construire ou non un train à grande vitesse (TGV) entre Paris, Bruxelles, Cologne et Amsterdam. Ils sont depuis quelques jours en possession des rapports des quatre groupes d'experts qui ont étudié, depuis deux ans, les tracés et les techniques possibles, la rentabilité économique, les montages juridiques et financiers du projet ainsi que les effets induits du projet de tunnel sous la Manche. Les Luxembourgeois et les Britanniques ont participé à ces travaux en tant qu'observateurs.

Les tracés. Les experts ont étudié une ligne nouvelle Paris-Bruxelles (313 km dont 297 de voies nouvelles) (FO, voir carte ci-contre) ainsi qu'une variante passant à proximité de Douai (F1) et une variante orientale plus directe par Valenciennes (F2). Entre Bruxelles et Cologne, (217 km dont 84 de voies nouvelles), les variantes évitent (A0 et A2) ou traversent Liège (A1). Entre Bruxelles et Amsterdam (228 km de voies nouvelles), la question de la traversée (N0 et N1) ou non (N2) d'Anvers se pose de la même façon. Enfin, la ligne Paris-Londres ne sera nouvelle qu'en France, la Grande-Bretagne refusant de construire une voie ou d'adapter son réseau au gabarit continental. La encore, plusieurs tracés sont possibles : la « plaine des Flandres » (102 km de voies nouvelles) qui reliait Lille au tunnel ; la variante « sud de Lille » (163 km de voies nouvelles) qui existerait la traversée de la métropole du Nord.

Le matériel roulant et son exploitation. Le groupe de travail a étudié deux techniques : la technique rail-roue (TGV français et ICE allemand) et la technique de sustentation magnétique (à l'essai en RFA). Celles-ci ont été pratiquement écartées. Le matériel rail-roue consistait en des rames de 200 mètres de lon-

gueur comportant 400 places assises et roulant à 300 kilomètres/heure. Le coût d'une rame est estimé à 74 millions de francs (valeur 1984). Un matériel adapté au gabarit britannique comporterait un rail de prise de courant, 750 places assises, et coûterait 130 millions de francs. Soixante-seize rames seraient nécessaires si les TGV circulaient seulement entre Paris-Bruxelles-Amsterdam-Cologne ; plus de cent si Londres était accessible par le tunnel sous la Manche. Les trains circuleraient à la cadence d'un par heure entre chacune des métropoles.

Le coût des infrastructures. Selon les variantes, le coût total de l'aménagement des lignes anciennes et de la construction de lignes nouvelles de Paris à Cologne et Amsterdam via Bruxelles varie de 16,6 milliards de francs 1984 à 22,9 milliards. Le tronçon Paris-Bruxelles est estimé à 9,6 milliards ; Bruxelles-Cologne, entre 4,7 et 6,6 milliards ; Bruxelles-Amsterdam, de 2,3 à 7 milliards. La liaison avec Londres par le tunnel sous la Manche nécessiterait une rallonge de 3,5 à 5,1 milliards de francs.

Le trafic. Les temps de parcours avec la technique rail-roue seront très réduits. Ainsi Paris-Lille sera-t-il effectué en 37 minutes (2 heures par le train le plus rapide, actuellement) ; Paris-Bruxelles, en 1 h 17 (2 h 27) ; Paris-Cologne, en 2 h 24 ou 2 h 57 (5 heures) ; Paris-Amsterdam, en 2 h 51 ou 3 h 41 (5 h 22). Cette accélération attirerait, en l'an 2000, 19,8 millions de voyageurs à Paris, 14,4 millions à Bruxelles, 2,3 millions à Amsterdam et 3,3 millions à Cologne. L'utilisation du tunnel sous la Manche améliorerait de 35 à 40 % ces performances.

La rentabilité. La rentabilité financière des variantes rail-roue (de 3,7 % à 4,2 %) est nettement supérieure à celle de la variante à sustentation magnétique (2 %) qui nécessite de construire une voie totalement nouvelle. La rentabilité la plus forte est réalisée sur le territoire français et la plus basse en Belgique, le tronçon Paris-Bruxelles étant de



est rentable : d'autre part, il est vital pour l'unité européenne et pour les industriels ferroviaires qu'il n'y ait pas multiplication de matériels hétéroclites. Cela pose, apparaissent les intérêts nationaux. La France semble être la grande bénéficiaire d'une solution rail-roue qui inclurait la Grande-Bretagne car l'augmentation de trafic profiterait surtout à la SNCF. Le matériel développé par Alstom et Jeumont-Schneider dispose depuis 1981 d'une bonne longueur d'avance sur ses concurrents allemands, italiens et japonais.

Cette donne favorable à la France pousse ses partenaires éventuels à se montrer exigeants. Les Belges tiennent à ce que le TGV ne se limite pas au trajet Paris-Bruxelles très rentable que les Français se contenteraient volontiers de réaliser ; ils souhaitent qu'une pérennité permette de relier Bruxelles à Amsterdam et Cologne. Les Allemands se déclarent moins intéressés que par le passé et parlent maintenant de coopérer industriellement avec les Italiens et les Suédois.

Les Britanniques regrettent beaucoup de n'avoir pratiquement aucun crédit à consacrer à une ligne nouvelle sur leur territoire ou à un élargissement de leur gabarit ferroviaire. Ils mettraient seulement quatre voies de la gare londonienne de Waterloo à la disposition des TGV. Ils sont tout de même intéressés à faire circuler des trains continentaux dans le tunnel sous la Manche, qui, sans cet apport, risque fort de ne pas être rentable.

Les ministres des transports concernés ont du pain sur la planche. Il leur faudra, le 22 décembre, trancher définitivement en faveur de la technique rail-roue et décider si le TGV se borne au triangle Paris-Londres-Bruxelles ou s'il continue vers Cologne. Plus tard il sera temps de choisir de constituer une entité industrielle qui, comme pour les Airbus, partagerait le gâteau entre les différents constructeurs. Viendront ensuite les clés de répartition des dépenses et le choix des tracés : Amiens, Liège, Aachen... Si tout se passe bien.

ALAIN FAUJAS.

Entre toutes les marques,  
il sait celle qui me va.

### ECONOCOM

## LE COACH INFORMATIQUE DE L'ENTREPRISE

**ECONOCOM**

ECONOCOM invente un nouveau métier : la distribution informatique professionnelle.

ECONOCOM étudie l'offre informatique mondiale.

ECONOCOM sélectionne, teste les matériels et les logiciels et conseille les utilisateurs dans leurs choix.

ECONOCOM qualifie les produits en délivrant le label "distribué par ECONOCOM" qui garantit le suivi et la maintenance de chaque ligne.

ECONOCOM propose aux utilisateurs les matériels et les logiciels performants et adaptés au marché en assurant l'ensemble des services d'accompagnement.

ECONOCOM offre un interlocuteur unique à l'ensemble des besoins informatiques de l'entreprise.



- ☐ Je désire être contacté par un ingénieur commercial d'Econocom France
- ☐ Je désire recevoir la brochure d'Econocom France

Nom/Prénom - Fonction :

Société/ Adresse - Tél. :

COUPON A RETOURNER A JACQUES LE GENDRE - ECONOCOM FRANCE - 14/20, RUE PERGOLÈSE - 75116 PARIS - TÉL. : 45.02.16.17

صكنا من الامل

كذلك من أجل

## Social

La maîtrise des dépenses de santé

### La Confédération des syndicats médicaux pose des préalables au gouvernement

Durcissant la partie de bras de fer engagée avec les caisses d'assurance-maladie et le gouvernement, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens, qui a tenu son assemblée générale le samedi 29 et le dimanche 30 novembre, a rai d'un son attitude, en exigeant, en préalable à toute participation à la maîtrise des dépenses de santé, des augmentations de certains tarifs et la prise en compte de diverses revendications.

Pour modérer la croissance des dépenses, les caisses nationales d'assurance-maladie ont demandé aux responsables des syndicats médicaux de coopérer à une « maîtrise » — un freinage — de leurs prescriptions (médicaments, analyses, massages, soins infirmiers), qui ont connu une très forte augmentation depuis le début de 1986. D'autre part, le gouvernement et les caisses leur demandent maintenant, pour les personnes bénéficiant d'un remboursement à 100 % pour le traitement d'une maladie grave et coûteuse, de distinguer ce qui relève de ce traitement et les autres soins individuels, qui doivent être remboursés normalement, c'est-à-dire avec un ticket modérateur.

Seules une minorité de syndicats départementaux avaient accepté d'entreprendre avec les caisses les programmes de modération des prescriptions. Après avoir réclamé que le gouvernement et les caisses prennent d'abord leurs « responsabilités », notamment sur les tarifs de remboursement, la CSMF a refusé de s'engager sur les remboursements à 100 %, demandant d'abord une concertation sur les modalités pré-

cises de la participation des médecins.

Cette attitude paradoxale s'explique par plusieurs raisons. Certains médecins — ils l'ont exprimé au cours de l'assemblée générale — craignent une baisse de la consommation, qui réduirait leur revenu, d'autres ne veulent pas entendre parler de modération des dépenses ou redoutent un transfert de responsabilités.

Surtout, il s'agit d'un moyen de pression, voire de « chantage », même si certains ne veulent pas employer le terme, pour obtenir satisfaction sur d'autres points.

La CSMF a réclamé des augmentations relativement importantes des tarifs de consultation des médecins : 10 F pour celle du généraliste (actuellement payée 75 F), 15 F pour celle du spécialiste et 20 F pour celle du psychiatre. Cette année, les médecins n'avaient pas eu satisfaction dans leur demande de revalorisation annuelle. M. Jacques Chirac

avait, en juin dernier, refusé une augmentation des honoraires tant que les médecins ne s'engageaient pas dans une action de maîtrise des dépenses (le Monde du 16 juin).

Depuis, le gouvernement a quelque peu assoupli son attitude, acceptant — comme les caisses — de considérer comme des objectifs à atteindre les chiffres demandés par la CSMF. Mais il envisageait de n'en donner que la moitié dans l'immédiat, le reste étant subordonné à un ralentissement des actes et des prescriptions.

En revanche, le gouvernement avait accepté de rapprocher la situation fiscale des médecins conventionnés de celle des salariés en relevant sensiblement dans la loi de finances pour 1987 le plafond de revenus permettant de bénéficier d'un abattement sur le revenu imposable et en prévoyant déjà une deuxième étape pour 1988. D'autre part, conformément à la promesse faite en juin dernier, il a supprimé les réductions de 20 % pratiquées

auparavant sur les honoraires, les consultations et les visites en cas d'accident du travail, ce qui devrait coûter une soixantaine de millions à la caisse nationale d'assurance-maladie des salariés.

Ces progrès ont cependant été jugés insuffisants par la CSMF, qui a réitéré de « voir d'abord », en demandant une revalorisation des consultations en une seule fois, ainsi qu'une hausse ultérieure des autres tarifs. La CSMF a menacé aussi de quitter les différents organismes mixtes prévus par la convention médicale de 1985 si elle n'obtenait pas satisfaction sur plusieurs questions mises à l'étude. De crainte de n'être point suivie par un nombre suffisant de praticiens, elle a annoncé qu'elle « soutiendra » les médecins conventionnés qui passeraient dans le « deuxième secteur », où ils sont autorisés à fixer librement leurs honoraires, et elle a demandé que le délai de choix, en principe limité au mois de décembre, soit prolongé.

GUY HERZLICH.

Les mesures contre le chômage

### MM. Chirac et Maire relancent le débat sur les pactes pour l'insertion locale

Les PIL (pactes pour l'insertion locale) semblent redevenir d'actualité. Lors de l'émission « Questions à domicile », le 30 novembre, sur TF1, M. Jacques Chirac y a fait allusion en leur assignant un rôle important pour la qualité de la vie que ne renierait pas M. Edmond Maire. Le secrétaire général de la CDT a profité de deux « journées de travail sur l'emploi », organisées le jeudi 27 et le vendredi 28 novembre, pour avancer des contre-propositions sur ce sujet.

Au cours de l'été, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, avait émis cette idée des PIL, destinés aux chômeurs de longue durée encore indemnisés. Selon son projet, ces chômeurs continueraient de percevoir une allocation versée par l'UNEDIC, d'un montant de 2000 F environ, mais pourraient être employés à mi-temps par des collectivités locales. En contrepartie, ils toucheraient une rémunération de l'ordre de 700 F par mois.

Depuis, le dossier a été officiellement confié à proximité et les travaux pour le conseil d'administration — où siègent les partenaires sociaux gestionnaires de cet organisme paritaire — devrait se saisir pour une décision finale. En effet, la mise en place des PIL suppose que le régime d'assurance-chômage revienne sur une règle selon laquelle une personne ne peut à la fois être indemnisée et avoir une activité.

La contre-proposition de M. Maire consiste à « lier la réinsertion des chômeurs au développement d'activités nouvelles répondant à des besoins mal satisfaits. C'est là que se trouve une partie de l'avenir de l'emploi », cette perspective n'étant pas « réservée aux chômeurs de longue durée ». Pour les PIL, le complément de rémunération ne devrait pas être forfaitaire, « mais proportionnel au nombre d'heures travaillées ».

Les activités comprendraient les services aux particuliers, les services de proximité et les travaux pour l'amélioration de l'environnement. Les collectivités locales seraient « les maîtres d'œuvre » de ces actions avec des associations agréées, mais devraient offrir une formation complémentaire. M. Maire s'est déclaré convaincu que sa solution « ne coûte pas plus cher (...) » et va demander à l'UNEDIC de se prononcer.

En Suisse

### Un accord d'entreprise sur la semaine de trente heures se heurte à l'opposition des autorités

BERNE  
de notre correspondant

En attendant la généralisation de la semaine de quarante heures dans la Confédération helvétique, un accord allant beaucoup plus loin dans la réduction du temps de tra-

vail et déjà qualifié de révolutionnaire vient d'être conclu entre un syndicat helvétique et la Société ETA, filiale spécialisée dans les semi-conducteurs du géant horloger suisse SMH. L'innovation la plus spectaculaire de cet accord est l'introduction de la semaine de trente heures et de trois jours pour les équipes en service le week-end (du vendredi au dimanche en fin de semaine au lundi), avec le même salaire.

Cette proposition avait été soumise à l'appréciation des travailleurs concernés avant le principal syndicat de la branche, la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FIMH). La direction de l'entreprise ETA avait fait valoir qu'il était devenu indispensable d'utiliser pleinement ses capacités de production en recourant au travail continu pour affronter la concurrence sur le marché mondial.

Selon la FIMH, la base a accepté ces conditions de travail à « une forte majorité ». En signant cet accord avec l'ETA, expliquent les responsables du syndicat « nous avons voulu apporter notre contribution au développement de l'industrie suisse des semi-conducteurs tout en sauvegardant au mieux les intérêts et la santé des travailleurs ».

Mais c'était sans compter avec l'avis de l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail (OFIAMT) appelé à trancher en dernier ressort. Or les autorités de Berne ont refusé de donner leur feu vert. Principal argument invoqué : le dimanche doit continuer à être respecté « pour des raisons religieuses, mais aussi sociales et de protection de la famille ». L'OFIAMT rappelle également que « la loi fédérale sur le travail attribue au repos dominical une valeur en soi qui est indépendante de l'appréciation individuelle des travailleurs ».

Selon la législation en vigueur, les travailleurs doivent avoir au moins vingt-six dimanches de congé par an, d'éventuelles dérogations ne permettant pas de descendre au-dessous de treize dimanches de repos obligatoires. Les signataires de l'accord ont maintenant la possibilité de faire appel et le débat ne fait apparemment que commencer.

JEAN-CLAUDE BURNIER.

## Marchés financiers

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF	20 nov.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	425 438
Or	200 048
Disponibilités à vue à l'étranger	130 290
ECU	75 044
Avances au Fonds de stabilisation des changes	20 058
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 440
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	150 897
Etats accompagnés	71 727
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉCOM	70 901
5) DIVERS	10 684
Total	681 342

PASSIF	20 nov.
1) BILLETTS EN CIRCULATION	208 344
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	12 641
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	38 478
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	114 821
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	63 079
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	70 980
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	12 722
Total	681 342

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, base 100 : 28 décembre 1985

Valeurs industrielles	1425,1	1425,1
Valeurs étrangères	1382,1	1382,1
Indice des transports	1402,1	1382,1
Indice des constructions	1372,1	1382,1
Chimie	1382,1	1382,1
Métallurgie, mécanique	1372,1	1382,1
Électricité, électronique	1381,1	1382,1
Bâtiment et matériaux	1352,1	1372,1
Ind. de l'équipement, out. off.	1352,1	1372,1
Ind. de l'équipement	1427,1	1412,1
Distribution	1612,1	1612,1
Transport, hélicopt., services	148,1	152,1
Assurances	1642,1	1642,1
Credit bancaire	1482,1	1512,1
Stocks	1212,1	1212,1
Salaires	1352,1	1352,1
Investissement et personnel	1382,1	1382,1
Donc 100 = 22 novembre 1958		
Valeurs françaises	1302,1	1302,1
Exportations d'Europe	1327,1	1302,1
Salaires	1352,1	1352,1
Indice des constructions et matériaux	1352,1	1352,1
Sociétés	1427,1	1402,1
Donc 100 en 1948		
Valeurs françaises	2.282,1	2.282,1
Valeurs étrangères	3.012,1	3.012,1



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

28 NOVEMBRE Cours relevés à 17 h 34

[illegible]

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Étrangères						SICAV (sélection)					
Emp. 7% 1973	8500		Classe	850	871	Movs	211		A.G.P. S.A.	1466	1480	Deuts	2000	204 10	M.L.B.	748	754
Emp. 8,50% 77	122 10	4 881	Credito Ital	1550		Nord Worms	95	96	Alcan Manitoba	394	394	Dapha	2555	2470	Alcan	250	250
8,50% 78/83	100 05	3 708	Cofin	518	512	Navig. Mar. del	188	189	Alcan	530	515	Dentistry	2220	2200	Alcan-Quinn	450	450
8,50% 78/86	100 05	3 487	Comptex	371	371	Origny	320	329	S.A.P.	710	705	Dentistry	2220	2200	Alcan-Quinn	450	450
10,00% 78/84	100 05	2 545	Comp. Lyon-Alain	500	501	Origny (L.T.C.)	3128	3110	B.L.M.	525	521	Dentistry	2220	2200	Alcan-Quinn	450	450
13,25% 80/90	108 20	4 688	Comp. L.	1146	1146	Origny-Dumort	680	703	B.L.M.	1141	1118	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
13,25% 80/97	104 80	4 084	C.M.P.	21 20	21 90	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
13,50% 80/97	110 30	22 025	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
16,75% 81/97	105 25	5 871	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
20,25% 82/90	120	14 203	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
10% jan 82	121 70	7 354	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
13,50% 80/88	110 30	22 025	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
13,25% 80/88	110 30	22 025	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
13,25% 80/88	110 30	22 025	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
11% 81 85	116 05	4 888	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
10,25% 80/88	109 10	7 365	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
ORT 12 75 83	1894		Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
ORT 12 75 83	1894		Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
ORT 9,50% 1987	107 80	9 520	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
ORT 9,50% 1988	105 45	6 135	Cofin (S.P.A.)	786	785	Palme Monnet	900	901	B.L.M.	1158	1150	Edouard Belfort	288	290	Alcan-Quinn	3670	3620
Or. France 3%	108		Economica Centre	572	576	Comptex	371	371	Comptex	371	371	Comptex	371	371	Comptex	371	371
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414	400
Or. Suisse jany 82	102 40	3 502	Electro-Suisse	414	400	Electro-Suisse	414</										

صَدَقْنَا مِنَ الْإِسْلَامِ

